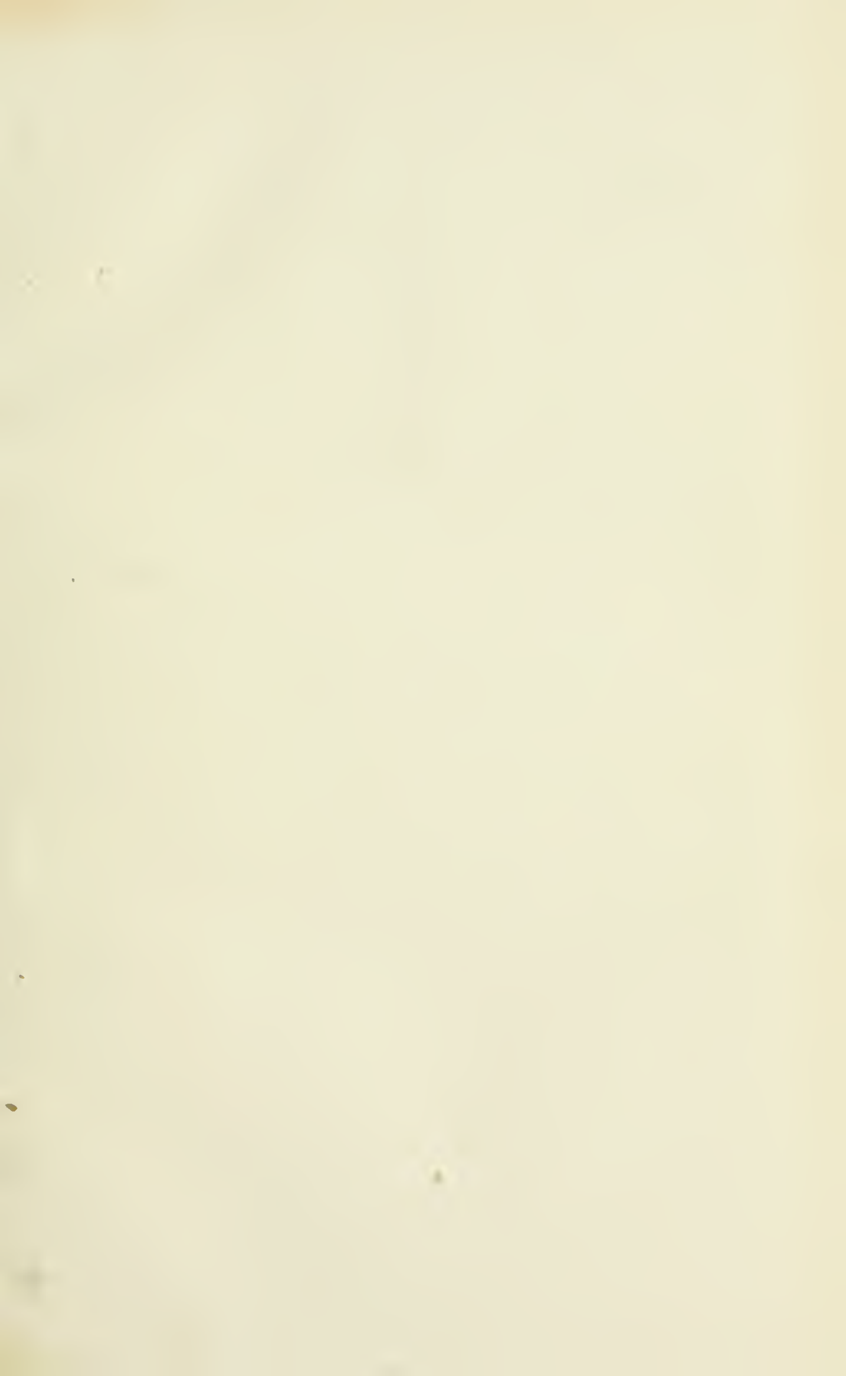












La France et le Danemarck

1751–1770.



HISTOIRE

DES RELATIONS DE LA FRANCE ET DU DANEMARCK

SOUS

LE MINISTÈRE DU COMTE DE BERNSTORFF,

1751—1770.

Par

le comte **Edouard de Barthélemy.**

Complément de la »Correspondance ministerielle
du comte J. H. E. Bernstorff«,
publiée par P. Vedel.

Aux frais de la Fondation Carlsberg.

Copenhague.

Imprimerie de Jorgensen & Cie (M. A. Hannover).

1887.

A Son Altesse Royale

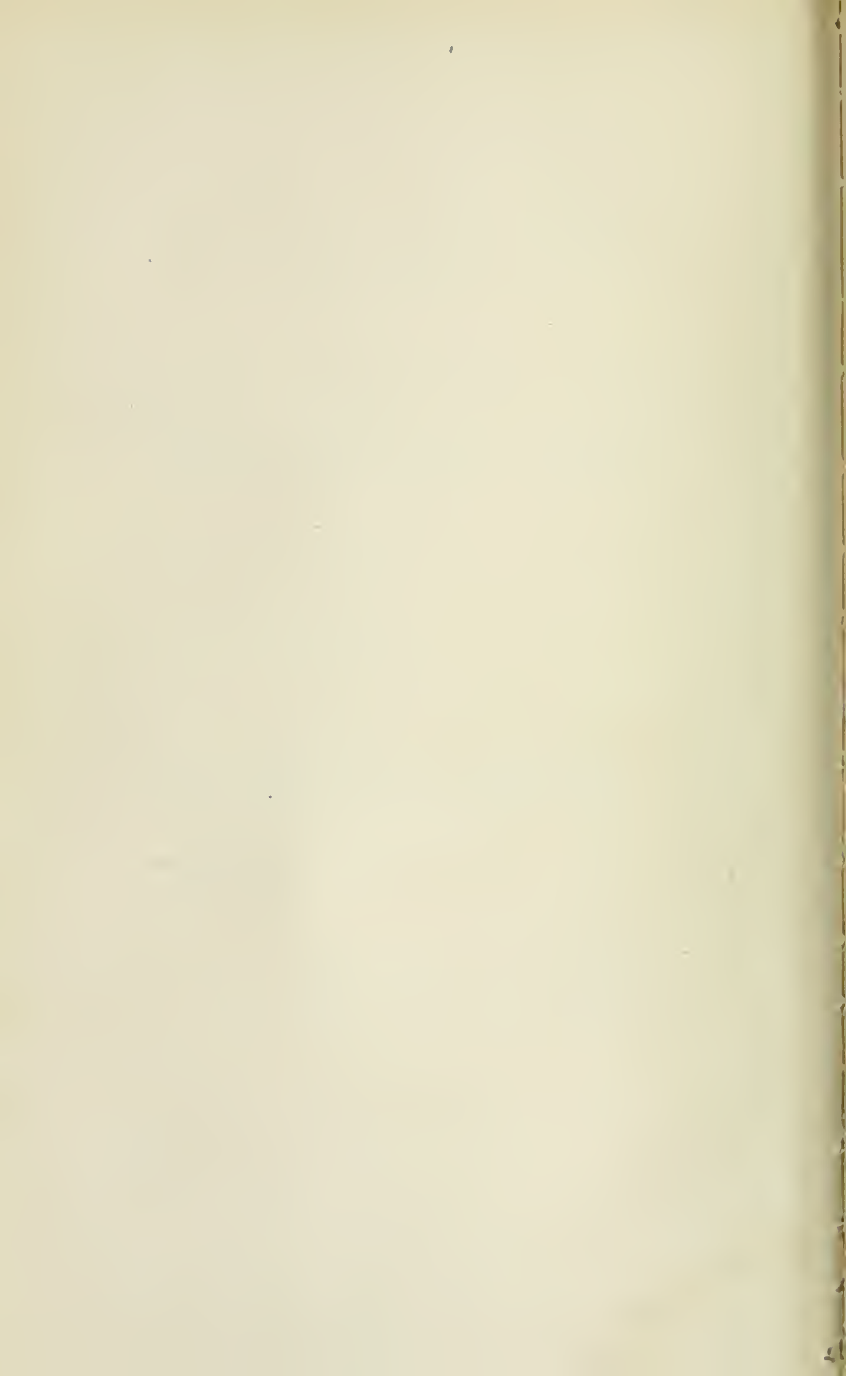
Madame la princesse *Valdemar* de Danemarck,

née princesse *Marie-Amélie* d'Orléans

hommage du plus profond respect

Cte E. de Barthélemy.

Courmelois le 1 novembre 1887.



PREFACE.

Au siècle dernier la politique française a eu activement à s'occuper de la situation des Etats du Nord au point de vue du maintien de l'équilibre européen. La Prusse commençait à prendre une attitude prépondérante, grâce à l'énergie de son souverain et à ses succès militaires autant qu'à l'absence totale de moralité dans ses procédés diplomatiques. La Russie cherchait aussi à établir son influence. L'Angleterre, dominée par sa haine contre la France, entretenait l'hostilité de ces puissances contre nous, sans que l'Autriche sût ou pût prendre assez résolument parti. Deux royaumes de moindre importance formaient un appoint que nos adversaires cherchaient par tous les moyens et avec une infatigable persévérance à attirer à eux: le Danemarck et la Suéde. Or ces deux couronnes précisément vivaient dans un état de méfiance réciproque qui favorisait ces intrigues et provoquait sans cesse des difficultés politiques mettant en péril la conservation du „système“ soigneusement entre-

tenu par le gouvernement français, qui subventionnait en même temps toutes deux. La Suède, à peu près également partagée entre les amis et les ennemis de la France, suivait une politique assez incertaine, excepté à l'égard du Danemarck qu'elle redoutait. Le Danemarck au contraire fidélement attaché au cabinet de Versailles, recherchait son approbation, son appui et ses conseils, tout en trouvant sans cesse de cruels déboires causés par les accusations perpétuelles de la Suède, toujours accueillies avec trop de faveur par nos ministres. On peut dire qu'à cette époque le Danemarck était la clef de voûte du „système“ du Nord, d'autant plus que dirigée pendant près de vingt ans sans interruption par un homme de haute valeur, sa politique put suivre constamment la même voie.

M. de Bernstorff s'était identifié à sa patrie d'adoption avec un zèle, une intelligence et un dévouement qui ont fait de lui un des hommes d'Etat les plus considérables et les plus justement considérés de l'Europe au XVIII[e] siècle. Son ardent patriotisme compromit même auprès de la France la monarchie danoise qui, sans le soutien effectif du cabinet de Versailles, était réduite à une regrettable impuissance. Mais M. de Bernstorff pouvait-il agir autrement? Son gouvernement était dominé avec raison par le désir de s'assurer la possession du Holstein, sans laquelle la Russie se serait trouvée la maîtresse du sort du

Danemarck et chacun savait que le grand-duc héritier était l'irréconciliable ennemi de la cour de Copenhague. Or ne trouvant pas de concours résolu de la part de la France. influencée par les dénonciations incessantes de la Suède, Bernstorff en était réduit, tout en ménageant encore le cabinet de Versailles, à écouter tantôt l'Angleterre et tantôt la Prusse, selon qu'il voyait, près de l'une ou de l'autre de ces puissances, le moyen de conjurer les menaces du futur czar.

Peu à peu les liens se desserrèrent entre la France et le Danemarck, auquel M. le duc de Choiseul, qu'on nous passe cette expression, coupa un jour brusquement les vivres Une froideur croissante succéda à l'ancienne intimité jusqu'au moment où une indifférence complète la remplaça définitivement. Jusqu'au dernier moment, le comte de Bernstorff ménagea le gouvernement français, montrant une honnêteté, une franchise, singulièrement mal appréciées à Versailles, en dépit des efforts de nos agents à Copenhague, qui tous successivement se constituèrent les avocats du cabinet danois.

Telle est l'étude que nous avons voulu tenter et qui constitue réellement un chapitre des plus curieux et des plus neufs de l'histoire diplomatique de la France au XVIIIe siècle. Nous avons été puissamment aidé dans cette œuvre par deux remarquables publications faites à Copenhague en 1871 et 1882 par M. Vedel, directeur du mini-

stère des affaires étrangères Danois. L'un a pour titre: *Correspondance entre le comte de Bernstorff et le duc de Choiseul de 1758 à 1766*[1]; l'autre: *Correspondance ministérielle du comte de Bernstorff.*[2] Nous avons ensuite dépouillé avec le soin le plus minutieux les trente-cinq volumes de dépêches échangées de 1750 à 1770 entre le cabinet de Versailles et nos représentants à Copenhague, volumes conservés aux archives des affaires étrangères de France. Nous avons donc la certitude d'être parvenu de la sorte à connaître, complètement et sans réticence, tous les détails et tous les secrets de la politique franco-danoise durant le long ministère du comte de Bernstorff. C'est le résultat de ce travail que nous présentons au public, heureux de pouvoir rendre ainsi justice au grand ministre danois, et singulièrement flatté d'avoir obtenu le patronage de la commission de la fondation Carlsberg, et l'honneur d'être édité par ses soins à Copenhague.

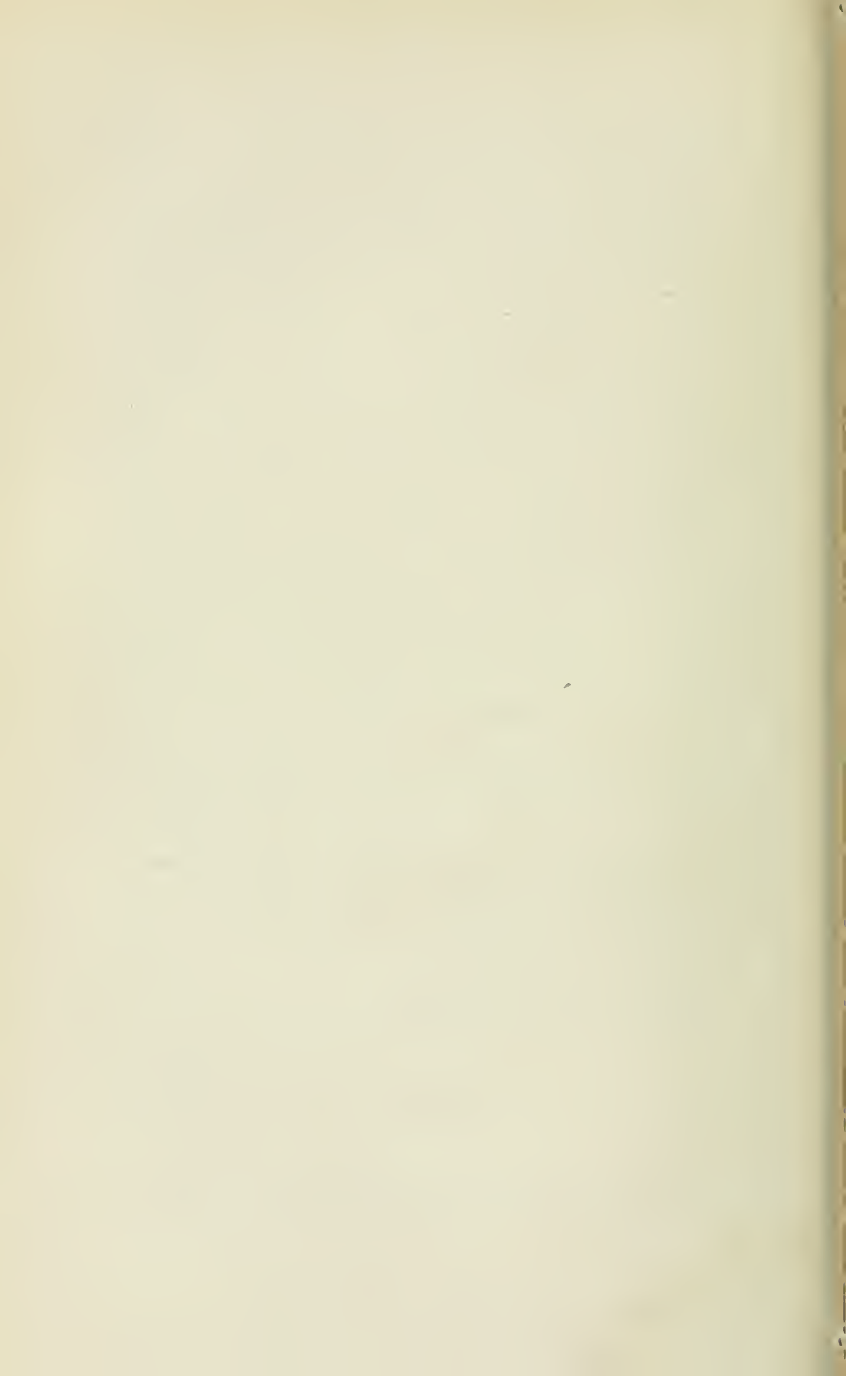
Nous croyons avoir jugé avec impartialité le comte de Bernstorff en faisant ressortir les embarras souvent cruels de sa situation, et en le justifiant des accusations de fausseté ou de duplicité trop facilement portées contre lui par les chefs du ministère français. Mr. de Bernstorff est certainement une des figures politiques les plus sail-

---

[1] Un vol. in 8., Copenhague, Gyldendal, 1871. [2] Deux vol. in 8., Copenhague, Jørgensen, 1882.

lantes et les plus intéressantes du XVIIIe siècle. Essentiellement honnête et droit, à notre avis, mais forcé de songer avant tout au salut de la monarchie confiée à sa direction, dévoué, lettré, très français d'esprit et d'allures, profondément patriote, quoiqu'il ne fût point danois, il mérite une place distinguée parmi les hommes d'Etat du siècle dernier. Lui-même dans une longue lettre — la dernière — adressée le 24 mai 1766, au duc de Choiseul, il a fait consciencieusement l'historique des relations politiques de son pays avec le nôtre, soutenant avec raison n'avoir jamais voulu changer de voie, mais expliquant loyalement que l'abandon où le Danemarck était laissé, le contraignait avec le plus réel regret, à chercher un appui ailleurs qu'à Versailles où on le lui refusait. „Nous aimons la France, par inclination et par reconnaissance et parceque nous avons des intérêts communs avec les siens", dit-il très franchement. Et il termine par ces mots qui pourraient servir d'épigraphe à notre étude: „Je croirai toujours que le Dannemarck doit dans tous les cas honorer et aimer la France."

Courmelois, le 1er février 1886.



CHAPITRE I.

Etat du Danemarck au commencement du XVIII[e] siècle. Paix avec la Suède en 1720. Le prince de Holstein-Gottorp reconnu héritier du trône de Suède. Origine des différends entre la Danemarck et la Suède au sujet du Sleswig. Frederic V roi de Danemarck en 1746. Il s'applique d'abord aux intérêts économiques de son royaume. Traité de subsides avec la France. Appréciation de la politique danoise par d'Argenson. L'abbé Lemaire résident de France. Ses aspirations. Changement dans le Nord par le développement de la Russie qui substitue son influence à celle de la Suède. Les Chapeaux et les Bonnets en Suède. Hésitation du Danemarck à cause de la Russie. Pierre grand-duc héritier de Russie. Commencement des négociations pour l'échange du Holstein ducal. Mort de Schulin chef du cabinet danois. Influence de M. de Moltke. Bernstorff désigné comme successeur de Schulin. Ses hésitations. Leurs causes. Antécédents politiques de Bernstorff. Préjudice causé aux affaires danoises par ces atermoiments. Intrigues prussiennes. Inquiétudes de la France au sujet du maintien du système Schulin. Attachement de Bernstorff pour l'Angleterre. Son hostilité contre la Prusse. Bernstorff »l'oracle du roi et l'enfant gâté de la foule«. Affaire de Knyphausen. Attitude hostile

envers la Prusse. Forte tension avec la France. Froideur de Moltke. Mort du roi de Suède. Effort du cabinet français pour arrêter tout conflit. Mort du prince de Galles. Bernstorff accepte enfin le ministère (Mai 1751).

Le Danemarck a toujours été un pays sympathique à la France, un allié fidèle et courageux, et sa conduite correcte et dévouée n'a pas été toujours appréciée comme elle le méritait. Au siècle dernier, ce royaume, pendant la guerre de Sept ans notamment, s'est trouvé plusieurs fois dans les situations les plus critiques en cherchant à demeurer fidèle à la France, même malheureuse, et sans vouloir, avant d'être véritablement poussé à bout, se détacher d'elle. Il avait alors la bonne fortune de voir ses affaires dirigées par un grand ministre qui, pendant vingt ans, se consacra à son gouvernement. Johan-Hartvig-Ernst de Bernstorff prit le ministère en 1751 et le conserva jusqu'au jour où il succomba sous les intrigues de Struensée, en 1770.

Depuis l'avènement de Charles XII au trône de Suède jusqu'en 1720, le Danemarck avait soutenu la guerre contre la Suède de concert avec le czar et l'électeur de Saxe, devenu roi de Pologne. Le roi de Danemarck y avait été entraîné par le désir de remettre la main sur la Scanie, par ses démêlés avec le

duc de Holstein-Gottorp, beau-frère de Charles XII, aussi bien que par la jalousie que la situation prépondérante de la Suède inspirait aux puissances du Nord. La paix fut conclue en 1720, et à cette date commença pour le Danemarck, une longue période de tranquillité et de bien-être, d'autant plus surement que bien des causes de différends ultérieurs étaient définitivement mises de côté par le traité du 14 juin. Le gouvernement danois comprit qu'il lui fallait renoncer à toute pensée de reconquérir les anciennes provinces enlevées par la Suède, et l'abolition de l'immunité des droits du Sund, dont avaient joui jusqu'alors les Suédois, faisait disparaître une source incessante de conflits.

Christian VI eut peut-être le tort de sortir de cette réserve qui assurait la prospérité de ses sujets si elle ne donnait pas à son gouvernement une grande influence en Europe. En 1734, ayant conclu avec l'Angleterre un traité d'assistance réciproque, ce prince envoya un corps de six mille hommes au secours de l'électorat de Hanovre lors de la guerre de la succession d'Autriche. En 1742 un plus grand danger surgit. Christian VI désirait faire désigner son fils aîné comme successeur éventuel au trône de Suède et il avait vu le clergé et les paysans se prononcer en ce sens. Mais l'impératrice Elisabeth soutenait la can-

didature du prince de Holstein-Gottorp, cadet de la maison royale de Danemarck, qui avait pris parti pour la Suède dans la guerre au commencement du siècle et y avait perdu le Slesvig. Cette candidature fut agréée par le roi de Suède. Christian VI voulut recourir aux armes. Mais des négociations prévinrent cette rupture et il céda à condition que le roi et les états de Suède s'engageaient à obtenir du nouveau prince royal sa renonciation à tout droit sur le Slesvig. Malheureusement ce traité ne mit pas fin à la haine personnelle de la nouvelle dynastie en Suède ni à la jalousie nationale des Suédois, qui se manifestèrent continuellement pendant les longs démêlés du Danemark avec la Russie, démêlés qui prirent parfois la tournure la plus fâcheuse, et auxquels Bernstorff ne parvint à mettre fin que peu de mois avant sa chûte. Nous aurons à nous en occuper plus d'une fois dans le cours de cette étude.

Fréderic V qui succéda à son père Christian VI, le 7 août 1746, s'occupa d'abord exclusivement des intérêts économiques de son royaume; il s'appliqua de tout son pouvoir à y développer le commerce avec l'étranger; dans ce but il conclut dès le commencement de son règne des traités spéciaux avec les Deux-Siciles et avec les Etats Barbaresques. Il s'appliqua également à conserver avec la France

l'intimité des relations qui depuis longtemps unissaient les deux couronnes, et étaient confirmées par l'allocation d'importants subsides — pas toujours régulièrement payés — de la part de la cour de Versailles. Ces subsides étaient stipulés par un traité particulier renouvelé tous les trois ans.[1] D'Argenson nous apprend que »le premier traité avec le Danemarck fut fait dans des circonstances où l'on exigeait davantage de sa complaisance. Ces interêts cessèrent, le subside fut suspendu, mais resta dû; en le renouvelant d'avance on ne pouvait aller aux rabais vis à vis des Anglais qui en offraient davantage.« C'est également d'Argenson qui entama des négociations pour déterminer le prince royal de Suède à renoncer à ses droits sur le Slesvig, mais il quitta le ministère avant d'avoir rien décidé. Nous trouvons dans ses mémoires une appréciation de la politique danoise au moment où commence notre travail, qui nous paraît devoir trouver sa place ici.[2]

»La cour de Danemarck met de la finesse et même quelque duplicité dans ses négociations. Les gens occupés de peu de choses y sont sujets. Les médiocres puissances agissent plus par crainte que par confiance; elles mettent

[1] D'Argenson le fit renouveler en 1746 et dit dant ses mémoires que les fréres Pâris payèrent rapidement l'arriéré. [2] Tome IV. p, 434—435.

leurs grandes espérances à ménager les empires qu'elles redoutent; l'envie y domine et leurs passions politiques y sont lentes à s'éteindre. Aussi le Danemarck haïra longtemps encore la Suède: le prince royal de Danemarck, aujourd'hui roi, n'est pas encore revenu du dessein d'être élu successeur de Suède, quoique ce dessein soit impossible; il n'aimera jamais le prince de Suède. En Danemarck on craint la Russie; on y défera, je crois, mes propositions, quoique M. de Bernstorff m'ait juré le contraire. Quand celui-ci me faisait des difficultés sur les négociations pour le Slesvig, je les réfutais suffisamment, mais il était aisé de lui montrer que la France entreprenait cette affaire uniquement pour le bien de son maître et que nous n'étions suspects d'aucun intérêt qui nous fût personnel.

»Autre branche d'aversion qui ne se déracinera qu'avec le temps: le roi de Prusse méprise la cour de Copenhague et nous entretenait toujours de sa fausseté et de sa duplicité: cette cour le lui rendait bien; mais j'ai vu de mon temps les satires et le mépris se changer en crainte et en silence sur ce roi victorieux. Comme il influe beaucoup en Suède par la reine sa sœur, il éloignait aussi la cour de Suède de ce que je propose. Toutes ces oppositions ont poussé cette année (1747) le Danemarck à négocier en Russie un nouveau

traité dont s'alarma beaucoup le Conseil, mais j'assurai avec raison que cela ne serait d'aucune conséquence. Ce traité a étre rendu puhlic et pent setire dans toutes la gazettes, c'est un simple renouvellement d'alliance, et, quant aux droits du grand-prince de Russie sur le Slesvig, la czarine n'y promet rien et s'en tient aux anciens traités.

Je fis deux fois des plaintes de la conduite de l'ambassadeur danois à Stockholm; on la dèsavoua et l'on m'assura qu'il excedait ses ordres; on le trouvait partout étroitemeut lié avec le furieux M. Korff, ambassadeur de Russie, tenant de mauvais discours, favorisant les Anglais et se déclarant contre le prince successeur et la princesse.

»Le roi de Danemarck Christian VI mourut le 6 août 1746 après un long état de faiblesse où son dépérissement annonçait une fin prochaine et certaine. Les ministres se comportaient avec incertitude de l'avenir dans cette crise puisqu'ils nous conservaient fidélité dans l'alliance. Je jugeai bien qu'un nouveau règne n'y changerait rien. Effectivement le nouveau roi parut balancer quelque temps entre l'Angleterre et la France, mais il reconnut bientôt les avantages de notre alliance; nous lui donnons de l'argent sec sans lui rien demander que de nous pas nuire, il aime ses peuples, il voudrait faire fleurir son Etat par le commerce, la marine

et les manufactures; il aime aussi les bâtiments, son pays a peu d'argent et n'est pas assez peuplé; en conséquence il voit qu'une armée qui sortirait de ses Etats les dépeuplerait et que le gros subside qu'il reçoit de la France fort exactement forme une des meilleurs branches de son revenu. Cette considération est si forte que je pense que nous pousserions plus loin ses services si notre ministère était plus hardi et plus exigeant.«[1] On sait qu'une alliance étroite avait également uni la Suède et la France depuis le règne de Gustav Wasa.[2] Les rois séudois étaient alors les plus puissants souverains du Nord, tandis que la Russie encore barbare ne comptait pas en Europe, que l'électorat de Brandebourg ne faisait qu'une petite figure. Leur intervention était d'un poids

[1] La cour de France était représentée alors à Copenhague par l'abbé Lemaire, dont d'Argenson pensait peu de bien; cet agent cherchait en effet à tout grossir pour accroître son importance afin d'obtenir le caractère d'envoyé extraordinaire »L'abbé Lemaire«, dit-il, trigauda ici pour augmenter de caractère; il prétendait qu'avec celui d'envoyé il approcherait mieux de la cour et vivrait familièrement avec les princes. Le véritable motif est qu'il voulait accroître en gages; je n'y vis aucune nécessité, je coupai court aux manœuvres que faisait ici ce petit ministre par les amis de M. de Chavigny dont il a été le secrétaire, en répondant à M. de Bernstorff qu'en effet il conviendrait que bientôt le roi y envoyât un homme de qualité avec le caractère d'ambassadeur« ce qui a fait grande peur à Lemaire.« [2] La Norvège était annexée au Danemarck depuis 1380, lorsque Olaf, fils de la princesse danoise Marguerite et élu roi de Danemark en 1375, hérita, à la mort de son père Hagen, de la couronne de Norvège.

considérable contre la maison d'Autriche. Tout changea naturellement quand la prépondérance rapidement conquise par la Russie et par le Brandebourg intervertit complètement les rôles et enleva à la Suède l'influence qui la rendait jusqu'alors précieuse à la France. Depuis ce changement, la Suède avait toujours tendu à se rapprocher de la Russie, tout en continuant à accepter les subsides du cabinet de Versailles qui nous procuraient de nombreux partisans dans la Diète. Deux partis s'y trouvaient en présence: celui des *chapeaux* ou de la France et celui des *Bonnets* ou de la Russie. Les premiers l'ayant emporté en 1738, entrainèrent leur pays dans une guerre malheureuse contre la Russie, terminée cependant à des conditions relativement modérées en 1742, grâce à l'intervention de l'Angleterre. Les Chapeaux restèrent au pouvoir et le conservèrent à l'avènement d'Adolf-Frédéric. Mais la prépondérance de la Russie était définitivement établie à la cour de Stockholm, à laquelle elle avait arraché plusieurs districts de la Finlande et un traité d'alliance défensive tout à son avantage La France cherchait néanmoins à y conserver une certaine influence à l'aide de l'argent dont le gouvernement russe se montrait moins généreux. Elle y était vivement poussée d'ailleurs par notre représentant à Copenhague, l'abbé Lemaire, qui écrivait au

Marquis de Puisieulx le 3 janvier 1750 pour insister sur l'urgence qu'il y avait à ne pas laisser la Russie prendre trop d'ascendant sur la Suède »en jettant celle-ci dans le désespoir.«

A ce moment la politique danoise était très hésitante. La puissance de la Russie ne la laissait plus libre, car l'équilibre politique du Nord était complètement modifié et l'appui de la France ne suffisait plus pour mettre en ces parages les gouvernements qu'elle protégeait à l'abri du danger. Pour le Danemarck la question du Holstein dominait alors la situation. La perte de sa part du Slesvig, à la suite du traité de 1720, avait profondément irrité la maison de Holstein-Gottorp contre ses parents danois et elle ne pouvait se résigner à ne plus posséder que le Holstein. Or le hasard lui procura coup sur coup deux bonnes fortunes qui, en la grandissant démésurément, en faisaient une ennemie redoutable pour la cour de Copenhague. Nous avons dit que, par l'intervention de la czarine, le prince Adolf-Fréderic avait eté choisi comme prince royal éventuel de Suède. Mais dès 1742 cette princesse avait adopté le duc régnant de Holstein comme son héritier présomptif. Il était dès lors facile de prévoir, quels dangers réservaient au Danemarck ces deux princes le jour où ils seraient montes sur les trônes pour lesquels ils etaient désignes. Conjurer ce formidable péril

était une question d'existence pour la monarchie danoise, et c'est le problème à la solution duquel se consacra le comte de Bernstorff, qui représentait alors depuis plusieurs années le Danemarck en France. Il s'agissait de décider le prince Adolf-Frédéric à renoncer amiablement à ses prétentions sur le Slesvig et le prince Carl-Peter-Ulrich à accepter les comtés d'Oldenbourg et de Delmenhorst en échange de son duché de Holstein. Bernstorff obtint du cabinet de Versailles une intervention assez efficace pour que le prince Adolf-Frédéric s'engageât à agréer un pareil arrangement, au cas où la mort de Carl-Peter-Ulrich sans héritier ferait passer la couronne ducale sur sa tête. Mais cette promesse consentie avec une évidente mauvaise humeur et vivement combattue par la femme du prince, Ulrica-Eléonora, sœur du roi de Prusse, était loin de garantir une sécurité définitive et on put s'en apercevoir aux inquiétudes qui se produisirent, quand il fut question en Suède de forcer Frédéric, dès 1750, à abdiquer pour laisser le trône immédiatement à Adolf-Fréderic. A cet égard le cabinet de Versailles se prononça vigoureusement. »Le roi de France«, fut-il mandé à l'abbé Lemaire le 11 janvier, »ne veut pas s'opposer à ce que la Suède veut faire, mais ne la regarderait plus comme un allié si elle forçait son roi d'abdiquer pour le prince

successeur. M. de Schulin[1]) nous a entretenu avec candeur de ce manège: nous avons confiance dans le Danemarck. Mais si la guerre s'allumait, nous avons des moyens de la rendre funeste à ceux qui voudraient la commencer et nous nous en servirons. Sa Majesté reprendra les armes quand elle s'y verra forcée par des manèges indignes des grandes puissances qui les ont tolérés.«

La mort du premierministre Schulin amenait une nouvelle complication. Quoique chef du cabinet, ce n'était pas lui, mais le comte de Moltke qui possédait toute la confiance du roi.[2]): celui-ci ne désirait pas cependant prendre la direction officielle des affaires et dès les premiers jours, à Paris aussi bien qu'à Copenhague. M. de Bernstorff fut désigné comme le successeur de Schulin. La cour de Versailles le souhaitait vivement.

Bernstorff était en effet à cette époque l'homme le plus considérable du Danemarck. Il ne connaissait pas seulement à fond la politique intérieure et extérieure de son pays d'adoption, mais aussi celle des divers Etats de l'Europe et il était lié avec tous les personnages du temps, dont il avait su se faire, par les charmes de son caractère, des amis

---

[1] Alors chef du cabinet danois, mort au mois de mai suivant.
[2] Lettre de l'abbé Lemaire, 9 mai 1750.

fidèles. Né en Hanovre en 1712, il entra en 1732 au service du Danemarck, tout en conservant dans son pays natal de puissantes attaches: lié particulièrement avec les deux frères Münchausen, dont l'un gouvernait l'électorat et l'autre résidait auprès du roi-électeur à Londres, il y était très influent, et il avait su conquérir les bonnes grâces du roi Georges II de façon à mortifier parfois le ministère anglais. Ce prince l'appréciait même si particulièrement que son fils lui avait fait solennellement promettre de se réserver pour devenir son premier ministre. Les importantes relations de Bernstorff dans la Hesse, la Saxe, le Wurtemberg, à Bade, donnèrent au Danemarck une certaine influence sur les affaires intérieures de l'Empire et déterminèrent l'Autriche à user, à son égard, d'égards que la hautaine cour de Vienne n'avait pas l'habitude de montrer envers les petits Etats. Quoique n'ayant jamais, à cause de sa santé, été en Suède ni en Russie, Bernstorff y avait connu, dans les diverses cours où il avait été accrédité, des hommes politiques considérables comme le comte Scheffer, de Stockholm, le comte Bentinck[1] en Hollande, le chancelier de Russie

[1] Le comte de Bentinck est souvent mentionné dans les dépêches de notre ministre à cause des discussions qu'il soutint contre sa femme au sujet des seigneuries de Knyphausen et de Varden. Cette question faillit même amener un conflit sérieux entre le Danemarck et la Prusse, qui ne fut aplani que par une intervention vigoureuse de la France.

Bestushew et le comte Panin, ses amis personnels. Son séjour, de 1732 à 1736, comme ministre près l'électeur de Saxe, roi de Pologne, l'avait mis au courant des affaires de ce pays. Enfin depuis 1744 il représentait sa cour en France où il avait conquis une place exceptionnelle dans le monde de la politique et dans celui des lettres, comme dans les salons qui avaient alors une si grande importance à Paris. Il y apprit aussi à aimer vivement la France et conçut de sa puissance et de l'autorité de sa diplomatie une haute idée. En termes très intimes avec les ministres qui, de son temps, se succédèrent aux Affaires Etrangères, Saint-Contest, Rouillé et Bernis, il fut moins bien avec d'Argenson; mais il se lia particulièrement avec le maréchal de Belleisle dont il était l'un des hôtes assidus, et avec le comte Stainville, depuis duc de Choiseul, malgré les profondes différences existant entre leurs caractères. [1]

La promesse faite par Bernstorff au prince de Galles explique ses hésitations à accepter le ministère à Copenhague, tandis que l'abbé Lemaire en recherchait vainement les motifs. Tantôt il croit que Bernstorff craignait de ne

---

[1] Nous avons dit que M. Vedel avait publié, en 1871, à Copenhague toute la correspondance privée de Bernstorff avec Choiseul, de 1758 à 1766. C'est un recueil du plus grand intérêt et trop peu connu des lecteurs français (Un volume in 8° librairie Gyldendal.)

pouvoir »se dégager honnêtement des liens qui l'unissaient à la maison de Hanovre«; tantôt que c'était un jeu convenu avec celle-ci de traîner en longueur la conclusion de l'accord avec la Suède sous le prétexte que le ministère danois n'était pas constitué[1]; ou encore, que, quoique complètement décidé à accepter le portefeuille, il voulait gagner du temps pour arranger ses affaires privées.[2] La question Bernstorff absorbait alors spécialement l'attention de notre résident: tout d'un coup il mande que »tout espoir est évanoui«[3] en dépit de l'insistance pressante du roi. Huit jours après les choses paraissent changées.[4] A Versailles les mêmes hésitations existaient. On croyait que Bernstorff ne voulait point prendre de parti avant de savoir si la cour danoise se déciderait à suivre simplement le système de M. de Schulin, c'est à dire à conserver le statu quo,[5] puis on arrivait à penser aussi qu'il préférait le service du roi d'Angleterre à cause de ses vastes propriétés du Hanovre.[6] L'abbé Lemaire annonce cependant avec empressement, le 31 octobre, que Bernstorff lui a positivement dit qu'il pourrait bien accepter »mais sans rien préciser.« Ces atermoiments se prolongèrent[7] jusqu'au printemps de l'année sui-

[1] Abbé Lemaire, 7 Juillet 1750 [2] do 14 Juillet. [3] do 28 Juillet. [4] do 4 Août. [5] Paris 29 Juillet 1750. [6] do 11 Septembre 1750.

vante. Mais enfin le prince de Galles étant mort le 31 mars 1751, Bernstorff libre désormais de tout engagement accepta la direction du cabinet danois. »Il a pris son parti: il entre vendredi au conseil du roi, ira chez lui et après sera secrétaire de l'Etat«.[1]

Pendant toute cette année les affaires avaient naturellement subi en Danemarck un arrêt très fâcheux. On ne savait plus quelle direction serait suivie et le cabinet de Versailles voyait avec regret la mise en balance de la continuation du système de M. de Schulin ou de l'adoption d'une nouvelle politique. La Russie, l'Angleterre et la Prusse n'étaient pas demeurées inactives et n'avaient pas été évidemment étrangères à ces hésitations. De Versailles, le 2 Juillet 1750, on écrivait à l'abbé Lemaire, dans la persuasion de l'avènement du ministre désiré: »Je ne doute pas que M. de Bernstorff qui a donné les plus grands éloges et sans complaisance au système de feu M. de Schulin ne le suive. Ce ministre faisant profession de la probité la plus exacte, vous pourrez avoir quelquefois à combattre ses inclinations, mais jamais son intérêt particulier. Il a beaucoup d'esprit et de lumières. Il connaîtra par conséquent les avantages et la gloire du maître auquel il s'attachera. Vous

[1]) Abbé Lemaire 8 Mai 1751.

ne sauriez lui montrer trop d'amitié de ma part dans toutes les occasions et vous ne lui direz rien que je ne ressente pour lui au fond de mon cœur«. Ces assurances amicales se retrouvent dans une autre dépêche, postérieure de peu de jours, et sont ajoutés sur la minute de la main du ministre, en même temps ce dernier chargeait notre résident d'annoncer que la France consentait à accorder sa garantie au traité d'échange éventuel du Holstein.[1] La Prusse cherchait alors à se rapprocher du Danemarck et le cabinet de Versailles y poussait activement jusqu'à intervenir pour en fournir les moyens.[2] En revanche la Russie se montrait hostile, et notre gouvernement partait de là pour remettre sur la tapis l'idée d'une triple alliance du Nord, qui aurait eu pour effet de protéger la Suède très directement menacée et qui seule, »réduite à l'impuissance«, n'avait qu'à se taire et patienter.[3] L'abbé Lemaire se faisant probablement l'écho de ce qu'il entendait dire autour de lui, proposait pour tenir la

---

[1] 13 Juillet 1750. Il est utile de donner ici les noms des ministres des Affaires Etrangères qui se succédèrent alors en France. Mis de Puisieulx, 15 Juin 1747 au 9 Septembre 1751. — M. de Saint-Contest, 11 Septembre 1751 — mort le 24 Juillet 1754 — M. de Rouillé, Juillet 1754 — 25 Juin 1757 — Cardinal de Bernis 1757 — 1758. — M. de Choiseul 1758 — 1763. — M. de Praslin 1763 — 1766. — M. de Choiseul revenu, 1768 — 24 Décembre 1770. — [2] Versailles, 13 Juillet. [3] Versailles 30 Juillet 1750.

Russie sur ses gardes, une alliance franco-prusso-danoise.[1] M. de Puisieulx, au contraire, s'attachait à la nécessité de faire comprendre au gouvernement danois l'importance qu'il y avait pour lui de ne pas laisser écraser la Suède. En effet cet Etat reduit à néant, la Russie devenait toute puissante dans le Nord et aurait toute facilité pour venir à bout du Danemarck. Il redoutait l'attachement de Bernstorff pour l'Angleterre et ses préventions contre le Prusse. »Il faut l'entretenir dans le goût qu'il ne peut pas ne pas avoir conservé pour la France«.[4]) Notre ministre revient peu après à la charge en ne dissimulant pas la surprise que lui cause l'obstination du gouvernement danois à ne pas comprendre que ce royaume ne serait plus rien si la Russie par exemple prenait en Suède l'influence qu'elle avait acquise en Pologne, et à ne pas voir également qu'en cette circonstance la Russie n'hésitait à aller de l'avant qu'à cause de l'inquiétude que lui imposait l'attitude de la France, de la Prusse et des Turcs.[1]

En fait dès ce moment Bernstorff était bien le premier ministre en Danemarck, si, par une reserve respectueuse, il n'en acceptait pas le titre officiel. Le 22 septembre l'abbé

[1] Lemaire 4 août. — [2] Versailles 22 août. [3] Versailles 28 août 1750.

Lemaire écrit, qu'il est »l'oracle du roi et l'enfant gâté de la foule.« »Il passe«, ajoute-t-il, »pour très honnête homme: il est sans doute jaloux de sa réputation: s'il est à craindre qu'il se laisse entraîner par sa prévention pour l'Angleterre, on peut aussi espérer qu'il sera en garde contre ce qui pourrait le faire taxer de partialité.« A ce moment le système Schulin avait repris toute faveur et le roi ne repoussait même plus en principe un plan commun de défense au profit de la Suède. L'influence française paraissait avoir repris tout son essor et le seul nuage était le crainte d'une négociation secrète avec la Russie au sujet de la cession du Holstein,[1] encore ne le redoutait-on pas sérieusement à Versailles, y connaissant le caractère du grand-duc. L'abbé Lemaire eut l'ordre cependant d'en entretenir le comte de Moltke, qui seul encore représentait officiellement le cabinet danois et, malgré les dénégations de ce dernier, il n'eut pas de peine à comprendre qu'en effet il existait quelque chose: il ne lui cacha pas même qu'il ne le blâmait pas dans une occurence si importante pour son gouvernement, mais il ne lui fit pas moins sentir qu'il devrait en informer son maître

[1] Abbé Lemaire 10 novembre. — Il répète le 17, que Moltke lui avait de nouveau promis de ne rien cacher en cette circonstance. Et le 1er décembre il ajoute que »l'affaire avec la Russie marche mal«.

pour qu'il pût au besoin rassurer la Suède. Moltke répondit que, »si la négociation avait lieu, il ne manquerait pas de suivre ce conseil.« Et l'abbé ajoute qu'il a cru devoir approuver cette tentative, persuadé que rien ne saurait empêcher le Danemarck de la risquer: »d'où nécessité vertu.« Puisieulx approuva complètement sa conduite.[1]

A ce moment se produisit l'affaire de Kniphausen dont nous avons déjà dit un mot. La querelle domestique entre le comte de Bentinck et sa femme avait pris des proportions telles que l'intervention d'un pouvoir supérieur devint nécessaire. Or le roi de Danemark prétendit seul avoir le droit d'intervenir dans sa qualité de suzerain de la seigneurie de Knyphausen, tandis que le roi de Prusse invoqua sa dignité de directeur du cercle. L'affaire menaçait d'amener une rupture. C'est alors que la cour de Versailles intervint, mais au début le gouvernement danois montra peu de bonne volonté, même de la froideur, ce qui faisait dire à l'abbé Lemaire qu'avec le Danemarck »la fermeté vaut mieux que la patience.«[2] M. de Moltke, poussé par Bernstorff, qui était toujours très hostile à la Prusse, nous reprochait trop de condescendance pour celle-ci. Les choses en vinrent rapidement à une extrême

---

[1] 26 novembre. — [2] 15 Décembre 1750.

tension, comme on en jugera par cette dépêche expédiée en chiffres de Versailles le 4 Janvier 1751: »La cour où vous êtes n'a plus la confiance ni les attentions qu'elle nous montrait avant l'arrivée de M. de Bernstorff à Copenhague. Ce ministre, que ces ennemis et même quelquefois ses amis ont cherché à nous rendre suspect, voudrait-il justifier tout ce qu'on a dit pendant qu'il était ici, de son servile dévouement à la maison de Hanovre et de sa haine contre le roi de Prusse? Si cela était, notre union avec le Danemarck et le système de M. de Schulin ne seraient pas de longue durée. Les négociations avec la Russie, l'aigreur avec la Prusse n'ont commencé que depuis son arrivée. Voyez et avisez.« Le ministre demandait en outre s'il fallait donner de l'argent aux membres du cabinet danois pour les exciter à soutenir le système Schulin et déterminer le roi à choisir Louis XV comme médiateur dans l'affaire de Kniphausen.[1]

Il est certain qu'à ce moment M de Bernstorff hésitait sur le parti qu'il lui convenait d'adopter et il le faisait d'autant plus facilement que, n'étant pas encore officiellement chargé de la direction du cabinet, il n'avait aucune déclaration

[1] Dans la dépêche officielle du même jour le langage n'était pas moins net. »Le Danemarck le prend de trop haut avec la Prusse. Il faut dire au ministre que le rapport sur l'affaire de Kniphansen a l'air d'une déclaration de guerre.«

à formuler. La cour de Versailles cependant ne s'y laissait pas prendre; elle trouvait l'attitude des Danois »mystérieuse« et redoutant de plus en plus une alliance étroite avec l'Angleterre, elle s'attachait à faire ressortir qu'on ne trouverait auprès de cette puissance qu'un »empire dur et despotique.«[1] Quant à la Prusse, le Danemarck montrait une antipathie de plus en plus accentuée. Son gouvernement, après avoir refusé la médiation de Louis XV, tout en réclamant ses bons offices, ne voulait rien entendre, et M. de Moltke, complètement dirigé par Bernstorff, assura à l'abbé Lemaire »qu'il était inutile de parler d'accommodement avec cette puissance.«[2] Moltke lui-même avait changé d'attitude envers notre résident depuis l'arrivée de Bernstorff »il n'est plus facile et docile avec moi.«[3] M. de Moltke était assurément bien intentionné et au fond entièrement porté vers la France, mais il entrevoyait l'avènement évident du nouveau ministre et il n'avait qu'une pensée dominante »conserver sa faveur auprès du roi.«[4] »Ces gens-là« écrit encore l'abbé, »ont peut-être été gâtés par les caresses qu'on leur a faites. Qui sait s'ils ne seraient

[1] Versailles, 21 Juillet 1751. [2] Abbé Lemaire 2 février 1775. [3] do 6 février 1751 [4] 6 février. Dans cette réponse, l'abbé disait qu'il était inutile de faire aucun cadeau d'argent aux ministres danois; tout au plus d'offrir un ameublement à M. de Moltke.

pas mieux à leur place, si, sans leur marquer de froideur, on était moins attentif à les prévenir sur tout.«[1] La Prusse céda à la fin et l'affaire fut en effet réglée au gré du gouvernement danois. Peu après on laissa entrevoir à Copenhague la possibilité d'un mariage entre la seconde fille du roi de Danemarck et un neveu du roi de Prusse[2]), mais en disant bien haut que cela n'impliquait aucune idée d'alliance politique entre les deux états. Le Danemarck ne voulait pas croire à la force militaire de la Prusse et il se leurrait d'un succès certain dans ses négociations avec la Russie.[3]

Sur ces entrefaites, le roi de Suède vint à mourir: un courrier partit aussitôt de Copenhague pour Saint-Pétersbourg afin d'obtenir qu'on ne fît aucune démonstration contre ce royaume.[4] L'abbé Lemaire assura même que l'ambassadeur aurait été chargé de déclarer que si la Suède était attaquée, le Danemarck remplirait ses engagements envers elle.[5] De Paris on s'efforçait de calmer toutes ces susceptibilités et toutes ces difficultés. Notre gouvernement ne refusait nullement son concours à la Suède, où le parti des chapeaux dominait toujours, mais il voulait que les deux

[1] Même lettre. [2] 7 février. Cette princesse épousa en 1764 Guillaume, prince de Hesse. [3] Versailles 2 mars. [4] Abbé Lemaire 10 avril. [5] do 17 avril

monarchies du Nord marchassent absolument d'accord et il ne dissimulait pas sa résolution de retenir la Suède au cas où elle prendrait son vol de trop haut.«[1] C'est alors, le prince de Galles étant mort et les évènements prenant réellement une tournure trop grave pour hésiter plus longtemps, que M. de Bernstorff accepta la présidence du ministère danois (8 mai 1751). A Versailles on affecta, ce qui était peu d'accord avec les dépêches que nous venons de citer, d'en paraître ravi.[2]

CHAPITRE II.

Echec des premières négociations russes. Retour de la politique danoise vers la France. L'abbé Lemaire peu favorable à Bernstorff. Son ministère menace d'être »épineux. Moltke garde toute la faveur du roi. Sa rivalité avec Bernstorff. La maladresse de l'abbé Lemaire les réunit. Bernstorff demande au nom de son souverain le changement de notre résident. Le cabinet de Versailles le désavoue. Il ne répond plus à ses depêches. Affaire de Landskrone. Indifférence du

[1] Versailles, 6 mars 1751. [2] Versailles, 27 mai 1751.

cabinet français. Frédéric V résolu à recourir à la force, s'il le faut, contre la Suède. Le président Ogier nommé résident à Copenhague. L'abbé Lemaire remplit encore l'intérim. Son mémoire sur la cour danoise (août 1753).

Une grande accalmie se produisit peu après par l'échec évident de la négociation russe. Notre ministre ne put avoir à ce sujet de renseignements détaillés et, dans cette circonstance, il justifia la médiocre opinion que d'Argenson avait de sa finesse diplomatique. En effet au mois d'août il croyait l'affaire très avancée, en dépit des dénégations de M. de Moltke[1], et quelques semaines après il annonça que le comte de Lynar, qui était chargé de la négociation à Saint Pétersbourg, était rappelé.[2] Aussitôt le langage change à Copenhague. Le 2 octobre, Lemaire ayant été reçu par Frédéric V pour lui notifier la naissance du duc de Bourgogne, ce prince se montra disposé à adopter entièrement notre direction à l'égard de la politique à suivre dans le Nord, repoussant vivement toute pensée d'arrangement avec la Russie et invoquant »sa probité et celle de ses ministres.« Et l'abbé ajoute: »Je ne vous donne pas ceci pour un fondement inébranlable de la persévérance du roi dans les mesures où

[1] 7 août. [2] 21 septembre.

il se trouve, bien que je sois persuadé que ce prince sent actuellement l'intérêt qu'il a de s'y tenir. Je ne le suis pas moins qu'il ne dépendrait que de son ministère et surtout de M. de Bernstorff de lui faire envisager les choses sous un tout autre jour. Si j'en juge bien, ce ministre voudra prendre un essor bien élevé. Il ne parle que de dignité et de gloire. Il paraît avoir grande confiance en ses talents et en ses phrases. Peut-être voudra-t-il jouer un trop grand rôle pour le théâtre sur lequel il doit représenter. Je me flatte cependant par la connaissance qu'il prendra des moyens de sa cour qu'il y proportionnera par la suite un peu plus son ton. S'il craint notre prédilection pour le roi de Prusse, je crains bien davantage sa prévention contre«.[1]) Quelques jours après l'abbé paraît encore moins bien disposé[2]: »Je crains bien que le ministère de M. de Bernstorff soit épineux. Il me paraît trop politique, trop doucereux, trop flatteur et en même temps trop vain pour que je puisse faire grand fond sur son caractère d'homme à sentiment qu'il arbore. Nous le connaîtrons à l'user.«

Le comte de Moltke[3] demeurait cependant le favori particulier du roi Fréderic V et il ne tarda pas, comme cela

---

[1] 2 obtobre 1751 [2] 12 octobre. [3] Adam Gottlob de Moltke, chef de la branche danoise (1709-1792).

devait fatalement arriver, à devenir jaloux du crédit, pris si rapidement par le nouveau ministre. C'était pour nous et pour notre ré sident un avantage considérable. Il recevait ce dernier plus souvent, plus volontiers et il ne lui cachait pas son regret d'avoir poussé Bernstorff à la place où il était maintenant.[1] Resté néanmoins tout puissant sur l'esprit du roi, il pouvait nous servir très utilement en contrebalançant l'influence de Bernstorff et en contrecarrant sa politique un peu cassante. Lemaire entretenait assez habilement, il faut le reconnaître, cette rivalité. Mais M. de Moltke n'était pas de taille à lutter. »Bernstorff a plus de pénétration, de manège et de dessein que lui.«[2] Mais peu après c'est M. de Moltke lui-même qui faisait tous ses efforts pour combattre les préventions de l'abbé contre le premier ministre.[3] Celui-ci, se montrant plus rassuré,[4] affectait une certaine froideur vis à vis de notre représentant, qui se hâte d'en informer son gouvernement en le priant d'y mettre bon ordre, et pour cela de retarder le paiement des arrérages des subsides.[5] Les choses s'envenimèrent assez promptement pour que Bernstorff s'en plaignît officiellement. L'abbé vint alors le trouver et eut avec lui une explication

---

[1] 7 mars 1752. [2] Lemaire 11 avril. [3] do. 25 avril 1752. [4] ib. 21 avril. [5] ib. 20 juin.

qui dura trois heures sans aboutir à rien de définitif. Seulement il résume ainsi son impression: »il craint de se brouiller et ne se sent pas assez fort pour lever le masque, si c'est son intention de se brouiller.[1]« Naturellement l'abbé Lemaire ne manqua pas d'aller tout raconter à M. de Moltke, en cherchant à l'attirer de plus en plus vers lui, lui répétant qu'il ne voulait se conduire que par ses avis et ne se rapprocher de Bernstorff que suivant ce qu'il lui conseillerait, »ce qui le fit sourire.«[2] Mais l'abbé n'en resta pas là et il prépara tout »un complot« dans le but de renverser M. de Bernstorff: il chercha, soutenu par le ministre de Prusse, à exciter fortement M. de Moltke et le comte de Dehn;[3] seulement Bernstorff était au courant de toutes ces intrigues au fond peu sérieuses: les deux danois se montraient passablement embarrassés »du mode d'attaque«, tandis que le ministre prussien était tout feu et toute flamme. Cette petite conspiration ne parut pas opportune à Versailles. On écrivit d'abord à l'abbé, qu'avant de retarder les subsides, il fallait voir plus clair dans la conduite de Bernstorff;[4] puis on lui ordonna d'arrêter ses menées.[5] Notre résident ne désarma pas cependant. Bien que

---

[1] Lemaire 4 juillet. [2] Ib. 18 juillet 1752. [3] Ib. 1 aoû. [4] Ib. 13 août. [5] Versailles 21 août.

Bernstorff affectât de proclamer que celui-ci avait repris toute sa confiance, et qu'en même temps il eût remis la main sur le comte de Moltke, l'abbé persistait à le présenter comme l'adversaire résolu du système français; »mais«, ajoute-t-il, »je ne désespère pas que quand il se croira bien raffermi, il ne donne bientôt sujet à de nouvelles prises sur sa conduite. Il est moins sage et ne se possède pas tant dans la prospérité que j'aurais cru.«[1] Cette fois le ministère français notifia à l'abbé un blâme formel, en lui mandant fort désobligeamment qu'il avait dû se tromper au sujet des mesures prises contre Bernstorff et que »tout indiquait qu'on ne le prenait pas au sérieux.«[2] On comprend qu'il ait cherché à se défendre vivement en assurant que rien dans ses tentatives n'avait transpiré au dehors, et que les indiscrétions venaient du comte de Reventlow, ministre de Danemarck à Paris, qui avait excité son chef contre lui. Toujours est-il qu'à ce moment Bernstorff ne négligeait rien pour se débarrasser de l'abbé Lemaire, n'entretenant plus avec lui que des rapports de stricte politesse, et ayant même décidé Moltke à faire de même. Depuis plusieurs mois il pressait M. de Reventlow d'obtenir son déplacement. Le 25 juillet enfin il transmit positivement à celui-ci

[1] Lemaire 30 octobre. [2] Versailles 12 octobre.

l'ordre du roi de réclamer le rappel de cet agent, mais en lui recommandant d'éviter d'agir officiellement. Il représentait l'abbé comme dangereux pour le maintien d'une alliance sincère entre les deux couronnes. »M. Lemaire«, lisons nous dans la dépêche de M. de Bernstorff, »tout enthousiasmé de la part qu'il a eue au traité de 1749, et ne faisant aucun compte ni des droits ni des intérêts du roi aussitôt qu'il appréhende qui les uns ou les autres puissent être fâcheux aux Suédois, nous n'avons en lui qu'un censeur sombre et prévenu, irrité et emporté au moment que l'on touche le moindre grief que nous pouvous avoir contre cette nation, prompt à condamner toutes les mesures que nous prenons, quoique ce ne soit que pour notre défense, et, ce qui pis est, porté à donner à nos paroles le plus mauvais de tous les sens dont elles soient susceptibles, et à nos actions l'interprétation qui peut le plus déplaire à sa cour«. Le ministre continuait en assurant que M. de Reventlow rendrait »un service agréable« au roi en le débarassant de l'abbé Lemaire, mais sans paraître demander ce changement en son nom et sans nuire à la carrière du maladroit diplomate. Quant au successeur, on ne formulait aucune indication: »tout ministre qui viendra de France sera agréable au roi, pourvu que ce ne soit pas de ces dissertateurs qui croient tout savoir et

qui, résolus de ne jamais écouter, ne veulent qu'instruire et nous apprendre nos propres intérêts. Un homme de bon sens, bien aise de plaire et rapporteur fidèle, est ce qu'il nous faut«. L'attitude de l'abbé Lemaire avait évidemment amené un regrettable refroidissement entre les deux pays: à Copenhague on ne l'ignorait pas, et M. de Reventlow était spécialement chargé d'insister pour dissiper ce fâcheux nuage. On y sentait vivement »l'inattention« témoignée par la France, et l'ambassadeur danois eut mission de donner la plus formelle assurance que le roi était fermement résolu à maintenir »constamment le systême qu'il a trouvé le plus avantageux à la couronne et au repos du Nord, non pas en s'asservissant aux intérêts injustes et aux préjugés de ses alliés, mais en prince éclairé et prévoyant«[1].

Il y avait de plus à ce moment un incident politique qui avait rendu la situation encore plus aigue. Le roi de Suède avait voulu fortifier solidement Landskron sur le Sund et les Danois s'en étaient vivement émus. L'abbé Lemaire n'avait pas dissimulé les conséquences de cette affaire[2], qui aurait certainement brisé l'union des deux cours du Nord. Bernstorff se plaignit a Versailles et y rencontra une

---

[1] Bernstorff, 23 Septembre 1752. [2] Lemaire, 22 février 1752

indifference ou une mauvaise volonté dont il fut très touché. Il s'en expliqua nettement avec M. de Reventlow: »Nous n'en ferons plus de bruit«, lui mande t-il le 29 mai 1751, »et le roi, qui aime mieux agir que de parler, fera désormais les dispositions qu'il jugera nécessaires, sans éclat et sans plaintes, et surtout sans en parler à ces froids amis qui n'ont de la chaleur que pour favoriser les intérêts qui lui sont contraires, aussi ne veut-il pas que vous traitiez davantage ce sujet avec eux«. Il ajoute, qu'il ne demande pas mieux néanmoins que d'oublier le passé et de tout faire pour resserrer les liens de l'alliance française, »sauf cependant à ne guère compter sur sa bonne volonté, ni sur ses bons offices, aussi souvent qu'il pourra être question de quelque différend avec la Suède ou avec la Prusse«. A Versailles on ne désirait nullement au fond mécontenter sérieusement le Danemarck, et M. de Reventlow s'empressa de faire savoir que M. de Saint-Contest comprenait l'opposition de Fréderic V aux fortifications de Landskron[1]. Mais ces déclarations étaient trop platoniques quant au résultat, et les Suédois continuaient leurs travaux. Bernstorff ne fut pas long à prendre un parti décisif. Il prévint son ambassadeur[2] »que le roi ne porterait plus de

[1] 19 juin 1752. [2] Bernstorff 22 septembre 1752.

plainte ni à la Suède ni à la France, mais chercherait dans sa sagesse et dans la force que Dieu lui a données à lui même le remède à un mal que des deux nations, ses alliées, l'une veut lui faire, et l'autre consent à approuver qu'on lui fasse.« Il ordonna en conséquence l'exécution de fortifications importantes à un port situé exactement en face de Landskron. En même temps Bernstorff engageait des négociations avec les cours de Saint Pétersbourg et de Vienne[1], et poussait son souverain à des démonstrations belliqueuses, lui faisant passer des revues, l'excitant à caresser le projet de reconquérir la Scanie, et proposant d'attacher à son armée où l'on ne pouvait trouver d'officiers géneraux expérimentés, le comte de St. Germain[2]. L'abbé Lemaire affirmait alors que le système français était absolument condamné, et dans une derniere dépêche, il conseillait nettement, pour obtenir des renseignements précis, de faire intercepter les lettres envoyées par Bernstorff à Londres et a Vienne[3]. De Versailles on ne répondait plus au pauvre abbé qui en effet depuis plusieurs semaines n'était plus titulaire du poste de Copenhague. On avait enfin reconnu son insuffisance, sa maladresse, on avait surtout senti la nécessité de

---

[1] Lemaire 15 mai 1753. [2] Ib. 10 Juillet 1753. [3] Ib. 14 août 1753.

ne pas mécontenter irrémédiablement le Danemarck, et dès le mois de Janvier il avait été informé qu'on »l'autorisait« à rentrer en France au printemps. Le 1 août 1753, le Gouvernement nomma à sa place Mr. Ogier, président au Parlement de Paris, agent capable, conciliant et fin; mais il ne vint prendre possession de son poste que le 20 septembre. Pendant cet intervalle, l'abbé Lemaire continua à envoyer de nombreuses dépêches, comme nous venons de le dire, dans lesquelles il chargeait de plus en plus le Cabinet danois. Ses appréciations étaient évidemment éxagéreés et d'une fâcheuse partialité. Avant de partir, il rédigea un long mémoire sur la cour de Danemarck; nous croyons ce document trop interessant pour ne pas le reproduire, mais nous tenons à mettre en garde nos lecteurs contre la partialité de son auteur[1].

Mémoire de M. l'abbé Lemaire sur la cour danoise Copenhague 2 Juin 1753. —

Pour donner une idée du système actuel de la cour de Danemarck relativement aux puissances étrangères, et à la France en particulier, il faudrait savoir d'abord si elle est capable d'en former un fixe et de s'y tenir, en

[1] L'abbé fut nommé résident à Ratisbonne.

second lieu pouvoir lire dans le coeur de M. de Bernstorff, qui sans avoir acquis encore une confiance entière, a nécessairement le plus d'influence dans la direction des affaires, soit par l'emploi qu'il tient, soit par sa dextérité et son manège, qui lui donnent une grande supériorité sur ses collègues, qui sont ou inappliqués ou qui n'ont pas le courage et les talents nécessaires pour le pouvoir contrarier. On ne se peut pas même fondre sur les dispositions propres du roi de Danemark et celles de M. le Cte de Moltke, son bras droit, si l'on peut s'exprimer ainsi, ni sur les véritables intérêts de sa couronne pour tracer le tableau des principes qui prévalent ou qui prévaudront dèsormais. Feu M. Schulin avait subjugué, pour ainsi dire, le penchant de ce prince, qui le portait vers l'Angleterre, il lui avait inculqué et à son favori, par la force de ses raisons et son assiduité à les faire valoir et à les faire comprendre, qu'il n'y avait pas de meilleur parti à prendre que celui de devenir uni avec la Suède dans une alliance commune avec la France, comme c'est assurément le système le plus naturel, le plus honorable et le plus commode que le Danemarck puisse adopter.

Il y a toute apparence que M. de Bernstorff, à son entrée dans le ministère, a trouvé les esprits dans les dispositions que feu M. de Schulin avait inspirées, qu'il ne les a pas même

encore désavoués, a en juger par ses menées, par ses propositions qui souvent démasquent ses inclinations. Il n'y a que trop lieu de soupçonner qu'il a déjà en dessein de faire ses approches et d'attaquer les branches de l'arbre, qu'il voudrait renverser, en aliénant sa cour de celle de Berlin par la chaleur qu'il a mise dans la négociation de l'affaire de Kniphausen, en compromettant mal à propos et de gaîté de coeur l'honneur du roi son maître dans cette occasion, apparemment pour le rendre plus irréconciliable avec le roi de Prusse, contre qui il ne peut déguiser sa rancune et son aversion particulière. D'un autre côté il a formé une prétention sur la Suède qu'il pouvait bien prévoir qui ne ferait que réveiller les anciennes jalousies, sans en tirer aucun fruit; il n'a pas mieux soutenu son fait dans cette occasion, parcequ'il aura apparemment reconnu que sa propre sûreté ne lui pourrait permettre une entreprise aussi hasardeuse qu'aurait été celle d'afficher une rupture avec la Suède avant d'avoir formé un nouveau système. Il en résulte que M. de Bernstorff est entré dans le ministère avec une grande présomption des ressources de son génie et qu'il s'est flatté de pouvoir faire de grandes choses avec de petits moyens, et il est vraisemblable que, rempli d'idées et de projets conformes à ses inclinations et à ses préven-

tions pour les cours de Londres et de Vienne, auxquelles il est accoutumé sans doute depuis longtemps à s'intéresser, il se sera flatté de pouvoir tourner les choses de façon que ses vues et les intérêts de sa cour ne seraient pas tout-à-fait incompatibles. Après tout, en réfléchissant sur ces circonstances, entre autres sur l'amour que l'on porte naturellement à sa patrie, sur l'origine de la fortune de sa famille, sur les difficultés qu'il a faites de se rendre aux instances de la cour de Danemarck, pour se fixer à son service, et qui n'ont cessé qu'après qu'il eut perdu, par la mort du prince de Galles, l'espérance de jouer un rôle à Hanovre ou en Angleterre, on ne pouvait guère se flatter qu'il apporterait dans l'emploi qu'il occupe, l'esprit d'impartialité qui devrait être la base de sa conduite et de ses principes.

Dans la supposition de ce que dessus, et qui ne paraît pas mal fondé, il semble que la France ne doive compter tenir le Danemarck que par les liens du subside qu'elle lui paye, et peut-être encore ne peut-elle s'en assurer qu'autant qu'il ne surviendra rien en Europe qui mette le Danemarck dans le cas de ne pas avoir à redouter ses influences et son ressentiment. M. de Bernstorff s'est déjà ménagé des prétextes de secouer ou d'éluder les engagements actuels de sa cour avec la

France par rapport à ses alliés, dans le démêlé qu'il a aigri avec celle de Berlin, et dans la jalousie qu'il n'a pas déguisée, que devait causer au Danemark la continuation des travaux de Landskron ; il pourroit trouver encore un moyen de séduction dans ce que l'Angleterre et la cour de Vienne pourraient faire au besoin à celle de St. Petersbourg pour obtenir, de quelque manière que ce fût, le consentement du grand duc de Russie à l'échange actuel du Holstein. Ce serait sans doute un attrait qui, bien ménagé par M. de Bernstorff, lui donnerait toute facilité de conduire le roi, son maître, où il voudrait.

On ne prétend pas conclure de là que l'on doive négliger l'alliance du Danemarck. Les desseins de M. de Bernstorff, s'il en a de pernicieux, pourraient être forcés ou démasqués, elle acquerrait pour lors plus de crédit et de consistance que jamais: enfin, quelle qu'elle puisse être, elle n'est pas indifférente, ne fût-ce que pour contrebalancer la Suède, et pour l'apparence d'avoir un parti dans le Nord, car, dans le vrai, le Danemarck ne peut guère faire que passivement du bien ou du mal, ses forces de terre, au moins ses troupes réglées, ne sont pour la plus grande partie composées que de soldats étrangers et déserteurs ramassés de toutes les nations, qui gémissent sous des traitements durs et qui ne demanderaient

d'entrer en campagne que pour avoir la facilité de la désertion; d'officiers qui n'ont jamais vu l'ennemi et qui sont presque accoutumés à penser qu'ils n'auront jamais autre chose à faire que des revues et des parades, qui n'estiment l emploi qu'ils ont, qu'à raison des moyens de subsister qu'il leur procure; aussi le militaire n'est-il pas sur un pied à inspirer de l'émulation; quant aux généraux, il n'y en a peut-être pas un seul à qui l'on pût confier un détachement.

Le corps de marine paraît être mieux composé: les officiers ont servi dans la dernière guerre sur la flotte anglaise; les matelots sont nationaux et suffisamment exercés. Il ne serait pas difficile d'en assembler assez pour armer une vingtaine de vaisseaux et dans un grand besoin on pourrait bien trouver dans le port de Copenhague ce nombre de navires en état de tenir la mer, mais ce serait une dépense que le Danemarck ne pourrait soutenir longtemps sans des secours étrangers.

Il résulte de ce que dessus, que le Danemarck n'est pas en état de faire des entreprises directes tout au plus que contre la Suède, et que ce serait sur les subsides que l'une ou l'autre de ces deux couronnes obtiendraient de leurs alliés, qu'elles pourraient fonder l'espérance de tout succès. Il est vrai que le Danemarck pourrait susciter une diver-

sion puissante aux Suèdois par la Russie, mais d'un autre côté le roi de Prusse pourrait et devrait en ce cas là lui en imposer. Après tout, il faudrait que le Danemarck fût bien dépourvu de lumière sur ses propres intérêts, pour entrer sérieusement avec la Russie dans aucun plan qui tendît à affaiblir la Suède plus qu'elle ne l'est, quelque avantage particulier qu'il en pût tirer, dès que la Russie, qui n'est déjà que trop redoutable pour ces deux couronnes, y trouverait son compte, car il n'y aurait plus pour lors de balance dans le Nord et par là même le Danemarck perdrait toute considération et tomberait dans un assujettissement qui le rendrait tout à fait méprisable.

Si le Danemarck n'est donc pas entraîné par sa présomption et par la passion de M. de Bernstorff, il ne formera aucune entreprise qui puisse le compromettre avec personne et le détacher tout-à-fait de la Suède, dont l'alliance ne lui est pas moins nécessaire pour sa considération que celle du Danemarck à la Suède pour sa sûreté. C'est peut-être ce que ce ministre aura compris et qui l'engagerait à se rapprocher de la Suède comme il affecte de le faire depuis quelque temps, mais Dieu sait à quelle intention! On pourrait bien supposer, à ce qu'il semble, que M. de Bernstorff, dans le projet qu'on lui soupçonne de vouloir retourner sa cour en faveur des enne-

mis naturels de la France, chercherait à se ménager le moyen d'avoir un parti à proposer à la Suède qui maintiendrait l'union. Qui sait s'il ne fait pas déjà entendre à sa cour, que c'est le seul expédient pour lui assurer le rôle principal dans son alliance avec la Suède, ce dont elle ne pourrait pas se flatter tant que la France aurait une prédilection pour la Suède et serait le centre et l'appui de tout système? C'est ce qui serait sans doute le plus à craindre de la part de ces gens-ci, mais tant que la France conservera un parti dominant en Suède, le Danemarck ne pourrait faire grande figure dans les autres engagements qu'il prendrait; il ne pourrait tout au plus nuire à la France qu'en fournissant aux puissances maritimes un corps de troupes qui ne serait par formidable, ni par l'espèce, ni par le nombre. Au reste qui, en tel cas, empêcherait la France de joindre aux subsides qu'elle fournit à la Suède une partie de ceux qu'elle paye au Danemarck, sous la condition de se mettre en bonne posture sur la frontière du Danemarck et de Norvège pour n'avoir rien à appréhender de cette puissance, si même elle ne pouvait la tenir en échec; tandis que d'un autre côté elle serait assez empêchée de dégarnir le Holstein et le Jutland pour ne les pas laisser à la merci du roi de Prusse, qui pourrait peut-être aussi faire appréhender l'in-

terception des troupes qu'elle voudrait mettre aux gages de l'Angleterre. Aussi l'accroissement de la puissance du roi de Prusse ne cause pas sans raison beaucoup de jalousie au Danemarck, quand il pense de se dévoyer de la France dont il est facile de le juger allié nécessaire; car de la manière dont on en a usé pendant la dernière guerre envers les auxiliaires, il pourrait bien sentir qu'il ne saurait plus faire aussi tranquillement et aussi avantageusement des bénéfices de fournir des troupes, qu'il l'a fait dans la guerre de succession.

Il est donc évident que le Danemarck, bien conseillé, ne peut avoir raison de changer de mesures. Aussi n'en allègue-t-on point qui puissent mériter son attention. L'argument principal de ceux qui inclinent pour l'alliance avec les puissances maritimes, c'est qu'elles le mettraient à couvert de suite de toutes les contestations qu'il pourrait avoir avec sa voisine, par la facilité qu'a l'Angleterre de lui fournir des secours prompts, et que par son alliance avec la France et la Suède, il peut être entraîné dans des embarras dont il aurait peine à se tirer: que s'il avait jamais des intérêts à discuter avec la Suède, la France soutiendrait toujours de préference ceux de la dernière. Il est pourtant aisé de sentir que le Danemarck à la disposition de

l'Angleterre, elle en concourerait jamais à la combinaison de ses intérêts avec ceux de la Suède pour ne pas rendre ces deux puissances trop indépendantes d'elle, et que par conséquent il ne pourrait jamais avoir d'autre considération que celle qu'elle voudrait bien lui communiquer: que l'Angleterre, bien loin de favoriser son commerce, dont il est si jaloux, qui flatte le plus son amour propre et son ambition, emploierait tous les moyens directs ou obliques pour le détruire ou du moins le borner. Au surplus le Danemarck en se tenant au système qu'il a paru embrasser avec satisfaction, n'a rien à craindre de personne; il a dû reconnaître par l'expérience et la tranquilité dont il a joui avec honneur et avantage pendant la dernière grande guerre, que celles qui pourraient s'allumer dans la suite en Europe ne l'affecteraient qu'autant qu'il voudrait bien; il devrait bien sentir que la paix du Nord est entre ses mains, puisque la Suède ne pourrait apparemment être tentée de la troubler sans s'assurer du concours et de l'assistance du Danemarck, et que ce serait à lui à s'aviser sur ce qu'il aurait à faire: qu'il pourrait être question à la vérité de s'opposer de concert avec elle aux projets ambitieux que pourrait former la Russie, mais que ce serait un mal auquel le Danemarck bien avisé aurait également intérêt de prendre part dans

quelque mesure qu'il se trouvât, et que le plus sûr moyen de le prévenir est sans doute de faire cause commune avec la Suède pour leur sûreté à cet égard, comme pour la liberté de leur navigation qui a essuyé de si fâcheuses et humiliantes atteintes pendant la dernière guerre de la part de l'Angleterre, qui a eu grand soin de semer la division entre les deux couronnes afin d'empêcher qu'elles ne se joignissent pour demander justice et au défaut de se la faire, des vexations et avanies que leurs sujets ont souffertes et que les Anglais n'auraient pas risquées, si ces deux puissances eussent témoigné de concert et résolument qu'elles n'étaient pas d'humeur à les payer. Au reste, le Danemarck n'a pas dû s'apercevoir d'aucun assujettissement de la part de la France pendant la durée des traités qui se sont succédés depuis 1742, qui lui ont été si utiles sans lui causer aucune incommodité et qui l'ont fait jouir d'une plus grande considération qu'il n'en avait eue auparavant depuis longtemps. A l'égard de la partialité et de la prédilection de la France pour la Suède, dont la jalousie des Danois le porte à l'accuser, c'est faire tort a sa droiture et à ses principes de politique puisqu'il est sensible, et qu'elle a assez fait connaître que son intérêt et son but principal dans le soin qu'elle a donné aux affaires du Nord, ont été d'établir et d'affermir

une bonne harmonie et correspondance entre le Danemarck et la Suède, et qu'elle s'éloignerait de son objet en favorisant l'une de préférence à l'autre, puisque ce serait donner naissance à de nouveaux sujets de jalousie, après avoir tout fait pour dissiper les anciens. Ce sont tous propos qui ont été placés dans les occasions qui se sont présentées, mais qu'on ne peut garantir avoir fait grande impression parceque souvent ils ont été semés dans des terres stériles, et que d'autres fois ils ont été étouffés par des préjugés qu'il est trop difficile de déraciner.

»En tout, cette Cour-ci semble avoir pour maxime de se ménager avec toutes les puissances, et il paraîtrait qu'elle apporterait le plus de soin pour celles auxquelles elle a refusé la préférence dans les partis à prendre. En effet elle n'a jamais montré plus d'empressement, de bonne volonté et même de confiance à la France qu' immédiatement après avoir conclu son dernier traité de subsides avec l'Angleterre. Celle-ci a eu son tour dans le cours de celui de 1742 avec la France; l'Angleterre a été cajolée, on l'a même admise, selon toutes les apparences, dans le secret intime de ses vues en Suède. L'on y a agi de concert avec les Anglais à frais communs, l'on y a employé les propres moyens que l'on recevait de la France pour la contrecarrer: on

pouvait peut-être attribuer cette conduite aux circonstances d'alors, mais l'on ne paraît guère moins prêter l'oreille aujourd'hui aux ministres de Londres & de Vienne: il serait donc naturel d'en inférer qu'il suffirait d'être l'allié du Danemarck pour »n'avoir pas son amitié« c'est peut-être un défaut de terroir, car généralement on est moins susceptible ici qu'ailleurs de reconnaissance et de sentiments.

»Quant à la façon dont les ministres danois vivent entre eux, il y a peu à dire. Ils s'accordent assez bien vis-à-vis de leur maître pour leur conservation commune. Ils ne proposent rien qu'après en être convenus d'avance entre eux; il s'ensuit que celui qui a le plus d'habileté à manier son département, à persuader ses collègues ou à les subjuguer, les conduit où il veut, et c'est à peu près, à ce qu'il paraît, le rôle que M. de Bernstorff joue ou se propose de jouer. Cependant il transpire que son ton et ses prétentions de suffisance qui ne sont pas toujours soutenues par le merveilleux, leur causent quelque fois des accès de mécontentement et de jalousie. Ils sont tous subordonnés à la faveur immédiate de M. de Moltke qui veut assurément le bien, mais qui souvent ne sait comment s'y prendre pour le faire ou pour détourner le mal, et qui manquant de confiance en lui-même, n'a ni assez de résolution, ni assez de ressources pour

rien entreprendre qui soit susceptible de difficulté. Il doit avoir été plusieurs fois ébranlé sur le compte de M. de Bernstorff, et il n'aurait été retenu que par la crainte de faire quelque faux-pas et faute de savoir où prendre un sujet capable de remplir le vide: au surplus il est entièrement jaloux de ne pas partager avec personne la faveur et la confiance de son maître.«

CHAPITRE III.

Arrivée du président Ogier. Ses instructions. Bernstorff affecte une grande confiance. Affaire d'Espagne. Bons offices de la France. Cadeaux au roi et à Moltke. Affaire des faucons. Rappel du comte Reventlow. Le comte de Wedel-Frijs. Portrait du roi Fréderic par le président Ogier. Renouvellement du traité avec la France. Reprise des négociations avec la Russie. Ogier reconnu comme ambassadeur. Une lune de miel. Le Danemarck ne veut pas de l'alliance prussienne préparée par la France. Tableau du ministère français. Instructions données à Mr. de Wedel. Intrigues en tous sens. Avances de l'Angleterre. Reprise des hostilités entre la France et

l'Angleterre. Bernstorff favorable à celle-ci. Résistance du roi. Position critique du Danemarck. Prétendues inquiétudes religieuses du cabinet danois. Le Danemarck veut demeurer neutre. Irritation du cabinet de Versailles. Protestations de Bernstorff. Ogier ne s'y laisse pas prendre. Nouvelles craintes causées par la maladie de la czarine. Assurances formelles données par le roi au Président (Décembre 1756).

Nous avons dit que le président Ogier ne vint prendre possession de son poste que le 20 Septembre 1753[1]. Il arrivait dans d'excellentes conditions personnelles, puisqu'il remplaçait un agent devenu absolument désagréable au chef du gouvernement près duquel il était

[1] Jean François Ogier, fils aîné d'un conseiller d'Etat, grand audiencier de France, naquit le 18 déeembre 1703. Seigneur d'Hénonville, Berville, Ivry-le-Temple, Cressendal etc., il fut successivement conseiller commissaire (1722), rapporteur (1726), président de la seconde chambre des requêtes (1727), au Parlement de Paris: honoraire en 1745, surintendant des finances de la Dauphiné (1744). Après son ambassade, il fut nommé conseiller extraordinaire en Bretagne, où il rétablit le calme avec habileté (1769). Il partagea en 1771 la disgrâce du Parlement et fut exilé aux îles Saint-Marguérite. Lieutenant-général de la capitainerie de chasse de la varenne du Louvre en 1772; commissaire extraordinaire pour le rétablissement des parlements de Bordeaux et de Toulouse, il mourut le 23 février 1775, avant d'avoir pu remplir cette mission. Enterré à Saint-Sulpice. Il avait épousé le 12 mai 1737 Susanne Caveliere, fille d'un président des comptes de Normandie, morte en 1790, n'ayant eu qu'une fille, décédée à quinze ans. Il publia en 1775 un »discours sur les anciennes limites de l'Acadie«, traduit en danois, en suédois, et en polonais. Son portrait en buste a été gravé par Laurent. — Le comte Ogier d'Ivry, actuellement vivant, descend d'un frère cadet de l'ambassadeur.

accrédité. Ses instructions étaient faciles et le long mémoire qui lui avait été remis avant son départ de France se résumait à obtenir le maintien de la prédominance française, et à travailler à l'union des cours du Nord, projet que plus tard le duc de Choiseul devait repe ndre avec tant d'ardeur.

Bernstorff reçut le nouveau ministre de la façon la plus flatteuse: il aborda franchement la question des rapports des deux couronnes, en protestant de son désir de rendre l'alliance indissoluble et en se portant garant des sentiments du roi à ce sujet. Il eut même le soin d'ajouter que »les intérêts des couronnes devaient conduire et faire agir les ministres, indépendamment des affaires particulières qu'ils pouvaient avoir, ou de leurs préjugés qui devaient toujours céder aux intérêts de leurs maîtres« Ogier alla tout de suite reporter cette conversation à M. de Moltke, qui n'y avait pas été étranger; mais ces belles paroles ne le rassuraient pas complètement, ou plutôt il les trouva trop belles, sachant positivement que Bernstorff négociait alors avec l'Autriche[1]; quant à lui, il se tint d'abord prudemment sur ses gardes, répondant à toutes les questions, que arrivant, il »ne pouvait qu'examiner et réfléchir«[2].

---

[1] Ogier 2 octobre 1753. [2] Id. 8 octobre 1753.

Bernstorff, dès les premiers jours, affecta une confiance absolue auprès du président Ogier. Précisément il avait un nouvel embarras sur les bras. Dans l'intérêt de son commerce, le Danemarck avait fait des traités avec les régences barbaresques, et en dernier lieu avec le Maroc. L'Espagne en prit de l'inquiétude, notamment de ce que le Danemarck s'était engagé à livrer une certaine quantite d'armes et de munitions au Dey d'Alger, et elle signifia très brusquement qu'elle n'admettait pas qu'une puissante alliée pût négocier avec les régences ennemies de la monarchie catholique et que, tant que ce traité subsisterait, tout commerce serait rompu avec le Danemarck. Bernstorff mit donc le Président Ogier au courant de cette affaire, en réclamant la médiation du roi de France[1]. Ogier de son côté s'empressa de procurer au roi Fréderic une satisfaction qu'il recherchait depuis longtemps. Tous les ans le roi de Danemarck envoyait à la cour de France des faucons, mais Fréderic était tourmenté par la pensée que ce don avait presque l'air d'un tri-

[1] Ogier 16 octobre 1753. — La France et la Suède intervinrent simultanément, mais les choses demeurèrent cependant assez longues à arranger et les deux nations ne se reconcilièrent enfin que par un traité du 27 septembre 1757. C'est alors seulement que le commerce reprit entre les deux pays et que les ambassadeurs respectifs retournèrent à leurs postes.

but. Ogier expliqua les choses à Versailles et obtint que chaque année on adresserait une lettre à Copenhague pour provoquer cette gracieuseté et qu'en échange le roi recevrait 4000 bouteilles du »meilleur« vin de Champagne et de Bourgogne, M. de Moltke 1200 et le Grand Veneur 600[1].

Le président n'était pas la dupe des avances du premier ministre danois. Il se trouvait en présence de deux affaires également délicates, celle de l'Espagne et celle du renouvellement de l'alliance de la France avec le Danemarck. D'une part il lui fallait retenir Bernstorff qui s'emportait trop vivement contre le cabinet espagnol, et combattre ses prétentions à voir, tout en désirant obtenir la médiation de la France, venir les propositions de Versailles. »Nous avons bien reconnu le Bernstorff«, mande M. de Saint Contest au Président »il pense moins à l'honneur du roi qu'à sauver l'honneur du ministre«. Il autorise cependant son agent à satisfaire à ce desir, mais verbalement, pendant qu'on agissait de même auprès du roi d'Espagne[2], mais en même temps il l'engage à presser l'affaire du renouvellement de l'alliance: les circonstances paraissant à cause de ces embarras assez favorables. On ne se trompait pas à Versailles,

---

[1] Ogier 16 octobre. [2] Versailles, 25 octobre 1753.

et cette complication était en effet heureuse, car pendant la fin du séjour de l'abbé Lemaire, l'Angleterre avait formulé des offres fort séduisantes. Ogier, profitant aussi de la faveur dont il jouissait — on devait bientôt l'appeler à cause de cela »Ogier le Danois« — s'en ouvrit à M. de Moltke qui ne cacha pas sa satisfaction, tout en demandant une augmentation des subsides. Le roi fit savoir qu'il partageait les mêmes sentiments. Au contraire Bernstorff qui voulait paraître agir de lui même, affecta plus de calme et parla au préalable d'un examen. Mais le président n'accepta pas ce mot après la reponse que M. de Moltke lui avait transmise de la part de Fréderic[1]. Coup sur coup ce prince prouva les sentiments que lui inspirait la conduite du gouvernement français, en acceptant sa médiation avec l'Espagne[2], en agréant le projet de renouvellement de l'alliance sur les mêmes bases que précédemment[3], et en consentant à sa durée pour huit années, contrairement à l'avis de Bernstorff[4].

C'est à ce moment que le rappel du comte de Reventlow fut décidé et cela amena quelque difficulté: en France on aurait désiré son maintien, et dans tous les cas on ne

---

[1] Ogier, 12 November 1753. [2] Ib 26 November. [3] Ib. 1 Décember. [4] Ib. 31 Janvier 1754.

voulait pas de M. d'Assebourg, désigné par Bernstorff. Ce dernier y renonça pour nous être agréable, mais les négociations se prolongèrent assez longtemps. Ogier cependant prenait bonne position à Copenhague et ne négligeait rien pour bien connaître le terrain sur lequel il avait à agir. Pendant les premiers mois il se montra très réservé dans ses dépêches, ce qui ne l'empêcha pas de recevoir un blâme pour s'être trop vivement avancé au sujet de l'affaire d'Espagne[1]. Le 1 mai seulement il adressa à son gouvernement des observations sérieuses sur la cour où il la représentait. Il donne le portrait du roi. »Il est d'une taille médiocre, bien pris dans sa taille; l'air noble, vigoureux; il aime beaucoup l'exercice, surtout celui du cheval. Il paraît depuis quelque temps avoir gout pour les troupes, sans qu'on puisse dire s'il aurait du goût pour la guerre. Il extrêmement affable, il comble de politesse et d'attention, surtout les ministres étrangers et ses ministres. Il se communique peu au surplus de sa cour et de ses sujets. Il est très généreux, fort occupé des intérêts de sa nation et surtout du commerce. On ne sent pas si ce goût lui est naturel, ou s'il lui est inspiré par le comte de Moltke, qui a toute sa confiance et qui ne l'a point quitté,

---

[1] Versailles 5 Février 1754.

pour ainsi dire, de sa vie. Il est infiniment attaché à la reine qu'il respecte et qu'il aime. On prévient M. de Moltke de tout, on lui rend compte de tout: il ne veut cependant rien empêcher d'autorité. Il pense noblement et est uniquement occupé du bien et de l'avantage de son maître«.[1]

A la fin de mai, le cabinet danois se décida à publier le traité de renouvellement d'alliance avec la France, en cachant seulement sa durée, qu'on savait impopulaire dans le pays; puis on se décidait à nommer pour le poste de Paris, le comte de Wedel-Frijs, qui dut refuser à cause de ses dettes. En même temps M. M. de Moltke et de Bernstorff annonçaient confidentiellement au Président la reprise des négociations avec la Russie au sujet du Holstein, et le premier exprimait de douloureuses plaintes sur le retard apporté

[1] Ogier 1 mars 1754. — Cette dépêche nous fait connaître les dons faits aux membres du cabinet danois par notre Gouvernement: 35000 livres partagés entre M. M. de Moltke, de Bernstorff, Dehn, Holstein et Berkentin; 3000 pour la chancellerie. Plus en Vin: 6000 bouteilles de Bourgogne et de Champagne au roi: 2400 à M. de Moltke, autant a Bernstorff, 1200 à chacun des trois autres ministres et au grand Veneur. Dans une dépêche du 29 février, le président insistait sur ce que l'Impératrice de Russie venait de faire de larges cadeaux et il proposait d'offrir à M. de Moltke un surtout de table par Germain. Cette dépêche ne plut pas à Versailles; on lui écrivit, le 7 Avril, qu'on ne trouvait pas »assez sérieux le portrait de la cour« et on en réclamait »d'une touche plus forte«.

au paiement du subside.[1] Ogier s'empressa d'en informer sa cour qui expliqua ce retard par un malentendu plus ou moins diplomatique, et promit son concours dans l'affaire russe.[2]

Pendant que le président était assez mal traité par son gouvernement, à Copenhague il était hautement apprécié, à ce point que Bernstorff, qui, en mai et juillet 1752, mandait à M. de Reventlow qu'il ne désirait nullement que le représentant de France à sa cour eût le caractère d'ambassadeur »qui ne fait souvent qu'embarasser«, au mois d'août 1754, réclamait cette faveur pour le successeur de l'abbé Lemaire.[3] En même temps M. le comte de Wedel-Frijs était définitivement nommé à Paris, »sa famille s'étant cotisée pour le renflouer«.[4] Ce choix était significatif, parceque ce diplomate était notoirement connu comme partisan déclaré du système français. Le roi fit plus encore: recevant le président à l'occasion de sa nouvelle dignité, il lui adressa les remerciements les plus flatteurs au sujet de la part prise par lui au renouvellement du traité, et ôta du doigt un diamant pour le lui offrir. Puis il insista sur l'utilité de l'alliance française comme seul frein à opposer à la Russie.[5]

---

[1] Ogier 9 et 30 juiller 1784. [2] Versailles 19 Aout. [3] Le ministre l'annonça à Ogier en ajoutant que cette faveur lui était accordée sur la demande du Danemark, 7 Septembre. [4] Ogier, 9 Juillet et 18 Septembre. [5] Ogier, 23 Septembre.

C'etait une véritable lune de miel. On voulut en profiter à Versailles et aussitôt Ogier reçut l'ordre de faire savoir à M. de Moltke que la France verrait »avec plaisir« le Danemark conclure un traité »d'amitié« avec la Prusse, mais avec la recommandation de n'attaquer M. de Bernstorff à ce propos qu'après avoir pressenti le puissant favori. Il s'agissait de combattre l'alliance russe que le président devait représenter comme incompatible avec l'intérêt de la monarchie danoise, et encore plus avec l'alliance franco-suédoise. Le ministre chargeait en outre son ambassadeur d'offrir à M. de Moltke une tenture en velours.[1] Les petits cadeaux diplomatiques étaient alors fort à la mode. M. de Moltke accueillit avec empressement ces ouvertures, tout en exposant qu'il serait utile d'attendre le renouvellement du traité suédo-prussien pour marcher d'accord avec la première de ces puissances, et en demandant de se réserver cette affaire pour lui seul. Le président ne se fit pas d'illusion et dans ces conditions il démêla facilement un moyen dilatoire pour laisser le temps à l'affaire russe de prendre ou non figure.[2] Et en effet, à quelques jours de là, M. de Moltke lui avoua que Fréderic V, sans repousser le projet, ne voulait pour le moment rien soulever qui

---

[1] Versailles 1 octobre 1754. [2] Ogier 12 octobre.

pût nuire à ce qui se négociait à Saint-Petersbourg.[1]

A Copenhague, on se berçait de l'espoir de voir aboutir l'éternelle question du Holstein et on ne voulait pas écouter les sages conseils du président qui, renseigné par son gouvernement, savait qu'à Saint-Pétersbourg on ne songeait qu'à leurrer les Danois. De plus, Moltke s'éffrayait à la pensée de conclure un traité quelconque avec une puissance qui ne lui était d'ailleurs pas sympathique: le traité offensif et défensif lui paraissait entièrement incompatible avec la tranquillité de son pays, pour lequel avant tout il recherehait la neutralité: un traite de simple amitié lui semblait devoir provoquer la jalousie et les récriminations des autres puissances. Après quelques hésitations, mis enfin au pied du mur par M. Ogier, il déclara que le roi refusait tout traité avec la Prusse, même avec la condition qu'il serait absolument tenu secret entre les trois souverains;[2] il s'engageait seulement volontiers à ne rien entreprendre contre elle. La réponse arriva promptement courte et nette de Versailles; le ministre trouvait »les raisons mauvaises« et ordonnait de laisser l'affaire tomber complètement.

---

[1] Ogier 28 octobre. [2] Ogier 10 Décembre 1754.

L'installation du comte de Wedel-Frijs comme ambassadeur a Paris[1] eut lieu vers ce temps et nous trouvons dans les instructions que lui remit son gouvernement à ce sujet, un tableau curieux et précis des rapports respectifs des deux monarchies[2]. Bernstorff commence par démontrer la puissance de la France, qui à cause de sa force veut être et est souvent l'arbitre des intérêts d'une grande partie de l'Europe, où rien ne peut s'y faire à quoi elle ne prétende avoir part et une part supérieure. Il rend hommage à »l'esprit modéré et pacifique du roi« sans lequel bien des maux pourraient accabler le monde: puis il trace un piquant tableau du cabinet français. »Le ministère en France aujourd' hui est assez nombreux; il est composé de huit membres, mais, bien qu'il n'y en ait pas trois qui soient véritablemen unis, on ne peut cependant les partager qu'en deux partis, dont M. de Machault, garde des sceaux, conduit l'un, et le comte Argenson l'autre. Cruellement brouillés, après avoir eté autrefois amis, ces deux ministres ont en toutes choses adopté des principes différents, et la conduite faible et chancelante de la cour dans les troubles émus entre le parlement, soutenu par le premier, et le clergé, appuyé par le second, est sans doute

---

[1] Ogier 7 Janvier 1755 [2] Daté du 31 Janvier 1755

l'effet de leurs divisions et la preuve de l'égalité de leur faveur. Le garde des sceaux avec un esprit bien plus solide, une activité plus grande et des vues plus droites et plus suivies l'emporterait sans doute, protégé, comme il l'est, par ce qu'il y a de plus puissant à la cour, sur son rival, si l'esprit insinuant de celui-ci ne lui avait acquis la bienveillance du roi et sa confiance personnelle à un point que rien n'a pu ébranler jusqu'ici.[1] M. de Rouillé est assez bien avec les deux partis, dont il n'alarme aucun: homme doux, poli, sincère et bien intentionné, il est très certainement décidé pour le maintien de la bonne intelligence entre les deux couronnes, et pourvu que vous parveniez à gagner son amitié et sa bienveillance, ce qui ne vous sera pas difficile en lui marquant beaucoup de droiture dans vos démarches et beaucoup d'attachement pour sa personne, vous reussirez par son moyen dans ce que vous désirerez. Vous pouvez aussi former, mais avec ménagement de peur d'aliéner M. de Rouillé, des liaisons avec M. de Puisieulx[3] et de Saint-Séverin[4], qui, quoique sans grand crédit aujourd'hui, peuvent vous donner des conseils utiles.

---

[1] Les instructions recommandaient à M. de Wedel de ne se mêler en aucune façon de ces querelles intérieures et même de paraître les ignorer. [2] Ministre des affaires étrangères après Saint-Contest, mort le 24 juillet 1754. [3] Prédécesseur de Saint-Contest. [4] Ancien ministre en Suède.

Vous trouverez autant de facilité et d'agrément dans le commerce de M. de Puisieulx, dont le caractère aimable prévient tout le monde, que vous aurez de mesures à garder avec M. de Saint-Séverin pour ne point échauffer son génie plus fort peut-être, mais impétueux et dominant, haissant la contradiction quoiqu'amateur de la dispute. Prévenu pour la Suède et pour l'utilité dont est pour la France son alliance, qu'il se flatte d'avoir rétablie, il était autrefois plein de préjugés contre nous. Nos liaisons présentes avec cette nation peuvent l'en avoir fait revenir, et, dans ce cas, vous pourrez tirer avantage de son esprit, qui est pénétrant et ferme. Vous ferez encore bien de cultiver, mais toujours avec attention pour ne pas blesser M. de Rouillé, le maréchal de Noailles, homme de beaucoup d'esprit et qui n'ignore rien, mais que la multitude et la variété de ses notions dissipent à un point qu'il n'en suit aucune. C'est un ancien courtisan qui, déjà considérable sous Louis XIV par son alliance avec Mme de Maintenon, dont il avait épousé la nièce, s'est toujours maintenu depuis, malgré les différentes révolutions arrivées à la cour, dans une faveur trés distinguée; qui malgré son peu de talent pour la guerre et le malheur qui l'a suivi dans presque tous ses commandements, s'est vu plus d'une fois à la tête des armées, et qui par sa nombreuse

famille et les grands établissements qu'il a su lui procurer, tient à tout ce qu'il y a à la cour et à tout ce qui environne le roi. C'est lui qui a causé l'élévation du maréchal de Saxe et qui a appelé en France le maréchal de Löwendahl. Le comte de Saint-Séverin ne lui doit pas moins son retour dans les affaires, dont le marquis d'Argenson l'avait entièrement écarté, et il a été pendant bien longtemps l'appui de M. de Chavigny. Sa bienveillance mérite donc d'être recherchée, bien qu'elle ne soit pas nécessaire pour vous. Mais vous tâcherez avec bien plus d'application encore à acquérir celle de M. M. de Machault et de Sechelles, dont la première vous est importante pour les fréquentes relations que vous donneront les affaires de commerce et de la navigation, et dont le second vous sera d'un grand avantage pour moyenner l'exact paiement des subsides. Je ne ferai que vous nommer le comte de Saint-Florentin, ministre d'état, mais assez occupé des détails de l'intérieur du royaume et de ses plaisirs pour ne prendre quasi point de part aux affaires étrangères. Il y a encore quelques personnes qui, quoique hors du conseil, pourront vous être d'un grand secours, mais je ne vous citerai entre eux que le maréchal de Bellisle, l'homme de France qui connaît le mieux les affaires étrangères, et qui, plein d'ardeur et de zèle pour le bien, la gloire

et le crédit de son maître, ne refuse aucun service à ceux qu'il croit en être les alliés et ne lui demandent que des choses justes et raisonnables«.

Bernstorff passe ensuite aux affaires des deux couronnes. Il recommande d'abord à M. de Wedel de ne manquer aucune occasion de confirmer la solidité de l'alliance franco-danoise, en représentant Fréderic V comme »fidèle à ses engagements, constant ami, mais point dépendant« ; d'être »ou au moins de paraître« entièrement d'accord avec le ministre de Suède, qui d'ailleurs appartenait au parti danois, et de »détruire jusqu' au soupçon d'une inimitié nationale entre la Suède et le Danemarck«. Trois questions devaient seules alors occuper le nouvel ambassadeur: aviser à ce que les subsides soient régulièrement payés: »la sollicitation n'en est pas agréable, j'en conviens, mais elle est nécessaire pour empêcher que les quartiers ne s'accumulent pas et que leur acquit ne devienne pas, par leur nombre, un sujet d'embarras et conséquemment de mauvaise humeur pour la France, de mécontentement et de dégoût pour nous«; poursuivre l'affaire de la médiation de la France à l'egard du différend espagnol; enfin décider le Cabinet de Versailles à traduire en fait ses promesses en vue de faciliter la conclusion d'un traité de commerce avec la Porte.[1]

---

[1] Ce traité fut signé le 14 octobre 1756.

Soit négligence de notre Gouvernement, soit impossibilité réelle à surmonter des résistances, les affaires danoises marchèrent péniblement pendant les premiers mois de l'année 1755. A Copenhague on ne croyait pas que le cabinet de Versailles intervînt sérieusement à Madrid. L'ésprit public y devint même assez surexité pour que Fréderic V donnât l'ordre de mettre la flotte en état de prendre la mer.[1] On se plaignait non moins vivement au sujet du traité avec la Turquie. Le président Ogier s'expliqua sur ces deux points »à coeur ouvert« avec M. de Moltke, et combattit une à une ces injustes accusations[2], tout en mettant en avant un projet d'union maritime avec la Suède, qui fut assez bien accueilli. A ce moment notre ambassadeur ne voyait que le comte de Moltke, et le crédit de Bernstorff semblait diminuer, tandis que, à notre avis, il cherchait au contraire à se réserver sans prendre de parti dans une circonstance probablement délicate. Ogier cherchait à calmer M. de Moltke, qui lui promit qu'on ne ferait rien sans prévenir la France suffisamment à l'avance, et Bernstorff venait lui même à l'ambassade de France répéter cette assurance[3]. Mais le président voyait bien ce qui se passait et dans chaque courrier il conjurait son gouvernement de ne rien nég-

---

[1] Ogier 1 juillet 1755. [2] Ib. 15 avril. [3] Ib. 22 Juillet.

liger pour amener l'Espagne à résipiscence. On comprenait à Versailles la gravité de la situation, d'autant plus que M. de Moltke n'avait pas négligé de laisser comprendre que si nous ne pouvions parvenir à secourir le Danemarck, cette puissance serait bien forcée de se tourner vers l'Angleterre, qui ne cherchait qu'une occasion.[1] Malheureusement pour lui, le gouvernement danois était tenu des deux côtes et on ne pouvait pas ne pas sourire en France en entendant M. de Moltke dire que son souverain était résolu »à employer au besoin les voies que la Providence lui a mises en main«.[2] Il avait en effet à tenir compte des subsides français indispensables à son existence matérielle, et la négociation russe venait d'échouer complètement[3]. Aussi le langage de Bernstorff ne tarda pas à devenir moins résolu: il se contenta de mettre en avant, auprès de M. Ogier, son désir, en voyant le differend espagnol réglé, de ne plus être continuellement sollicité par les Anglais de se jeter dans leurs bras; il déclara bien hautement souhaiter la paix et »si le parti de la vengeance s'impose comme dernière ressource«, cependant, par déférence pour la France, il se résignait encore à ne prendre aucune décision. Puis il se dérobait au sujet de l'Union maritime en se retranchant, tout en

[1] Versailles 11. août 1755. [2] Ogier 1. juillet. [3] Ib. 12 août.

prétendant l'accepter, derrière la crainte de froisser l'Angleterre, et il l'ajournait au jour où, une guerre éclatant, cette Union s'imposerait d'elle même.[1] Cela ne faisait nullement les affaires de notre cabinet, qui se hâta de donner l'ordre au président Ogier de reprendre plus vivement la question: il y voyait un moyen d'entraver l'Angleterre qui cherchait uniquement à ruiner notre commerce maritime, et de lui disputer la monarchie des mers[2].

Les intrigues se croisaient en tous sens en Danemarck et autour du Danemarck. L'Angleterre croyant le moment favorable pour être écoutée, faisait les offres les plus séduisantes au sujet de l'échange du Holstein.[3] Le président Ogier ne restait pas inactif de son côté, et, venant annoncer le commencement des hostilités des Anglais contre nous, reparlait de l'Union maritime avec la Suède: le roi entrait alors très nettement dans ce projet, mais son ministre réclamait au préalable l'arrangement du conflit espagnol pour que les navires danois pussent au besoin se réfugier dans les ports de la péninsule.[4] Mais précisément l'Angleterre excitait la cour de l'Escurial, et d'un autre côté en Suède les ouvertures faites en vue de l'union maritime, étaient froidement reçues.[5] La

---

[1] Ogier 26 aout 1755. [2] Versailles 12 septembre. [3] Ogier 30. Septembre 1755. [4] Ib. 7 Octobre. [5] Versailles 9. décembre. [5] Ib. 4. novembre.

cour danoise se tenait cependant résolument sur la défensive avec le Gouvernement de la Grande-Bretagne, et elle avait absolument repoussé ses avances par une note officielle remise le 17 mai précédent et dans laquelle il était dit que le roi de Danemarck ne pouvait donner des troupes à l'Angleterre, sachant qu'elles ne serviraient qu'à laisser le roi d'Angleterre disposer plus librement des siennes »contre les puissances avec lesquelles il est en dissension. S.M. Danoise ne croyait dès lors ne pouvoir pas s'y prêter sans rompre le système et sans contrevenir à ses déclarations tant de fois réitérées.« Les Anglais ne se tinrent pas pour battus et presque aussitôt ils revinrent à la charge, en exploitant tout ce qu'ils purent inventer contre nous, si bien qu'au commencement de l'année 1756, à l'exception du roi et de ses ministres, »la cour, la ville, le commerce, l'armée, la marine, tout nous est opposé«. »On aurait peine«, ajoute Ogier, »à concevoir, à moins d'en être témoin comme je le suis, combien dans un état despotique, mais où à la verité le roi et son ministère mènent tout avec douceur et avec le plus grand attachement aux règles établies, la volonté et les intentions du souverain influent peu sur les sentiments et sur les affections de ses sujets«.[1] Du moins du côté

[1] Ogier 13 mars 1755.

de la Suède les choses avaient bien marché et l'Union maritime avait fini par réussir. Notre ambassadeur pouvait écrire le 27 mars que la reussite était enfin assurée, ce qui excitait les récriminations à Londres où l'on se plaignait hautement »de la complaisance« que l'on avait pour nous.[1]

Mais les complications allaient grandir par la reprise des hostilités entre la France et l'Angleterre. Dès le milieu de l'année 1755, la marine anglaise, sans déclaration de guerre préalable, avait enlevé des centaines de navires de commerce français. L'Angleterre voulait nous distraire d'une guerre continentale en nous forçant à défendre nos colonies. Nous eussions dû éviter cette guerre qui ne pouvait que causer peu de mal à la Grande-Bretagne, et nous borner à des opérations maritimes. Malheureusement notre gouvernement céda à la tentation de s'emparer du Hanovre. A la première nouvelle, Georges II réclama de l'impératrice-reine les services qu'elle lui devait pour défendre l'électorat. Cette princesse, entraînée par Kaunitz, qui depuis longtemps poursuivait une alliance étroite avec la France, éluda la demande, parfaitement justifiée cependant, de George II, sous prétexte que ses possessions

---

[1] Ib. 21 mars 1756. — Le traité fut définitivement signé le 21 juillet.

de la Basse-Allemagne étaitent menacées par la Prusse. L'Angleterre changea alors entièrement et brusquement l'axe de sa politique extérieure; elle reprit ses négociations avec le Danemarck, sachant bien combien toute attaque contre le Hanovre serait antipathique à M. de Berstorff, et signa avec la Prusse le traité dit de Westminster, le 16 Juin 1756, ayant pour but d'empêcher l'entrée de troupes étrangères dans l'Empire. Précisément le duc de Nivernais venait d'arriver, mais trop tard, pour négocier à Berlin. C'est alors que Louis XV se retourna soudainement à son tour vers l'Autriche et conclut avec elle le traité dit de Versailles (mai 1756), auquel devait accéder, à la fin de l'année, l'impératrice de Russie, assez vivement froissée par les imprudents sarcasmes de Fréderic II pour préférer renoncer aux subsides anglais plutôt que de pardonner à ce prince. L'Angleterre savait la Suède solidement alliée à la cour de Versailles; elle ne négligea donc rien pour entraîner à elle le Danemarck. Elle lui offrit, pour répondre au traité de Versailles, une ligue de la Prusse et de la Hollande;[1] mais cette dernière puissance, intimidée par une déclaration menaçante de Louis XV, se prononça pour la neutralité. A Copenhague on était inquiet et indécis et

[1] Ogier 20 Juillet 1756.

Moltke tenait fermement en notre faveur.[1] Le roi Frédéric V partageait ses vues et donnait occasion au président Ogier de reconnaître »son sincère et tendre attachement pour nous«.[2] Bernstorff seul faisait ombre au tableau et ses fréquentes entrevues avec le ministre de Hesse, notoirement dévoué à l'Angleterre, inquiétaient vivement notre ambassadeur, en dépit des assurances du comte de Moltke, qui lui répétait toujours qu'aucune ouverture officielle de Londres n'était parvenue à Copenhague.[3] A Versailles on montrait une profonde confiance dans la »candeur et la droiture des intentions« du Danemarck[4] et on poursuivait activement un accommodement avec l'Espagne, en chargeant Ogier de l'annoncer à Bernstorff et à Moltke.[5] C'est alors que nous songeames à tirer parti de l'alliance danoise. Le président Ogier fut chargé de faire savoir au comte de Moltke que le gouvernement français »espérait qu'après l'invasion de la Saxe, l'entrée des Prussiens à l'instigation de l'Angleterre, et les hostilités commises contre l'impératrice, alliée du roi, Fréderic V, affranchi de son engagement de fournir au roi d'Angleterre, électeur de Hanovre, les secours stipulés par le traité de 1715 pour la défense de Brème et de Werden, se préterait aux mesures néces-

[1] Ib. ib. [2] Ib. 3 août. [3] Ib. 17 août. [4] Versailles 5 septembre. [5] Ogier 7 septembre.

saires à la protection des alliés du roi«. Cette ouverture embarrassa cruellement M. de Moltke, qui, se remettant après la première surprise, se défendit en faisant remarquer que la France ne fournissait pas de troupes à l'Autriche, mais seulement de l'argent. Notre ambassadeur était résolu à pousser vivement les choses; il n'accepta pas ces observations et alla jusqu'à dire à son interlocuteur que son souverain ne pourrait jamais se refuser à agir« à moins de se déclarer l'ennemi de S. M. T. C., ce que je ne croirai jamais après ses assurances réitérées«. Moltke alors prétendit que l'Angleterre allait s'engager à ne prendre aucune part aux hostilités de la Prusse. Ogier ne repondit pas; mais le soir il reprit les choses avec Moltke, qui venait d'apprendre que nous donnions des troupes à l'Autriche, en le mettant absolument au pied du mur, le ministre danois s'écria. »Comment abandonner tous les princes protestants et paraître abandonner la défense de la religion réformée«? Ogier répliqua vivement qu'une pareille réserve était inadmissible après les assurances précédemment données à ce sujet, en établissant que la religion n'était nullement en jeu en tout ceci. N'obtenant aucune réponse positive et Moltke se disant appelé par le roi, M. Ogier le quitta en lui donnant huit jours pour prendre une résolution[1].

---

[1] Ogier 19 octobre 1756:

La situation était critique pour le Danemarck. Le pays avait une vive antipathie contre la guerre et ne pouvait se décider à en envisager la possibilité qu'au cas où la politique de son souverain compromettrait la question religieuse; depuis plusieurs années en effet le cabinet danois agissait à Vienne pour obtenir un adoucissement aux traitements infligés aux protestants dans l'Empire. M. de Moltke saisit ce prétexte, et, repoussant avec vivacité l'insinuation d'Ogier, que ces craintes exagérées devaient avoir été inspirées de Londres et de Berlin, il manda au chargé d'affaires de Danemarck à Vienne de revenir à la charge[2]. Mais de Vienne presque en même temps arrivait une sommation à avoir à remplir, en vertu du traité de 1732, les engagements que motivaient désormais les agissements de Fréderic II. Bernstorff accueillit cette fâcheuse communication »poliment«, en déclarant à notre ambassadeur qu'il n'entendait pas sortir d'une stricte neutralité. Ogier observa la même courtoisie que son interlocuteur, mais lui fit »doucement observer qu'en vertu de l'article 6 du traité de 1754, la France serait en droit de faire la même réquisition, et que le droit de l'article était indiscutable«.[1] Ce langage était d'autant plus désagréable au ministre qu'au même mo-

[1] Ogier, 26 octobre 1756. [2] Ib. 2 novembre 1756.

ment il réclamait le paiement des deux quartiers des subsides, volontairement retardés.[1] Ces atermoiements émurent vivement le cabinet de Versailles et lui déplurent encore davantage. M. de Rouillé en écrivit au président Ogier très ouvertement; on ne voyait qu'un prétexte dans les inquiétudes manifestées par le Danemarck au point de vue religieux et l'on craignait que l'intervention en ce sens par son représentant à la diète de Ratisbonne, ne produisît le plus mauvais effet sur la cour de Vienne. L'intervention anglaise paraissait clairement au fond de toutes ces hésitations, d'autant plus que le résident danois à Hambourg ne négligeait aucune manoeuvre capable de refroidir les deux Impératrices à notre égard. M. de Rouillé chargeait expressément Ogier d'ouvrir les yeux de M. de Moltke en lui faisant comprendre combien il s'égarait en penchant vers l'Angleterre. »Parlez vertement« ajoute-t-il, en lui recommandant de bien démontrer que l'abandon du système serait la perte de la monarchie danoise.[2] Le président ne manqua pas de voir immédiatement M. de Moltke, et pour qu'il ne pût y avoir d'ambiguité, il lui montra tout simplement la dépêche qu'il venait de recevoir. Son interlocuteur laissa voir un chagrin trop vif pour être bien spon-

---

[1] Ogier, 26 octobre. [2] Versailles 14 novembre 1756.

tané, car il devait certainement s'attendre à cette démarche, et en somme il ne répondit rien, ne se disculpa de rien, et répondit uniquement par des protestations excessives de dévouement. Quelques jours après Ogier aborda, »avec précaution«, M. de Bernstorff sur les principaux griefs de la méme dépêche; celui-là encore protesta de ses excellentes intentions en se contentant de blâmer les intrigues du résident de Hambourg,[1] lequel fut peu après révoqué.[2] Mais le président Ogier ne se contentait pas de belles paroles comme son prédécesseur; il était persistant et on ne pouvait facilement lui échapper. Après avoir optenu satisfaction au sujet de l'imprudent résident, il alla voir longuement Fréderic V qui lui tint le langage le plus amical, et, en apparence au moins, réellement sincère. Puis il retourna chez M. de Moltke, dont l'attitude parut complètement changée: cette fois il avoua les avances faites par la Prusse, avances refusées sans examen; mais il parla aussi du chagrin de son souverain à la pensée d'étre soupçonné dans sa bonne foi: »son extrême sensibilité en souffrait«.[3] Mais il faut dire pour expliquer ce revirement qu'à ce moment la Czarine était assez malade pour don-

---

[1] Ogier 30 novembre 1756. [2] Ib. 7 décembre. [3] »Je le crois, parceque M. de Moltke, me paraît l'homme du monde le plus vrai«. Ogier. 14 decembre 1756.

ner des inquiétudes et l'avènement du grand-duc était la terreur du gouverment danois, capable, pour se créer des garanties contre lui, de recourir aux plus extrêmes moyens. Ogier put s'en facilement convaincre dans la suite de la conversation qu'il eut le même jour avec Moltke. Celui-ci ne lui cacha pas qu'au cas où l'Imperatrice viendrait à mourir, le Danemarck aurait à mettre son armée sur pied, et comme Ogier ne démélait pas bien clairement le but caché d'une pareille déclaration, il lui demanda, pour donner satisfaction à son gouvernement, l'envoi à Versailles de la promesse formelle que ces troupes ne seraient jamais unies à celles de la Prusse, ni n'agiraient pour elle ou pour l'Angleterre. Moltke se déroba complétement alors et de contenta de répondre qu'aucun plan ne serait arrêté sans être soumis au cabinet français. Bernstorff, par ordre exprès du roi, tint le même langage; mais il ajouta cependant qu'il ne pourrait prendre d'engagement à l'égard d'une alliance avec la Prusse, qui s'imposerait peut-être »à la dernière extrémité« c'est à dire si la czarine venait à mourir. Dans ce cas, en présence du nouvel empereur, Bernstorff ne pouvait dissimuler que la seule chance de salut pour son pays serait dans l'alliance prussienne, quelque peu sympathique qu'elle lui fût; mais encore qu'il ne conclurait rien sans

prévenir la France. Un pareil langage, si nouveau et surtout assez clair pour faire croire les choses plus avancées, si non même conclues, surprit excessivement notre représentant, qui ne dissimula pas son impression. Bernstorff donna l'assurance la plus formelle qu'il n'en était rien et qu'il n'avait même pas eu encore à formuler la moindre réponse. Comme Ogier reprochait à Bernstorff de ne pas avoir assez confiance dans le cabinet français, qu'il voyait cependant empressé à venir au secours de ses alliés en Allemagne, celui-ci lui répondit que la France était loin du Danemarck et que, pendant que nos troupes seraient en chemin pour s'yrendre, le royaume »serait dévoré par la Prusse et par la Russie«. Ces mots mirent fin à la conversation, que le président Ogier vint sans perdre un instant raconter à M. de Moltke. Celui-ci montra une douloureuse surprice d'autant plus, affirma-t-il, que Fréderic V avait donné ordre à son ministre de tenir au président un langage dont il ne pouvait qu'être satisfait; lui même avait mission particulière de lui parler dans ce sens, en lui affirmant qu'il n'avait jamais été sérieusement question d'un traité avec la Prusse, »idée toute personnelle à M. de Bernstorff«. Celui-ci vint en effet le lendemain à l'ambassade de France apporter, de la part du roi, l'assurance officielle de sa résolution à demeurer absolument fidèle au système. Cette

démarche ne contenta pas notre représentant, qui voulait obtenir ces déclarations de la bouche même du roi. Il en parla à Moltke et il fit si bien qu'il eût cette satisfaction. »Le roi finit par me dire qu'il ne varierait jamais dans ses principes, que ses engagements étaient sa loi et que, toute vue de grandeur et d'ambition à part, son désir était d'être et de mériter la réputation d'honnête homme et d'inviolable observateur de ses engagements«. M. Ogier saisit l'accasion de cette détente pour faire remarquer au Comte de Moltke que la Suède paraissant disposée à soutenir la Pologne avec son armée, le Danemarck pourrait trouver là une occasion favorable d'unir ses forces à celle-là en vue d'une défense du Slesvig et du Holstein. Moltke ne repoussa pas l'idée, quoique bien résolu au fond à ne pas même l'étudier, mais en terminant sa conversation, il informa notre ambassadeur que le Comte de Wedel avait été blâmé à Paris d'avoir affecté trop d'intimité avec son collègue de Prusse, et il le pria d'obtenir qu'à Versailles on ne condamnât pas sa cour sur les apparences. Et le président ajoute en forme de conclusion«. »Je crois que nous pouvons croire à ces assurances et être tranquille sur le Danemarck«[1].

---

[1] Cette longue épître d'Ogier, toute en chiffre, est du 14 décembre.

CHAPITRE IV.

Insistances de la cour danoise sur son attachemenr pour la France. Persistance des défiances à Versailles. Tristesse de Bernstorff. Il se plaint de l'importance attachée à des »cancans«. Moltke »âme« de cette cour. L'Autriche somme le Danemarck d'intervenir contre la Prusse. Ogier se porte garant de la fidélité du Danemarck. Guerre d'Allemagne. Le maréchal d'Estrées et le maréchal de Soubise. Bataille de Prague. Défaite du duc de Cumberland. D'Estrèes occupe lc Hanovre. Affaire des duchés de Brême et de Verden. Ogier oblige Bernstorff à repousser les avances de la Prusse. Entrée de Bernis au ministère. Par quelle intrigue. But de Choiseul. Richelieu remplace d'Estrées. La convention de Closter Seven. Fausseté de Richelieu. Ogier responsable. Bernis dans ses mémoires rétablit la vérité. Mécontentement légitime du gouvernement français. La convention est ratifiée. Bernstorff voudrait que Fréderic V fut choisi comme médiateur de la paix. Nouveaux soupçons à Versailles. Vive tension. Les inquiétudes sont injustes. Bernstorff se décide à s'en ouvrir confidentiellement avec le maréchal de Bellisle. La complication des événements décide le Danemarck à montrer plus de résolution. Bernis se déclare satisfait (Novembre 1757).

La cour danoise était effectivement de très bonne foi. Le 20 novembre précédent Bernstorff avait adressé à son agent à Berlin des instructions, lui recommandant de montrer beaucoup d'empressement à entretenir de bons rapports avec le roi. »Mais«, ajoute-t-il, »vous laisserez entrevoir cependant, lorsqu'on vous en pressera, que, dans des conjonctures pareilles à celles-ci, une liaison plus étroite ne serait pas compatible avec la neutralité que le roi avait déclaré embrasser, et que vous ne voyez guère d'apparence que, dans un temps où S. M. P. est actuellement engagée dans une vive guerre, allumée précisément à cause de ses conquêtes, S. M. D. puisse goûter la proposition d'une garantié réciproque, mais dont les dangers, les obligations et les avantages auraient si peu d'égalité.« La Prusse ne désespérait cependant pas, et Ogier était à l'affût de tout ce qui pouvait survenir. Le 19 décembre, il apprend l'arrivée d'un courrier extraordinaire de Berlin, il courut aussitôt chez M. de Bernstorff qui nia absolument ce fait et renouvela les plus amicales protestations, en se prononçant plus vivement que jamais en faveur du maintien du système, et en montrant les dépêches par lesquelles on blâmait la conduite

jour partait de Versailles une dépêche remplie d'assurances de confiance et de satisfaction à transmettre à M. de Bernstorff, avec mission de M. de Wedel-Frijs et on imposait au résident de Hambourg l'obligation de rétracter par écrit ses imprudentes paroles auprès des ministres d'Autriche et de Pologne[1]. Mais chaque jour les choses changeaient. A l'occasion de la nouvelle année, M. de Moltke vint diner avec quelques intimes à l'ambassade de France: il affecta de se montrer »moins ouvert, inquiet« à ce point que, le Président lui en ayant demandé la cause, le comte sans se faire presser lui dit que Fréderic V était profondément affligé des nouvelles qu'il recevait de Paris, d'où son ambassadeur lui mandait qu'on paraissait persister à croire à l'entente de ce prince avec l'Angleterre; que ce soupçon, en le blessant, le décourageait, car il ne savait plus ni quelle conduite ni quel langage tenir; qu'il suppliait Ogier d'écrire à Versailles pour qu'on modifiât cette attitude qui ne servait qu' à exciter les ministres danois à inquiéter leur souverain, en lui démontrant l'inutilité de demeurer fidèle à une puissance aussi incrédule à l'égard de ses bonnes intentions[2]. Le même

---

[1] Ogier, 22 décembre 1756. [2] Ibid. 11 janvier 1757.

de lui dire qu'on »n'ajoutait plus vfoiaux cancans« qui avaient réellement inspiré quelque inquiétude. En même temps on l'avertissait que des ordres avaient été donnés pour unir les bons offices de la France à ceux de l'Autriche en faveur du Danemarck à Saint-Petersbourg[1]. On comprend la satisfaction du président Ogier, qui avait réellement mené, avec autant de fermeté que d'habileté, ces délicates négociations. Elle fut bien plus grande encore, quand, ayant vu le roi à l'occasion de l'attentat de Damien, il reçut de sa bouche des assurances encore plus positives, et il en reportait tout le mérite à M. de Moltke »l'âme de cette cour-ci, l'auteur et l'appui du système et l'homme du monde le plus respectueux et tendrement attaché au roi«[2] (Louis XV). Aussi s'empresse-t-il en même temps de rappeler les subsides en retard.

Cette tranquillité dura peu, et bientôt Frédéric V fut soumis à une nouvelle épreuve. Il dut se retrancher dans l'observation rigoureuse de sa neutralité pour refuser le concours armé que l'Autriche réclamait de lui comme comte d'Oldenbourg et duc de Holstein[3]: puis

[1] Versailles, 11 janvier 1757. [2] Ogier 25 janvier 1757. [3] »Quelques hommes de plus ne feraient ancun bien à l'Autriche et compromettraient le Danemarck«. — Ogier 22 fevrier.

il apprit avec une douloureuse surprise que l'Angleterre ne voulait pas consentir à la neutralisation du Hanovre réclamée par la cour de Vienne. Cette attitude d'une excessive prudence déplut à Versailles. »Dans le temps où le roi de Prusse trouble l'Europe par les excès les plus inouis et que l'empire prend des mesures pour retablir l'ordre, le Danemarck, en demeurant immobile, favorise ces violences regrettables, mécontente l'Autriche, que n'admettra pas l'inutilité d'un contingent trop faible, et laisse planer sur la politique danoise un manque de netteté évidente«[2]. Et dans une seconde dépêche, M. de Rouillé, après avoir dit qu'on trouvait toutes ces explications bien subtiles, et à l'occasion d'un nouvel incident, s'exprimait ainsi: »Il faut toute notre confiance dans la droiture de la cour de Danemarck pour ne pas en craindre un dessous de cartes à l'affaire d'Altona, où on a révoqué la liberté des mariages mixtes, d'où la possibilité d'une guerre religieuse, dont le Danemarck aurait à se repentir éternellement d'être l'auteur«[3]. A Paris on ne voyait qu'intrigues entre le Danemarck, la Prusse et l'Angleterre, tandis que Ogier revenait sans

[1] Ver-sailles 11 mars 1757. [2] Ib. 1 avril.

cesse sur l'entière confiance que devait réellement inspirer la conduite de Fréderic V. M. de Wedel-Frijs entretenait au contraire sa cour dans des inquiétudes perpétuelles et causait au roi un véritable tourment en lui faisant sentir qu'on avait peu de foi en ses engagements[1]. On comprend le mécontentement de ce prince, quand réellement il était correct et loyal, comme la dépêche de son ministre à Berlin le démontre surabondamment.

Les évènements avaient rapidement marché en Allemagne. Le 30 octobre 1756, l'Autriche avait pris l'engagement, moyennant un fort subside, de nous soutenir avec cent mille hommes dans la Prusse royale; la Russie faisait marcher ses troupes dans la Lithuanie, espérant bien compenser ses dépenses par une extension sur la Baltique. Le 17 Mars 1757, la diète Germanique mit Fréderic II au ban de l'Empire et donna l'ordre à l'armée des Cercles de se mettre en mouvement. La plupart des Etats répondirent à cet appel: seuls le Hanovre, le Brunswick, la Hesse-Cassel et quelques-uns des petits princes saxons firent cause commune avec la Prusse. C'est alors que le roi d'Angleterre, pour éviter de s'engager dans une guerre continentale, chercha à obtenir la neutralisation du Hanovre. La czarine refusa de sen mêler;

---

[1] Ogier, 9 avrit 1757.

la France y était très opposée, désirant pouvoir au contraire occuper l'électorat, par lequel ses troupes s'avançeraient facilement sur Berlin: l'impératrice posa des conditions tellement inacceptables que le projet fut abandonné. Pendant que les diplomates cherchaient encore à négoçier avec la diète, les armées étaient en marche: le prince Charles et le général Brown commandaient 80,000 Autrichiens en Bohême: le maréchal d'Estrées dirigeait 80,000 hommes sur la Westphalie et sur le Hanovre; le maréchal de Soubise avec 25,000 devait rejoindre nos nouveaux alliés: la Bavière, le Palatinat et le Wurtemberg étaient engagés avec nous: la Suède également, espérant par-là reconquérir la Poméranie. Fréderic II brusqua les choses, entra le premier en campagne et remporta, le 6 juin, près de Prague une éclatante victoire. Pendant ce temps d'Estrées avancait avec une lenteur regrettable à travers la Westphalie: il battit l'armée hanovrienne du duc de Cumberland le 26 juillet. L'occupation de l'électorat ut la conséquence de cette brillante affaire,- la Hesse-Cassel, le Brunswick, les duchés de Verden et de Brême eurent le même sort, pendant que Cumberland reculait jusque sous le canon de Stade.

Mais il est temps de retourner à Copenhague, que nous n'avons quitté que pour tracer le rapide tableau, indispensable, croyons-nous,

à la clarté de cette étude. La marche de notre armée créait pour la cour danoise une nouvelle difficulté des plus fâcheuses. En vertu du traité conclu le 26 Juin 1715, le Danemarck avait garanti à l'Electeur de Hanovre la possession des duchés de Brême et de Verden, en s'engageant même à fournir a l'occasion pour leur défense une division de huit mille hommes. Bernstorff vit là un danger réel, car si d'une part son souverain tenait à être cru à Versailles pour ses assurances répétées de fidélité, il comprenait très bien qu'on n'y admettrait pas qu'il envoyât des troupes pour protéger cette partie du Hanovre. Comment en Europe ne concevrait-on pas la plus fâcheuse opinion de sa conduite en le voyant engager une lutte armée contre ses alliés? Il demanda instamment Ogier de réclamer la neutralité pour les deux duchés: celui-ci refusa d'abord, mais il vit le ministre si résolu que, sans cacher sa mauvaise humeur, il promit de transmettre la proposition[1]. Quelques jours après ce fut le tour de M. de Moltke de renouveler ces instances, en assurant que le Danemarck »adorerait la France si on lui faisait cette concession«[2]. A Versailles on n'entendit pas de

[1] 19 avril 1757. [2] Bernstorff souffrait personnellement beaucoup de n'avoir pas vu accepter la neutralisation du Hanovre, où l'on sait qu'étaient situées ses proprietés. Le ministre des affaires étrangères prévint Ogier, le 26 mai, qu'il avait recommandé au marechal d'Estrées de ménager autant que possible ces domaines.

cette oreille. »Je ne puis me dispenser«, répond M. de Rouillé, »de vous faire observer, que M. de Bernstorff se rend l'orateur perpétuel des ennemis du roi et qu'il ne cite que les traités du Danemarck avec eux et la bonne foi avec laquelle S. M. D. est obligée de les remplir, et qu'il passe sous silence les traités du roi de Danemarck avec le roi, et la bonne foi avec laquelle ce prince est d'autant plus obligé de les remplir à l'égard de S. M. T. C., qu'il en reçoit des subsides très considérables, sans qu'elle se porte à aucune sorte de mesure active en sa faveur«[1]. Ce langage était clair et suffisamment dur. Le président Ogier ne se découragea pas cependant et ne présenta pas à Copenhague l'arrangement pour Brême et Verden comme impossible. Moltke s'en montra très heureux, Bernstorff également, et il vint avec empressement le dire à notre ambassadeur de la part de son maître, en renouvelant les assurances les plus formelles d'attachement[2].

Frédéric II de son côté ne se lassait pas de tourmenter son royal voisin, et un beau jour il lui fit demander par son ambassadeur d'intervenir auprès de la Suède pour que cette puissance ne prît point parti contre lui. Ogier consulté officiellement, repoussa vivement cette démarche, tandis que M. de Bernstorff la dé-

---

[1] Versailles 19 mai 1757. [2] Ogier 11 Juin.

fendait en prétendant y voir un moyen de compenser, auprès du roi de Prusse, le mécontentement que devait lui causer l'attitude du Danemarck. Le président prit très vivement alors les choses et consacra deux longues séances à démontrer à Mr. de Bernstorff, qui s'obstinait à ne pas vouloir le comprendre, qu'un tel procédé, après la déclaration de la Suède à la Diète, froisserait tous les alliés: il exigea l'abandon de cet étrange projet et il eut gain de cause, mais difficilement et en donnant l'autorisation de faire savoir à la Prusse, que ce parti avait été adopté par suite de l'opposition de l'ambassadeur de France[1], Moltke en même temps priait ce dernier de ne point parler de cet incident à Versailles[2].

Depuis le 25 juin, le cardinal de Bernis avait remplacé le comte de Rouillé aux Affaires étrangères. Des le commencement de l'année il était entré au Conseil et l'on sait l'intimité qui existait entre lui et la marquise de Pompadour. Duclos nous dit que déjà il exerçait sur le ministère une grande influence et que, depuis plusieurs mois, la diplomatie se faisait en partie double, lui et Rouillé se cachant leurs dépêches. Sa nomination fut le résultat d'une habile machination. M. de Stainville, depuis duc de Choiseul, voulait se débarasser de lui, et le premier pas à franchir pour l'amener

---

[1] Ogier 28 Juin 1757. [2] Ib. 5 Juillet.

à se brouiller avec le roi et avec la marquise, c'était de lui faire accepter un portefeuille. Une fois ministre, mêlé aux détails journaliers des affaires, il devenait responsable des mesures prises, il aurait à subir de la part de Mme de Pompadour un assaut perpétuel pour des places et pour des faveurs : sous le nom de Bernis, elle voudrait en fait gouverner, et l'heure viendrait fatalement où, sincère et honnête comme il était, le cardinal résisterait et infailliblement succomberait. M. de Stainville devenait alors le seul candidat possible.

On sait que les choses suivirent absolument cette marche. Au début cependant tout parut sourire au nouveau secrétaire d'Etat. Le jour même où il prêta serment, il eut à annoncer au roi et la défaite de Fréderic II à Kollin et la délivrance de Prague. On a vu comme partout nos troupes furent heureuses et comme le duc de Cumberland fut rapidement acculé sous les murs de Stade. Malgré ses succès, le maréchal d'Estrées fut sans motif remplacé au commencement du mois d'août par le duc de Richelieu, également protégé par Mme de Pompadour et par M. de Bernis. Nouvel arrivant, esprit léger, ne connaissant pas la position, encore moins les intrigues qui de croîsaient dans les chancelleries du Nord, il craignit que le duc de Cumberland, soutenu par le voisinage d'une place sérieusement fortifiée, ne fut difficile à réduire. Dans ses mémoires,

Bernis dit positivement que c'est le maréchal qui le premier lui soumit l'idée d'abandonner Brême et Verden aux ennemis, moyennant qu'une parti de leur armée occuperait la Saxe-Lauenbourg et que l'on observerait une stricte neutralité: que même Richelieu avait chargé le président Ogier de s'en ouvrir au roi de Danemarck pour qu'il s'employât a faire réussir ce projet, »sachant ce ministre sage et éclairé, et trop prudent, s'il était contre ses instructions de mettre en jeu le Danemarck, pour le hasarder«.

A Versailles on ne savait rien de ces négociations officielles, mais du moins on continuait à charger Ogier de presser de plus vivement la cour danoise à s'unir intimement à la Suède en vue de prévenir l'arrivée d'une flotte anglaise dans la Baltique; on parlait d'y envoyer au besoin une escadre pour prêter main forte aux Suédois et on recommandait à l'ambassadeur »de parler vivement«[2]. Cette alliance tenait très à cœur au gouvernement français: on voyait dans cette répugnance un indice que le Danemarck devait traiter quelque chose en secret[3]. A Versailles on était bien renseigné en effet, mais le 2 août, le présideut pouvait annoncer avec satisfaction que les

[1] Mémoires de Bernis II, p. 18. [2] Versailles 31 Juillet. [3] Ib. 1 aout.

propositions anglaises, même faites avec des offres de subsides considérables, venaient d'être de nouveau repoussées: Moltke lui avait fait savoir que cette décision avait été prise au Conseil du 29 Juillet, en ajoutant que »c'était mal connaître le roi que de croire que son amitié put être mise à prix«, ce qui ne l'empêcha par de faire observer qu'on était en retard de quatre quartiers de subsides, qu'il comprenait assurément la gêne du trésor français, mais que pour le Danemarck c'était un dèsastre, et pour mieux plaider sa cause, il alla jusqu'à promettre la jonction des flottes suédoise et danoise[1].

Jusqu'aü dernier moment le ministère anglais travailla à la réussite de ses négociations, priant, menaçant, promettant monts et mervilles pour l'échange du Holstein. Ogier de son côté, en donnait les mêmes assurances à Moltke pour cette question, dès que la paix européenne serait rétablie. Bernstorff se montrait moins accommodant et mettait tous ses efforts à ne pas être désagréable aux Anglais, ou du moins au roi Georges, son souverain en Hanovre[2]: il se rejettait sur l'affaire du Holstein et reclamait

---

[1] C'est le 8 août 1757 que le refus fut notifié verbalement au ministre de l'Angleterre: il portait en substance que la résolution du roi à conserver une inviolable neutralité ne lui permettait pas de contracter une alliance défensive avec une pnissance, partie principale dans cette guerre. [2] Ogier, 9 août.

un engagement écrit de Louis XV, tout en promettant de le garder scrupuleusement secret[1].

Les négociations se croisaient alors dans tous les sens. Le Danemarck aurait voulu en outre que les duchés de Brême et de Verden, ne fussent pas soumis aux contributions militaires[2]. L'Angleterre, revenant à la charge, offrait d'accord avec la Prusse de neutraliser le Hanovre, Hesse-Cassel, le Brunswick, le Gotha[3]. D'un autre côté, Bernstorff annonça à Ogier que Fréderic V venait d'envoyer un officier à la régence de Hanovre, réfugiée à Stade, pour lui annoncer la marche de Richelieu et pour engager le duc de Cumberland à user de ses pleins pouvoirs pour offrir au maréchal un accommodement quelconque[4].

Ogier ne put qu'en informer immédiatement le commandant en chef de l'armée française, et c'est probablement à ce moment que ce dernier entretint Bernis de cette combinaison, comme imaginée par lui. »Or, dans le temps que le maréchal de Richelieu«, écrit Bernis dans ses Mémoires, »m'entrétenait si légèrement de ce projet comme d'une idée qui nais-

[1] Ogier, seconde dépêche du même jour [2] Ib. 20 août. [3] Ib. 25 août 1757 [4] Ib 30 août 1757. On accablait à ce moment la cour danoise de cadeaux: garniture de cheminée en porcelaine de Sèvres à Bernstorff et à Moltke, et le président réclamait encore d'autres présents pour les principaux personnages de l'entourage de Fréderic V.

sait au bout de sa plume en finissant sa lettre, la négociation était bien avancée à Closter-Seven, et le comte de Lynar, envoyé par le roi de Danemarck pour cette belle opération, énivrait le maréchal d'encens et de louanges: il avait fait exécuter son buste en marbre avec une couronne de lauriers sur la tête«. Bernis ajoute qu'il n'attache aucune importance à cette »boutade«, rassuré en outre par la présence du président Ogier qu'il pensait incapable d'une fausse démarche. Il répondit donc seulement à Richelieu que la seule négociation raisonnable était de culbuter les Hanovriens dans l'Elbe: et en même temps le roi lui expediait l'ordre formel de n'engager aucune négociation A ce moment de nouveau on doutait beaucoup de la franchise du Danemarck. Le comte de Stainville écrivait, le 31 août, de Vienne à Bernis pour insister sur le danger qu'il y aurait »en admettant même la bonne foi absolue de l'électeur de Hanovre (le roi Georges), de laisser passer sur le flanc de notre armée un corps de 28000 hommes, qui rompraient la neutralité dès qu'ils croiraient pouvoir la rompre avec avantage et seraient à portée d'être soutenus dans leur perfidie par le Danemarck, qui me paraît une puissance qui nous doit être fort suspecte.«

Pendant ce temps au contraire Ogier allait »de l'avant«, voyant Richelieu abonder dans son

sens, convaincu par conséquent que le cabinet français était informé du projet et l'approuvait; il y était d'autant plus disposé qu'il était profondément convaincu de la bonne foi du roi Fréderic V et qu'il souffrait pour lui de la suspicion perpétuelle dans laquelle tous ses actes étaient tenus à Versailles. Il le sentait d'autant plus encore qu'il ne pouvait avoir aucun doute sur la froideur réelle de notre Gouvernement à l'égard des négociations à venir pour l'échange du Holstein, qu'on reconnaissait bien clairement ne pouvoir être traité à l'occasion de la paix[1]. Il le cachait soigneusement à M. de Bernstorff, mais celui-ci était suffisamment renseigné pour deviner la vérité. Un jour il ne dissimula pas ses inquiétudes. Tout en admettant »l'amitié de Louis XV pour son pays«, il déclarait amèrement »que des assurances vagues sur des arrangements incertains le pénétraient de douleur dans un moment où les circonstances présentes annonçaient une facilité entière pour la convention qu'il avait cru devoir proposer, laquelle avait été concertée avec les cours de Vienne et de Stockholm[2]«.

C'est à ce moment que le président reçut de Versailles un désaveu formel. »Je ne puis cacher«, lui écrit-on[3], »la surprise du Conseil

---

[1] Ogier 20. Septembre. [2] Ogier 20 Septembre. [3] Versailles 12. Septembre.

en apprenant que vous avec engagé le Danemarck à négocier un traité de paix ou de neutralité pour l'électorat de Hanovre. La lettre du maréchal de Richelieu pouvait provoquer votre vivacité; cependant le maréchal se disait autorisé à rien entreprendre et s'en remettre à votre prudence. Je vous désavoue complètement. Il faut que le gouvernement danois sache que cela vient de vous seul et d'un mouvement de zèle, mais en ajoutant que la cour de France est touchée de l'empressement du Danemarck à s'associer à une démarche qu'il pouvait croire agréable à la France«. Le même jour Bernis écrivait a Richelieu pour lui exprimer son étonnement en apprenant »que le président Ogier, sans attendre les ordres du roi, se soit déterminé à faire agir le Danemarck pour proposer à nos ennemis une suspension d'armes qui serait aussi préjudiciable à nos intérêts qu'à notre gloire. La négociation trop légèrement hazardée par M. le président Ogier ne pouvait avoir d'autre objet que de faire gagner du temps à nos ennemis et de nous en faire perdre«. Et il le chargea de décider ce qu'il y avait à faire. Mais il était trop tard: la convention de Closter-Seven était signée depuis le 8.

Le pauvre président, — nous le plaignons, car le véritable auteur de cette fâcheuse affaire était bien Richelieu, qui avait vu dans cette

combinaison un moyen de ne pas s'exposer à un échec militaire — éxécuta les ordres reçus et alla déclarer à M. de Bernstorff qu'il était le seul auteur du projet et qu'il avait agi sans mandat [1]. M. de Bernis évidemment sentit qu'il avait été trop dur pour son agent et on devine qu'il n'ignorait pas à qui incombait la vraie responsabilité, quand on lit dans ses Mémoires, que, s'il avait été maitre absolu, »j'aurais rejeté cette monstrueuse capitulation et rappelé le général qui avait eu l'imprudence ou la malice de la conclure«. En effet dès le 20. Septembre, il écrit à Ogier sur un ton tout différent: »on a été trop vite«, lui mande-t-il cette fois, mais il approuvait les intentions qui ont »dirigé les conseils donnés par M. le maréchal de Richelieu et votre activité«. Il aurait mieux valu pouvoir réfléchir auparavant, mais enfin les choses étant en l'état, il fallait désormais tâcher de tirer le meilleur parti de la situation. Le cabinet français demandait donc que l'armistice durât autant que la guerre; qu'elle engageât également les troupes hanovriennes demeurées à Stade ou ayant passé l'Elbe; que les Anglais ne pussent traverser les duchés de Brême et de Verden; et que ces troupes ne pussent servir pendant toute la durée de la guerre.

[1] Ogier 27. Septembre 1757.

Mais la conduite de Richelieu aggrava singulièrement les choses. La convention conclue, il avait gagné la principauté d'Halberstadt avec presque toutes ses troupes, puisqu'il ne laissait que six bataillons et six escadrons pour assurer l'exécution de la capitulation. »Dans cette circonstance«, continue Bernis, »le Conseil du Roi fut fort embarassé. Désapprouver la capitulation et ordonner au maréchal de Richelieu de revenir sur ses pas pour combattre le duc de Cumberland? Outre la longueur et les inconvénients de cette marche, toute la France aurait blâmé le Roi de préférer des combats incertains à un traité qui nous donnait la totalité du pays de Hanovre, par lequel l'armée des alliés était séparée, la majeure partie devant passer dans le duché de Saxe-Lauenbourg, au grand déplaisir des Suédois, et la moindre occuper les petits pays de Brême et Verden. Le pays n'aurait pas manqué de dire qu'on aimait mieux sacrifier des hommes que de vaincre à coup sûr«. La convention fut donc ratifiée sans modification. Quant à notre ambassadeur, Bernis, en terminant le chapitre où il raconte cette affaire, ajoute: »il se disculpa en envoyant les lettres du maréchal de Richelieu qui faisait entendre qu'il était autorisé à traiter avec le duc de Cumberland.« De son côté Fréderic V voulut expliquer sa conduite et il insista vivement sur ce que sa seule pensée

avait été de prévenir des malheurs, mais que l'initiative de la négociation revenait aux ducs de Cumberland et de Richelieu exclusivement. Il réclamait des adoucissements en faveur de l'occupation du Hanovre pour pouvoir s'en prévaloir auprès du roi Georges »et il faisait espérer que le landgrave de Hesse était tout disposé à abandonner l'Angleterre et à prendre avec le Danemarck des arrangements agréables à la France[1].

Bernis dans ses Mémoires raconte qu'entre les batailles de Rosbach (5 novembre) et de Lissa (5 décembre) il songea au moyen de rétablir la paix en y préparant nos alliés. Il a été mal servi par ses souvenirs en précisant cette date, car bien avant Bernstorff confia au président Ogier, sous le plus grand secret, que le comte de Wedel-Frijs venait de lui faire savoir que le roi Louis XV verrait avec plaisir Fréderic V entamer des négociations avec l'Angleterre pour les affaires d'Amérique et pour la guerre maritime. Et notre ambassadeur ajoute, en communiquant ce renseignement à son Gouvernement, que le roi de Danemarck paraîssait très flatté de cette ouverture[2]. Mr. de Bernstorff en ressentait encore plus la satisfaction; »cet homme habile enfin«, écrit Bernis, »ne désirait ni notre triomphe, ni l'agrandisse-

[1] Ogier, 3 octobre 1757.

ment du roi de Prusse, ni celui de nos alliés. Il ménageait l'Angleterre et aspirait au rôle de médiateur dans la paix générale; en voyant que le roi de Prusse allait prendre un ascendant trop fort, il prêta l'oreille aux insinuations que je lui fis faire avec l'assentiment du Conseil du roi, qui ne croyait point cependant au succes de nos négociations«.

A Versailles pourtant la complaisance trop évidente du Danemarck pour l'Angleterre inquiétait; on lui reprochait cette partialité outrée qui se développait de plus en plus chaque jour. On hésitait à lui donner les pouvoirs de médiateur, parce qu'on croyait qu'au fond il y avait une convention secrète entre les deux couronnes et que l'argent de la France pouvait bien être employé à payer les troupes hanovriennes, retirées dans le Holstein: »donc rien de dangereux comme l'entremise du Danemarck pour la suspension d'armes à titre de garantie et de médiation; il s'est déjà érigé en protecteur des différends des protestants«. »Il faut éclaircir et déconcerter les projets du Danemarck« ajoute notre ministre des Affaires étrangères. »J'ai déjà dit à Wedel, que tout cela confirmait l'idée que toute l'Europe a d'un accord secret entre le Danemarck et l'Angleterre«. Et il recommandait à Ogier de s'expliquer catégoriquement avec M. M. de Bernstorff et de Moltke, en insistant auprès de ce dernier

sur l'utilité de »ne pas se livrer aux projets artificieux d'un ministre qui, étranger au Danemarck, n'y a porté que des vues étrangères, et qui, ayant marqué clairement sa répugnance pour le système de l'union du Danemarck avec la France et la Suède, ne fait pas une démarche qui ne tende à le renverser«. Et il tenait encore à ce qu'on fît bien comprendre à M. de Moltke que, ce système étant son œuvre, le succès de M. Bernstorff serait la ruine de sa propre influence. Les défiances du cabinet de Versailles étaient extrêmes à ce moment et la situation singulièrement tendue, car Bernis ne veut pas même tenir compte du rejet des propositions anglaises Il ordonnait à son agent de répondre »poliment« que les assurances les plus fortes avaient besoin de s'accorder avec les faits, et de ne pas cacher le mécontentement du roi en présence des ménagements excessifs du Danemarck pour l'Angleterre, de l'abri donné au trésor de l'électeur de Hanovre, d'exagérer les espérances au sujet de l'échange du Holstein avec la Russie, qui en réalité était rien moins que certain. »Si on vous presse pour avoir un engagement écrit, promettez-le dès que la cour de Vienne y aura souscrit de son côté. Nous ne pouvons laisser le Danemarck jouer le rôle de médiateur de la paix générale«[1].

---

[1] Versailles 18 octobre.

Pendant ce temps cependant Bernstorff se hâtait de faire savoir à son agent de Versailles que la roi acceptait avec empressement les ouvertures du gouvernement français, mais tout en le faisant, il exprimait au président Ogier la douleur que lui causait la suspicion dans laquelle on le tenait: »Je le crois sincère« dit ce dernier, qui ajoute que ces préventions[1] »navraient tout le monde à Copenhague, »M. de Moltke le chargeait de demander, quel motif pouvait donner naissance à ces accusations persistantes, quel était »l'ennemi secret du Danemarck«. En réalité on chargeait singulièrement la cour danoise en lui prêtant des desseins, des duplicités, qui n'existaient en aucune façon: elles étaient inventées surtout en Suède qui avait intérêt à entretenir la mèsintelligence entre les deux couronnes. Aussi Ogier reçut-il avec »un veritable effroi«, la dépêche du 18 octobre et se hâta-t-il de rétablir les faits, après avoir fait s'expliquer M. de Bernstorff catégoriquement. Ces déclarations sont importantes à relever. Bernstorff d'abord répondit que, pour l'affaire du Holstein, la simple parole du roi de France suffisait pleinement sans qu'il y eût besoin d'aucun engagement. A l'égard de l'entente secrète avec l'Angleterre, »il parut très touché

[1] Ogier 25 octobre-

de ces inquiétudes, les attribuant à la Suède, seule jalouse de la liaison du Danemarck avec la France« : puis il s'expliqua nettement et chaleureusement au sujet des troupes hanovriennes recueillies par son gouvernement, établissant qu'il ne faisait faire aucun rassemblement militaire en Holstein. Il assura ensuite qu'il ne songeait à recourir à aucune influence pour obtenir le rétablissement de la paix et que jamais les relations de son gouvernement avec l'Angleterre n'avaient été aussi froides; enfin au sujet du trésor de l'électeur, dont il aurait privé la France en le laissant déposer dans les états de Fréderic V, il répondit qu'il avait été embarqué dans cette affaire à son insu, et qu'il n'y avait pas eu moyen pour ce prince de refuser à ce sujet ce que lui avait demandé son beau-père[1].

Nous avons dit que M. de Bernstorff avait été très intimement lié avec le maréchal de Bellisle et nous avons vu en quels termes il en parle dans les instructions données au comte de Wedel-Frijs. Il entretint toujours avec lui une correspondance assez active, et quand il se vit aussi vivement soupçonné, il n'hésita pas à s'en ouvrir franchement au maréchal dans une lettre envoyée à Paris par une voie sûre. Tout en lui communiquant un mé-

[1] Ogier, 8 novembre 1757.

moire concernant l'éternelle affaire du Holstein, pour laquelle les récentes promesses, transmises par le président Ogier, lui avaient rendu quelque espoir — on a pu voir bien à tort — il lui parle de la sensible peine qu'il a eue depuis quelques semaines: »mille et mille traits déjà m'avaient fait sentir qu'on avait trouvé moyen de rendre suspecte ma Cour à celle de France et de donner une interprétation odieuse aux démarches les plus pures, et, permettez-moi de le dire, aux démarches les plus amicales; mais une longue conversation[1], que j'ai eue avec Mons. l'ambassadeur, a achevé de m'en convaincre, quelque soin qu'il ait pris d'adoucir et d'envelopper ses propos. J'en ai été, j'en suis véritablement touché; mais je veux espérer que la vérité percera et dissipera ces nuages, et qu'après m'être expliqué à fond sur tous les chefs dont il m'a parlé, ce ministre, dont je connais l'habilité et l'exactitude, aura saisi et rendra d'une manière convaincante les preuves que je lui ai alléguées«. Il priait le maréchal de ce faire remettre la dépêche du président et après cela de lui dire, quels éclaircissements etaient encore nécessaires«. »Rien n'abat ni ne tue l'amitié comme la défiance« ajoute-t-il tristement et il prie instamment le maréchal d'intervenir auprès de M. de Bernis

[1] Celle rapportée dans la dépêche du S novembre.

pour lui ouvrir les yeux sur la jalousie des gens intéressés à brouiller les deux couronnes: »qu'il se méfie de nous si jamais il trouve de la duplicité dans nos procédés, de la malignité dans nos représentations, s'il trouve jamais que nous travaillons à diminuer, non le nombre des ennemis, mais celui des amis de la France, mais que, jusque-là, il nous épargne une peine aussi dure pour des cœurs aussi droits et généreux.« Nous ne pouvons nous refuser à croire à la bonne foi de M. de Bernstorff, il n'aurait pas osé autrement tenir un pareil langage à M. de Bellisle, trop fin et d'ailleurs trop bien renseigné pour pouvoir être dupe. Et cependant les mêmes préventions subsistaient. Or pour le Danemarck c'était une source de poignantes inquiétudes à cause de la marche menaçante des affaires. Nous pénétrons dans les sentiments intimes du cabinet danois par la lecture d'une dépêche de M. de Bernstorff à son ambassadeur à Paris, du 26 novembre. Le ministre voyait l'agitation croissante de l'Angleterre, la vraisemblance de la marche d'un corps d'armée prussien dans le Lauenbourg, la résolution prise à Londres de désavouer la convention de Closter Seven et par conséquent la reprise des hostilités sur la plus large échelle. M. de Wedel était chargé d'exprimer au gouvernement français la résolution du Danemarck à se montrer de plus en plus

énergiquement fidèle à ses alliés: de ne plus dire un mot en faveur des Hanovriens ni de l'électeur de Hesse, qui avait tout d'un coup changé d'attitude: de n'adresser au cabinet de Versailles ni reproches ni critiques: »ne vous servez du passé qu' avec la plus grande circonspection et la plus grande modestie, que pour fonder désormais un peu plus de confiance et de crédit pour l'avenir.« Bernstorff mettait tout amour-propre de côté, on l'avouera, quand il terminait sa lettre à son ambassadeur par ce passage: »Pour nous, nous ne nous plaindrons de rien, et tout ce qui vient d'arriver ne rendra le roi que plus empressé à témoigner à la France la sincérité de son amitié et sa constance dans les liaisons qui l'unissent à elle.«

Toutes ces considérations ne modifiaient pas l'opinion à Versailles. On voulait une assurance formelle que le Danemarck ne songeait pas à soutenir l'Angleterre ni la Prusse, et l'on rejettait bien loin à cette heure la pensée d'une intervention de Fréderic V auprès de Georges II: le Danemarck paraissait trop loin de l'Angleterre et la demande que celle-ci faisait que notre gouvernement formulât des propositions lui paraissaient une supercherie[1]. Le gouvernement français profita de cette crise

---

[1]) Versailles 22 novembre 1757.

pour amener le ministre danois à consentir par écrit au démembrement éventuel des états du roi de Prusse et de fournir au besoin un contingent militaire. Cette fois Bernis félicita le président d'avoir obtenu ce résultat et il daigna l'autoriser à remercier Bernstorff de ses assurances amicales et à dire à Moltke toute la confiance qu'il inspirait. La même dépêche niait formellement qu'aucune accusation fût portée par la Suède contre le Danemarck[1]. Ogier s'empressa de s'acquitter de ces commissions, qui durent lui être singulièrement agréables après toutes les fâcheuses communications dont il avait été chargé; il lui fallut cependant ajouter qu'on redoutait l'influence d'un »seul ministre,« à quoi M. de Moltke répondit vivement »qu'un ministre, même mal intentionné, ne pouvait s'écarter des vues du roi et des autres ministres, tant ils dépendaient les uns des autres, et que d'ailleurs il n'y avait aucun motif de se plaindre de ce ministre.«

---

[1] Versailles 30 Novembre.

CHAPITRE V.

Encore la convention de Closter-Seven. Défection des Hanovriens. Difficultés avec le Danemarck. Bernstorff ne paraissant pas avoir eu satisfaction auprès de Bellisle, se tourne vers le duc de Choiseul. Il lui expose la situation du Danemarck. Circulaire danoise au sujet de la convention, suivant le désir de la France. Persistance de l'Angleterre à faire des offres. L'Autriche somme le Danemarck d'intervenir militairement. Bernstorff persiste dans la neutralité. Adresse d'Ogier. La confiance se rétablit entre le Danemarck et la France. Traité avec le Danemarck. Article secret. Ogier se porte garant de la bonne foi du roi Fréderic V. Concentration de ses troupes dans le Holstein. Bernis veut la paix. Les motifs déduits par lui. Le Danemarck invité à tenter une démarche à Londres. Mollesse avec laquelle il s'y prête. Le nom de la France mis en avant. Le conseil aulique à son tour réclame l'intervention du Danemarck contre les Prussiens en Mecklembourg. Résistance de Bernstorff. La défiance contre le cabinet danois reprend à Versailles. Ogier cherche à rétablir les faits en justifiant complètement le cabinet danois. Perplexités du gouvernement danois, apathie et manque de parole du gouvernement français. Chute de Bernis. Choiseul arrive au ministère (Décembre 1758).

Nous devons revenir à la convention de Closter-Seven. Ni Richelieu ni Cumberland

n'avaient de pouvoirs pour la signer et l'on fit autant de difficultés à Londres qu'à Paris pour la ratifier. Nous avons dit que Louis XV cependant s'y décida malgré les protestations de l'Autriche et de la Suède. Richelieu perdit alors du temps. Il licencia des soldats, négligea d'enlever Magdebourg, ce qui eût porté un coup mortel à la Prusse, et secourut incomplètement l'armée de Soubise. Menacé de toutes parts, Fréderic se releva plus résolu et plus ardent à la lutte. Il exigea l'assistance effective de l'Angleterre et se plaignit vivement de la convention qui immobilisait son armée auxiliaire. C'est alors qu'il remporta la victoire de Rosbach, puis celle de Lissa et que, se voyant redevenu le maître de la situation, il se montra plus agressif, plus audacieux que jamais. L'Angleterre en concevait naturellement les plus fortes espérances contre nous; elle s'énivra de l'espoir de porter à la France et à ses alliés les coups les plus mortels. Le manque de parole des Hanovriens, qui avaient promis de ne pas servir contre nous, causa une vive émotion à Versailles et motiva une lettre énergique de Bernis au président Ogier, dans laquelle il disait [1] »espérons, après l'odieuse perfidie des Hanovriens, que le Danémarck va donner des preuves éclatantes de son ressenti-

[1] Bernis à Choiseul, 19 Janvier 1758.

ment de l'infraction la plus odieuse qui ait jamait été faite des liens les plus sacrés parmi les souverains«. Et il continue en ces termes: »Je sais que M. de Bernstorff a recommandé à M. le comte de Wedel-Frijs de ne formuler aucune plainte sur nos soupçons, d'où nous n'avons pas à espérer de démarches fermes de la part de Fréderic V; quoique S. M. ne veuille pas le pousser à bout sur une conduite que sa dignité devroit lui dicter, elle ne veut pas garder envers le Danemarck un silence lâche. Répondez donc sans aigreur aux mauvaises raisons. La parole donnée par le duc de Cumberland, garantie par le roi de Danemarck, est inviolable, donc, si elle est violée, ce prince doit se fâcher; si non, sa réputation en sera ternie. S. M. ne veut pas se brouiller avec le Danemarck, mais non plus en être le jouet[1]«.

La réponse ne se fit pas attendre. Fréderic V refusait de s'occuper de la question de garantie de la convention et se contentait de faire connaître à l'Angleterre son mécontentement, en assurant de nouveau que rien ne pourrait le détacher de l'alliance francaise[2]. Mais à Versailles on souhaitait une manifesta-

---

[1] Versailles 15 Décembre 1757. Cependant Bernis terminait cette dépêche en annonçant qu'il ne se ralentissait pas à l'égard de l'affaire du Holstein pour laquelle les dispositions paraissaient meilleures à Vienne, et il faisait donner à Moltke les plus flatteuses assurances de confiance. [2] Ogier 3 Janvier 1758.

tion éclatante de ce mécontentement. On y trouvait que l'honneur de Frédéric V était singulièrement atteint et les intérêts de la France trop directement lésés, et on insistait sur la perte de toute influence médiatrice de la part du Danemarck, du moment où la garantie de son souverain n'avait aucune valeur aux yeux de l'Europe[1]. Le manque de parole du duc de Cumberland constituait ou une trahison pour nous ou un outrage pour Fréderic V. Selon nous sa conduite avait même ce double caractère.

Nous avons vu tout à l'heure Bernstorff s'adresser au maréchal de Bellisle. Celui-ci ne lui ayant sans doute procuré aucune satisfaction, à la fin de l'année il recourut à M. de Choiseul, alors ambassadeur à Vienne, et avec lequel il était également intimement lié: il lui adressa un véritable mémoire sur la situation du Danemarck par rapport à ses relations avec la France. Il lui expose le froissement qu'avait causé à sa cour la non-ratification de la convention de Closter-Seven par l'Angleterre; il ajoute qu'il comprend la profonde irritation causée au Gouvernement français par un événement aussi inattendu, mais aussi il explique très finement que la question de garantie par son souverain ne pouvait être soulevée en cette

[1] Versailles 9 Janvier 1758.

circonstance, car »pour établir un droit aussi considérable et aussi onéreux, il faut le consentement de tous ceux sur lesquels il doit s'exercer«. Or, si la France, après bien des hésitations, avait fini par ratifier la convention, l'Angleterre ne l'avait jamais fait et la parole du duc de Cumberland ne pouvait en effet y suppléer. »Voudriez-vous que nous fissions de l'affaire du duc de Cumberland la nôtre; exigeriez-vous que nous, qui n'avons agi dans cette rencontre que comme médiateur et comme ami commun, nous changeassions cette qualité que nous avons prise du gré de la France, contre celle d'une des parties, et que, sous prétexte que le roi d'Angleterre aurait manqué d'égards pour le roi, nous entreprissions de forcer ce prince à consentir à un accommodement conclu, à ce qu'il assure, à son insu et contre ses ordres. Vous êtes trop juste pour porter jusque-là vos demandes et vous ne voudrez pas que, pour avoir cherché, quoique peu heureusement, à rendre service à la France, pour nous être prêtés avec promptitude et zèle aux insinuations de son général, nous soyons entraînés, sans l'avoir voulu et sans avoir ni but ni vues, dans une guerre qui, vu notre situation, serait plus dangereuse pour nous que pour aucun autre de ceux qui y ont pris part.« Laissez-nous dans notre système, peu brillant peut-être mais tel qu'il nous le

faut dans les conjonctures présentes. Nous n'en serons pas moins fidèles à la France. Nous l'avons prouvé, nous le prouverons et il n'est pas dit que, même sans prendre les armes, nous lui soyons toujours inutiles[1].«

On ne peut nier la justesse des observations du chef de Cabinet danois. Comprit-on comme lui la situation à Versailles, ou bien est-ce à l'intervention de M. de Choiseul qu'on dut ce prompt changement? Mais dès le commencement de janvier 1758, le langage des ministres français changea de ton. Le président Ogier, dont le bon sens et la prudence avaient puissamment servi dans tout ceci, eut bientôt à transmettre à M. M. de Bernstorff et de Moltke l'assurance du retour de la confiance de son gouvernement et il reçut du premier des protestations excessivement fortes, renouvelées plus solennellement encore par Frédéric V lui même[2]. Aussi écrit-il avec un évident soulagement qu'il espère »cet orage dissipé«[3]. Pas si dissipé malheureusement, car le 19 janvier Bernis écrivait à Choiseul, que »des avis multipliés, quoique contredits par la lettre de M. Ogier, font craindre que le Danemarck ne se lie avec nos ennemis«. On avait enfin reconnu en France ce qu'il y avait d'ex-

[1] Copenhague, 31 Décembre 1757. [2] Dans une audience du 9 Janvier 1758. [3] Ogier 10 Janvier.

orbitant à pretendre voir le Danemarck astreint à une garantie pour la convention de Closter-Seven et on avait fini par dire à M. de Wedel-Frijs qu'en résumé son souverain avait fait tout ce qu'il y pouvait faire. Mais alors on le pressa vivement de faire obtenir un traité de neutralité sérieuse de la part du Hanovre, et Ogier fut en même temps chargé d'agir en ce sens, en faisant comprendre à Copenhague que ce serait un pas considérable vers le rétablissement de la paix [1], but ardemment poursuivi par Bernis. Bernstorff consentit même alors, non pas à l'envoi d'un mémoire de mécontentement pour l'affaire de la rupture de la convention à toutes les cours, mais à celui d'une circulaire sur ce sujet à tous les agents diplomatiques du Danemarck [2].

Il fallait cependant savoir gré à ce petit pays de son attitude, exagèrement prudente, si l'on veut, mais au fond très correcte et assez courageuse, vu les dangers qui le menaçaient de tous les côtés. L'Angleterre ne cessait de renouveler ses propositions, en faisant les plus généreuses offres pécuniaires, pendant que nos subsides se faisaient éternellement attendre. A Versailles on affectait d'y croire, on parlait d'une convention par laquelle le roi George

---

[1] Versailles 15 Janvier 1758. [2] Versailles 15 Janvier 1758.
[3] Ogier 21 Janvier.

prendrait 12000 Danois à sa solde[3]. On savait très bien que tout cela était faux, mais on feignait d'y ajouter foi pour pouvoir conserver un langage menaçant et exiger du cabinet danois un acte public qui mit fin à tous ces bruits. Le pauvre président dut revenir à la charge, et en même temps se plaindre d'un article paru dans les journaux Hollandais pour discuter la question de la garantie. Bernstorff s'en tint obstinément à sa circulaire et reconnut très franchement être l'auteur de l'article, tout en déplorant quelques changements de rédaction qui y furent faits à son insu »dans les termes essentiels[1].« Puis il consentit à entamer avec l'Angleterre des négociations en vue de la neutralité du Hanovre, sans laisser voir un grand espoir de réussite, à cause des succès de la Prusse et de l'intimité de plus en plus grande de ces deux couronnes[2]; il pria le président de l'assister de ses conseils en cette circonstance et il en écrivit sans retard à Londres[3]. Aussitôt arrive de Versailles l'avis que la cour de Vienne consent à intervenir pour l'affaire du Holstein, tout en ajoutant que les choses s'arrangeraient bien plus facilement, si le Danemark prenait résolument parti[4]. Par contre

---

[1] Versailles 26 janvier. [2] Ogier 22 Janvier. — Bernstorff lui en présenta la minute écrite de sa main. La circulaire fut expédiée le 28 Janvier. [3] Ogier 28 Janvier. [4] Versailles 4 février.

Ogier se montrait très embarrassé de la forme à donner à la négociation entamée avec Londres. Cette couronne ne cachait pas sa conviction de pouvoir dégager l'électorat avec ses seules forces. Il priait donc Bernis de lui adresser un projet de »paix particulière«[1]. Mais quand il parla à Bernstorff d'une résolution définitive à prendre, en insistant sur le péril de l'inaction en présence des progrès de la Prusse, ce ministre se retrancha obstinément derrière l'impossibilité de son gouvernement à prendre les armes et invoqua le défaut d'un prétexte sérieux contre la Prusse. Ogier au contraire cherchait à lui démontrer que Fréderic V, comme prince de l'Empire, avait des devoirs à remplir et que son intervention abrégerait certainement les maux dont l'Europe souffrait depuis si longtemps; il parla du Holstein et enfin il offrit des suppléments en argent[2]. Bernis tenait excessivement à la diversion qu'une démonstration par les troupes danoises aurait causé en surprenant tout le monde[3]. Notre ambassadeur déploya en cette circonstance un zèle et une habilité extraordinaires. Suivant

---

[1] Ogier 4 février. [2] Ogier 18 février. [3] Dans ses Mémoires Bernis nous apprend qu'il s'agissait d'avancer au Danemarck une somme assez modique pour lui permettre de paraître avec 40000 hommes. »Le président Ogier répara bien dans cette occasion, ajoute t-il, la faute qu'il avait faite lors de la convention de Closter-Seven.«

les conseils de M. de Bernstorff, il vit chacun des ministres à part, puis le roi pour lui transmettre les assurances les plus chaleureuses de confiance, mais aussi lui représenter les dangers qu'il courait en sentant les forces prussiennes sur toutes ses frontières; il annonça enfin, comme argument decisif, la bonne nouvelle de la renonciation aux prétentions de l'Autriche sur l'Ost Frise[1]. Tout cela fut inutile, et Bernstorff ne voulut rien offrir de plus que la réunion d'un corps de 24000 hommes dans le Holstein, avec l'engagement d'aller de l'avant si Fréderic II fournissait des sujets de plainte.

En échange de ce projet qu'on prétendait accepter uniquement pour être agréable à la France et à l'Autriche, M. de Bernstorff réclamait un double engagement à l'égard du Holstein et une somme de 8 millions de notre gouvernement[2].

Bernstorff communiqua ces résolutions au comte de Wedel-Frijs. Sa dépêche est importante pour bien faire connaître la situation

---

[1] La cour de Vienne, en consentant à appuyer le Danemarck pour l'échange du Holstein, avait fait des réserves formelles pour la partie dite Ost-Frise, comme fief Impérial. Kaunitz finit par céder devant les instances pressantes de la France, en envisageant l'avantage d'attirer insensiblement le Danemarck au système commun (de Bernis à Choiseul 29 novembre 1757). Dans la même lettre Bernis se félicitait d'avoir su faire expliquer le Danemarck sur le démembrement de la Prusse. »J'ai par-là un gage de sa fidélité et la ressource de le contrarier, si M. de Bernstorff ne voulait pas marcher droit à l'avenir.«

[2] Ogier 25 février.

exacte des choses et les vues véritables des deux couronnes. Il s'y félicitait du rétablissement de la confiance entre les deux gouvernements, dont il avait une preuve dans la demande d'intervention adressée au sien pour obtenir la neutralisation du Hauovre, oeuvre au fond impossible en présence des succès eclatants des Prussiens. Il demandait au moins, pour donner à ce projet une apparence de possibilité, que Louis XV consentît à renoncer au passage de ses troupes à travers l'électorat. Cependant le même jour il écrivait très fortement à son ministre à Londres, mais en tenant un tout autre langage, qu'on ne peut songer à lui reprocher. Il prenait en effet sur lui, après avoir exposé la situation vraiment terrible des populations hannovriennes, de proposer au cabinet anglais d'agir auprès de la France en vue, non pas d'un accommodement provisoire, mais d'une paix particulière. Cette tentative n'amena aucun résultat et, dès le 4 mars, le roi Georges répondit ne pouvoir rien tenter, quelque fût la situation pénible de son électorat, à cause des traités par lesquels il était lié.

Cependant à Copenhague la nouvelle relative à l'Ost-Frise avait causé une satisfaction réelle: »M. de Moltke a marqué une joie que je ne lui avais pas vue depuis longtemps.«

---

[1] Copenhague 4 février

L'ordre de concentration des troupes devait être donné, dès que Ogier aurait reçu les pouvoirs pour signer les traités, et on se contentait de 6 millions par voie d'emprunt, remboursables par une tontine [1]. Même satisfaction à Versailles d'où on écrit: »Dites bien que les bruits répandus pour rendre le Danemarck suspect, ne font nul effet ici, mais qùe les choses seraient encore mieux s'il sortait de sa neutralité« [2]. Et à quelques jours de là, M. de Bernis répondait à la dépêche du 2 Mars par une approbation complète, faisant seulement des réserves à l'egard de la neutralité du Danemarck, que Bernstorff voulait insérer dans le projet de traité: encore consentait-on à y accéder à peu près par un article secret [3]. La concentration d'un corps de troupes dans le Holstein plaisait infiniment et aussi l'idée d'envoyer une escadre danoise dans la Méditerranée. A Copenhague on commençait à s'alarmer sérieusement des progrès de la Prusse et de l'intimité croissante de cette couronne avec celle d'Angleterre, intimité qui rendait impossible le succès d'une négociation pour la neutralisation du Hanovre. Ogier en profitait pour pousser plus vivement Bernstorff à prendre un parti. En lui annoncant que Louis XV approuvait en principe la rédaction du traité, il exigeait un article secret par lequel le Dane-

[1] Ogier 2 Mars 1754. [2] Versailles 5 mars 1758. [3] Ib. 20 mars 1758.

marck se serait engagé à se déclarer d'une façon active pour ces alliés »dès qu'il pourrait le faire sans danger«. Ce texte était certes bien élastique, et cependant le chef du cabinet de Frédéric V ne pouvait se résigner à l'accepter. Sa position était d'autant plus embarrassante, qu'à Paris on se montrait plus conciliant. Bernis mandait au président Ogier, en l'informant de l'envoi des pouvoirs pour signer, de rejeter dans des articles secrets tout ce qui pourrait inquiéter le Danemarck à agréer ostensiblement. Nous trouvons, dans une dépêche de Bernstorff à M. de Wedel-Frijs, le nœud de la difficulté. Toute la question portait sur cet article contenant en substance, que le Danemarck s'engagerait à faire agir son armée de concert avec les troupes de France et d'Autriche, »aussitôt que les opérations de S. M. T. C. en Allemagne le mettront à l'abri du danger des entreprises du roi d'Angleterre, soit comme roi, soit comme électeur. »Vous voyez«, ajoute M. de Bernstorff à son agent, »que cet article était dressé de manière à tenter et à ébranler une fermete moindre que celle du roi, et je dois convenir que M. le président Ogier en a expliqué et fait valoir la sûreté et les avantages avec ce zèle, cette habilité et cette éloquence, que nous lui connaissons«[1] M. de Wedel était chargé de faire

[1] Copenhague 5 avril 1754.

comprendre que Fréderic V ne pouvait se résoudre à abandonner un système de neutralité qui constituait en réalité toute la sécurité et toute la tranquillité de son royaume, en ajoutant que ce prince donnait en cette circonstance une preuve bien évidente de sa bonne foi, car autrement il pourrait acquiéscer, sans plus tarder, aux propositions de la France pour en recueiller les avantages qu'on lui offrait, quitte à trouver plus tard un prétexte quelconque pour discuter l'exécution des conditions et se dérober.

On comprit évidemment à Versailles que la résolution du cabinet danois était sérieuse, car le langage des dépêches se modifia promptement. Tout en ne dissimulant pas la conviction où l'on était, que le Danemarck voulait tâcher d'obtenir de grands avantages et ne s'engager à rien [1], on se résignait à «suspendre les réflexions que la nature de ses demandes pourrait inspirer«, pourvu qu'il se décidât au moins à préparer sans retard ses armements. Puis on alla plus loin dans les concessions. »Le Danemarck ne voulant pas s'engager, agissez«, mande-t-on au président, »pour la cause commune, en nous assurant seulement qu'on n'apportera aucun concours aux ennemis« [2]. A cet égard, ces préventions contre le Danemarck étaient réellement injustes.

---

[1] Versailles 17 avril. [2] Ib. 20 avril.

Le 2 mai enfin, la convention fut signée. Le Danemarck devait réunir dans le Holstein une armée de 24000 hommes en échange d'une avance de 6 millions de livres. Suivant le vœu exprès de Bernstorff, cet acte devait être tenu secret[1]. En même temps une autre convention était signée entre la Russie et la Suède pour joindre leurs escadres en vue de la défense de la Baltique contre une flotte anglaise, et le cabinet danois, en l'apprenant, se hâtait de faire savoir à ces deux gouvernements qu'il espérait, qu'aucune atteinte à cette occasion ne serait portée à sa neutralité.

La concentration des troupes commença aussitôt et, le secret ayant été gardé, les cours de Prusse et d'Angleterre ne parurent pas s'en émouvoir; elles crurent d'abord que ces armements étaient faits en vue d'une attaque de la part des Russes. Cela ne suffisait pas à M. de Bernis. Il chargea peu après son ambassadeur de mettre en avant un projet d'union maritime entre la France, le Danemarck, la Russie et la Suède[2]. Puis ses inquiétudes reprenant de la force à mesure que les régiments danois arrivaient dans le Holstein, il voulut un engagement écrit de Fréderic V, que ces troupes n'agiraient dans aucun cas ni contre la France ni contre l'Autriche[3]. Cette

---

[1] L'Autriche le ratifia le 20 octobre. [2] Versailles 8 juin.
[3] Ib. 17 juin.

dernière déclaration parut fort amère[1] aux ministres danois. Bernstorff et Moltke, tout en promettant d'en entretenir leur souverain, ne cachèrent pas, et ils avaient raison, qu'elle était singulièrement blessante pour lui. Aussi Ogier éprouva-t-il une surprise agréable, quand au contraire il vit le roi ne faire aucune difficulté pour accepter cette condition; mais alors il supplia son gouvernement de s'en tenir là, sans exiger une ratification nouvelle signée de ce prince, »qui serait une insulte caractérisée après ce que le roi m'a dit et après lui M. de Bernstorff«. Il ajoutait, que la persistance des soupçons du cabinet français rendaient M. de Moltke malade, et attristait profondément le roi. Il donnait la plus formelle assurance de la complète confiance que devaient inspirer les sentimens du Danemarck, et il signalait le danger, qu'il y avait à tant insister sur une défiance, que nos ennemis exploitaient très habilement à Copenhague en préparant la disgrâce de M. de Moltke, ce qui serait de la dernière gravité contre nos intérêts.

M. de Bernis ne désarmait pas: tout au contraire, il qualifiait très durement de fausseté l'attitude du Danemarck, en trouvant la preuve dans son obstination à faire dépendre ses engagements du concours actif de l'Autriche. Puis,

---

[1] Ogier 4 juillet 1758.

à peu de jours de là, changement de langage. Bernis, cette fois, charge son agent d'assurer Fréderic V de toute la confiance qu'inspire sa conduite, que l'on comprend a Versailles la garantie désirée par lui et qu'on va faire, en ce sens, tout l'effort possible à Vienne. Et cependant notre ministre ne pouvait s'empêcher de faire remarquer à Ogier qu'au fond le roi de Danemarck n'avait jamais exécuté exactement les articles de son ancien traité, bien qu'on lui eût tonjours fait bon visage: »les traites«, ajoute Bernis, »sont un marché libre et de bonne foi, où chacun admet les conditions qui lui paraissent nécessaires, sans encourir de soupçon de défiance«[1]. Du reste, dans cette dépêche, le chef du cabinet français protestait de l'attachement de sa cour et répétait qu'on chargeait Choiseul de presser les choses autant que possible auprès de M. de Kaunitz. La malheureuse affaire de Créfeld et le désir de l'abbé de Bernis de rétablir la paix, expliquent ce changement de ton. Puis, dès avant la fin du mois, la défiance reprit le dessus; le refus du Danemarck à unir sa flotte à celle de la Suède est prise comme une preuve de partialité en faveur de l'Angle-

---

[1] Versailles 26 Juillet [2] Ib. 13 août. [3] Versailles 17 août 1758. — Bernis annonce en même temps l'envoi de tapisseries de Gobelins à M. de Moltke.

terre et on continua à ne rien payer — il y avait quatre termes en retard —, en trouvant commode de s'excuser sur l'énormité des dépenses occasionnées par la continuation de la guerre[1].

Mais, au mois d'octobre, l'abbé de Bernis se décida à agir sérieusement dans le sens de la paix. Dans une longue dépêche, adressée au duc de Choiseul[2], toujours ambassadeur à Vienne, il lui expose sans détours l'urgence d'arriver à la cessation des hostilités »par l'impossibilité de soutenir davantage la guerre.« Il en donnait très nettement les causes: faiblesse des chefs d'armées, disette d'hommes et d'argent, inutilité du concours de la Russie et de la Suède, en admettant que ces puissances consentent encore à agir, fatigue des princes alliés et même mauvaise attitude de la plupart, épuisement des ressources financières de la France et ruine de son commerce maritime, crainte d'une guerre de la Turquie contre l'une ou l'autre des impératrices, et même contre toutes les deux à la fois; »en un mot, quand le roi n'est plus en état de supporter le fardeau d'une guerre qu'il n'a soutenue jusqu'ici que par un mouvement de générosité pour les avantages de l'impératrice d'Autriche, y aurait-il humanité de sa part et serait-il sage de la part du roi de s'exposer à faire rompre l'alliance

[1] Versailles 31 août 1758. [2] Ib. 9 octobre.

par le fait, tandis que par la volonté S. M. ne cherche qu'à la maintenir«. Et l'abbé de Bernis concluait en donnant à M. de Choiseul l'ordre »d'employer tous vos efforts et surtout toute l'adresse de votre esprit, à convaincre la cour de Vienne de la nécessité de la paix«, en faisant nettement comprendre que le roi ne songeait nullement à se soustraire à ses engagements, mais que seulement il craignait de ne pouvoir les remplir à la prochaine campagne. En même temps Bernis mandait au président Ogier d'obtenir du roi de Danemarck une nouvelle intervention auprès de l'Angleterre. Le président réussit dans cette mission et put annoncer, le 17 octobre, que la lettre partirait le 21, et elle fut effectivement expédiée à cette date. Elle répétait textuellement les termes de la demande formulée par Bernis, et elle fut montrée préalablement au président Ogier, qui l'approuva sans restriction. Il faut reconnaître cependant que les termes dans lesquels elle était conçue ne pouvaient pas bien vivement stimuler l'ambassadeur danois. En résumé Bernstorff se contentait — Ogier n'avait pas été bien exigeant — à mander au comte de Bothmer de transmettre an roi d'Angleterre la proposition de paix »avec autant d'amitié et de candeur, et peut-être avec aussi peu de succès qu'autrefois«. Le comte de Bothmer devait déclarer que le Danemarck n'intervenait que sur la de-

mande expresse du gourvernement français, et réclamer une prompte réponse[1]. — Il faut avouer que le comte Bernstorff agit sagement et loyalement dans cette occasion. Il prévoyait que l'Angleterre n'accepterait jamais la proposition d'une paix séparée, de l'autre côté il ne voulait pas refuser la demande du gouvernement français. Mais il s'agissait pour lui de bien marquer sa position vis-à-vis de la proposition et de ne pas s'exposer au soupçon d'être partial en faveur de la France: voilà l'explication des termes dans lesquels était conçue sa question à l'Angleterre, et afin de s'assurer contre toute récrimination postérieure de la part de la France, il soumit d'avance sa lettre au président Ogier, qui l'approuva[2].

En attendant le résultat de cette nouvelle tentative d'amener le paix avec l'Angleterre, les alliés avaient imaginé un piège pour tâcher de forcer le cabinet de Copenhague de renoncer à sa neutralité obstinée. Le 28 août, sans aucun avis préalable, le conseil aulique de l'Empire annonça au roi de Danmarck qu'il était chargé, comme duc de Holstein, d'expulser les troupes prussiennes du Mecklenbourg, où elles étaient entrées, bien que ce duché se fût abstenu jusque-là de toute immixtion

[1] Bernstorff à Bothmer 21 octobre 1759. [2] Ogier à Bernis 17 octobre.

dans la guerre. Bernstorff répondit fièrement, que le duc de Holstein n'était pas assez puissant pour faire sortir les troupes prussiennes et que le roi de Danemarck n'avait aucun ordre à recevoir de la cour impériale[1]. Les alliés changèrent alors de tactique. Ils déterminèrent le duc de Mecklenbourg à réclamer »spontanément« et sans s'appuyer sur la décision de la cour aulique, la protection du Danemarck »contre tous et chacun«. Grâce à cette nouvelle forme, l'affaire prit un tout autre aspect aux yeux de Bernstorff. Au fond il désirait protéger le duché qui avait toujours été très lié avec le Danemarck, et il croyait pouvoir le faire sans rompre directement avec la Prusse, du moment où c'était sur la demande spontanée du duc, et où la protection serait générale et non pas dirigée contre une puissance déterminée, d'autant plus que la Prusse elle-même, tout en exerçant des vexations de toute nature dans le duché, ne se regardait pas comme étant en état de guerre avec lui. En même temps le président Ogier pressa vivement le gouvernement danois d'accéder à la demande du duc. La victoire remportée, le 14 octobre, par le maréchal Daun sur le Prussiens rendit d'autant plus désirable cette entreprise dirigée en réalité contre Frédéric II, et Ogier

[1] Bernstorff à Bachoff 10 octobre.

représenta l'occupation du Mecklenbourg par des troupes danoises comme un service considérable à rendre aux alliés et comme un moyen certain de déterminer l'Autriche en faveur du Danemarck[1].

Dans ces circonstances, le gourvernement danois se déclara prêt à prendre le Mecklenbourg sous sa protection, à la condition toutefois que les cours de Versailles et de Vienne déclareraient formellement que cette faveur accordée au duc serait regardée par elles comme »un service essentiel rendu à elles-mêmes«[2]. Mais le chef du cabinet danois recommençait à n'inspirer aucune confiance au cabinet de Versailles, qui écrivit à Ogier: »Tout ce qui vient de la part de M. de Bernstorff, est toujours rempli d'équivoques, de détours et d'entortillages, qui ne peuvent tendre qu' à préparer des faux-fuyants pour éluder les engagements. Vous devez vous tenir infiniment en garde contre tout écrit qui vous sera remis de sa part. Vous avez été trop vite à assurer que l'entreprise du Mecklenbourg plairait au roi: il faut s'entendre avec les alliés. Il y a à craindre à cause de la confiance que la Prusse et l'Angleterre paraissent avoir dans cet armement du Danemarck. Des avis nous assurent que

[1] Ogier 24 octobre 1758. [2] Bernstorff au comte de Wedel-Frijs 4 novbre.

l'Angleterre a un traité secret avec le Danemarck et lui sert des subsides. Nous n'y croyons pas, mais il faut examiner cependant.« — On y croyait au contraire à Versailles, et cette persistance à soupçonner indignait véritablement Ogier, bien à même d'être fixé sur la bonne foi de la cour danoise. Aussi se hâte-t-il de répondre en en faisant une véritable apologie, affirmant que l'affaire du Mecklenbourg n'avait été entamée que pour plaire à la France et à l'Autriche, que Frédéric V ne variait nullement dans ses sentiments et qu'il n'y avait aucun motif de douter de lui. En résumé,« dit-il »si le gouvernement montre à cette heure quelque hésitation, cela tient à la pénurie, où le laisse le retard exagéré du paiement des quartiers arriérés des subsides[1].«

Quant à l'affaire du Mecklenbourg, elle n'eut plus de suite. Vienne et Versailles s'en dèsintéressèrent complétement, soit à cause de

[1] Ogier, 4 décembre. Le lendemain il accusait réception de 27000 livres destinées aux ministres signataires de la convention, mais en même temps il se plaignait qu'il n'y eût pas une somme pour M. de Moltke »âme de tout ici et le plus ferme appui du système établi;« il attendra une réponse à ce sujet, avant de procéder à la distribution de cet argent. La réponse du 21 déc. porte, qu'on avait cru assez faire envers M. de Moltke avec les tapisseries précídemment offertes, mais que, du moment où le président n'a encore parlé de rien, on n'a qu' à lui remettre le 6000 livres destinées à M. de Thott puisqu'il ne faisait plus partie du ministère au moment de la signature.

la méfiance que ces deux cours éprouvaient contre le Danmarck, soit parceque d'autres affaires les préoccupaient plus fortement, et Bernstorff dut se féliciter d'avoir autant temporisé, car les succès que Frédéric II remporta à la fin de l'année, auraient créé au Danemarck, s'il avait agi, une situation singulièrement périlleuse.

La grande déférence que le cabinet danois avait montrée aux demandes de la France dans ces deux occasions, était pour une grande partie motivée par la crainte continuelle que l'attitude de la Russie inspirait à la cour de Copenhague. Celle-ci voyait le grand-duc déjà empereur, s'emparant du Holstein et du Slesvig, et abandonnant ses alliés, s'unissant à l'Angleterre et à la Prusse: du coup le fameux système dn Nord s'écroulait et l'indépendance de la Suède était anssi menacée que celle du Danemarck. Bernstorff ne se lassait pas de faire comprendre à Bernis que la prise du Slesvig touchait presque autant le roi de France que Frédéric V, et que dès lors l'intérêt du cabinet français était de ménager sans retard un accord pour accommoder une querelle qui autrement »tournerait infailliblement en guerre ouverte[1].« Mais ni la déférence du cabinet danois ni les arguments de Bernstorff

[1] Bernstorff à Wedel-Frys 21 novbre 1758.

ne pouvaient faire sortir la politique française de sa torpeur. Bien loin de prendre une initiative vigourense pour conjurer un danger qui menaçait la France et l'Autriche tout autant que le Danemarck et la Suède, le cabinet de Versailles ne savait pas même remplir les obligations les plus directes envers la cour danoise. Les arrérages du subside stipulé dans le traité de 1754 s'accumulaient, et de l'emprunt de 6 millions de livres que la France s'était engagée par le traité de 1758 à procurer au Danemarck, pas un écu n'était entré dans le trésor danois à la fin de l'année.

Il faut avouer, à l'éloge de l'abbé de Bernis, qu'il ne souffrait pas moins que le Danemarck de ce manque de parole de la part de son gouvernement, et ses Mémoires fournissent un précieux renseignement à ce sujet. Parlant du traité de 1758, par lequel nous devions mettre le Danemarck en état de lever 40000 hommes en Holstein »et lui assurer à la paix un arrondissement« qui lui convenait, il raconte, qu'il avait au préalable pris tous les arrangements avec le contrôleur général pour pouvoir disposer avec certitude de la somme promise. A deux reprises le contrôleur général manqua de parole. »Enfin,« ajoute-t-il, »dans l'été de la campagne de 1758, l'affaire se renoua, le Danemarck me demanda ma parole personnelle, et les finances, après m'avoir assuré

que je pouvais la donner, m'y firent manquer pour la troisième fois. Ce fut alors et par des considérations non moins importantes, que je résolus de quitter les affaires étrangères.«

Nous n'avons pas à nous arrêter ici sur »les considérations«, qui décidèrent la retraite du Cardinal. Nous dirons seulement que le roi lui adressa le 13 décembre 1758, une lettre, lui annonçant sa disgrâce, et que, onze jours après, le duc de Choiseul le remplaçait officiellement, ayant déjà depuis plus d'un mois en réalité exercé les fonctions du ministre des affaires étrangères. Ce dernier était arrivé, comme on le voit, assez rapidement à ses fins.

CHAPITRE VI.

Satisfaction de Bernstorff en voyant Choiseul au ministère. Leur intimité. Ils engagent une correspondance intime. Bernstorff s'exécute pour le démenti au sujet de l'ouverture pacifique faite à Londres. Ogier continue son rôle d'avocat du Danemarck. L'Angleterre

fait des offres précuniaires énormes. La France transforme son obligation de fournir un emprunt au Danemarck en une augmentation des subsides. Bernstorff résolu à une attitude décidée envers la Prusse. Moins résolu en face de l'Angleterre. Incident de notre représentant en Russie. M. de l'Hospital »le plus inepte des ambassadeurs«. Pénurie du trésor danois. Nouvelle lune de miel avec la France. L'affaire du Holstein revient sur le tapis. Bernstorff démontre les dangers à laisser la Prusse se développer comme puissance militaire. Choiseul ne paraît pas croire aux protestations exagérées de Bernstorff. Celui-ci redouble ses assurances. Fâcheuses révélations au sujet des marchandises françaises sur les navires danois. Nouvelles craintes à l'égard de la Russie. Fier langage de Choiseul. Dépêche où il expose la politique danoise. Il ne fera la paix qu'à des conditions honorables.

L'avènement du duc de Choiseul, hier ambassadeur de France à Vienne et par conséquent au courant de tous les fils de la politique d'Outre-Rhin, devait aux yeux de tous exercer une grande influence sur la cour du Nord. La liaison antérieure du nouveau ministre avec M. de Bernstorff pouvait avoir une importance considérable. Ce dernier appréciait hautement le caractère du duc: il aimait sa vivacité, son esprit, la grandeur de ses senti-

ments, la largeur de ses vues politiques et pardessus tout le soin jaloux avec lequel il veillait à tout ce qui pouvait toucher à l'honneur de son pays. Il l'estimait sincèrement et pendant longtemps le ton de ses lettres, la franchise avec laquelle il s'y exprime, l'abandon même parfois avec lequel il se livre, prouvent la foi absolue qu'il avait dans l'honnêteté politique et privée de son collègue. Aussi se hâta-t-il de lui adresser les plus chaleureuses félicitations à l'occasion de sa nomination et lui avoue-t-il aussitôt son espoir de voir devenir plus étroites les liaisons des deux couronnes à cause de l'intimité des deux ministres. »J'attends beaucoup de V. E.; je l'avoue,« lui mande-t-il dès le 29 novembre officiellement, »et je m'en promets particulièrement, que son ministère rendra les nœuds de confiance et d'amitié plus étroits et plus indissolubles qu'ils ne l'ont jamais été.« Mais le même jour partait une lettre intime, dans laquelle Bernstorff réclame l'autorisation d'écrire au duc de Choiseul non seulement comme au minstre à la tête des affaires de France, »mais encore comme à l'ami de mes plus douces années«. Il n'entre, à l'occasion de cette première communication, dans le détail d'aucune affaire, sinon pour affirmer la sincérité absolue de l'attachement du Danemarck et demander, que »l'amitié ne soit pas injuste«, sans oublier

toutefois d'insister sur les difficultés, parfois moins aisées à comprendre à Versailles qu'à Copenhague. Il le prévenait aussi que la Prusse venait de faire de vagues ouvertures sur la possibilité d'arriver à conclure la paix.

Notre travail va devenir plus détaillé, mais aussi plus difficile à conduire à cause des sources très complètes, et singulièrement variées auxquelles nous pourrons désormais puiser; outre, en effet, les dépêches de Choiseul à M. Ogier, les réponses de celui-ci, et les instructions adressées de Copenhague à M. de Wedel-Frijs, nous avons toute la correspondance intime de Bernstorff et de Choiseul. Nous pouvons donc être assuré de pénétrer dans le secret des négociations et de connaître tout le dessous des cartes. Mais aussi nous rencontrerons plus d'une contradiction entre le langage officiel des deux cours et le langage officieux des deux ministres.

Choiseul répondit affectueusement à son collègue, mais dès la première lettre il traite très vivement l'affaire des négociations si imprudemment tentées à Londres en découvrant la France, et il exigea un démenti dicté par le président Ogier, en ajoutant fièrement: »Je suis déterminé à laisser tomber toute espèce de négociation de paix et, sans m'effrayer des malheurs qui peuvent en arriver, mais en connaissant les ressources et les forces de la

France, je crois que ce n'est qu'en faisant la guerre avec patience et fermeté que nous viendrons à bout de rendre nos ennemis raisonnables. Je penserais ainsi si nous avious perdu la Normandie et la Bretagne; mais en même temps, comme je ne suis pas un Artaban, dès que je croirai que de bonne foi l'Angleterre veut la paix, je conseillerai au roi d'être juste sur les conditions[1].« Au fond, Choiseul savait parfaitement que Bernstorff n'avait fait que se conformer à la demande de l'abbé de Bernis et que Ogier avait approuvé d'avance l'instruction envoyée au comte de Bothmer. Mais sa fierté nationale ne souffrait pas que l'Angleterre eût repoussé une proposition de paix faite au nom de la France et il fit donc semblant de croire que Bernstorff avait outrepassé son autorisation. Celui-ci se prêta à cette satisfaction d'un amour-propre tant soit peu exagéré, et il fit communiquer à la cour de Londres le désaveu, tel qu'il était formulé par Choiseul, en ajoutant seulement que »le gouvernement danois n'était responsable ni pour le contenu ni pour la forme de cette déclaration.«

Plus pénible fut un autre sacrifice que l'énergique ministre de France demanda au Danemarck. On se rappelle que, par la con-

[1] Choiseul 21 Décembre 1758.

vention de 1758, le cabinet de Versailles s'était engagé à procurer an Danemarck un emprunt de 6 millions de livres et qu'on ne se voyait pas à même de remplir cette obligation. Le duc de Choiseul demanda donc qu'elle fût remplacée par une augmentation des subsides. C'était une grave déception pour le Danemarck, qui avait compté sur l'emprunt pour couvrir les grosses dépenses, occasionnées par la réunion d'une armée dans le Holstein, et l'on ne savait que trop bien à Copenhague que le paiement exact des subsides n'était rien moins que certain. Néanmoins il fallait s'exécuter, et il ne s'agissait dès lors pour la cour danoise que d'obtenir une augmentation aussi considérable que possible des subsides. Le président Ogier ne cessait de seconder les efforts de Bernstorff à ce sujet[1], et à la fin on tomba d'accord. Le 20 mars 1759 une convention fut signée, par laquelle la France s'engagea à augmenter ses subsides de 500,000 livres »pour fournir aux frais des troupes rassemblées dans le Holstein.«

En attendant, Choiseul poussait continuellement le cabinet danois à une politique plus active. A la fin de janvier il annonça à Copenhague que les Hollandais allaient armer sur mer pour protéger leur commerce, et Ogier reçut l'ordre d'amener les Danois à se joindre

[1] Ogier 20 janvier 1759.

à eux, en leur promettant des secours en vaisseaux et en argent[1]. Le désir d'obtenir ce résultat et la nouvelle que l'Angleterre tentait de nouveaux efforts pour entraîner le Danemarck[2], se font sentir dans le langage de Choiseul. »Détruisez,« écrit-il, »des soupçons qui blessent le coeur du roi et assurez le ministère, sans crainte de vous compromettre, que je compte autant sur sa probité reconnue que j'espère qu'il rendra justice à la mienne et à ma volonté décidée de maintenir l'union si heureusement établie entre les deux cours[3].« En effet, le 3 mars, Ogier avait la satisfaction de mander le rejet pur et simples des nouvelles propositions anglaises. Encore au mois de janvier Bernstorff s'était retranché de plus et en plus dans le neutralité de son gouvernement, »jusqu'à ce que le roi voie plus clair dans les nouvelles mesures et dans les nouveaux plans de la France; mais il n'est pas las du bonheur qu'il procure à ses Etats et il n'a aucune envie de sortir d'une position si fortunée[4].« Mais dès la fin du même mois, s'adressant à son agent à la Haye, il ne lui cache pas son ressentiment contre l'Angleterre, dont les corsaires malmenaient singulièrement la marine danoise: »le roi a aimé l'Angleterre et il

[1] Versailles 21 janvier. [2] Ogier 24 février. [3] Versailles 6 février. [4] Copenhague 13 janvier.

l'aime encorc, il ne demande pas mieux que de conserver son amitié naturelle, mais lorsque cette nation, autrefois si amie, rompt ces liens par l'oppression et par l'outrage, lorsqu'elle ne combat plus que pour s'arroger l'impire despotique des mers, le roi ne se souvient plus que de la première de ses vocations, comme père et roi des Danois[1].«

Cette tendance vers une politique active s'accentuait. Le 4 mars M. de Wedel fut chargé de déclarer à M. de Choiseul que, si les troupes prussiennes attaquaient Hambourg on Lübeck, son souverain exécuterait à la lettre les engagements du traité du 4 mai, et le 17 mars le président Ogier manda, que »le Danemark était de plus en plus résolu contre l'Angleterre«. Mais le cabinet de Copenhague n'en reculait pas moins lorsqu'il s'agissait de passer à l'action. Choiseul avait chargé Ogier d'obtenir que le Danemarck joignit immédiatement son escadre à celle de la France, ou, au moins, qu'il conclût une neutralité armée, contre les vexations anglaises, avec l'Espagne et la Hollande. Le premier de ces projets se rattachait au plan conçu par notre gouvernement d'une descente sur les côtes de l'Écosse. Cette combinaison tant soit peu aventureuse ne plut pas à Bernstorff: elle

---

[1] Copenhague 27 janvier.

ne le tentait pas assez pour qu'il voulût pour elle abandonner la neutralité, bien qu'il en sentit toutes les difficultés et tous les dangers. Quant à la seconde proposition, Bernstorff la déclina également, d'autant plus que les Anglais avaient déjà apaisé les Hollandais par quelques concessions. Il promettait cependant de prendre une résolution, si le cabinet de Londres n'acceptait pas les propositions qui venaient de lui être transmises en vue d'obtenir la restitution, sous certaines conditions, des navires danois enlevés par les corsaires[1].« Le même jour Bernstorff adressait au duc de Choiseul la lettre intime la plus affectueuse, criant misère sur tous les tons, s'applaudissant de ce que »tout fût réglé en ce moment entre les deux couronnes,« faisant valoir hautement l'envoi de la note de dèsaveu à son ambassadeur de Londres, »rien ne m'a jamais plus coûté que cette démarche,« ajoute-t-il, »et je ne pouvais vous faire un plus grand sacrifice.« Mais c'est qu'aussi les nouvelles de Russie et de Suède étaient trés inquiétantes. Cette lettre contient un post-scriptum, qui montre à quel point en effet Bernstorff souffrait de la concession qu'il avait dû faire. Il venait d'apprendre que M. de l'Hôpital, ambassadeur à Saint-Pétersbourg, y avait montré le mémorandum repro-

[1] Copenhague 4 mars 1759.

chant au gouvernement danois d'avoir découvert la France dans la dernière tentative de négociation pacifique auprès de l'Angleterre. Cette fois Bernstorff ne pouvait se résigner; il consent cependant à garder le silence, si ces déclarations diplomatiques, »restent dans le cabinet,« mais si elles étaient publiées, il annonce que rien ne l'empêchera d'y opposer les faits, ne pensant pas que le duc de Choiseul pût songer à exiger de lui que, pour ménager le cardinal de Bernis, »j'oublie ce que je dois à mon roi et à moi.« Ce langage émut Choiseul, qui s'empressa à son tour d'adresser à son collègue une lettre très amicale, en désavouant l'indiscrétion commise par M. de l'Hôspital, qu'il traite »du plus inepte ambassadeur qui existe« et en lui disant: »Nous voila donc arrangés, plus de nuages, plus de méfiances[1].« Dans sa correspondance officielle, le ministre reconnaît en même temps le bien-fondé des appréhensions du Danemarck à joindre ses forces aux nôtres. La raison de cette conversion était, que, ce pays entretenant un commerce actif avec nos colonies, sa rupture avec l'Angleterre serait fatalement très préjudiciable à celui-ci; on autorisait donc cette fois le président Ogier à déclarer à M. de Bernstorff qu'il était libre

[1] Versailles 22 mars.

désormais d'agir au mieux des intérêts francais[1]. On devine le plaisir que notre ambasdeur eut à remplir cette mission: plus encore quand il annonca à son gouvernement que le Danemarck songeait sérieusement enfin à s'unir maritimement à la Hollande, et que le roi venait de refuser les propositions de la Prusse offrant une somme de 800,000 écus pour une division de dix mille hommes, et cependant les coffres étaient singulièrement vides à Copenhague[2]; bien plus encore, quand, répondant à la dépêche du 22 mars, il annonça que Frédéric V lui avait dit à lui même son désir de saisir la première occasion d'intervenir militairement. La Prusse, évidemment mécontente de l'attitude du Danemarck, montrait à ce pays tout son mauvais vouloir en aggravant ses vexations dans le Mecklembourg. Aussi M. de Bernstorff vint-il s'en plaindre à M. Ogier, lui disant assez naivement, que la réponse de Berlin n'était pas »décente«, qu'il ne l'avait lue encore qu'en courant, mais qu'il y avait remarqué cette phrase, en effet peu diplomatique: »Nous avons besoin de ressources de toutes parts et au besoin nous en prendrions sur l'autel[3].« Et en même temps il écrivait de plus en plus chaleureusement au duc de Choiseul, auquel il avait demandé un chiffre spécial.

[1] Versailles 22 mars. [2] Ogier 31 mars. [3] Ogier 19 avril.

Il se déclarait »comblé de joie« par la derniere lettre du ministre français, où sa condüite avait été entièrement approuvée, et où l'ambassadeur de France en Russie avait été si malmené. Il profitait, qu'on nous passe ce mot, de cette nouvelle lune de miel, pour revenir à la charge sur une question, un peu délaissée depuis quelque temps, mais qui était toujours son objectif principal: obtenir l'échange de la partie ducale du Holstein contre les comtés d'Oldenbourg et de Delmenhorst, afin de prévenir le conflit si dangereux pour l'indépendance du Danemarck au jour de l'avènement du nouveau czar. C'étair pour lui une inquiétude de tous les instants, et il cherchait à éveiller l'attention du duc de Choiseul en lui faisant comprendre, que le grand-duc montant sur le trône de Russie et voulant attaquer le Danemarck, s'allierait nécessairement à la Prusse et tout serait remis en question dans l'Europe. »Que deviendrait en particulier le Nord, si le souverain de la Russie se voyait le maître des côtes de la Baltique, opposées à celle que déja il possède? Que deviendrons-nous, que deviendrait la Suède enclavée de toutes parts, et que deviendrait enfin l'Allemagne, si le czar, d'intelligence avec le roi de Prusse, se trouvait comme prince de l'Empire, dans le cas de se mêler directement de ses affaires?« Et il ajoutait cette réflexion, qui est bien intéressante

pour nous autres lecteurs français contemporains, sur la nécessité »d'émpêcher qu'il ne s'élève au milieu de l'Allemagne une monarchie toute militaire dont le bras de fer écraserait bientôt les princes faibles et tomberait ensuite sur les plus puissants pour leur arracher au moins leurs droits, leur autorité et leur gloire[1].«

Malhenreusement un sceptique comme Choiseul n'était pas toujours disposé à prendre au mot les chaleureuses protestations de son collègue danois, d'autant plus qu'il était toujours tenu en éveil par les Suédois, attentifs à prévenir son esprit contre la cour danoise. Il n'ajoutait pas davantage entièrement foi aux embarras mis par lui en avant. Et il faut avouer que Bernstorff donnait souvent prise à la défiance, et que le hasard s'acharnait à lui susciter sans cesse de nouvelles misères. D'abord sa mollesse à prendre une décision à l'égard de l'union navale avec la Hollande avait vivement contrarié à Versailles. Choiseul cependant écrivit au président Ogier »de ne montrer nul mécontentement[2].« Mais on apprit bientôt que le ministre danois à Saint-Pétersbourg montrait une grande intimité avec le ministre anglais et même lui avait fait la confidence du traité secret du 4 mai 1758;

---

[1] Bernstorff 16 avril 1759. [2] Versailles 19 avril.

enfin Bernstorff poussé à bout par les excès commis en Mecklenbourg par les Prussiens, insinua au président que peut-être on pourrait laisser le duc faire une paix particulière avec Frédéric II[1]. Tout cela excita assez fortement Choiseul, pour qu'il en écrivît à son ami unelettre particulière des plus vives à laquelle celui-ci répondit en niant absolument l'indiscrétion attribuée à Mr. d'Osten et en déclarant non moins formellement qu'il n'avait jamais songé à engager le duc de Mecklembourg, subventionné par la France, à lui devenir infidèle. Il se montre très offensé de cette accusation et reproche à M. Ogier d'avoir mal traduit sa pensée. »Il est vrai et trés vrai que j'ai cru et que je crois encore, que vous faites le plaisir le plus sensible au roi de Prusse, en lui fournissant par le séjour perpétuel du Sr. de Champeaux à Schwérin le prétexte dont il a besoin, pour tirer tous les ans du Mecklembourg de quoi payer, nourrir et recruter l'armée qui vous prive du secours des Suédois, et il ne l'est pas moins, que j'ai pensé et que je pense que par la même raison le duc de Mecklembourg ne pouvait rendre un plus grand service à vous et à la Suède qu'en ôtant ce prétexte à votre ennemi commun par l'offre de rester tranquille et tout au plus par celle

[1] Ogier 15 avril.

de garder le silence à Ratisbonne; mais j'ai eu le soin le plus scrupuleux d'attacher à cette idée celle de votre consentement comme une condition préliminaire et nécessaire« [1]. Et il invoquait le témoignage d'Ogier, qui, dans sa dépêche, ne parle nullement de cette réserve. De plus il redoublait de prévenances pour le président, lui engageant sa parole d'honneur que son gouvernement ne songea aucunement à se tourner vers l'Angleterre pour l'affaire du Holstein, que cette couronne était d'ailleurs très rebutée par les échecs successifs de ses propositions. C'était vrai. Néanmoins Bernstorff n'avait pas la conscience nette, car il venait de faire un arrangement avec l'Angleterre, d'après lequel les navires danois enlevés par des armateurs anglais seraient relâchés, après avoir donné caution de la part de la cargaison, sur laquelle les dits armateurs formaient quelque prétention. Ogier y voyait l'abandon du principe que le pavillon danois couvrait les marchandises françaises, et il menaça à l'avenir de faire visiter tous les navires danois pour en enlever les marchandises anglaises qui y seraient trouvées [2].

Le cabinet de Versailles n'effectua pas cette menace, mais la correspondance intime de Choiseul se ressentait de son irritation à l'occasion de

[1] Copenhague 20 juin [2] Ogier 8 juin.

cet incident. L'ambiguité de la conduite de Bernstorff l'indisposait d'autant plus qu'entrevoyant l'avènement prochain du grand-duc Pierre, il concevait de sérieuses inquiétudes au sujet de la Suède et du sort de notre politique dans le Nord. Il s'en expliqua donc assez durement avec Bernstorff, le 29 juillet. »Dans l'état ou sont actuellement les choses, si l'impératrice de Russie mourait et si le grand-duc lui succédait, il n'y a pas de doute que le nouveau Czar s'unirait au roi de Prusse, et que le roi de Suède deviendrait despotique nécessairement dans son royaume. Cette révolution serait le tombeau de la balance du Nord, à moins que le Danemarck, qui serait dans la position la plus critique, n'eût assez de force pour soutenir la balance de son côté. Mais cette force n'est pas à espérer, et l'on doit plutôt croire par ce qui se passe sous nos yeux, que le Danemarck qui n'a pas pu, dans cette guerre, jouer le rôle important et décisif que les circonstances lui ont fourni, et qui est accoutumé à la crainte et à la condescendance vis-à-vis de l'Angleterre, sera obligé de plier sous le nouveau système de révolution dans le Nord dont l'Angleterre sera l'âme«. Pour conjurer ce péril, continue le duc de Choiseul, le gouvernement français avait voulu unir le Danemarck et la Suède, trouvant avec raison que le salut du Nord était dans cette coalition na-

turelle, que la France aurait soutenue avec de généreux subsides, et il finit sa longue lettre, en exposant, évidemment pour impressionner Bernstorff, ses intentions à l'égard de l'Angleterre: »J'ai une si grande idée de l'influence française, que, quoiqu'elle soit plus capable qu'un autre d'essuyer des revers, je suis persuadé que, dirigée par un homme fort, avec du courage et de la patience, et surtout sans vue d'agrandissement, elle se relèvera toujours de ses pertes. Avec ce principe, le roi est déterminé à faire la guerre aux Anglais jusqu'à son dernier écu et son dernier homme; mais nous allons changer notre manière de la faire et, en conservant cent mille hommes auxiliaires en Allemagne, bien entretenus, et qui, sagement conduits, ruineront, à coup sûr, de fond en comble et pour des siècles, les possessions de l'électeur de Hanovre et de ses alliés, le reste des forces du roi va être tourné contre l'Angleterre; et si cinquante mille hommes périssent dans une première expédition, le roi a signé la résolution d'y envoyer successivement cinquante mille autres, et nous ne nous rebuterons pas tant que nous aurons des hommes en France. Le parti est rigoureux et coûteux, mais il est nécessaire pour le salut de nos colonies et pour le maintien de l'équilibre du commerce. Je me flatte d'être connu de vous et que vous ne désapprouverez

point l'obstination, où je ne cesserai d'être, quelque malheur qui arrive, de ne pas signer une paix déshonorante à mon maître et à ma nation, ni de ne pas souffrir qu'il soit fait, de près ou de loin, aucune proposition de paix de notre part à nos ennemis«. Ce langage était net, et tous les points y étaient indiqués. M. de Choiseul ajoutait cependant, que son correspondant ne devait pas oublier que c'était »à l'ami particulier« qu'il s'adressait et nullement au ministre, ni au nom du roi. Mais cette réserve était une pure formule de politesse, comme on le reconnaîtra facilement. Dans cette lettre, le duc exposait brièvement les quatre difficultés qui s'élevaient à l'encontre de l'union du Nord: »la mort subite de l'impératrice de Russie, mais tous les renseignements fournis par un médecin envoyé ad hoc à Saint-Petersbourg concordaient à ne montrer aucune gravité dans l'état de santé de la princesse: la tenue de la diète suédoise convoquée pour l'année 1760, mais Choiseul annonçait préparer lui-même, un projet de guerre qui pourrait relever l'honneur militaire des Suédois: l'animosité des deux nations, mais l'intérêt de la Suède et du Danemarck était trop évident pour ne pas convaincre leurs gouvernements de l'urgence de marcher d'accord, surtout avec le lien de la France: enfin l'éventualité d'une mauvaise paix entre la France et

l'Angleterre, et nous avons vu comment le duc de Choiseul répondait à cette éventualité.

CHAPITRE VII.

Défaite de Minden. Énergique résolution de Choiseul. Il laisse voir son désir d'une nouvelle démarche du Danemarck auprès de l'Angleterre. Ogier trouve Bernstorff bien froid. Celui-ci est repris de sa crainte de la Russie. Il cherche à inquiéter la France sur les projets de cette puissance. Choiseul recommande de nouveau l'alliance franco-suèdo-danoise. Bernstorff accepte ce projet sans se faire des illusions. Il est mal accueilli en Suède. Plan de Choiseul pour la paix. Il réclame l'intervention de Frédéric V. Ce prince accepte. Inquiétude de son Gouvernement qui craint de se trouver isolé au milieu des nouveaux évènements. On sent le besoin de se rapprocher de la France. Projet de triple alliance. Netteté de Bernstorff, mais la crainte légitime de la Russie ne lui laisse pas pleine liberté d'action. Refus de l'Angleterre aux ouvertures de paix ne venant pas directement de Versailles. Rôle de la Prusse. Bernstorff redoute à présent son écrasement, par l'influence que les évènements donnent à la Russie. »Plan pour rire« de ce ministre. Le

Danemarck se pose en victime de sa fidélité à la France. Choiseul ordonne à Ogier de rendre à Bernstorff toute liberté à ce sujet. Traité proposé à l'Angleterre par l'entremise de l'Espagne. Bernstorff remet en avant ses inquiétudes russes. Longue conversation d'Ogier avec Bernstorff. Le roi soupe chez notre ambassadeur. Celui-ci croit à un jeu du ministre danois pour nous exciter à nous avancer. Bernstorff demande à Choiseul une réponse formelle sur ses intentions (avril 1760).

Presque au moment où Choiseul traçait ces fières résolutions, la fortune trahissait douloureusement nos armes à Minden, mais cet insuccès ne le découragea point. »Ce que je vous ai mandé par le dernier courrier«, écrit-il aussitôt, »n'éprouve aucune altération par l'échec aussi extraordinaire qu'inattendu qu'a essuyé l'armée du roi. Les malheurs nous piquent et nous acharnent plutôt qu'ils ne nous abattent[1]. Pendant tout le mois précédent, la correspondance diplomatique entre Versailles et Copenhague, sans doute à cause des lettres intimes des deux ministres, avait été moins intéressante. Le président Ogier insistait toujours sur le désirdu Danemarck d'agir activement.

---

[1] Choiseul à Bernstorff 9 août 1759.

On s'était procuré de l'argent par un emprunt contracté à Hambourg, les troupes étaient solides, mais les officiers très faibles et un général capable manquait absolument[1]. Le duc de Choiseul ne pouvait assurément pas tenir un autre langage que celui qui ressort des lettres que nous venons de citer, mais M. de Bernstorff était trop fin pour ne pas deviner ce que signifiaient en réalité ces déclarations, et il ne cacha pas à M. de Wedel-Frijs qu'au fond le chef du ministère français désirait vivement voir Frédéric V prendre l'initiative de nouvelles démarches auprès de l'Angleterre sans en être prié[2]. Mais ce prince n'avait pas eu assez à se louer des tentatives précédentes pour recommencer, »ne trouvant pas d'ailleurs l'époque arrivée où les parties belligérantes pourront être portées à un accommodement équitable«[3]. Pour le moment du reste les relations étaient un peu moins bonnes entre les deux gouvernements.

---

[1] Ogier 8 juin. [2] Bernstorff 21 août 1759. [3] Ib. Ce ne fut qu'un peu plus tard que Bernstorff consentit à sonder le terrain à Londres pour une paix avec l'Angleterre, mais il ne voulut s'occuper en aucune façon d'une paix séparée du Hanovre. »S. M.«, écrit-il dans une dépêche au ministre de Russie le 15 décembre 1759, »est si éloignée de rechercher l'offre de médiation qu'elle ne permet à aucun des ministres de faire un pas, ni de lâcher une parole qui puisse être interprétée comme tendant à ce but«. Il se tint aussi en dehors de tous les pourparlers engagés à la suite de la déclaration de Ryswick.

Ogier revenait toujours sur l'arrangement conclu avec l'Angleterre au sujet des navires capturés, qu'il taxait de »timidité et de faiblesse de la part de cette cour-ci«[1]. Il fallait que les choses lui déplussent réellement, pour qu'un homme, aussi attaché au Danemarck que l'était le Président, s'exprimât ainsi, et peu après il parlait encore plus sévèrement à M. M. de Moltke et de Bernstorff au sujet de la faiblesse de ceux-ci à consentir que les Anglais conservassent les marchandises françaises prises sur les navires danois. Enfin Bernstorff mit plus de temps qu'il n'était nécessaire pour répondre à la longue dépêche du duc de Choiseul; encore faut-il faire remarquer qu'il l'aurait peut être fait attendre davantage, sans la défaite des Prussiens par les Russes à Kunnersdorff. La terreur de la Russie le ressaisissait; aussi déclare-t-il que son souverain acceptait complétement le système développé par Choiseul au sujet de la politique à suivre dans le Nord et qu'il était absolument résolu à se rapprocher de la Suède, en dépit des rivalités nationales, dont on ne pouvait malheureusement nier l'existence. A Copenhague on sentait bien que c'en était fait de la liberté de la Suède et par conséquent de la sécurité du Danemarck, si l'Angleterre parvenait à nouer une alliance

[1] Ogier. 14 août

entre la Suède, la Prusse et la Russie. Bernstorff ne se faisait aucune illusion, aussi s'engage-t-il au nom de son maître à suivre complétement la France. »L'assistance du roi sera réelle», écrit-il avec un regret évident, »s'il le faut. Fasse le Ciel que cette nécessité n'existe pas«[1]. En même temps il soulage son cœur en communiquant à son collègue ses sentiments intimes à l'égard de la Russie, montrant trop bien ainsi les véritables causes de sa résignation présente. Il cherchait à faire bien comprendre à Versailles les sentiments hostiles du futur czar contre la France, et partait de là pour démontrer le péril auquel l'Europe serait exposée si les Russes écrasaient les Prussiens, qu'ils venaient déjà de battre deux fois coup sur coup, et parvenaient à imposer la paix. Tout au contraire, si Frédéric II domptait la mauvaise fortune en continuant la lutte, il semblait à M. de Bernstorff, que la France aurait un grand rôle à jouer en prenant l'initiative des négociations, d'autant plus qu'alors il y aurait des puissances zélées pour faciliter l'acceptation de la paix. Mais il se hâte d'ajouter qu'il ne proposait pas sa cour pour cette mission, »un choix de cette espèce devant partir uniquement de vous«. Cette réserve n'était pas

[1] Copenhague 22 août 1759.

assez adroitement amenée pour avoir trompé un seul instant M. de Choiseul, qui cependant mit, comme il le déclare lui-même, un assez long temps à réfléchir[1]. Cette fois il se décide à dévoiler à son collègue »nos secrets les plus intimes, cachés jusqu'à présent même à notre ministère«. Le lecteur voudra bien ne pas trop croire à un entraînement exagéré dans ce cas. Toujours est-il que le duc déclare que son gouvernement pensait, tout comme Bernstorff, qu'une alliance franco-suédo-danoise seule pourrait faire face aux périls présents de la situation du Nord; mais bien que ce projet renfermât l'unique chance de salut pour la monarchie suédoise elle-même, les susceptibilités nationales étaient tellement vives[2], qu'on ne pouvait agir qu'avec une excessive prudence. Il ne voulut donc pas s'en ouvrir au ministre de Suède en France, car, malgré son intelligence, »la passion l'aurait offusqué et il n'aurait apperçu dans les offres amiables du Danemarck que des pièges.« Choiseul s'était donc contenté d'expliquer son plan à M. d'Havrincourt, notre ministre à Stockholm, en le chargeant de proposer nettement une alliance entre les deux couronnes du Nord[3] et en re-

---

[1] Cette réponse en effet est du 23 septembre. [2] Ogier assure que la véritable cause de la tension entre les deux cours provenait de l'animosité des deux ministères (28 août). [3] Ogier reçut le 24 septembre, l'ordre de travailler par tous les moyens au succès de cette alliance.

présentant cette idée comme exclusivement imaginée à Versailles; en cas d'acceptation, la France entrerait résolument dans l'alliance. Quant à la question du rétablissement de la paix, Choiseul l'aborde aussi franchement et il pose son double ultimatum à l'égard de la guerre maritime et de la guerre continentale dans des termes qui laissaient entendre aussi clairement que possible, qu'il verrait avec plaisir le Danemarck intervenir, mais comme de son propre mouvement. »Quoique ce plan«, continue-t-il, »soit arrangé dans ma tête tel que je vous le mande, et ait reçu l'approbation du roi, cependant S. M. m'a ordonné de ne le confier que sous le plus grand secret au roi de Danemarck, et si ce prince, par amitié pour la France, a quelques réflexions à y faire, le roi sera très disposé à suivre le conseil qui lui serait donné dans une matière aussi importante par un allié, sur la probité et l'amitié duquel elle peut compter essentiellement.« Or ce plan consistait à s'en remettre à un arbitre choisi par les Anglais pour l'interprétation des frontières de l'Acadie; d'accepter leur réclamation pour les établissements sis sur l'Ohio; la restitution de nos possessions américaines avec la démolition de Louisbourg, et des possessions sises en Asie et Afrique; l'annulation de l'article du traité d'Utrecht concernant Dunkerque. En Allemagne, Choiseul,

qui ne considérait la guerre que comme un moyen »d'embarrasser la lutte sur mer«, retirait nos troupes, rendait à la Prusse les pays conquis, faisait la paix avec le Hanovre et avec ses alliés à condition que ceux-ci ne donneraient plus de secours contre les notres: l'Angleterre continuerait à son gré de subventionner la Prusse, mais au cas où elle voudrait lui envoyer des troupes, nous nous réservions le droit d'en expédier aussi en Bohême, en conservant seulement des itinéraires déterminés afin d'éviter que la paix pût être troublée à cette occasion. Choiseul allait même encore plus loin, et annonçait l'intention de céder sur quelques-unes de ces conditions, si cela devenait absolument nécessaire pour arriver à un accommodement. En terminant, il se décida enfin à aborder la question de l'intervention danoise, »point extrêmement délicat«. Le gouvernement anglais était évidemment trop enorgueilli de ses succès pour que nous pussions honorablement faire directement la première démarche: un tiers était plus libre et nul ne lui paraissait mieux en situation que le roi Frédéric V. »Alors si ce prince veut rendre un grand service à l'humanité et au repos bien désirable de l'Europe, il pourrait faire dire en Angleterre comme de lui même, qu'il est persuadé qu'il serait en état de faire accepter à la France des propositions de paix raison-

nables«. En deux mots, Choiseul souhaitait la paix et il demandait seulement au Danemarck de paraître agir en dehors de nous, sans que l'on se doutât en Europe du secret désir de notre gouvernement.

Une pareille communication ne pouvait manquer d'émouvoir profondément M. de Bernstorff. Il se hâta d'y répondre[1], en assurant tout d'abord, »qu'elle a entraîné mon esprit, charmé et réchauffé mon cœur.« Il approuvait absolument les idées de son correspondant au sujet de la Suède, tout en se montrant assez sceptique sur le succès qu'il dit attendre »sans impatience«. Quant à la question de la paix, Bernstorff applaudissait au plan de Choiseul, tout en regrettant qu'il ne concernât que la paix particulière de la France, tandis qu'une pacification générale aurait mis le Danemarck »plus à l'aise à bien des égards pour agir.« Il acceptait cependant, au nom de son souverain, la mission délicate qui lui était offerte et il annonçait qu'une ouverture allait êtr efaite immédiatement à Londres, »quoiqu' elle ne portera absolument pas le caractère d'avoir été concertée avec vous.« Seulement, il ne se faisait qu'une médiocre illusion à ce sujet, connaissant l'excitation extrême du sentiment public au delà de la Manche et ne doutant pas que

[1] Copenhague 22 octobre 1759.

le roi de Prusse ne fût consulté avant toute réponse. Bernstorff, dans la prévision d'un échec, proposait alors, toujours de son chef, de soumettre au cabinet de Saint-James une partie des propositions formulées confidentiellement par le duc de Choiseul, sans mentionner cependant l'article de Dunkerque, »qui sera difficile à emporter.« Bref il s'exécutait, mais on sent son arrière-pensée: il redoutait l'irritation de Fréderic II, le mécontement des cours de Vienne et de St. Petersbourg; et aussi il ne négligeait rien pour faire valoir le consentement de son souverain, exagérant même dans ce but les périls de la situation afin de créer à son pays de nouveaux titres à la reconnaissance de la France. Le même courrier emportait une dépêche à M. de Wedel-Frijs, touchant seulement la question de l'alliance suédoise Bernstorff y abonde sans réserve dans le sens du duc de Choiseul, »mais je ne vous en avouerai pas moins«, conclut-il, »de vous à moi, que je ne croirai pas les Suédois convertis et revenus de bonne foi de leurs préjugés et de leurs passions que lorsque j'en aurai vû des preuves.« Il ne devait pas se tromper, car, malgré les efforts de Choiseul, le gouvernement suédois répondit aux ouvertures du duc de la façon la plus évasive et finalement ajourna l'affaire à la conclusion de la paix. Et cependant notre gou-

vernement agit avec l'énergie la plus tenace, secouru franchement par le ministère danois, qui alla jusqu'à remplacer son ambassadeur a Stockholm pour y mettre un homme dévoué à la politique française. Moltke lui-même prêtait entièrement la main à ce projet, dont la réalisation seule pouvait assurer la sécurité des deux couronnes du Nord. Ogier y apportait tous ses efforts également et ne négligeait aucune occasion dans ses dépêches de faire ressortir les bonnes dispositions de M. M. de Moltke et de Bernstorff. De Versailles, on le chargeait de bien faire sentir le danger de l'intimité existant entre le grand-duc héritier, la Prusse et l'Angleterre, et de démontrer que, l'impératrice venant à disparaître, la France seule pourrait soutenir la monarchie danoise: »M. de Bernstorff doit savoir avec quel mépris les Anglais parlent du Danemarck à St. Petersbourg«[1].

Choiseul cependant avait répondu sans retard. Il avait été assez ému en apprenant qu'à la Haye et à Varsovie il avait été fait allusion à ses ouvertures confidentielles relatives à la paix. Il recommande de nouveau le secret le plus absolu, en ajoutant qu'il n'aurait jamais conçu ce projet sans l'amitié intime qui l'unissait à Bernstorff, car la paix

[1] Versailles 11 novembre 1759.

lui répugnait et sa préférence était pour une lutte soutenue à outrance. En dépit de ses chaleureuses protestations, ou devine facilement entre les lignes sa véritable pensée. Choiseul souhaitait vivement et, avec pleine raison, la paix, mais il ne voulait pas le dire officiellement, et il insistait sur son orgueil patriotique qui lui aurait fait préferer »une mort glorieuse à une paix onéreuse«; il se montrait même très animé contre les Pays-Bas, qui discutaient le passage de canons que nous venions d'acheter au Danemarck[1].

»Un ennemi de plus ne nous effraiera pas« continue-t-il; et il avoue s'être ouvert en partie des ses projets au roi d'Espagne qui devait être le médiateur, si les ouvertures du Danemarck à Londres aboutissaient à un commencement d'entente. Enfin il ajoute ce tableau de la situation interieure de la France: »Il est vrai que des échecs inattendus ont dérangé mes plans, il est vrai que nous éprouvons des embarras, mais croyez-moi ces em-

[1] Au commencement de juin, le gouvernement français avait demandé au Danemarck de lui ceder 200 canons en fer de 24 et de 28 avec 50 boulets par pièce. Bernstorff consentit, mais en déclarant ne pouvoir en procurer qu'une cinquantaine sans garantir le calibre: à Versailles on refusa d'abord, ce qui causa à Ogier une contrariété qu'il ne dissimula pas (21 juillet); puis on conclut le marché avec ordre d'expédier les pièces en Hollande (28 août).

barras ne seront que passagers. Nous nous en tirerons et il ne faut pour cela que du courage et de la combinaison. Le courage ne manque pas, je vous assure, au ministère du roi. Un seul succès fera oublier tous nos désastres. Je ne suis pas cependant entêté, comme nous voyez, de la guerre, mais j'aimerai mieux mourir que de faire la paix à des conditions humiliantes. Le roi peut perdre des possessions, c'est le jeu des grands souverains, mais la honte ne serait pas supportable, et il vaut mieux tout perdre, désoler la terre pendant quelques années encore que de s'y soumettre.« Voilà certes un fier langage, et il devait causer un sérieux émoi au milieu de la petite cour de Copenhague.

Cependant les cartes allaient se brouiller entre les deux couronnes. Le président Ogier plaidait toujours la cause du Danemarck de façon à mériter de plus en plus son surnom d'Ogier le Danois. La veille du jour où Choiseul écrivait la lettre dont nous venons de nous occuper, l'ambassadeur lui adressait une longue dépêche pour établir nettement la véritable situation des choses. Pour lui, le Danemarck, faute de troupes aguerries et sourtout de généraux capables, se trouvait dans une infériorité qui rendait urgente la conservation de la neutralité: il la croyait en outre préférable

pour les intérêts de la France. Mais Bernstorff et Moltke commençaient à s'inquiéter de la possibilité d'une paix faite en dehors d'eux, sans profit pour leur pays; ils craignaient d'en arriver à n'avoir plus personne pour eux. Les Anglais froissés des refus réitérés opposés à leurs propositions: les Hanovriens mécontents du peu de ressources qu'ils avaient pu tirer du Holstein, dont le traité du 4 mai 1758 les avait privés: le roi de Prusse, blessé par les tentatives du Danemarck à neutraliser le Hanovre et par la convention du Mecklembourg: Vienne peu portée vers le Danemarck: la Suède toujours jalouse et inquiète: la Russie menaçante, au moins pour l'avenir. La France seule pouvait donc offrir un appui, et on savait certainement à Copenhague qu'on pouvait compter sur la droiture du roi, mais sa bienveillance ne suffirait pas et l'on aurait désiré non seulement son concours plus actif, mais aussi celui de ses alliés. Et pour prouver le désir de son souverain de complaire au cabinet de Versailles, ou rappela encore le ministre accrédité à Stockholm, M. d'Assebourg, qui était devenu désagréable à la France, en le remplaçant par le baron de Schack, neveu du comte de Wedel-Frijs, »l'homme que M. le président Ogier a le plus désiré voir nommer.« En même temps on approuvait tout ce que faisait

Choiseul en vue de provoquer une alliance suédoise, ne voulant pas s'arrêter à la mauvaise volonté de cette puissance, mais »sacrifiant les appréhensions les plus justes au désir de s'unir de plus à la France«[1]. En même temps Bernstorff abordait nettement avec Ogier le projet de la triple alliance et il parlait dans le même sens à notre ambassadeur, terminant sa conversation par ces mots: »La confiance et l'amitié que vous avez bien voulu lui marquer depuis votre avènement au ministère, le ton franc, noble et de confiance avec lequel vous avez traité les affaires, lui faisaient espérer que vous surmonteriez les difficultés que la Suède aurait à opposer à cette cour-ci, et qu'en lui rendant justice, vous dissiperiez les mirages que le ministère de Stockholm voudrait faire naître«[2].

Il est certes impossible de douter des bonnes intentions et des protestations de M. de Bernstorff, mais il ne pouvait pas cependant oublier, qu'il était danois et chef du cabinet danois. Les prétentions de la Russie, les menaces non déguisées du grand-duc héritier, lui causaient une véritable et, nous ajouterons, une légitime terreur. Il voyait la monarchie danoise exposée au premier plan, isolée

---

[1] Bernstorff au comte de Wedel-Frijs 8 décembre 1759.
[2] Ogier 11 décembre.

dans le Nord, mal vue de la Suède, qui, on ne peut le nier, usait de tous les moyens pour indisposer la cour de France contre celle de Copenhague, peu soutenue en fait par notre gouvernement, qui ne payait même plus le subside convenu. Cette situation, il faut le reconnaître, était excessivement inquiétante, et elle le devint encore plus aux yeux de Bernstorff, quand il apprit que la Russie voulait absolument conserver la partie de la Prusse conquise par ses troupes. Il dissimula encore auprès de Choiseul, affectant de ne vouloir se préoccuper que des seuls intérêts de la France, tout en insistant toujours sur l'importance des soucis dont il était assailli. Un nouvel échec tendit plus fortement les relations entre les deux gouvernements.

Avant l'arrivée de la lettre du 11 novembre, Bernstorff avait reçu de Londres un refus formel à ses ouvertures, ou du moins le roi Georges déclara au roi Fréderic V qu'il n'écouterait qu'une proposition venant directement de Versailles. Il la transmit immédiatement, sans y ajouter ses réfléxions, en laissant Choiseul libre d'en déterminer le sens[1]. Le ton de la lettre est déjà différent, plus froid. Bernstorff tout en ne formulant aucune récrimination dans une lettre suivante[2], laisse aisément com-

---

[1] Copenhague 24 novembre. [2] Ib. 8 décembre.

prendre, que l'acceptation du roi d'Espagne comme futur médiateur, le froissait: cette intervention lui paraît suffire à toutes les vues que le cabinet français pouvait alors avoir: il s'en montre même si convaincu qu'il décline absolument toute nouvelle tentative de sa part pour hâter la paix avec le Hanovre; quant à la Suède, il annonce qu'il va »attendre tranquillement les fruits des peines et des soins que vous daignez vous donner.« Il ajoutait quelques mots empreints d'une évidente tristesse sur les nuages qui s'amoncelaient du côté de la Russie. Il protestait contre les accusations renouvelées contre lui notamment au sujet du Mecklembourg, et mettait au défi M. de Champeaux, notre agent dans ce duché, de produire aucune preuve à l'appui de ses attaques. Enfin il se déclarait »aussi jaloux de votre gloire que de la mienne« et déclarait que la mort seule pourrait mettre un terme à son attachement pour son noble correspondant.

Pendant que Bernstorff lui adressait cette lettre, Choiseul lui écrivait, que les puissances coalisées avaient chargé le prince de Brunswick de communiquer à notre représentant à la Haye une proposition de congrès pour mettre fin à la guerre, et il lui expliquait qu'il avait fait savoir à Madrid que, divisant la question, puisque les deux guerres étaient nettement séparées dans nos traités avec nos

alliés, il accepterait le congrès pour la guerre d'Allemagne, mais pas pour celle d'Amérique[1]. En même temps il consultait Bernstorff, qui approuva sans hésiter cette distinction très juste assurément, mais sans cachnr que cette démarche lui paraissait au moins peu utile[2]. Le roi Georges en effet était bien âgé pour souhaiter la continuation de la guerre, et comme électeur de Hanovre il devait la redouter. De ses ministres, le duc de Newcastle n'était nullement belliqueux et Pitt avait obtenu tout ce qu'il pourait raisonnablement désirer. Le roi de Prusse se trouvait dans une position très précaire et ne paraissait avoir d'espoir que du côté de la Russie. Mais les gouvernements anglais et prussien étant fortement unis, l'Angleterre, même en souscrivant à un accommodement facile à trouver en Amérique, serait évidemment retenue par Frédéric II, désireux avant tout de ne rien perdre de ce qu'il avait possédé. Or il était évident que l'abaissement ou le relèvement de la Prusse constituait l'unique objet de la guerre d'Allemagne. M. de Bernstorff expliquait ce fait avec une netteté bien curieuse à relever aujourd'hui. »La guerre s'est allumée, non pour un intérêt médiocre et passager, pour quelques petites provinces ou places de plus ou de moins, mais pour l'exis-

---

[1] Versailles 1 décembre. [2] Copenhague 18 do.

tence de la nouvelle monarchie que le roi de Prusse a élevée avec un art et une promptitude qui ont surpris une partie de l'Europe et trompé l'autre: elle s'est formée, parce qu'il s'est agi de décider si cette nouvelle monarchie, composée de différentes pièces qui n'ont pas encore toute la liaison, ni toute l'étendue qui lui sont nécessaires, mais qui est toute militaire, et qui a encore toute la vigueur, toute l'agilité et toute la timidité des corps jeunes et maigres, subsisterait, et si l'empire aurait deux chefs, et sa partie septentrionale un prince, qui, ayant fait de son trône un camp et de son peuple une armée, se verrait, pour peu qu'on lui laisse le loisir d'arrondir et d'affermir son établissement, l'arbitre des grandes affaires de l'Europe et le poids de la balance entre les puissances.« Dans cette situation, ni la Russie ni l'Autriche ne pouvaient, suivant Bernstorff, songer à accepter une paix qui aurait un effet aussi diversement opposé à leur politique. Mais ce qu'il n'ajoutait qu'incidemment en finissant, et ce qui était au fond sa préoccupation principale, c'est qu'il craignait par dessus tout l'écrasement de la maison de Brandebourg, parceque cela livrait ses États à la Russie et rendait par conséquent celle-ci voisine immédiate du Danemarck. Et c'était tellement sa pensée intime, qu'il avait bien soin de faire valoir auprès du prési-

dent Ogier les sacrifices qu'il faisait »en fermant les yeux sur l'avantage d'une alliance avec la Prusse, si avantageuse pour le présent et si utile pour la sécurité de l'avenir: »il faisait remarquer, tout en protestant du redoublement d'attachement du Danemarck pour la France, qu'en donnant à Frédéric II l'appui de l'armée et de l'escadre danoises, il obtiendrait une garantie efficace pour la monarchie, annulerait les efforts maritimes des deux puissances coalisées contre son souverain, et que la Prusse occuperait le Holstein et éloignerait d'autant les menace des Russes.« Ogier réfuta facilement »ce plan pour rire«[1] mais il y avait là un grave symptôme d'ébranlement. A Versailles l'on ne s'y trompa point et l'on répondit sans retard et très vertement. Ogier fut chargé de dire expressément, que l'on ne pouvait prendre au sérieux ce propos, car cela annoncerait clairement une défection prochaine, et confirmerait les bruits qui circulaient déjà depuis quelque temps dans les feuilles anglaises et hollandaises. En même temps on lui recommandait d'examiner ce qu'il pouvait y avoir de caché sous cette insistance à représenter le Danemarck comme la victime de sa liaison avec la France, et il devait très catégoriquement déclarer à Bernstorff, que le cabinet de

---

[1] Ogier 8 janvier 1760.

Versailles n'entendait nullement assumer la responsabilité des maux exposées comme la conséquence de notre alliance, et que dès-lors il était parfaitement libre d'abandonner celle-ci pour conclure avec la Prusse, ce qui nous devait permettre de notre côté une alliance russo-suédoise, beaucoup plus avantageuse à nos intérêts. »Parlez,« conclut le ministre, »sur le ton de confiance ordinaire, ni inquiet, ni mécontent · vous jugerez de l'impression«[1].

Tout autre était le ton de Choiseul dans sa correspondance intime. Suivant, sans en dévier aucunement, les engagements pris avec son collègue depuis son entrée au ministère, il lui communique confidentiellement le texte complet du traité proposé par lui à l'Angleterre par l'intermédiaire du roi d'Espagne[2]. Bernstorff l'approuve sans réserve; »ce projet,« dit-il, »met le ministère anglais au pied du mur, en lui accordant ce qu'il désirait avant ses succès, et ce qu'au fond on peut lui accorder,· sans que la grandeur de la France, sa puissance et son influence en Europe s'en ressentent«[3]. Mais alors il aborde sans détour le sujet constant de ses craintes et il ne dissimule plus que rien ne coûtera à son gouvernemant pour empêcher la Prusse de dévenir

[1] Ogier 3 février 1760. [2] Versailles 17 janvier. [3] Copenhague 26 février.

province russe. On sent que le langage rapporté par Ogier est plus sérieux qu'on n'affectait de le croire, et que Bernstorff était bien près de s'unir à notre ennemi le plus acharné et à oublier ses anciens engagements. Et cependant le ministre danois cherche encore dans cette lettre à corriger l'effet causé par sa précédente conversation avec le président Ogier. Il avait en effet appris par M. de Wedel-Frijs le mécontentement manifesté par le duc de Choiseul en en prenant connaissance. Il assure alors qu'il ne peut s'empêcher de penser tout haut, quand il s'adresse à lui, mais que cela ne change rien à l'union des deux couronnes, ni aux résolutions de son gouvernement, »dont toute la politique est candeur et constance.« La situation du Nord, celle du Danemarck en particulier est si critique qu'elle demande des mesures assurées et réfléchies; il est impossible de remettre son sort au plus ou moins d'équité de la Russie et du bon sens du grand-duc. »Je ne demande pas mieux que de m'en expliquer au fond avec vous; le roi ne désire, sur cet objet important, de concert qu'avec la France, mais j'attends pour cela votre aveu. . . . »En parlant à M. Ogier comme je l'ai fait, et vous parlant comme j'ai l'honneur de le faire, je ne fais que frapper à votre porte.«

Il faut, pour être équitable, reconnaître qu'en réalité la situation du Danemarck à ce moment était des plus inquiétantes. On n'espérait plus arriver à l'échange du Holstein; les finances étaient absolument épuiseés; les lettres de St. Pétersbourg revenaient constamment sur les projets menaçants du grand-duc; aussi l'inquiétude était-elle grande à Copenhague et le ton de la dernière dépêche officielle du duc de Choiseul émut profondément M. de Moltke, qui, prevenu le premier, comme toujours, par le président Ogier, le pria d'en adoucir le ton en le communiquant à M de Bernstorff, de peur de produire sur l'esprit du roi un tout autre effet que celui évidemment désiré à Versailles. Le président préféra remplir sa mission sans dissimulation aucune et Bernstorff, ainsi mis au pied du mur, répondit textuellement: »qu'il n'avait eu l'intention lors de nos conversations des premiers jours de janvier que de m'ouvrir son cœur et de me faire le tableau des dangers qui menaçaient le Nord et en particulier le Danemarck; que jamais il n'avait pu avoir regret d'un système auquel il est si fidèlement attaché et qu'il connait être le seul qui convienne aujourd'hui au Danemarck. Mais qu'il aurait cru trahir son devoir, s'il ne m'avait pas averti de l'impression juste et nécessaire que faisait sur lui l'augmentation et l'approche de la puissance

moscovite; que cet évènement très imprévu au commencement de la guerre étrangère, changeait la face des choses totalement et l'obligeait à désirer un concert nouveau avec la France, dont les intérêts sont évidemment les mêmes en cette rencontre que ceux du Danemarck; qu'il n'avait pu me donner une preuve plus convaincante de la pureté et de la candeur de ses vues qu'en me prévenant, avec autant de franchise qu'il avait fait, de ses inquiétudes.« Et il devait sous peu de jours envoyer à Versailles un projet de note à la Russie pour exiger d'elle la cession du Holstein au cas où elle persisterait à garder la Prusse[1]. Le même jour Frédéric V vint souper chez le président Ogier et lui formula les plus nettes protestations d'attachement à la France.

Choiseul de son côté affectait la confiance avec son collègue et rien n'est curieux à suivre comme ce double jeu, au courant duquel nous nous trouvons être parfaitement éclairé par les deux correspondances dans lesquelles nous pouvons simultanément puiser. Dès le 27 mars Choiseul met Bernstorff au courant de la situation par rapport à la Russie et des »variations«, qu'éprouvait dans cette cour l'accession au traité du 4 mai. Le ministère russe prétendait y mettre comme condition le con-

[1] Ogier 20 février 1760.

sentement de la France à l'annexion de la Prusse, ce qui était inacceptable. En même temps il lui faisait entrevoir le paiement de quelques échéances en retard du subside, et, dans un post-scriptum, Choiseul annonçait le consentement de la Russie comme devant être accordé à l'heure où il écrivait[1]; il allait même jusqu'à dire: »le Danemarck est et sera notre allié, et je vous assure de la part du roi que nous ne craindrons pas de recommencer la guerre pour la sûreté de sa conservation. Il faut convenir que vous avez plus peur de la Russie qu'elle ne le mérite. Tout ce que je vous demande c'est de voir moins noir sur cet objet que vous ne voyez«[2]. Ce qui ne l'avait par empêché de mander quelques jours auparavant à M. Ogier, qu'il trouvait les craintes manifestées par Bernstorff exagérées et affectées: qu'il n'avait, au lieu de parler de déclarer une guerre que son pays était hors d'état de soutenir, qu'à proposer à la Russie d'unir ses forces aux siennes contre la Prusse au prix d'un arrangement pour le Holstein: »autrement il y a masque sous jeu«[3].

Mais la peur était effectivement à l'ordre du jour à Copenhague, exagérée sans nul

---

[1] La Russie accèda le 21 mars. [2] Versailles 27 mars 1760.
[3] Ogier 25 avril 1760.

doute volontairement, mais encore suffisamment fondée[1]. C'est ce qui amenait insensiblement Bernstorff à dévoiler ses véritables projets. Il voulait à cette heure, que les puissances, appelées à se partager les dépouilles de la Prusse, offrissent une somme d'argent pour déterminer la Russie à renoncer à ses conquêtes prussiennes, dont le voisinage compromettrait absolument la sécurité du Danemarck, ou décidassent le cabinet de Saint Pétersbourg à renoncer au Holstein en compensation de son agrandissement. Au cas contraire, Bernstorff dit »en gémissant« au président Ogier, que, pour sauvegarder la monarchie danoise, il se résoudrait à n'importe quel expédient, même à une alliance avec Frédéric II. Le président ajoutait, qu'il ne croyait pas un mot de ces menaces, et qu'il y voyait tout simplement une mise en scène pour arriver à décider la France à un concours plus actif.

L'accession de la Russie au traité du 4 mai, uniquement due aux bons offices de M. de Choiseul, ne produisit pas à Copenhague l'effet qu'on aurait pu croire. Nous en trouvons la preuve dans une dépêche où Bernstorff explique au comte de Wedel-Frijs[2], que les évènements, aecomplis depuis un an, ne permettent pas de puiser dans cette résolu-

[1] Ogier 22 avril. [2] Copenhague 23 avril.

tion, assez inattendue d'ailleurs, de la Russie de sérieux motifs de sécurité. Le grand-duc en effet s'y était hautement opposé et avait insisté à plusieurs reprises sur ses sentiments »de haine mortelle« contre Frédéric V, en affirmant sa résolution de conserver la Prusse. Or la pensée, que dès lors il n'y aurait que deux jours de trajet par mer entre les ports appartenant à la Russie et la côte danoise, affolait littéralement la cour de Copenhague, non sans quelque raison, il faut bien le reconnaître. Et Bernstorff chargeait son représentant de ne rien négliger pour faire accepter par le duc de Choiseul les projets d'arrangement qu'il venait de débattre avec le président. Du reste il se chargeait d'en parler, un peu trop vivement peut-être, à son collègue. »Il n'y a point de Danois,« commence-t-il par dire, »qui se soucie de vivre, s'il doit voir son roi et sa patrie dépendants de la Russie.« Il lui expose alors son double système: arrangement pécuniaire ou cession du Holstein. »Le roi ne voit pas d'autre tempérament, et si ces deux moyens lui manquent, ou s'ils sont rejetés, il ne lui reste plus, vous ne le sentez que trop vous-même, que de prendre conseil de la nécessité«[1]. Il sentait toute la gravité d'un pareil langage, au

[1] Copenhague 29 avril 1760

point de joindre à cette lettre, particulière cependant, un billet encore plus intime, en apparence pour s'excuser de sa liberté excessive d'appréciation, mais en réalité pour demander très catégoriquement, bien que sous une forme très déférente, une réponse formelle: »une réponse vague, dans un moment si critique, serait un refus, et nous proposer d'acquiescer ou de contribuer même à notre perte dans l'espérance d'en être peut-être tirés un jour, serait nous prouver, que vous ne faites que peu de cas de notre sort et de nous. Que je ne voie pas ce malheur.«

CHAPITRE VIII.

Vues de Choiseul pour le Danemarck se résumant à obtenir la paix avec la sauvegarde de la monarchie danoise comme condition. Longue lettre à Bernstorff très conciliante. Il réclame ouvertement l'intervention de son souverain à Londres. Billet intime du même. Bernstorff cherche à éluder une démarche qu'il

sait inutile. Nouvelle lettre de Choiseul sur un ton tout différent. Il semble ne plus avoir d'illusion sur la politique danoise. Causes nettement exposées de son mécontentement. S'il était maître du destin de la France, il périrait plutôt que de songer à une paix déshonorante. Négociations secrètes avec l'Angleterre. Elles n'aboutissent pas. Ogier reçoit l'ordre d'observer une conduite absolument passive. Il cherche encore à défendre Bernstorff. Mal reçu dans ce rôle. Au fond la gravité de la question russe est réelle. Lettre émouvante de Bernstorff à Choiseul. Négociation russe. Choiseul s'adoucit. Il ne croit pas aux »rodomontades« du cabinet danois. Le Danemarck arme en vue de la Russie. Il se rapproche de plus en plus de la Prusse. »Patience et sagesse«. Ogier commence à se montrer moins favorable, tout en parlant toujours en faveur du Danemarck. A Versailles on se considère comme délié de tout engagement. Véritable état de la question russe. Le sort de la monarchie danoise en dépend. Dès lors l'attitude de Bernstorff très explicable. En France on ne veut pas entrer dans la réalité des faits. Choiseul cependant ne veut pas pousser à bout le Danemarck. Il fait prévenir Bernstorff des meilleures dispositions du grand-duc (février 1761).

Pendant ce temps Choiseul avait répondu a Ogier que la combinaison pécuniaire était impossible, l'idée de s'allier à la Prusse dangereuse; il n'admettait que la demande à

la Russie de la cession du Holstein en échange du concours armé du Danemarck[1]. Puis presqu'aussitôt il chargeait le président de représenter à Bernstorff, que le plus sûr moyen de salut serait qu'il s'occupât d'amener la conclusion de la paix entre la France et l'Angleterre, en imposant comme condition que l'on eût à prendre des mesures pour sauvegarder sérieusement la monarchie danoise, et en faisant valoir à Londres, qu'en cas de refus, la cour de Copenhague serait obligée de faire cause commune avec nous. Dans sa réponse intime Choiseul développait la même pensée: sans se montrer froissé par le ton de la dernière lettre de son collègue, il se donna d'abord la peine de refuter encore une fois et très longuement, les plaintes et les craintes de M. de Bernstorff, en cherchant à lui démontrer, que la Russie n'avait pas au fond, autant qu'on le disait, le désir de s'agrandir et que certainement, une fois sur le trône, le grand-duc modifierait ses idées. En répondant aussi doucement et en insistant sur l'attachement de son gouvernement, il voulait absolument se concilier Bernstorff au point de vue de ses nouveaux projets. Ayant vu l'Espagne échouer dans sa tentative d'accommodement avec l'Angleterre, il voulait encore obtenir une dé-

[1] Versailles 1 mai 1760.

marche du Danemarck. Cette fois il la lui demande formellement et énergiquement, en faisant miroiter aux yeux de Bernstorff, que dans ce cas il ne comprenait pas, que la chose pût se faire, sans que les deux cours se chargeassent de la sécurité du Danemarck. Cette fois il demandait, que Frédéric V ne tînt plus un langage vague: Il fallait au contraire dire nettement à Londres que, les circonstances le réduisant à une résolution extrême, il se voyait, à moins d'un secours direct et immédiat du roi Georges, qui ne pouvait se manifester que par le rétablissement de la paix avec la France, contraint de s'unir à celle-ci et à ses alliés[1]. Et il ajoutait à son tour un billet à part à sa lettre particulière; nous croyons qu'il est utile de le reproduire en entier.

»Je réponds, Monsieur, à la confiance que vous avez bien voulu me marquer; je vous mande exactement comment je vois les choses: je peux me tromper, mais je vous jure par notre amitié ancienne, et très tendre de ma part, que je ne cherche pas à vous induire en erreur. Je ne discute pas les deux points, que vous proposez comme pouvant vous tranquiliser; j'en crois la réussite impossible, et je suis sûr que l'impossibilité en est physique

[1] Versailles 12 mai 1760.

pour la France et que ce serait nous tromper tous deux que de vous dire que, les choses étant telles qu'elles sont à présent, la France pourra influer sur la réussite d'un de ces deux articles; il n'en serait pas de même, si la France avait fait la paix avec l'Angleterre.

»Au reste, si vous ne trouvez pas dans nos secours politiques les avantages que pouvez en espérer, du moins conviendrez-vous que notre conduite est très conforme à nos engagements. D'ailleurs le roi n'imaginera jamais, que le roi de Danemarck devienne son ennemi; mais en même temps je vous préviens, que S. M. ne prétend pas contrarier les démarches d'un prince qu'Elle aime et estime autant que S. M. Danoise. Ainsi quelque chose qui arrive, vous pouvez dire, que la France vous a donné des conseils, mais non pas qu'elle vous a détourné de faire ce que vous jugerez le plus propre à vos intérêts. Je ne sais, si je m'abuse dans ma propre cause, mais il me paraît, que le moyen que je vous propose est infiniment supérieur à ceux que vous nous indiquez: il est noble, ferme, juste, et la crainte que vous avez de l'Angleterre devrait être secouée, pour vous affranchir de la crainte que vous avez raisonnablement de la Russie. En vérité, Monsieur, nous valons mieux de toutes façons que les Anglais, et méritons davantage d'étre ménagés, car, malgré nos

mauvais succès, vous verrez les ressources de notre puissance. Je vous parle à coeur ouvert, tel que je dois le faire vis à vis de quelqu'un à qui je suis attaché inviolablement et dont je désire passionément mériter l'estime.«

Ce langage était significatif sous son enveloppe exagèrement amicale, et la démarche proposée embarrassait singulièrement Bernstorff, assuré d'avance de l'accueil qui lui serait fait à Londres. Ogier en informa sans retard son gouvernement[1], qui se hâta de lui répondre[2], qu'on ne demandait nullement une médiation du Danemarck, mais qu'on avait seulement voulu lui donner un conseil, en lui indiquant qu'en arrivant à réconcilier les deux puissances ennemies, ce serait travailler le plus efficacement du monde à ses propres intérêts. Ogier commençait a se montrer moins rassuré, surtout moins confiant, et il écrit, le 19 juin, qu'il croit d'autant plus à un commencement de négociation avec la Prusse, qu'ayant interpellé très brusquement M. de Moltke à ce sujet, celui-ci avait répondu avec un évident embarras, et avoué qu'une tierce personne avait pu en effet agir sans mandat en ce sens. Il ajoute que la résistance de Bernstorff augmentait visiblement à l'encontre de nos vues et qu'il savait que l'Angleterre venait d'offrir

[1] Ogier 27 mai 1760 [2] Versailles 15 juin.

l'alliance au prix de l'obtention du Holstein. Enfin Moltke se renfermait dans une étrange neutralité, en prétendant ne pouvoir se prononcer »sur une matière aussi importante pour l'avenir et la sécurité du Danemarck«. M. de Bernstorff d'ailleurs avait laissé écouler un temps assez long sans répondre à M. de Choiseul; il ne le fit que le 26 juin dans une lettre très étendue, assez embarrassée, remplie de protestations chaleureuses, mais entre lesquelles l'idée de détachement se laissait de plus en plus entrevoir. Il consentait à agir de nouveau auprès du cabinet anglais, mais sans formuler les menaces que demandait Choiseul. Son raisonnement à cet égard était assez judicieux. Comment en effet dire à l'Angleterre, que le Danemarck, en cas d'un refus de sa part, s'unirait à des puissances qui, la France exceptée, ne songeaient qu'à opprimer la plus petite monarchie du Nord? Comment faire croire au roi Georges, que les dangers indiqués par M. de Bernstorff seraient précisément les motifs qui détermineraient le Danemarck à fortifier l'alliance de la Russie et »à aider ainsi à forger ses propres chaînes«[1].

[1] Ces lettres comme celle que lui répondit Choiseul n'étaient plus particulières comme les précedentes, car nous la trouvons dans les volumes des archives des Affaires Étrangères. Aussi Bernstorff y ajoutait chaque fois alors de courts billets tout-à-fait intimes; celui qui accompagne la lettre du 26 juin est des plus

Bernstorff entourait cependant ses plaintes et ses réticences des assurances les plus dévouées, protestant de son inviolable attachement au système, dont la France seule pourrait le détacher malgré lui, promettant enfin tous ses efforts auprès du gouveruement anglais.

Cette fois le langage du duc de Choiseul change complètement, et la réponse ne se fit pas attendre[1]; on sent qu'il a percé désormais la politique danoise. Sa lettre ne contient plus aucune formule amicale, et il débute en déclarant très sèchement: »inutile et fatiguant de revenir sur les précédentes réflexions«. Puis il aborde carrément la question en résumant les dépêches de son collègue. Pour lui elles contiennent ceci: obtenir l'abandon du Holstein et des prétentions de la Russie sur le Slesvig, autremeut le Danemarck, cèdant à ce qu'il croit son intérêt, s'allie avec les ennemis de la France. Or ce langage déplait au premier ministre de Louis XV, surtout lorsqu'il est tenu »par un souverain, dont la puissance n'est pas dans le cas de donner la loi«; il lui déplait encore parceque le cabinet danois, en formulant son ultimatum, aurait au moins dû ajouter, qu'en cas de satisfaction, il unis-

affectueux, des plus dévoués, nous dirions même des plus humbles, si on ne sentait dans ces phrases exagérement amicales une volonté arrêtée et le désir d'assurer désormais par tous les moyens la sécurité du Danemarck. [1] Versailles 7 juillet 1760.

sait ses forces à celles des alliés, auxquels il recourait; il lui déplait encore plus à cause des traités existants depuis tant d'années entre les deux couronnes, au préjudice de la France, et cependant scrupuleusement observés par cette dernière. Après avoir énuméré ces divers engagements réciproques, Choiseul se demande, comment le Danemarck pourra recevoir décemment des subsides anglais, et cependant il ne pense pas qu'on lui suppose la naiveté de croire que le royaume, »tant respectable que soit sa puissance«, puisse déclarer la guerre à la Russie sans subsides. Or l'Angleterre seule peut en fournir et elle ne le fera pas pas sans un traité. »Le Danemarck peut-il traiter avec l'Angleterre sans manquer à la France?« Et il termine assez durement, en ajoutant que Frédéric V doit réfléchir très sérieusement à cette situation, en considérant, »si une puissance doit peser le devoir de la probité avant que de songer à ses intérêts« et en rejetant entièrement sur la cour de Copenhague l'échec de la tentative faite à Londres, »laquelle ne pouvait être décente et avoir quelque poids qu'autant qu'elle aurait été soutenue de la part du Danemarck de la menace de s'unir avec nous contre l'Angleterre.« Dans le billet intime joint à cette dépêche chiffrée, Choiseul se montre encore plus net: son langage est violent mais réellement

digne du ministre d'un grand royaume; il détruit victorieusement les attaques de certains historiens modernes et prouve qu'il y avait chez le duc un ardent amour de l'honneur de son pays. »J'abhorrerais le métier que je fais, s'il faisait fléchir un instant la fermeté et la probité à toute épreuve que je professe et qui convient à une aussi grande couronne que la France. Si j'étais le maître du destin de ce royaume, l'Europe périrait plutôt que de me voir proposer au roi de consentir à une paix dèshonorante, mais en même temps je ne mériterais pas le reproche d'échapper aucune occasion d'en faire une équitable.« Et il termine en déclarant avec une sanglante ironie, que la défection de la part du Danemarck »sera un grand malheur qui peut-être tournera à la gloire de la France: »du moins feronsnous tout ce qui sera en notre pouvoir pour n'en pas souffrir de préjudice.«

De Copenhague notre ambassadeur n'envoyait pas de nouvelles de nature à calmer l'irritation du duc de Choiseul. Il mandait que, malgré les protestations qu'écrivait Bernstorff et ses marques de confiance, il le croyait »entraîné et grisé par l'appas de gros subsides: »le luxe de confiance qu'il met à tout nous dire couvre le désir de se garantir en cas d'un échec de la négociation russe et de prévenir tout reproche ultérieur en prouvant

qu'il ne nous a rien caché« [1]. L'Angleterre exigeait un fort contingent armé avec une escadre dans la Baltique, en promettant beaucoup d'argent et la cession du Holstein. M. de Moltke continuait cependant à nier positivement, qu'il fût question d'un arrangement avec l'Angleterre[2]. A Versailles même on ne prenait pas tout ce bruit au sérieux: Choiseul au fond se refusait à croire le gouvernement danois capable d'une »pareille folie« ; il pensait bien que Bernstorff le désirait, mais ses collègues évidemment n'auraient pas le courage de s'y associer[3]. Il ne voyait là qu'une manœuvre pour tirer le meilleur parti des négociations pendantes pour la paix et s'assurer du côté du Holstein. »Quoi que nous ayons fait, j'ai senti«, écrit-il au président Ogier, »que le roi et son ministère mettaient plus de finesse, de faiblesse et d'ambition que de loyauté et de vigueur dans leurs démarches. Voulant gagner du temps, nous avons fermé les yeux, sauf plus tard à prouver, que nous n'avons pas été dupes. Surveillez donc les choses, évitez de parler d'affaires aux ministres; assurez de bonnes dispositions vaguement, s'ils en parlent: dites que vous rendrez compte, mais ignorez les sentiments de votre cour.« Avant d'avoir reçu ces instructions,

---

[1] Ogier, 8 juillet. [2] Ib. 22 juillet. [3] Versailles 24 juillet.

Ogier avait eu avec Bernstorff une conversation très importante. Le chef du cabinet danois ayant parlé de la douleur que lui causait le regret de ne pas voir notre gouvernement apprécier comme lui les périls auxquels était exposé son pays, et affirmé qu'il n'attendait rien de l'Angleterre et n'en écouterait aucune proposition, »tant que nous ne renoncerious pas à nos engagements«, Ogier aborda franchement alors la question de l'alliance prussienne. Bernstorff ne la représente pas comme impossible, et même Ogier, ayant fait remarquer que pour son gouvernement ce serait la même chose qu'une alliance anglaise, parceque l'argent à obtenir ne pourrait venir que de Londres, Bernstorff protesta du contraire, mais répéta qu'il ne pouvait songer à unir les forces militaires de son pays aux nôtres et que son rapprochement avec la Prusse était fatale, à défaut de toute autre ressource [1].

En réalité Bernstorff se débattait en face de difficultés véritables et sous le coup de dangers plus grands qu'on ne voulait le croire a Versailles. La question russe était pour lui un épouvantail et l'on ne peut lui reprocher de s'en être effrayé, car il était incontestable, que, la puissance moscovite devenant voisine du Dane-

[1] Ogier 25 juillet 1760.

marck et le grand-duc montant sur le trône avec les sentiments que chacun lui connaissait, le sort de ce petit royaume aurait été gravement menacé. Dès lors, la vraie politique du Danemarck était effectivement d'obtenir par tous les moyens possibles l'éloignement de ce danger. C'est ce que le président Ogier essaye, peu de jours après la dépêche que nous venons de citer, de faire comprendre à Versailles: il annonce que l'alliance prussienne ne paraît prendre aucune apparence sérieuse; que les esprits étaient exclusivement occupés de la négociation russe, »qui se ranime et s'éteint successivement depuis quatorze ans.« »Je n'ose pas,« ajoute-t-il, »défendre la conduite de cette cour, puisque vous la blâmez, mais il y a plus de faiblesse que de partialité;« il croit pouvoir garantir la bonne foi du roi, et assure que la question de manque d'argent tient la plus grande place dans toutes ces complications[1]. Bernstorff avait cependant répondu au duc de Choiseul, sans vouloir se montrer blessé du ton dont celui-ci avait usé envers lui. Il se dit au contraire très touché d'une aussi grande franchise et pense s'être mal exprimé dans ses lettres précédentes. Repoussant bien loin toute pensée d'ambition et de violence de la part de son gouvernement, il

[1] Ogier 5 août 1760.

s'efforce de montrer le constant attachement de Frédéric V pour la France et de faire valoir les sentiments qui ne peuvent laisser ce prince calme en voyant menacer l'indépendance du »peuple libre«, dont il est »né souverain«, et compromettre l'équilibre du Nord, dont il est au moins l'un des gardiens. Bernstorff est réellement éloquent, pressant, émouvant même, en plaidant les circonstances atténuantes avec un rare talent. Il bat complètement en retraite dans cette lettre et n'hésite pas à y déclarer que son souverain est résolu à renoncer à ces propositions et à attendre de la Providence le dénouement de la situation. Mais vers la fin, le ministre revient sur ses pas, et en dépit de la douceur du langage, de la force des protestations, des artifices du langage, on devine qu'il n'était déjà plus libre envers nous. »Quand nos malheurs,« dit-il, »viendraient à l'excès de nous voir dans des intérêts différents, — et puissent ces malheurs n'arriver jamais —, le roi n'oubliera point que la France est son amie ancienne, constante et naturelle. Plus juste, me serait-il permis de vous dire, plus juste que vous, il n'attribuerait cette éclipse forcée, momentanée et passagère, qu'à un enchaînement d'infortunes, que toute la prudence humaine ne saurait toujours prévenir. Il n'en serait pas moins décidé à se réunir à elle, à l'instant que la tempête qui

nous jette, souffrez que je vous le dise, vous et nous hors de notre route, sera apaisée, et il n'en seconderait pas moins ses vues, même au milieu de l'orage«[1]. Quelques jours après, et avant d'avoir pu recevoir une réponse de Versailles, Bernstorff reprit la plume pour mettre le duc de Choiseul au courant des démarches officielles auprès de la Russie dans le but d'obtenir des déclarations rassurantes de la part du grand-duc héritier. Il se fait grandement mérite de cette tentative, en insistant sur »la clameur« qu'elle excitera en Angleterre et sur le déplaisir qu'elle causera au roi de Prusse[2]. Le même jour, il adressait à M. de Wedel-Frijs une dépêche très détaillée, pour le prier de faire bien ressortir auprès du duc de Choiseul que, dans toute cette négociation russe, il avait à cœur de suivre les conseils du gouvernement français ou de ses agents. Cette fois Bernstorff s'était adressé directement à l'impératrice pour s'en remettre à elle du moyen de venir à bout des resistances du grand-duc. Elisabeth avait conseillé de retarder cette négociation jusqu'à ce que qu'on en eût fini avec quelques difficultés concernant l'accession de l'Empire au traité du 4 mai 1758. L'ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg ayant abondé dans ce sens, Bernstorff céda,

[1] Copenhague 9 août 1760. [2] Ib. 17 août.

mais il entendait se faire un mérite de cette concession et voulait que son représentant exposât nettement à Choiseul »tout ce que le Danemarck perdait, en perdant ainsi du temps sans avancer ou décider ses affaires ni avec la Russie ni contre elle, et S. M. sacrifiait tout cela à la possibilité de pouvoir éviter le parti qui déplaît à la France, et quoi qu'elle prevoie très bien, que, si, dans ces entrefaites, les Russes triomphent et accablent le roi de Prusse, elle n'aura plus que des refus bien fiers et bien secs à attendre de leur part. Si après cela M. de Choiseul nous soupçonne encore d'engagements secrets avec l'Angleterre, il faut convenir que nous sommes bien malheureux et que nous ne pouvons plus espérer pouvoir le guérir de sa défiance« [1].

Dans l'entretemps, Choiseul, changeant encore une fois de ton, avait répondu par une lettre très amicale [2], en informant Bernstorff qu'il agissait activement, d'accord avec la cour de Vienne, auprès de celle de Saint-Pétersbourg; mais après ce début propre à plaire à Bernstorff, il lui exposait, comment il comprenait présentement la situation politique

[1] Copenhague 17 août. Dans cette lettre Bernstorff touche un mot des subsides en retard, mais en recommandant à M. de Wedel une excessive prudence, aimant mieux encore attendre, que s'exposer à voir ses réclamations mal reçues comme c'était à craindre dans ces circonstances. [2] Versailles 11 septembre.

du Danemarck. L'alliance prussienne ne donnerait aucune sécurité au Danemarck; quant à l'Angleterre, en dépit de tous les traités, elle les sacrifierait aux éxigences de la Russie, s'il en était besoin, et la Prusse, dégagée entièrement alors, n'hésiterait pas à son tour à abandonner son nouvel allié. Le reste de l'année s'écoula sans que les deux ministres aient cru devoir continuer leur correspondance.

Nous avons dit, qu'à Versailles on ne croyait à aucune résolution extrême de la part du Danemarck. La saison avancée d'ailleurs rendait pour le moment le péril d'une alliance prussienne moins grave. »Il est dangereux,« écrit Choiseul à M. Ogier, »de vouloir intimider, quand où n'est ni en volonté, ni en état de nuire; nous ne craignons que pour le Danemarck seul la levée de boucliers qu'il annonce avec tant d'éclat.« Puis le président eut le dèsagrément, en reponse à sa dépêche du 5 août, dans laquelle il avait pris la défense de la politique danoise, de voir Choiseul lui rappeler tout ce que sa correpondance contenait depuis des mois en sens contraire, et de recevoir un blâme pour le plaidoyer malencontreux qu'il avait cru devoir envoyer[1].

---

[1] Versailles 19 avril 1760.

Tout l'automne se passa en alternatives provoquées par les hauts et les bas de la négociation russe. Bernstorff ayant renoncé de gré ou de force à tout accommodement avec l'Angleterre ou avec la Prusse[1], se mit à augmenter les forces danoises campées dans le Holstein, résistant à toutes les observations que Choiseul lui fit adresser à ce sujet, et répondant invariablement qu'il ne pouvait agir autrement, »à cause du devoir de sa place et de l'intérêt que lui inspirait le Danemarck.« Le cabinet de Versailles résolut alors de laisser aller les choses, au moins pendant quelque temps, et M. Ogier reçut l'ordre de garder une attitude toute passive au sujet des dispositions menaçantes de M. de Bernstorff[2]. Il n'y avait que cela à faire et on en eut bientôt la preuve, en voyant ce ministre, dépité par le peu de progrès des négociations entamées à Saint-Pétersbourg, ne pas dissimuler au président Ogier le regret qu'il ressentait de voir l'insuccès de son système de menaces[3]. Il y tenait cependant toujours et, quelques jours après, on reparla de l'action commune d'une armée dano-prussienne[4]. A mesure que l'arrangement pour le Holstein perdait des chances, Bernstorff se montrait

---

[1] Ogier 16 septembre 1760. [2] Versailles octobre. [3] Ogier 11 novembre. [4] Ib. 18 novembre.

plus attiré vers la Prusse, tout en parlant du désespoir de son souverain à recourir à ce moyen, de son inquiétude à devenir participant aux mouvements militaires du moment[1]. Il souffrait surtout de ne pas voir son effroi pris assez au sérieux en France, où son langage belliqueux ne produisait aucun effet. A Versailles en effet on se montrait très calme. M. de Choiseul jugeait son collègue trop sage pour ne pas savoir que rien ne s'obtenait sans patience, et il lui faisait conseiller de se montrer moins empressé et plus réservé, et aussi de réfléchir à deux fois avant de se jetter dans les bras de la Prusse, parceque assurément tôt ou tard la Russie en tirerait vengeance[2]. Il exprimait encore plus franchement sa pensée intime à quelques jours de là, écrivant au président Ogier, qu'il »ne croyait nullement aux fanfaronnades de M. de Betnstorff, et augurait mieux de ses lumières et de sa prudence«[3].

Ces appels à la patience exaspéraient le chef du cabinet danois. »Patience et sagesse,« manda-t-il au comte de Wedel-Frijs le 20 décembre, »voilà assurément de belles paroles et un très bon conseil, que M. le duc de Choiseul vous a donné, en finissant la conversation,

---

[1] Ogier 25 novembre 1760. [2] Versailles 27 novembre [3] Ib. 11 décembre.

dont vous m'avez fait part dans votre lettre du 21 du passé . . . Aussi le roi est-il très résolu de le suivre et se flatte-t-il même de l'avoir prévenu par toute sa conduite.« Il faisait remarquer en effet, que depuis dix ans les offres les plus variées et les plus pressantes avaient été adressées, sans se décourager, au grand-duc héritier, et après avoir énuméré toutes les concessions qu'il a constamment faites, il demande non sans raison, il faut le reconnaître, s'il n'a pas montré, pendant ce long laps de temps, de la prudence et de la sagesse. Mais en même temps il trouve, qu'il en a assez dépensé, surtout en présence du péril croissant pour l'indépendance de son pays. Bernstorff ne dissimule pas les graves inconvénients, qu' entraînerait une prise d'armes contre les Russes, mais il croit, que, »quelque peu de forces que M. de Choiseul puisse nous attribuer, une partie du Nord est entre nos mains«, que d'un mot il peut débarrasser le roi de Prusse de la Suède, vu l'état de désordre où se trouvaient les affaires dans ce royaume. Il assure, que la présence de la flotte danoise enlèverait à la Russie toute pensée de paraître dans la Baltique, et qu'enfin 30000 soldats danois, joints au printemps aux troupes de Frédéric II, »donneraient une singulière aisance à ses manoeuvres.« Bernstorff

croyait la situation bonne pour le Danemarck et redoutait beaucoup les conséquences d'un atermoiement: Choiseul lui souhaitait quelque chose qui pouvait arrêter immédiatement les projets d'un ennemi, »dont la fureur et les prétentions sont connues de toute la terre.« Il charge donc son ambassadeur de faire savoir au duc de Choiseul, que Frédéric V ne pouvait plus ne pas agir pour sa défense, du moment où le grand-duc ne veut entendre à aucun arrangement. Cependant il consent à donner »tout le temps que la raison pourra permettre aux résolutions de la Russie,« se réservant d'expédier dans quelques jours un courrier pour s'expliquer plus positivement sur ces termes. Ces quelques mots démontrent du reste qu'au fond Bernstorff ne désirait pas autant traduire ses menaces en actions. Cependant à quelques jours de là, M. de Wedel-Frijs recevait une nouvelle dépêche dans laquelle M. de Bernstorff se plaint vivement de nouveaux soupçons de négociations avec l'Angleterre, protestant que, s'il avait cru devoir y recourir, il l'aurait fait sans s'en cacher: il gémit de l'impuissance des démarches de la France à Saint-Pétersbourg et déclare, qu'il ne peut croire, que cette puissance songe à empêcher le cabinet danois de profiter du seul moment favorable, qu'il ait peut-

être à saisir pour se soustraire au péril russe[1].

Les dépêches du président Ogier durant cette période n'étaient pas de nature à disposer M. de Choiseul bien vivement en faveur d'une action énergique au profit du Danemarck. Le ministre recommandait à son ambassadeur de ne point croire »aux fanfaronnades de Bernstorff« et M. Ogier parle de la consternation et du découragement de ce dernier[2], de son obstination à faire accepter son idée d'alliance prussienne en la représentant comme utile à la cause européenne. Mais Ogier, toujours fidèle à ses sentiments, supplie en même temps son gouvernemeut de ne pas »faire un crime« au Danemarck et de ne pas »imputer de mauvaises intentions aux auteurs de ce projet.«[3] Mais l'impression était toute différente à Versailles et il faut reconnaître qu'on ne pouvait apprécier les choses autrement. La haute valeur du chef du cabinet danois ne pouvait laisser un instant penser qu'il pût agir légérement et après la conversation si nette qu'il avait eue avec Ogier, le 25 novembre, il était difficile de douter de son changement de politique. »Il n'aurait point parlé aussi clairement, si sa cour n'avait déjà

[1] Copenhague 10 janvier 1761. [2] Versailles 11 décembre 1760. [3] Ogier 16 décembre 1760

conclu son traité avec nos ennemis, et nous pouvons regarder ce qu'il vous a dit comme une notification, qu'il nous citera dans la suite comme un moyen de confiance.« Dès lors on se considérait comme délié de tout engagement avec le Danemarck par suite de la »destruction de ceux contractés avec nous«[1]. Le gouvernement français ne demandait pas mieux en effet que de soutenir le Danemarck, tant que ce pays ne mettait en avant que ses craintes très légitimes de voir la Russie s'agrandir auprès d'elle. Mais à cette heure Choiseul croyait découvrir, que Bernstorff cherchait du même coup à protéger sur ce point également la monarchie prussienne. »Ceci ne nous va plus. Vous avez cherché très inutilement à le ramener. Nous ne sommes pas dupes de son affectation à ne vous parler jamais que de liaison à former avec la Prusse sans y comprendre Londres; l'argent indispensable ne peut cependant venir que de là. M. de Bernstorff veut savoir ce que nous pensons de la conduite de sa cour avec la Suède: le peu de cas qu'il fait de nous pour le Holstein, nous fait croire que cela lui importe peu. Cependant nous répondrons encore à la confiance réelle ou apparente de M. de Bernstorff, lui disant que la tranquillité dépend du main-

---

[1] Versailles 17 décembre 1760.

tien du gouvernement de Suède, tel qu'il est« [1]. Le président Ogier, très favorable aux Danois, comme nous le savons de reste, ne cache plus cependant la résolution du cabinet de Frédéric à s'unir avec la Prusse, si nous n'arrivions pas à décider le grand-duc à donner des garanties suffisantes et à faire les concessions réclamées. Il faut reconnaître, qu'à Versailles on traitait un peu trop légèrement les choses et qu'on s'y refusait très injustement à ne pas voir là une question absolue d'existence pour le Danemarck. L'avènement de Pierre sans ces arrangements préalables aurait été fatalement le signal de la ruine de l'indépendance danoise, et probablement même de la monarchie. On comprend dès lors l'ardeur que Bernstorff mettait à trouver un moyen de conjurer le péril. Ogier le fait comprendre autant qu'il le peut, quoi qu'évidemment embarrassé de tenir ce langage avec son gouvernement, qu'il savait prévenu et excité sans cesse par les rapports qui arrivaient constamment de Suède. Le 6 janvier il insiste cependant avec raison sur la non-existence d'une alliance prussienne, puisqu'au même moment Bernstorff sollicitait de nouveau l'intervention des cabinets de Versailles et de Vienne auprès de celui de Saint-Pétersbourg, il parlait en

[1] Versailles 1 janvier 1761.

outre de sa ferme résolution de soutenir le sénat en Suède. Ogier ajoutait néanmoins qu'il venait de déclarer à Bernstorff, que »S. M. T. C. regarderait toute chose faite contre ses alliés comme faite contre elle.« Puis peu après, il transmet les »plaintes douloureuses« de Bernstorff au sujet des reproches assez violents que M. de Choiseul venait d'adresser à M. de Wedel-Frijs, et il affirme, que ni le roi ni les collègues du chef de ministère, ni M. de Moltke ne sont encore ralliès à ses projets de nouvelle politique: ils se montrent même peu favorables à la Prusse, dont les récents succès détruisaient un des principaux arguments de Bernstorff, la nécessité de la défendre[1].

Mais en France il y avait un véritable parti-pris: on voulait absolument voir M. de Bernstorff coupable de duplicité sans tenir aucun compte de ses angoisses patriotiques. Le langage tenu était toujours aussi cassant et devait causer à chaque arrivée de courrier, de pénibles émotions au pauvre président: »Je suis aussi sensible que je le dois, à la confiance que M. de Bernstorff me marque personnellement, mais il trouvera bon que je n'y mette que le prix qu'il met sans doute lui même à des confidences, qui ne consistent

---

[1] Ogier 13 janvier 1761.

qu'à annoncer un parti-pris sur lequel il a affecté de me demander des conseils, qu'il n'a pas voulu suivre«[1]. Toute cette dépêche de Choiseul serait curieuse à reproduire. Choiseul chargeait son agent de confier sous le plus grand secret à Bernstorff, que l'impératrice de Russie paraissait avoir complètement renoncé à toute pensée d'annexion de la Prusse; puis il le félicitait d'avoir suspendu l'occupation provisoire de la partie du Holstein appartenant au grand-duc, tout en ajoutant, qu'il aurait peut-être encore mieux fait d'exécuter ce projet plutôt que de s'allier à la Prusse: »Mais nous ne lui en donnons pas le conseil.« Ogier répondit aussitôt en disant, que Bernstorff ne pouvait pas croire à une si bonne nouvelle du côté de la Russie, mais que le roi venait de lui donner lui-même l'assurance qu'on »ne précipiterait rien«[2].

Il semble cependant qu'en dépit du langage plus qu'aigre que Choiseul tenait, il ait senti la nécissité de ne pas pousser à bout le Danemarck et dès lors d'agir plus sérieusement à Saint-Pétersbourg. L'avis contenu dans la lettre précédente l'indique nettement, et le 1 mars, sans rien ajouter cette fois de désagréable ni de comminatoire, il informe Ogier des meilleures dispositions du grand-duc et

[1] Versailles 17 janvier 1761. [2] Ogier 3 février 1761.

répète plus formellement l'assurance que la Russie renonce à conserver ses conquêtes prussiennes.

CHAPITRE IX.

Défense de la politique danoise. Mauvais vouloir de la Suède. Nouveau billet de Bernstorff à Choiseul, où il ne parle plus des évènements. Choiseul annonce que la Russie renonce à ses prètentions sur la Prusse ducale. Remerciements de Bernstorff. Armements continués en Danemarck. Le comte de St. Germain autorisé à venir commander les troupes. Le grand-duc consent à négocier. Rayon d'espérance. Mais on adjoint au négociateur un adversaire notoire du Danemarck. Le grand-duc refuse toutes les propositions. Les inquiétudes de Bernstorff redoublent. Choiseul continue à s'en préoccuper. Maladresse du ministre de Danemarck en Russie. Sa déclaration trop menaçante. Le roi se déclare résolu à agir. Il résistera tant qu'il y aura une épée dans son royaume et une goutte de sang dans les veines des Danois. Emoi que ces paroles provoquent en Europe. Bernstorff demande à

Versailles et à Vienne ce que ces puissances veulent ou peuvent faire pour le Danemarck. Choiseul se montre plus favorable. Bien-fondé des craintes des Danois. État de la Russie. Choiseul reprend les négociations à Saint-Pétersbourg et y décide la cour de Vienne. Frédéric V écrit une lettre à Louis XV. Le neveu de Bernstorff chargé de la porter et de la commenter. Manière de Bernstorff (30 décembre 1761).

Nous paraîtrons vouloir jouer également ici le rôle d'avocat du Danemarck, comme le faisait non sans courage le président Ogier, mais la plus rigoureuse équité nous oblige à envisager impartialement les choses et nous devons à la vérité de reconnaître que notre gouvernement ne pouvait, ou ne voulait pas jusqu'à ce moment venir très utilement en aide au Danemarck. Jusqu'au commencement de l'année 1761, ses démarches à Saint-Pétersbourg avaient été au moins très mollement soutenues. Choiseul ne pouvait même pas obtenir que la Suède, aussi intéressée pourtant que le Danemarck à empêcher l'établissement des Russes en Prusse, fît cause commune avec Bernstorff. La haine du cabinet de Stockholm contre Frédéric II étouffait tout sentiment raisonnable. D'ailleurs on ne prenait

pas non plus au sérieux les menaces du gouvernement danois, voulant avant tout savoir, »jusqu'à quel point l'art ou la sincérité a pu avoir réglé les démarches des ministres danois vis-à-vis l'ambassadeur de France«[1]. De plus le chef du ministère suédois ne croyait nullement que l'Angleterre songeât à prendre des engagements qui exaspéreraient le grand-duc, dont on connaissait la prédilection pour la cour de Londres. Bref à Stockholm on s'étonnait, »que l'instant des plus grands embarras du roi de Prusse soit celui que le Danemarck choisisse pour se mettre sur les rangs en faveur de ce prince«. On n'ajoutait pas foi aux forces militaires énumérées par Bernstorff, et on préférait demeurer sur la réserve, plutôt que de s'associer intimement à une puissance qui ne pouvait qu'amener des complications lors des négociations du congrès qui tôt ou tard devait rétablir la paix.

Bernstorff cependant s'était trompé en faisant aussi peu de fond sur les bonnes intentions du cabinet français et sur son influence à Saint-Pétersbourg. Après trois mois de silence, il reprit la plume, le 31 janvier 1761, non pas pour parler d'affaires au duc de Choiseul, mais seulement pour lui faire parvenir »ses tendres hommages«. En effet,

---

[1] Höpken à Choiseul, Stockholm 11 avril 1760.

il n'aborda cette fois aucune question politique, sinon pour dire en passant que, depuis trois mois, il attendait presque chaque jour une réponse du grand-duc, et pour assurer son noble correspondant, qu'il n'a »rien plus à cœur que d'éviter qu'il pût jamais, comme ministre, se trouver daus le cas de contrarier les vues et les souhaits du chef du cabinet français.« Mais précisément, à quelques jours de là, la cour de Copenhague était officiellement avisée du succès des démarches de M. de Choiseul. La Russie avait consenti à renoncer formellement à ses prétentions sur la Prusse ducale. Bernstorff s'empressa d'adresser à M. de Wedel-Frijs une longue dépêche qui ne laisse pas voir tout d'abord une bien grande satisfaction[1]. Il insistait au début sur ce que rien n'était décidé à l'égard du Holstein, ce qui était toujours la source de ses inquiétudes patrioques, et puis il aurait voulu que la cour de Saint-Petersbourg s'engageât directement avec la sienne au sujet de la renonciation susdite. Le ministre français le pressa au contraire de se contenter de la promesse formelle donnée à la France[2] et de patienter au sujet

---

[1] Copenhague 14 février 1761. [2] Choiseul désirait d'autant plus que le Danemarck se contentât ainsi, qu'au fond la Russie n'avait pas été aussi nette dans ses engagements: l'impératrice avait bien déclaré renoncer à la restitution de la Silésie en se contentant de celle de Glatz. Or, puisque la promesse de l'Autriche

de l'échange du Holstein jusqu'à l'avènement du grand-duc. Bernstorff se décida alors à reconnaître les résultats des démarches du duc de Choiseul. »Par l'effet de votre crédit à Vienne et à Saint-Pétersbourg, vous avez rendu possible ce qui, à mes yeux, ne l'était pas. Je me flatte de n'avoir pas mal vu dans ces tristes temps, qui ont couvert de nuages et de ténébres une si grande partie de l'Europe et du Nord, mais je ne rougis pas de l'avouer, je n'ai pas cru qu'il serait dans le pouvoir d'un ministre, quelque grand qu'il fût, de persuader les deux impératrices, avant que le sort les y condamnât, à se désister«[1]. Dans cette lettre, le ministre danois résume tout ce que son gouvernement a fait au point de vue de la politique étrangère depuis la convention du 4 mai 1758, en plaidant chaudement les circonstances atténuantes à l'égard des hésitations que son souverain avait pu laisser paraître au milieu des inquiétudes dont il était assailli. A ce moment, il semblait que les choses tournaient mieux à Saint-Pétersbourg.

---

d'assurer à la Russie la possession de la Prusse était subordonnée à l'acquisition de la Silésie entière, Choiseul feignit de regarder la question de la Prusse comme résolue du même coup. Cette conclusion était trop optimiste, aussi la question de la Prusse revint-elle continuellement sur le tapis dans les rapports du comte de Mercy, pendant son ambassade à Saint-Pétersbourg en 1761.

[1] Copenhague 25 mars 1761.

Le grand-duc avait commencé par se retirer à la campagne pour ne pas être obligé de prendre part aux négociations [1]. Le Danemarck continuait ses armements, et la France autorisait le comte de Saint-Germain à entrer à son service [2]. En même temps nous redoublions d'efforts sérieux auprès de la cour de Russie, et on cherchait à acheter Brockdorff, l'homme de confiance du grand-duc [3]. La tentative paraît avoir réussi, car, au mois d'avril, ce prince consentit enfin à entrer en pourparlers en donnant pleins-pouvoirs à Brockdorff [4]. Tout cela rassérénait M. de Bernstorff, qui en informait le comte de Wedel-Frijs, heureux de pouvoir enfin transmettre une bonne nouvelle, c'est à dire l'adhésion du grand-duc. »Voilà donc,« ajoute-t-il mélancoliquement, »un rayon d'espérance qui nous luit« [5]. Et il charge son ambassadeur de remercier chaleureusement le duc de Choiseul, en le suppliant de ne pas ralentir ses efforts [6]. Mais c'est à Pétersbourg que trainèrent alors les négociations en dépit des démarches de M. de Breteuil, mais sous la pression évidente de l'Angleterre [7]. Enfin, au commencement du mois de juin, Brockdorff reçut des

---

[1] Ogier 10 mars [2] Versailles 28 mars. [3] Ogier 31 mars. [4] Versailles 19 avril. [5] Copenhague 4 avril 1761. [6] Choiseul donna des ordres pressants en ce sens à M. de Breteuil, alors à St. Pétersbourg (5 mai). [7] Ogier 26 mai.

pouvoirs, mais on lui adjoignit un jurisconsulte notoirement opposé au projet d'échange poursuivi par Bernstorff, qui ne cacha pas son profond découragement[1].

Le gouvernement danois proposait toujours la cession des comtés d'Oldenbourg et de Delmenhorst en échange du Holstein ducal, plus une soulte de 1500.000 écus. Cet arrangement ne paraissant pas convenir au grand-duc, Bernstorff remplaça la cession territoriale par une rente de 300,000 écus, somme supérieure d'un tiers à ce que les deux comtés rapportaient annuellement, ainsi que le lui suggéra son ambassadeur M. de Schumacher[2]. Ces nouvelles avances n'aboutirent pas davantage, et M. de Bernstorff en était réduit à écrire à M. de Wedel-Frijs cette lettre désolée[3]: »Je vois avec douleur que le grand-duc réussira seul dans ses desseins, ou plutôt dans ses volontés, et que ce même prince, que, sur toutes autres choses, on traite en mineur, va être dans ce moment important l'arbitre du Nord, parviendra à en changer, malgrè les souverains qui y règnent et malgré les premières puissances de l'Europe, le système, donnera un ennemi à la Russie et procurera quelque jour au roi de Prusse un ami de plus et, par lui,

---

[1] Ogier 5 juin. [2] A. Schumacher 30 mai 1761. [3] de 7 juillet 1761.

la seule chose qui ait manqué à ce monarque dans la présente guerre, un appui maritime dans la Baltique. Que restera-t-il en effet à faire au roi, après que la négociation avec le grand-duc sera rompue ou délaissée? S. M. pourra-t-elle après cela se dispenser de songer à sa sûreté contre la puissance dont les forces sont si visiblement destinées contre elle, et quel autre appui pourra-t-elle se donner que celui des ennemis de cette puissance, que leur haine et leur jalousie contre elle mettent à l'abri de la tentation de préférer l'amitié moscovite à la sienne et de sacrifier le salut du Danemarck à des ménagements et à des complaisances pour la Russie?« »Je vous avoue,« continue Bernstorff, »que ces réflexions me jettent dans une tristesse profonde, et j'admire souvent combien peu les hommes sont les maîtres même de leurs propres volontés, combien ils sont assujettis aux passions d'autrui et à quel point le sort des royaumes dépend quelquefois de causes auxquelles on n'attribuait presque point d'effet. Mais que tout ce raisonnement ne soit que pour vous et pour moi. Il serait inutile d'en fatiguer M. de Choiseul. Le roi ne fera rien qu'après l'avoir consulté encore une fois, et ce sera, lorsqu'il aura reçu de St. Pétersbourg les nouvelles qu'il en attend, et qui probablement achèveront de dissiper le peu d'illusion agréable qui pourrait nous rester

encore.« Il est inutile de faire remarquer que tout au contraire cette lettre était bien destinée dans la pensée du ministre danois à passer sous les yeux du duc de Choiseul, qu'on espérait inquiéter ainsi. Mais à Versailles aucune émotion ne parut, et même durant les mois de juin, de juillet et de septembre la correspondance du président Ogier chôma d'une façon bien extraordinaire, vu la situation. Une fois seulement Choiseul lui mande, que »trop de précipitation de la part de M. de Bernstorff pourrait amener un échec«[1], et il savait bien à quoi il faisait allusion en s'exprimant ainsi. La Russie cherchait évidemment un moyen d'arrêter toute négociation, et l'ambassadeur danois M. de Haxthausen, vint précisément avec une rare maladresse fournir le prétexte recherché. Il prit avec le grand-chancelier un ton tout-à-fait menaçant, parlant des armements de son gouvernement, d'une alliance avec la Prusse: bref, le grand-chancelier chargea son représentant à Copenhague de dire à Mr. de Bernstorff, qu'un pareil langage était une véritable déclaration de guerre, et que l'impératrice »ferait plutôt dix ans la guerre au Danemark plutôt que de céder à ses menaces.« La France et l'Autriche saisirent avec empressement ce prétexte de rejetter sur le ca-

[1] Versailles 30 juillet 1761.

binet de Copenhague l'insuccès des négociations et se prononcèrent très vivement contre son attitude. La Suède ne manqua pas de suivre le mouvement en excitant même ses alliés, comme il est facile de s'en rendre compte en lisant les dépêches expédiées à ce sujet par le comte d'Ekeblad, président de la chancellerie suèdoise, à ses agents à Paris et à Vienne. Bernstorff se hâta d'écrire à son ambassadeur, le comte de Haxthausen, et il ne se montra nullement ému de l'incident: il le charge tout simplement de faire observer au grand-chancelier, que le comte n'avait pu lui faire ni déclaration ni menaces, mais lui avait seulement exposé la vérité sur une situation qui était uniquement le fait de l'attitude du grand-duc, et des craintes légitimes qu'elle inspirait au Danemarck[1]. Malgré ce langage, les inquiétudes étaient très grandes à Copenhugue[2]. Bernstorff se rapprochait même du président Ogier pour lui soumettre une dépêche qu'il se proposait d'adresser à Haxthausen afin de mettre fin à la négociation, en présence de la réponse du grand-duc, qui équivalait à un refus complet, car il formulait des exigences irréalisables, comme la restitution des revenus du duché de Holstein depuis quarante-huit années[3]; il élevait en même temps

[1] Copenhague 23 août 1761. [2] Ogier 11 août. [3] Ib. 1 septembre.

des prétentions sur l'ancienne partie ducale du Slesvig. Haxthausen fut donc chargé de déclarer que, le grand-duc ne répondant pas par des contre-propositions, mais uniquement par un refus et des critiques, le roi Frédéric V, ayant épuisé tous les moyens d'arriver à établir une union stable entre les deux couronnes, ne pouvait plus »que regarder comme désormais inévitables ces mêmes maux qu'il avait tant cherché à écarter.« Quant à la question du Slesvig, le roi ne pouvait pas s'y arrêter un instant, »devant à sa couronne de maintenir cette conquête, tant qu'il y avait une épée dans son royaume et une goutte de sang dans les veines des Danois« [1].

Ce langage était clair; aussi causa-t-il un véritable émoi en Europe. Déjà à propos de la première déclaration de M. de Haxthausen, le duc de Choiseul avait écrit de sa main ce billet au président Ogier [2]. »Vous devez prévoir la sensation qu'une déclaration pareille à celle de M. de Haxthausen a pu produire sur les esprits des différentes cours; et quoique M. de Bernstorff semble à présent le désavouer, nous avons jugé par vos lettres que M. de Haxthausen ne s'était pas porté sans ordre à une démarche aussi violente. Les ministres des cours alliées se sont rassemblés chez moi

[1] Copenhague 7 septembre. [2] Versailles 10 septembre.

pour me faire part des ordres qu'ils avaient reçus relativement à cette déclaration menaçante. et pour connaître le parti que le roi jugerait à propos de prendre dans une circonstance aussi délicate. Les avis n'ont pas été unanimes, mais le plus modéré a prévalu, et l'on est convenu que chaque cour alliée écrirait à son ministre à Copenhague de demander par écrit, au nom de son maître ou de sa maîtresse, au ministre danois si la déclaration, faite par M. de Haxthausen à Pétersbourg, était avouée de sa Majesté Danoise, et d'exiger que la réponse de Copenhague fût aussi par écrit. Sur cette réponse, les alliés décideront quoi faire. Si on hésite à répondre, pressez et dites que nous avons quatre titres à l'exiger: garant du traité de Westphalie, intérêt de la paix du Nord, vieil allié du Danemarck, allié de la cour de Vienne.« La dépêche du 7 septembre fait deviner quelle fût la réponse du Danemarck. Cependant, avant de tout briser, Bernstorff fit encore adresser cette question à Paris et à Vienne: »Après cette réponse du grand-duc, reste-t-il encore quelque espérance, moyen et volonté de remplir les conditions de l'article III du traité du 4 mai 1758.« Puis il accepte avec empressement la demande de désaveu formulée par le duc de Choiseul[1], et le

[1] Ogier 29 septembre.

fit sans retard expédier[1]. Cela causa une assez bonne impression a Versailles, »bien que la lettre paraisse susceptible de diverses interprétations»[2]. Seulement, en agissant ainsi, Bernstorff était évidemment dominé surtout par l'espoir d'entraîner la Frànce et d'obtenir le paiement des subsides arriérés dont M. de Wedel avait défense de parler[3], mais qu' Ogier rappelait de temps en temps, en osant même, les choses tournant mieux, proposer d'augmenter, vu la gravité des circonstances, la somme de 1,500,000 rixdalers[4]. A Copenhague on se montra très satisfait de l'approbation du cabinet français et on ne cachait pas qu'on comptait sur son concours effectif[5]. Choiseul s'engagea à continuer à prêter ses bons offices pour le fameux échange[6], mais cela ne suffisait plus à calmer les inquiétudes des ministres dont plusieurs, hostiles jusque-là a l'alliance prussienne, s'y montraient désormais résignés, tant était vive la crainte inspirée par l'avènement éventuel du grand-duc[7].

Il faut reconnaître que ces craintes étaient de plus en plus fondées. Au fond, le gouvernement danois n'attachait pas une importance aussi capitale à la cession du Holstein ducal, et il n'aurait jamais

---

[1] Elle partit le 8 octobre. [2] Versailles 23 octobre. [3] Ogier 11 août. [4] Ogier. [5] Ib. 10 novembre. [6] Versailles 12 novembre. [7] Ogier 17 novembre 1761.

songé à entreprendre une guerre dans ce but unique. Mais Bernstorff voyait plus loin, avec justesse croyons-nous. De cette cession dépendaient en réalité l'indépendance de la monarchie danoise et aussi celle de tout le Nord. Or il pensait n'avoir pas le droit de ne point profiter du dernier répit que la Providence semblait lui accorder en prolongeant la vie de la czarine. Pierre I, après avoir créé politiquement la Russie, avait laissé inachevée la partie principale de son œuvre, qui était l'asservissement des côtes de la Baltique. Or chacun comprenait que Pierre III n'aurait pas d'autre objectif que de compléter l'exécution de ce plan; chacun aussi savait qu'en même temps il en profiterait pour donner libre cours à sa haine sans limite contre la monarchie danoise en l'écrasant. A ceux qui représentaient à Bernstorff qu'il s'exagerait ses craintes, que le grand-duc n'était pas encore sur le trône, et que d'ailleurs les puissances européennes ne le laisseraient pas agir, il répondait, »qu'une simple possibilité de ne pas périr ne suffit pas pour tranquiliser dans les plus cruels périls«[1] et que d'ailleurs ce danger subsisterait avec tout souverain russe qui voudrait réunir le Holstein à son empire. Quant à l'intervention des puissances, il y faisait peu de

[1] Bernstorff à M. de Schack à Stockholm 7 novembre.

fond, en voyant la mollesse avec laquelle elles agissaient dans le présent, et cependant c'était cette intervention seule qui pouvait décider la czarine à prendre, avant de disparaître, une résolution capable de décider le grand-duc, Or suivant Bernstorff, cette princesse se plaisait dans une sorte de léthargie, »au gré de laquelle elle aime à laisser flotter les rênes de son empire,« et il ne voyait d'autre moyen de la réveiller qu'en la menaçant d'une guerre: à cette heure ses ministres trouveront encore quelque intérêt à calmer le Danemarck et prendront au sérieux les réclamations et les propositions de son souverain. Après on n'en tiendrait plus aucun compte, et en même temps l'heure serait passée ou Frédéric V pouvait recourir utilement à ce que Richelieu appelait le dernier argument du roi, le canon. Les alliés seuls pouvaient conjurer cette crise en amenant le grand-duc à l'accommodement si patiemment poursuivi à Copenhague depuis tant d'années.

Tout cela était si vrai que Choiseul ne put se refuser à se rendre à l'évidence; il se décida à reprendre les négociations d'accord avec la cour de Vienne, en engageant M. de Bernstorff à renouer les choses directement par l'ambassadeur danois à Pétersbourg, que M. M. de Breteuil et de Mercy appuieraient aussi vivement que possible; il lui conseillait

aussi d'autoriser ce dernier à proposer avant tout au cabinet russe de renouveler le traité du 10 juin 1746 qui venait d'expirer, sachant que cette ouverture serait bien accueillie[1]. On reconnaîtra que, dans la crise présente, cette intervention était bien faible et ne pouvait satisfaire le gouvernement danois; aussi Frédéric V se décida-t-il à la fin de l'année à écrire lui-même à Louis XV une lettre pour le mettre au courant du danger des conjonctures »qui menacent le Nord et qui intéressent surtout mon peuple et ma couronne, augmentant tous les jours.« Une rechute grave de la Czarine mettait en effet le comble aux inquiétudes à Copenhague. Bernstorff confia cette lettre a son neveu qui devait de vive voix exposer nettement la situation et remettre à M. de Choiseul un long mémoire et un projet de convention à soumettre au grand-duc. Le premier de ces documents est long, mais nous croyons indispensable de le résumer[2].

Bernstorff expliquait que le grand-duc possédait le tiers du Holstein, touchant sur tous les points aux frontières danoises, et réclamait la plus belle moitié du Slesvig avec des indemnités pécuniaires exorbitantes. Dès lors les puissances amies du Danemarck devaient

---

[1] Versailles 10 décembre 1761. [3] Ces documents sont du 31 décembre. Ils étaient en même temps envoyés à Vienne.

comprendre facilement le danger que déchainerait l'avènement en Russie d'un prince, »son ennemi actuel et futur«, et l'urgence de supprimer les causes de dissension desquelles dépendait la tranquillité du Nord. Or Frédéric V, en bon parent, chercha dès l'origine à obtenir un arrangement amiable. En 1750, avec le concours et sous la garantie de la France, il put conclure un traité avec le roi, alors prince héritier de Suède, mettant fin aux différends pendant entre eux, et depuis cette époque il n'a cessé de poursuivre un résultat aussi satisfaisant avec l'héritier de Russie: il a fait toutes les offres possibles: pendant longtemps, le grand-duc s'est enfermé dans un silence absolu, et enfin, quand l'intervention des puissances alliées l'a contraint à parler, il l'a fait dans les termes les plus haineux. Il fallut donc renoncer à cette négociation, et à cette heure Bernstorff demandait à ses alliés d'en nouer une nouvelle, l'intérêt de ceux-ci y étant évident, car l'indépendance du Danemarck importait grandement à l'équilibre européen et ils ne pouvaient songer à la sacrifier, quel que pût être leur desir, bien naturel d'ailleurs, de ne pas indisposer la Russie. En résumé, le mémoire concluait à ce qu'il ne pouvait pas y avoir de paix solide dans le Nord, ni par conséquent en Europe, tant que le grand-duc posséderait le Holstein et continuerait à menacer

l'existence du Danemarck; que le roi avait fait les offres les plus larges, les plus exagérées même, pour obtenir un arrangement amiable; que, n'ayant essuyé que des refus, ce n'était plus à lui qu'il était possible d'agir, mais à ses alliés, »affectionnant la tranquillité du Nord et la paix de l'Europe«, que le moment actuel, pendant lequel la Czarine vivait encore, était le seul où la négociation ainsi reprise eût une chance de succès. Quant au projet de convention, il consistait à offrir au grand-duc, en échange du Holstein ducal, les comtés d'Oldenbourg et de Delmenhorst, devenus duchés par la bonne volonté de la cour impériale, une somme de 2 millions d'écus, ou 150,000 écus de rente viagère pour lui et son fils après lui.

CHAPITRE X.

Mort de la Czarine. Avènement de Pierre III. Inquiétudes en Danemarck. Armements. Conseils réservés de la France. On continue à ne rien payer des

subsides. Abandon du Danemarck par les puissances européennes. Le Czar ne cache pas ses projets. La France émue des avances de la Prusse à la Russie. On promet de l'argent. Attitude prudente de Bernstorff envers le Czar. Embarras de Choiseul. Bernstorff lui montre une habile déférence. Intervention courageuse d'Ogier pour le Danemarck. Résolution de Bernstorff. La situation du Danemarck absolument critique. Assassinat du Czar. Avènement de Catherine II. Sonlagement du gouvernement danois. Choiseul se montre mécontent de l'intervention d'Ogier et de l'attitude de Bernstorff. Reprise des négociations pour le Holstein. Evènements de Suède. Gleichen remplace Wedel à Paris. Praslin ministre des Affaires Etrangères. Question du renouvellement du traité avec la France. Instructions de M. de Gleichen. Satisfaction de Choiseul pour le choix de cet ambassadeur. Froideur au sujet des subsides. Rapprochement avec la Russie.

Un évènement, bien attendu cependant, mais qu'on se plaisait trop, hors du Danemarck, à croire moins prochain, vint tout changer. La czarine mourut le 9 janvier 1762 et la nouvelle en arriva le 23 à Copenhague, où elle produisit une véritable consternation[1], qui dut être singulièrement aggravée par l'avis

[1] Ogier 26 janvier 1761.

envoyé de Versailles, le 11 février, sur l'urgence qu'il y avait à ce que la cour danoise prît ses précautions, »car le nouveau czar ne changera pas de principes.« Encore plus par une dépêche du 4 mars, ou Choiseul approuvait fort les préparatifs définitifs en cours d'exécution, tout en recommandant d'agir avec une extrême prudence. On préparait tout en effet sous la direction du comte de Saint-Germain, qui avait été nommé grand-maréchal de l'armée, pour être en état de résister à l'attaque des Russes. En même temps le comte de Wedel était chargé des plus vives instances à Versailles, et Ogier écrivait pour faire ressortir à nouveau le désintéressement avec lequel le Danemarck avait constamment refusé les offres les plus avantageuses d'alliance pour demeurer fidèle à la France[1]. L'avis de Louis XV était ardemment réclamé[2], impatiemment attendu[3]. Mais à Versailles on se montrait peu empressé; on se bornait à conseiller la prudence et à ne négliger aucune précaution défensive, l'alliance avec la Suède, et on s'excusait de l'éloignement pour ne pas avoir à secourir matériellement le Danemarck[4]. Le neveu de Bernstorff n'avait rien obtenu de plus positif de M. de Choiseul: il n'avait même

---

[1] Ogier 20 février 1761. [2] Ib. 16 do. [3] Ib. 2 mars.
[4] Versailles 7 mars.

pas pu déterminer le ministre à lui fixer une date certaine à l'égard du paiement des subsides en retard, montant déjà à six millions de livres.

Le gouvernement danois avait tenu la conduite la plus correcte envers le nouveau czar: il avait répondu en termes très courtois à la notification de son avènement et offert même d'envoyer un ambassadeur extraordinaire pour le complimenter. Mais il ne négligeait aucun préparatif, comptant peu sur ces démarches diplomatiques. L'armée et la flotte devaient être prêtes au 1er avril et on faisait demander au duc de Choiseul quel concours on pouvait espérer en cas d'une attaque des Russes[1]. Du côté de l'Autriche il n'y avait guère d'illusion à se faire. L'avènement de Pierre III y causa aussi une véritable consternation: on y craignait son alliance avec la Prusse, et on était résolu à toutes les concessions pour l'en détourner. M. de Mercy se félicitait dans sa dépêche d'avoir traité avec mollesse la question du Holstein, ce qui n'avait pas indisposé le czar contre lui, comme il l'était contre l'ambassadeur de France, et il recommandait très franchement à M. de Kaunitz d'abandonner le Danemarck. Pierre III ne dissimulait pas ses projets. Sa première pen-

[1] A M. de Wedel, 27 février 1761.

sée, au lendemain du jour où il ceignit la couronne, fut de déclarer la guerre. Les armements furent poussés avec vigueur et le commandement des troupes donné à Romanzoff, gouverneur de la Poméranie. En même temps, il cherchait à s'assurer l'appui de l'Angleterre, de la Suède et de la Prusse, ce qui semblait facile à l'égard de cette dernière puissance, à la suite des revers qu'elle avait subis à la fin de l'année précédente. Il croyait que ces préparatifs suffiraient pour démoraliser le gouvernement danois; mais quand il vit au contraire comment ce pays s'apprêtait à résister jusqu'à la dernière extrémité, il se décida à tenter une démarche, passablement comminatoire encore, mais qui enfin, avec le caractère bien connu de ce prince, pouvait être considéré comme un commencemeut de détente. Bernstorff y répondit sur le champ en assurant de son désir de conserver de bons rapports et en proposant d'ouvrir de nouvelles négociations dans une ville au choix du czar. (13 avril 1762).

Les avances faites à Frédéric II par la Russie émurent plus vivement le ministère français que les doléances bien légitimes cependant du roi de Danemarck. Le jeune comte de Bernstorff[1] avait de plus très utile-

---

[1] Il ne quitta Paris qu'à la fin de mars 1761.

ment agi à Paris et ramené M. de Choiseul, qui avait certaines préventions contre le comte de Wedel, accusé de sympathies prussiennes trop accentuées. Bref, le 25 mars, Choiseul chargeait le président Ogier de transmettre à M. de Bernstorff la résolution de Louis XV de secourir le Danemarck en cas d'attaque de la part de la Russie, »sans cependant pouvoir encore en déterminer les moyens.« Tout le mois d'avril s'écoula sans rien amener de décisif: le jeune comte de Bernstorff causa cependant la plus heureuse impression par tout ce qu'il raconta de la cour de Versailles et des prévenances dont il avait été l'objet. Le czar hésitait à prendre une résolution, tout en prétendant toujours réclamer le Slesvig: à Copenhague on ne voulait pas assumer la résponsabilité du commencement des hostilités et on répondait toujours très pacifiquement à St. Pétersbourg[1], malgré le ton peu conciliant des notes qui en étaient expédiées. Mais on n'en agissait pas moins. A cette heure, l'armée était massée sur la frontière du Holstein, la flotte avait pris la mer et Bernstorff mettait en demeure les gouvernements anglais et autrichien, d'exécuter les conditions diverses de garantie auxquelles ils étaient obligés envers le Danemarck. La Suède, en dépit des plus

---

[1] Ogier 27 avril.

instantes avances, ne songeait qu'à conclure un accommodement qui la laissa en dehors des événements qui se préparaient[1]. L'Angleterre ue voulait pas rompre avec le czar, mais elle ne voulait pas admettre ses prétentions sur le Slesvig, ce qui amena un refroidissement très vif entre les deux cours. Quant au cabinet de Vienne, il ne fut pas longtemps à comprendre que tous ses efforts pour gagner les bonnes grâces de Pierre III resteraient infructueux et il se désista.

Le gouvernement français était de son côté fort embarrassé: Choiseul ne voulait pas abandonner tout à fait son allié. Il évitait d'écrire. Nous avons dit qu'il avait parlé au neveu de Bernstorff en promettant des subsides pécuniaires, sans eependant pouvoir fixer des dates de versement, mais en déclarant nettement qu'il ne pouvait envoyer de troupes contre la Russie, alliée de la France. Dans chaque dépêche officielle de Versailles on chargeait M. Ogier de prodiguer des assurances d'intérêt. Le 6 mai, même on lui mandait expressément d'affirmer la confiance qu'inspirait l'attitude du Danemarck et d'ajouter, »que le roi ne tarderait pas à donner des preuves de son amitié.« Au même moment, rompant un silence de plusieurs mois déjà,

[1] A. M. de Wedel, 17 avril.

Bernstorff écrivait au duc de Choiseul pour le remercier de l'accueil fait à son neveu, mais en réalité pour traiter avec lui de la question russe, n'ayant pas encore reçu de réponse au sujet de la proposition de conférence faite par lui, surtout pour le prier instamment de faire payer les arrérages des subsides[1]. Choiseul ne paraît pas avoir même pris la peine de répondre. Bernstorff affecta de n'en point prendre d'humeur, et adressa à M. de Wedel une longue dépêche pour mettre le cabinet de Versailles au courant de la situation, en montrant la plus grande confiance dans les dispositions du ministre français: il y exposait, qu'il ne croyait pouvoir compter sur aucune puissance européenne et que dès lors tout son éspoir reposait sur l'influence de la France[2]. En attendant il redoublait les armements. La réponse tardait toujours à arriver de St Pétersbourg et M. Ogier écrivait que la proposition danoise avait déplu au czar, mais que l'Angleterre et la Prusse pesaient sur lui pour le détourner de la guerre[3]. Quelques jours après, les inquiétudes redoublèrent à Copenhague sur l'avis officiel que le czar était disposé à agir »à l'amiable«, ce qui donna des craintes nouvelles à l'égard du Slesvig[4]. De Versailles au

---

[1] Du 8 mai 1762. [2] Du 22 mai. [3] Ogier 25 mai 1761. [4] Ib 1 juin.

contraire on assurait que l'empereur Pierre affirmait ses sentiments pacifiques et laissait entrevoir la possibilité d'une négociation à suivre à Berlin[1]. Mais le manque absolu d'argent plaçait le Danemarck dans la situation la plus précaire, et le président, en mandant qu'on n'en avait plus que pour faire face aux dépenses pendant deux semaines, réclamait instamment le paiement de l'arriéré[2]. Choiseul se contenta de promettre 600.000 livres pour la fin de l'année et on parvint à contracter un emprunt à Hambourg[3]. Dans la dépêche où Ogier annonçait cette nouvelle qu'il eut peut-être tort de communiquer a son gouvernement dans l'intérêt du trésor danois, il faisait également savoir que le roi de Prusse venait d'offrir sa médiation, qui avait eté acceptée avec des réserves, au sujet du Holstein et du Slesvig, qui rendaient son efficacité bien douteuse. Il y accentuait son dévouement au Danemarck dans un véritable plaidoyer dont nous ne pouvons que trouver les arguments parfaitement fondés. Le Danemarck se trouvait toujours aussi abandonné et absolument réduit à ses seules forces. Du moins n'épargnait-il pas ses sacrifices et Bernstorff pouvait à juste titre écrire, le 17 juin, à M. de Wedel: »Mais

---

[1] Ogier 3 juin. [2] Ib. 14 juin. [3] Versailles 24 juin et Ogier 25 juin

j'espère en Dieu, que nous ne nous abandonnerons pas nous-mêmes et que nous ferons au moins ce que de braves gens doivent faire pour soutenir jusqu'au bout les droits de leur roi et la liberté de leur patrie.« On ne peut s'empêcher d'être ému d'un pareil langage, qui était en réalité l'expression de la réalité, et l'on ne peut non plus s'empêcher d'aimer et d'admirer ce pays, que récemment encore nous avons vu pareillement abandonné, et ne pas moins essayer courageusement, avec ses seules forces, de résister à un odieux agresseur.

Bernstorff se sentit cruellement froissé par l'annonce de la somme, vraiment dérisoire, promise par M. de Choiseul, quand à ce moment notre gouvernement était en retard de six millions envers le Danemarck. Il le manda à M. de Wedel sans ménager ses expressions. »Je rougis de cette offre qui ne contenterait pas un colonel de hussards chargé de mettre son régiment en état de faire la campagne, et je vous avoue que je me flattais que je ne verrais pas le jour où l'on croirait mon roi réduit à se contenter d'une telle proposition, ni qu'elle lui serait faite de la part d'un prince qu'il a toujours cru son ami sincère et son premier allié«[1]. Et il le chargeait d'en parler

---

[1] Et cependant le 8 juillet, Choiseul chargeait Ogier de rassurer Bernstorff sur les bonnes dispositions de Louis XV.

vivement à Choiseul en lui demandant formellement si la France songeait à abondonner totalement le Danemarck[1].

Le 12 juillet, Bernstorff avertit ses agents diplomatiques de l'ouverture officielle des négociations avec la Russie à Berlin, mais le même jour il mandait au comte de Bachoff à Vienne, »le roi se promet peu de la négociations qui va s'ouvrir et ne s'en occupe pas moins des préparatifs d'une guerre vigoureuse«, et il le chargeait d'obtenir de la cour autrichienne, à défaut d'un secours armé, un subside. La situation était des plus critiques et la guerre allait certainement éclater à bref délai, quand il se produisit un de ces coups de théâtre qui en une heure changea la face des affaires. Le czar avait été déposé, puis assassiné, et Catherine, sa femme, proclamée impératrice. Elle fit aussitôt assurer le Danemarck de ses sentiments d'amitié: et donna l'ordre à l'armée, qui marchait déjà sur le Mecklembourg, de rétrograder. »Sa Majesté,« dit simplement Bernstorff dans une nouvelle circulaire, rédigée à ce sujet, »dans cette rencontre reconnaît la Providence toute-puissante de Dieu, par qui le roi régnait et qui dispose des empires«[2]. Ogier fait remarquer que le

---

[1] Travendal le 6 juillet 1762. [2] Copenhague 31 juillet 1762.

Holstein, étant terre d'Empire, ne pouvait être administré par une femme[1].

Ou comprend la satisfaction que causa en Danemarck cet évènement inattendu, survenu au moment où réellement on se croyait irrémédiablement perdu. Mais aussi le cabinet français n'ayant plus de prétexte de s'inquiéter en faveur de son allié, ne dissimula pas le mécontentement que lui avait causé la dépêche du 6 juillet adressée à M. de Wedel, et Ogier eut ordre de s'en expliquer très fortement avec M. de Bernstorff: de lui reprocher sa conduite »équivoque et peu amicale« depuis le commencement de la crise, ses menaces de s'allier à la Prusse. Bernstorff se défendit avec une extrême vivacité, tout en avouant sur ce dernier point que l'extrémité où il s'était trouvé réduit, avait bien pu lui donner la pensée de chercher à tout prix une chance de salut. »Ce fut en résumé,« dit le Président, »une conférence pénible, quoique corrigée par des assurances chaleureusement amicales«[1]. Moltke se montra très affecté à cette nouvelle et avoua à notre agent que ces récriminations étaient très fâcheuses, parceque le roi les connaissait toutes, »et qu'il prenait tout cela pour lui.« De Versailles on répondit sèchement que ces reproches n'auraient pas été renouvellés si

---

[1] Du 27 juillet. [2] Ogier 31 août 1762.

Bernstorff n'y avait donné gravement lieu: on ajoutait en même temps l'ordre de »maintenant tout laisser tomber«[1].

Le reste de l'année n'amena aucun incident avec la France. Le Danemarck avait repris avec la Russie ses anciennes négociations devant terminer par des échanges l'affaire du Holstein. Il avait bien essayé de s'emparer de l'administration ducal, mais cette prétention froissa vivement la Czarine, et, dans un but conciliant, Frédéric V battit prudemment en retraite. Du côté de Versailles lecalme s'était aussi peu à peu rétabli. Bernstorff affecta de consulter le cabinet français sur tout ce qu'il faisait avant de rien décider, et Ogier eut bientôt le plaisir de lui annoncer que son gouvernement n'avait pas de plus vif désir qui de voir se perpétuer la bonne intelligence entre les deux cours[2]. De Versailles on écrivait encore à la fin de l'année: »Assurez le roi de nos dispositions les plus sincères et les plus constantes.« En même temps, on se montrait très satisfait du rappel décidé en principe de M. de Wedel et de son remplacement par le baron de Gleichen, ministre à Madrid et très désiré par Louis XV[3].

---

[1] Versailles 19 septembre 1762. [2] Ogier 30 novembre.
[3] Versailles 31 décembre.

Mais il était écrit que le Danemarck ne serait jamais tranquille. Si du côté de la Russie les inquiétudes s'étaient dissipées, bien qu'on eût dû bientôt renoncer à continuer la négociation du Holstein[1], la situation en Suède devenait peu rassurante. Le cabinet danois tenait au maintien de la forme du gouvernement de ce pays, et surtout à ce qu'il ne s'alliât pas à la Russie[2]. Or en Suède les esprits s'agitaient, et la France précisément semblait vouloir désormais se désintéresser des changements qui pourraient s'y produire[3]. M. de Wedel fut chargé de démontrer à Versailles les périls d'un pareil changement de politique au point de vue du système du Nord, en insistant sur l'extension d'influence que cela donnait à la czarine[4].

A ce moment, le duc de Praslin avait repris de son cousin le portefeuille des affaires étrangères. Choiseul en profita pour affecter un grand détachement de la direction de la politique extérieure, dont il demeurait cependant en réalité le maître. Le 10 janvier 1763, remerciant vivement son collègue du choix de M. de Gleichen, il ajoute: »Je n'ose plus parler politique, j'ai abandonné en grande partie cette matière, mais je suis plus à portée d'en-

---

[1] Ogier 25 janvier 1763. [2] Ib. 18 janvier. [3] Bernstorff à M. de Schack, 19 février 1763. [4] Du 26 février.

tretenir avec V. E. le commerce d'une amitié ancienne et tendre.«

Bernstorff ne paraît pas avoir profité de invitation, car nous allons voir que désormais la correspondance chômait singulièrement entre ces deux »tendres amis«. Il était d'ailleurs repris de ses inquiétudes au sujet de l'accroissement de l'influence de la Russie dans le Nord, et il la faisait signaler de nouveau à M. de Praslin au mois de mars, par son ministre, en déclarant, que »l'impératrice n'aime que l'Angleterre et la Prusse«. M. de Praslin transmit alors à M. Ogier une réponse qui combla de joie M. de Bernstorff[1]. »M. de Wedel,« disait-il, »m'a communiqué la dépêche de M. de Bernstorff que vous m'aviez annoncée. Je l'ai trouvée remplie de vues profondes, de réfléxions aussi solides que lumineuses et dignes à tous égards de la supériorité du talent de ce ministre. La cour de Copenhague peut être assurée que nous ne varierons ni de principes ni de sentiments, et que nous entretiendrons avec elle une exacte correspondance sur tout ce qui peut avoir rapport à l'objet de cette dépêche«[2]. C'est alors que le gouvernement français essaya d'entraîner le Danemarck à se joindre à lui, et à la Suède, avec l'Autriche pour être compris dans le traité de paix par-

---

[1] Ogier 5 avril 1763. [2] Vertailles 17 mars 1763.

ticulier de cette dernière puissance avec la Prusse. Bernstorff montra une reconnaissance trop expansive pour ne pas être affectée, mais déclina habilement ce dangereux honneur, en faisant valoir les griefs très légitimes qu'il avait contre la cour de Vienne pour l'abandon dans lequel elle avait laissé le Danemarck pendant toute la crise russe, et en exposant très judicieusement »en faisant lire à S. M. T. C. jusqu'au fond de son cœur», que cet engagement exposait son gouvernement à une responsabilité de garantie qu'il ne pouvait accepter »gratuitement« [1]. Ogier constate que Bernstorff mit »trop de vivacité« dans l'exposé de ses griefs contre l'Autriche« [2]. Mais à côté de cela, ce dernier redoubla sa démonstration auprès du président Ogier. On n'en était pas dupe à Versailles, où l'on savait que »toutes ces douceurs sont pour amener le renouvellement du traité de subsides.« On n'y était d'ailleurs nullement opposé, mais Ogier ne devait en parler que très vaguement, en affirmant seulement la résolution de Louis XV à ne laisser aucun changement se produire dans

---

[1] Réponse verbale donnée au nom du roi à l'ambassadeur de France 26 mars 1763. [2] Ogier 29 mars. Ce refus ne mécontenta pas le cabinet français: on répondit le 17 avril, qu'on en comprenait les motifs, et que d'ailleurs la proposition n'avait été faite que comme preuve d'amitié pour le Danemarck.

le Nord[1]. Cette réserve sur la question de traité que notre ambassadeur observa, paraît-il, avec une complète discrétion, inquiéta visiblement Bernstorff[2]. Pendant plusieurs mois, les relations des deux cours se relâchèrent passablement, à en juger par la rarité et l'insignifiance des dépêches adressées par le président.

Cependant M. de Gleichen avait pris possession de son poste à Paris au mois de juin. Les instructions particulières qu'il reçut à cette occasion, sont intéressantes à étudier, car elles précisent nettement l'état des relations des deux cours[3].

Bernstorff commence par lui dire qu'il doit avant tout se nourrir de cette idée que »la félicité d'un peuple est de ne dépendre d'aucune autre puissance que de celle de son souverain légitime«, et d'être persuadé que c'est le but que Frédéric V recherchait »par des soins infatigables«. Ce prince souhaite ardemment la continuation de rapports intimes avec la France, ces deux couronnes ayant également intérêt à soutenir la liberté du Nord et à maintenir en Suède l'ancien système. Le

---

[1] Versailles 7 avril. — Dès le mois de janvier Bernstorff avait insinué à Ogier que le traité expirait le 14 mars 1766, et qu'il souhaitait avoir l'assurance de son renouvellement. [2] Ogier, 14 juin. [3] Datée du 10 juin 1763. M. de Wedel rentra comme grand-écuyer du roi.

nouvel ambassadeur devait donc »aller en France sous les auspices de l'amitié la plus vraie et la plus sincère«: et il n'aura pas d'autre langage à y tenir »que celui de la candeur«. Le Danemarck n'a rien à demander que l'observation des anciens engagements: le roi ne veut même pas que l'on traite du renouvellement du traité d'alliance et de subsides, l'état des finances françaises rendant cette question particulièrement délicate. Seulement il y aura à obtenir le paiement des arrérages en retard. »Ce point réglé, vous n'aurez plus que les propres intérêts de la France à poursuivre, intérêts sur lesquels vous n'aurez que l'illusion ou l'ignorance à combattre«, laissant venir les évènements en attendant que son gouvernement se décide à prendre une résolution »entre les puissances qui peuvent et qui veulent être ses amies«, et notamment à soutenir son ancien parti en Suède pour conserver l'équilibre du Nord. A ce sujet M. de Gleichen ne devait négliger aucun effort pour faire comprendre au cabinet de Versailles que le salut du Nord reposait absolument sur cette base. Il devait ensuite éviter toute occasion de causer la moindre contrariété au gouvernement français, tout en se montrant résolument dévoué aux intérêts des Danois et en accordant sa protection, avec tous les ménagements possibles cependant, aux protestants.

Gleichen devait enfin éviter toute intimité sauf avec l'ambassadeur de Suède.

La tâche de M. de Gleichen était très délicate, car ce rôle expectatif n'était pas sans difficulté. Bernstorff fit valoir auprès de Choiseul combien il lui en avait coûté de rappeler M. de Wedel et combien il s'était ainsi exposé à cause du nombre de parents de ce ministre, froissés par une pareille mesure: en même temps il lui rejettait très habilement toute la responsabilité d'avoir désiré le baron de Gleichen comme ambassadeur à Paris, il déclarait le connaître fort peu, n'avoir décidé ce choix que par déférence pour M. de Choiseul, et cela malgré »les ennemis dangereux et violents« que le baron avait en France et à Copenhague[1]. Choiseul fit attendre assez longtemps sa réponse; elle fut des plus affectueuses pour son collègue. Le ministre y parle de M. de Gleichen dans les termes les plus élogieux, et il se montre très satisfait du choix et surtout du rappel de M. de Wedel, en promettant de donner au premier tout l'appui et tous les conseils dont il pouvait avoir besoin. Il ajoutait même qu'il n'avait manifesté son désir d'avoir le baron que parceque »les circonstances avaient amené un moment assez intéressant, pour les deux couronnes, et qui

[1] Copenhague 21 mai 1763

exigeait un concours et une correspondance vive entre la France et le Danemarck.« Choiseul affecte jouer cartes sur table, ajoutant que vraisemblablement le nouvel ambassadeur aurait à traiter du paiement des subsides en retard et du renouvellement du traité, et il promettait d'employer tout son crédit à satisfaire le roi de Danemarck et à cimenter de plus en plus lunion des deux couronnes.

Tranquille du côte de la Russie au point de vue au moins d'une attaque, le gouvernement danois était très inquiet de la situation de la Suède, où le parti français était fortement battu en brêche, et où la Czarine faisait fortement agir pour combattre notre influence[1]. Gleichen revenait sans cesse sur ce sujet. Mais il avait une tâche bien autrement difficile à remplir en cherchant à obtenir le paiement des subsides en retard. La chose en effet était très compliquée et la réponse du cabinet français très peu satisfaisante. Celui-ci faisait remarquer que la convention du 4 mai 1758, en vue de l'entretien d'un corps danois dans le Holstein, avait promis une avance de 6 millions, portant intérêt à cinq pour cent et remboursables en six années à dater du jour

[1] Ogier 27 septembre. Il ajoute que la czarine gouvernait seule sans laisser aucun crédit à ses ministres et souvent même ne consultant pas Panin, tout en faveur à ce moment.

de la conclusion de la paix en Allemagne. Cet emprunt n'ayant pas été fait, Louis XV s'était engagé à ajouter 500,000 livres par an au subside de 1,500,000 livres prévu par le traité du 30 janvier 1754. Mais ces 500,000 livres destinées à remplacer l'emprunt susdit ne constituaient qu'une avance qui devait être remboursée: de plus on ajoutait qu'il n'y avait plus lieu dn s'en occuper depuis que les événements avaient rendu inutile l'entretien du corps du Holstein[1]. La distinction en fait n'était pas soutenable et l'examen le plus superficiel du texte de la convention et des dépêches auxquelles elle avait donné lieu ne laissait en aucune façon subsister l'interprétation du duc de Praslin, trop dominé par le désir de sauvegarder les finances françaises. C'est ce que M. de Gleichen eut l'ordre de représenter. Il dut communiquer la fâcheuse réponse de Versailles[2], et Bernstorff lui adressa la virulente dépêche suivante, qui ne dut pas améliorer les rapports des deux cours, mais dont on ne peut nier la fière rédaction: »S. M. m'ordonne de vous dire qu'elle ne consentira jamais à ce que le ministère d'un prince avec lequel elle a conclu une convention s'attribue à lui seul, plusieurs années après que cette convention a été agrée par

[1] Versailles 9 octobre 1763. [2] Gleichen 2 décembre.

les deux monarques, signée par leurs ministres et exécutée des deux parts, le droit de juger si elle doit être tenue ou non. Jamais elle ne donnera son aveu à une entreprise si évidemment contraire au droit des gens et à tout ce que les souverains se doivent réciproquement et à eux-mêmes. Après cela le roi très Chrétien payera les subsides que M. le duc de Praslin conteste aujourd'hui, ou ne lui paiera pas, tiendra sa parole ou ne la tiendra pas, c'est de quoi le roi n'est pas le maître, mais il l'est de ne pas avoir la faiblesse d'autoriser un procédé inoui et qui, en vain le dissimulerait-on, détruit la confiance, seule sûreté des traités, seule base de tous les engagements« [1]. Toutes les dépêches du président Ogier pendant le premier trimestre de 1764 sont relatives à l'affaire des subsides et du renouvellement du traité que notre ministre trouve urgent [2], tandis que de Versailles on lui écrit d'observer la plus grande réserve à cet égard [3]. La date de l'expiration du traité — 15 mars — arriva sans qu'aucune résolution eût été prise et la cour de Copenhague en conçut un vif désappointement. Aussi dès ce moment le gouvernement danois songea à se rapprocher de la Russie, et il en trouva

---

[1] Bernstorff 31 décembre. [2] Ogier 31 janvier 1764. [3] Versailles 26 février.

l'occasion à propos de l'élection au trône de Pologne pour lequel la czarine protégeait Stanislas Poniatowski. Il accueillit avec empressement le projet d'un traité d'amitié et d'alliance offensive et défensive, portant garantie des Etats possédés à l'heure de la conclusion, et il en fit part à Ogier[1], en y ajoutant »des reproches très mesurés sur notre froideur à l'égard du renouvellement de l'alliance«. Ogier ne cache pas le peu de créance que Bernstorff parut ajouter aux protestations qu'il crut devoir lui affirmer: le soir, à la cour il en parla vivement à M. de Moltke, et le roi vint se mêler à la conversation. Dans sa dépêche le président continuait à plaider énergiquement en faveur du Danemarck. L'inquiétude devint cependant si grande et si visible à la cour de Copenhague qu' Ogier prit sur lui de déclarer son souverain très disposé au renouvellement, en faisant seulement entrevoir une diminution notable de la somme allouée jusqu' alors[2]. A Versailles on ne l'entendait nullement de cette oreille là. »Il y a beaucoup d'art et peu de franchise«, écrit le duc de Praslin le 5 avril, »dans les procédés du Danemarck par rapport au renouvellement . . . Le Danemarck y est assez indifférent tandis qu'il est très occupé de l'alliance russe: qu'il juge ce qu'il y a de

[1] Du 20 mars 1764. [2] Versailles 12 avril.

plus avantageux pour lui . . . Vous avez été trop loin hors de la circonspection . . . Nous avons trop peu d'avantages à tirer de cette alliance.« Cependant sur les instances de Gleichen on consentit à s'occuper du règlement de l'arriéré, en prevenant seulement qu'il faudrait du temps pour les payer[1]. Ogier ne désarma point: il taxa nettement d'injustice l'accusation du manque de franchise imputé au Danemarck et affirma que dans l'affaire russe toutes les avances étaient venues de Saint-Pétersbourg, et que l'on ne désirait nullement à Copenhague se mettre à la remorque de la Russie. Mais on avait peur de blesser la Czarine.

[1] Ogier 17 avril 1764.

CHAPITRE XI.

Le gouvernement français consent à reconnaître le dû de l'arriéré des subsides. Ogier plaide le renouvellement du traîté complet et démontre avec raison qu'on rejettera autrement le Danemarck vers les ennemis de la France. Bernstorff s'excuse de la vivacité de son langage. Praslin notifie l'ajournement de cette négociation. Rupture en fait entre les deux couronnes. Le Danemarck se rapproche de plus en plus de la Russie. Sa conduite est toute naturelle. Injustice du gouvernement français. Aggravation de la situation en Suède. Résignation et prudence de Bernstorff. Mort du roi Frédéric V. Avènement de Christian VII. Son portrait. Choiseul reprend le ministère des affaires Etrangères. Lettre qu'il écrit à Bernstorff. Amertume du ton. Fin de la correspondance des deux miuistres. La France change tout à coup de politique en Suède. La rupture entre les deux couronnes définitivement consommée. Le marquis de Blosset remplace le président Ogier. Ses instructions. Refroidissement des relations diplomatiques. Un moment Choiseul paraît vouloir revenir. Le prince de Hesse favori du roi. Sa disgrâce subite. La comtesse de Holstein. Intrigues avec le roi. Eloignement de la comtesse.

Tout en montrant beaucoup de mécontentement, tout en continuant à désespérer le

Danemarck, en ne paraissant point désirer le renouvellement du traité, en se plaignant de voir faire des avances aux Russes »pour se lier à eux gratis«, le cabinet de Versailles avait consenti à un accomodement satisfaisant pour les sommes arriérées, et au fond il était résolu au renouvellement, seulement il voulait le faire acheter [1]. Il fut convenu que l'augmentation de 500,000 livres stipulée par la convention de 1759 ne serait accordée que jusqu'à la signature de la paix, et que le subside serait payé à raison de 1500,000 livres par an [2]. Bernstorff se montra satisfait [3], et à la fin de juin, il insinua officieusement au président le désir du roi de voir renouveller le traité [4]. Gleichen eut en même temps ordre d'en parler de même au duc de Praslin [5], et il on donna pour prétexte à une prompte conclusion le désir de pouvoir refuser les propositions de la Russie [6].

Mais à Versailles on était toujours très prévenu contre M. de Bernstorff, et on mettait en avant l'idée de renouveller le traité d'al-

---

[1] Versailles 26 avril & 13 mai. [2] Une dépêche de Vershilles précise plus nettement la situation.

On devait au Danemarck . . . 11,518,680 livres 11 d.

Il avait reçu . . . . 2,720,000 -

restait donc une somme de 8,778,680 livr. à payer par annuité de 1,500,000 livres. [3] Ogier 15 mai. [4] Ib. 26 juin. [5] Copenhague 30 Juin. [6] Ogier 4 juillet.

liance, mais sans subside pour l'avenir[1]. On reprochait au gouvernement danois de reconnaître le nouveau roi élu en Pologne »complaisance en pure perte«.[2] Ogier défendait vainement ses amis avec un dévouement vraiment remarquable. Il n'hésite pas à communiquer les observations de Bernstorff sur la suppression des subsides qui causera à Copenhague un excessif mécontentement et désorganisera complètement les finances du pays: le traité même devenait inutile. Bernstorff demandait au moins la prolongation des subsides pendant les trois premières années[3]. Et il confiait au président le projet de mariage du prince royal avec la princesse Caroline Mathilde d'Angleterre. Une pareille nouvelle ne devait point passer inaperçue à Versailles. Le duc de Praslin s'empressa de déclarer que »nul établissement ne pouvait être mieux assorti«, mais le mécontentement se traduisit par des paroles assez dures pour Bernstorff, auquel le président eut ordre »s'il s'avise de vous tenir encore des propos si peu convenables, de répondre que les Français qui sont toujours des alliés de bonne foi seraient fort éloignés de le devenir d'une nation dont les sentiments intérieurs leur seraient contraires et qui ne serait conduite que par des prin-

[1] Versailles 29 juillet. [2] Ib 12 août. [3] Ogier 14 août.

cipes d'interêt sans amitié et sans reconnaissance«[1]. Bernstorff s'empressa de faire transmettre des excuses, et au sujet de ce propos qu'il n'avait tenu que tout à fait confidentiellement et intimement, et au sujet de la reconnaissance du roi de Pologne qu'il avait cru devoir faire avec empressement pour ne point paraître céder à une pression de la Russie[2]. Peine perdue. »M. de Bernstorff,« répond-on de Versailles le 14 octobre, »a cru qu'en vous parlant comme il l'a fait, il réparerait son imprudenee en affaiblissant l'impression qu'elle a dû naturellement faire sur nous. Ecoutez ce qu'on dira sur le renouvellemnnt du traité et ne dites rien.« Et cependant Bernstorff n'hésitait pas à repousser l'ouverture de la Russie d'établir un concert avec la Prusse et avec l'Angleterre pour faire revivre en Suède la constitution de 1720, c'est à dire pour renverser le système français[3]. Cet incident ne diminua pas l'excitation plus ou moins fondée du cabinet de Versailles. Vers la fin du mois d'octobre, le duc de Praslin aborda de lui-même avec M. de Gleichen la question du traité, mais pour exposer le désir du gouvernement français de l'ajourner à un autre moment. Bernstorff supporta avec beaucoup de calme ce froissement,

[1] Vercailles 9 septembre. [2] Ogier 25 septembre et 5 octobre
[3] Ib 23 octobre.

et s'en expliqua très dignement; il chargea son ambassadeur de dire au duc de Praslin que son souverain appréciait la franchise de la déclaration du cabinet français, que cette mesure ne diminuait nullement l'attachement qui l'unissait à la France, attachement »qui ne pouvait dépendre d'un objet tel que des subsides« et qu'il était heureux d'ailleurs de se sentir rentré en possession »de la liberté de prendre dans l'occasion telles mesures qu'il jugerait convenables aux intérêts de sa couronne«[1].

La conséquence de cette rupture, bien peu politique de la part de la France, fut de jeter le Danemarck dans les bras de la Russie. Le gouvernement de la czarine redoubla d'avances pour obtenir un traité, allant même jusqu'à faire entrevoir la possibilité de l'échange du Holstein. M. de Moltke ne cacha pas sa douleur de ne pouvoir s'opposer à ce projet faute d'engagement ferme, et le président renchérit sur les dangers auxquels nous exposions, de gaité de cœur, notre influence. Et en effet, la Russie ne négligeait rien pour s'attacher fortement le Danemarck, allant jusques à mentionner dans le traité l'échange conditionnel du Holsteiu en attendant la ratification définitive à la majorité du Grand-

---

[1] Copenhague 10 novembre 1764.

duc[1]. De son côté, l'Angleterre faisait tous ses efforts pour faire triompher en Suède le parti anti-français. Tout se préparait donc pour l'anéantissement de notre influence dans le Nord[2]. Le traité fut signé le 11 mars, et Bernstorff obtint à peu près toutes les modifications qu'il désirait, tant le gouvernement de la czarine tenait à terminer cette affaire. A Copenhague cependant on feignait de vouloir nous demeurer toujours aussi fidèle et même, le 21 mars, Frédéric V pria le président Ogier de demander un portrait de Louis XV pour placer dans sa galerie. M. de Praslin se hâta d'en promettre un, commandé à Vanloo, mais non sans se plaindre »des confidences toujours tardives et rarement exactes de M. de Bernstorff, et en insistant sur la liaison avec la Russie,» qui est plus étendue qu'on ne croit«[3]. Ogier continuait à plaider les circonstances atténuantes en faveur du Danmarck, montrant la reine de Suède comme son ennemie acharnée et insistant sur le besoin que Frédéric V avait de s'assurer de l'amitié de la czarine. Franchement on était singulièrement injuste à Versailles à l'égard de la monarchie danoise. Située loin de la France, qui, depuis quelques années, au milieu de ses plus poignantes inquiétudes, lui avait montré une constante in-

---

[1] Ogier 8 janvier 1765. [2] Ib. 22 do. [3] Ib. 25 juin.

différence et les plus blessantes défiances, isolée par conséquent dans le Nord entre la Suède, qui avait toujours été son ennemie et d'où partaient toutes les dénonciations qui impressionnaient si vivement le cabinet français, la Prusse qui ne pouvait être qu'un voisin dangereux, et la Russie qui avait failli mettre son existence même en péril, le Danemarck devait chercher cependant à garantir sa sécurité et c'est du côté de la Russie, à défaut de la France, qu'elle avait seulement des chances sérieuses. En résumé, que pouvait-on lui reprocher et pourquoi ne pas ajouter foi à Bernstorff, quand Ogier de sa part assurait que son souverain tenait absolument à demeurer fidèle au système du Nord. Et on peut juger de la mauvaise volonté de notre gouvernement, quand, quelques jours plus tard, M. le duc de Praslin exprime à M. Ogier son étonnement de ne pas voir le cabinet danois dépenser 100,000 livres pour acheter certains sénateurs suédois, cela au moment où il savait le trésor de ce royaume dans la plus fâcheuse pénurie par la suppression de nos subsides. »Il verra sans doute un jour,« ajoute-t-il, »que les partis mitoyens sont presque toujours des symptômes de faiblesse et souvent aussi des présages de malheur«[1]. Mais en outre Bern-

[1] Versailles 15 août.

storff était très embarassé pour agir en faveur du parti des chapeaux en Suède, par suite de son alliance avec la Russie, qu'il avait peur de la froisser[1]: il avait les mains liées mais il n'en ressentait pas moins vivement la défiance croissante qui s'accentuait contre lui à Versailles. M. de Gleichen le tenait exactement au courant à cet égard. mais le roi ne voulait pas s'y arrêter et jugeait inutile de charger son représentant de répondre »aux propos peu justes et peu agréables«, qui avaient été tenus. Seulement Bernstorff se soulage en s'en expliquant franchement avec le baron de Gleichen. »Le champ de soupçons est vaste«, lui écrit-il[2], »et la défiance, quand on s'y livre, n'aura point de bornes. Elles sont le poison et, lors qu'elles se répètent, le tombeau de l'amitié.« Et il chargeait le baron de faire toujours bon visage au duc de Praslin, en lui »laissant le loisir de revenir de ses préventions sans chercher les occasions de les combattre.« La dépêche est triste, résignée, mais fait nettement pressentir un refroidissement, dont nous ne pouvons blâmer le ministre danois. Celui-ci était réellement malheureux, car son attitude prudente en Suède, qui lui aliénait sensiblement la France, excita pareillement les défiances de la Russie. Trois sénateurs fidèle-

[1] Ogier 10 septembre. [2] Du 10 août 1765.

ment dévoués à l'ancien système en Suède, se découragèrent subitement et se retirèrent volontairement du Sénat. Toute résistance devint dès lors impossible et Bernstorff s'empressa de révoquer l'autorisation donnée à l'ambassadeur de France de distribuer la somme qui avait été convenue avec lui. Le gouvernement russe sut ce détail et accusa le Danemarck de trahison: Bernstorff de son côté crut à une perfidie de la reine: plus tard tout s'expliqua quand on sut qu'un employé du ministère des affaires étrangères de France transmettait régulièrement les dépêches danoises au cabinet anglais. Tout fut mis un moment en question entre Copenhague et Pétersbourg, mais l'orage se calma peu à peu et s'éteignit complètement, mais non sans tiraillements qui causèrent de pénibles préoccupations à M. de Bernstorff. A Versailles on ne voyait pas ces embarras se prolonger sans une certaine satisfaction. »Il y a long temps que le Danemarck paraît se conduire par des principes fort opposés à ses veritables avantages et qu'il s'est mis vis-à-vis de la Russie dans une dépendance dont il aura de la peine à sortir, quand même la cour de Pétersbourg ne réaliserait pas les espérances qu'elle a fait concevoir, ce qui est vraisemblable«[1].

[1] Praslin 13 octobre 1765.

L'année 1766 commença tristement pour le Danemarck. Le 14 janvier le roi Frédéric, malade depuis deux mois, mourut. Christian VII lui succéda; il s'empressa d'écrire une lettre particulière à la Czarine »comme à la première amie du prince que je pleure« et l'impératrice lui répondit en demandant vivement le maintien de M. de Bernstorff à la tête du ministère. Ogier manda cet évènement à son gouvernement le jour même, en annonçant qu'aucun changement intérieur ne serait produit, sinon l'affaiblissement du crédit de M. de Moltke. En même temps il traçait le portrait du nouveau roi[1]: »Il a dix-sept ans, il est très aimable, d'une figure charmante: il a de l'esprit, de la finesse et de la prudence: il a été très bien élevé et il a fait des études suivies avec un vrai succès. Il possède parfaitement le français, l'allemand, il entend passablement le latin, mais n'a encore aucune teinture des affaires, son jeune âge et des circonstances particulières n'ayant pas permis de l'admettre au conseil du roi, comme il aurait pu, suivant les usages de ce pays-ci, y être

[1] A quelques années de là le duc de Brunswick écrivant à William Hamilton, traçait ce croquis du roi Christian: »Il est de la taille comme le roi de Naples, lorsque je l'ai vu. Il a beaucoup d'esprit. L'on ne peut être plus poli qu'il est et il est beaucoup plus porté vers l'Angleterre que pour la France, pour quoi il a gagné une grande popularité ici.« (Lettre du 20 août 1769, mentionnée dans un catalogue de E. Charavay, 1886).

admis depuis le 31 mars dernier, jour de sa première communion.« Et il ajoutait: »Je perds un roi qui m'estimait et m'aimait«[1].

Au mois d'avril 1766, le duc de Choiseul reprit la direction du ministère des affaires Etrangères, qu'il avait cédé depuis le mois d'Octobre 1762 à son cousin, et il s'empressa d'en avertir M. de Bernstorff, en le priant de continuer avec lui son ancien commerce d'amitié, sans que les différends politiques survenus entre les deux pays puissent y apporter aucun refroidissement. Dans cette lettre Choiseul abordait carrément la question politique, établissant sans récrimination la suprématie de la Russie dans le Nord et la soumission que lui devait le Danemarck à cause de sa liaison avec l'Angleterre et de son désir d'avoir le Holstein. Il reconnaissait l'intimité existant entre la cour de Copenhague et de Saint-James; il admettait l'utilité de l'échange du Holstein, mais il ajoutait sans façon ne pouvoir se figurer que la Russie »fasse la bêtise de perdre le pied qu'elle a en Allemagne«. Pour lui dès lors il comprenait l'union »indissoluble et naturelle« du Danemarck avec les deux principaux ennemis de la France, mais aussi il ne dissi-

[1] Moltke fut maintenu dans sa charge de grand-maréchal: Reventlow dans celle de grand-chambellan. On trouva dans le trésor du roi un million de rixdalers, »ce qui fait honneur à M. de Moltke«, dit Ogier, le 21 janvier.

mule pas qu'on comprendra que son gouvernement n'a pas à renouveler »l'imprudence« précédemment commise de s'occuper des affaires danoises; il ajoute que pour cela l'amitié ne doit pas être rompue entre les deux couronnes. Bernstorff s'empressa de répondre[1], et il le fit très longuement sans avoir l'air de remarquer ce que la lettre qu'il venait de recevoir, contenait de dur. Un passage seul semble l'avoir blessé. »Il serait ridicule«, avait écrit Choiseul, »de vouloir que les Danois fussent Français et point Anglais«. Après de chaleureuses, protestations d'affection personnelle, Bernstorff ajoute: »Nous ne sommes point Anglais, et nous ne le serons jamais, parceque nous ne pouvons être que Danois, et que le sort, en nous rendant tels, a fixé à ces titres et à ces devoirs seuls toute notre ambition et toutes nos vues.« Dans cette lettre, qui est un véritable mémorandum, il passe en revue rapidement sa politique à l'égard de la France, en déclarant: »Nous n'avons changé ni de principe, ni d'inspiration, et le même esprit qui nous a animé depuis nombre d'années, nous anime encore«. Il expose que la pression des circonstances a pu le contraindre à traiter avec un pays qui, comme la Russie, se montrait alors de plus en plus hostile envers la France, mais qu'on ne peut

[1] Du 24 mai 1766.

songer à lui en faire un crime dans l'abandon où la cour de Versailles laissait le Danemarck. Choiseul ne répondit pas et la correspondance particulière des deux ministres cessa complètement.

A ce moment, le gouvernement français ne donnait que trop de preuves pour justifier les plaintes de Bernstorff. Il avait clairement travaillé à aigrir les relations si tendues pendant quelque temps entre Copenhague et Pétersbourg: puis il venait de faire absolument volte face en Suède, en abandonnant la politique danoise au profit du système libéral pour soutenir le parti des chapeaux, c'est à dire l'absolutisme royal. Bien plus encore, quand il s'agit cette même année, de réaliser le mariage projeté seize ans auparavant entre le prince royal de Suède, depuis Gustave III, et la princesse Sophie Madeleine de Danemarck, de sérieuses difficultés surgirent à cause de la haine implacable de la reine contre la cour de Copenhague et de son désir de prévenir tout ce qui pourrait amener un rapprochement entre les deux couronnes. Le gouvernement français avait, en 1750, soutenu ce projet d'union: cette fois tout au contraire, Choiseul observa une réserve qui blessa profondément Bernstorff. Il y voyait avec raison un acte de faiblesse et un outrage bien injuste contre la famille royale danoise, qui était ainsi dénoncée

publiquement comme ne jouissant plus de notre confiance. Il dut le ressentir d'autant plus que dans la lettre que nous venons de citer, il avait rappelé minutieusement tous les détails de cette négociation matrimoniale, déjà si ancienne, et établi nettement la part décisive, que la France y avait prise, tandis qu'aujourd'hui il voyait ce projet combattu »par la coalition, faite du parti français avec celui de la Russie«. En reprenant la discussion du grief, qui lui pesait le plus, il expose à Choiseul la franchise de sa conduite en lui posant carrément cette question: »Décidez si nous méritons d'être censés avoir des inclinations opposées à la France; décidez s'il y a dans notre système des parties ou des principes qu'elle puisse condamner?« Et il termine en observant la plus stricte convenance d'une vieille et sincère affection. On sent qu'il souffrait dans son amitié d'homme, dans son amour-propre de ministre, dans son patriotisme de Danois, et l'on ne peut lire sans partager son émotion la conclusion de cette remarquable lettre: »Nous aimions la France par inclination, par reconnaissance et parceque nous avons des intérêts qui nous sont communs avec quelques-uns des siens. Et je croirai toujours, comme je l'ai toujours fait, honorer et aimer la France. Nous ne sommes, je ne me fais pas d'illusion, ni assez puissants, ni assez heu-

reux pour lui rendre de grands services, mais il y a des occasions où nous pouvons ne pas être inutiles à quelques-unes de ses vues. Il faut les saisir avec empressement et avec joie: il faut témoigner, quand nous le pouvons, à la monarchie et à la nation, combien nous aimons l'une et l'autre; il ne faut pas oublier que dans tous les objets de commerce et de navigation, nos intérêts sont communs«.

En fait la rupture était consommée entre le Danemarck et la France. Une des premières conséquences fut la retraite du président Ogier, que remplaça le sieur Le Seurre comme chargé d'affaires jusqu'à l'arrivée, au mois de novembre seulement, du nouvel ambassadeur, le marquis de Blosset. De Versailles des instructions toutes différentes furent expédiées dès le 22 avril: elles étaient nettes et singulièrement rudes. »Tout ce qu'à fait la France en faveur du Danemarck, est absurde. Cette puissance, faible par elle même, n'a de politique et d'espérance qu'auprès de nos ennemis, et si elle a recherché et captivé l'alliance de la France par des apparences de confiance et d'utilité c'était pour que dans ses affaires particulières l'influence du roi n'y nuisît pas, et tirer de S. M. des subsides que l'Angleterre ne voulait pas donner ou ne pouvait, de sorte que sa politique consiste à ménager l'Angleterre par crainte et par la liaison de

parenté que le Danemarck a avec elle; à s'abandonner à la Russie, par l'espérance du Holstein, et à tromper la France pour en tirer des subsides. Il faut revenir sur nos pas, connaître la force du Danemarck, conserver l'union possible avec elle, sans nous laisser abuser davantage en lui procurant des subsides inutiles au roi et à son état.« On consentait à payer ce qui était dû. Et l'ambassadeur recevait l'ordre de faire connaître ce changement avec ménagement: »Ornez-le des termes de l'amitié«, ajoutait Choiseul. Ogier se refusa absolument à s'acquitter de cette mission désagréable. Il répondit le 6 mars qu'il ne pouvait s'en charger, étant à la veille de partir: »Je n'ai pas à justifier cette cour«, ajoute-t-il simplement [1].

On comprend que désormais les relations diplomatiques entre la France et le Danemarck se refroidirent de plus en plus et les dépêches de notre agent deviennent moins fréquentes et surtout moins intéressantes. Toutes les vues du cabinet danois se concentrèrent sur la Suède où une accalmie sérieuse se produisait, et sur la Russie qui montrait peu d'empressement à s'occuper de l'affaire de l'échange [2]. On put croire un instant à un

---

[1] Il ne partit cependant que le 28 mai. [2] Le Suerre 24 juin 1766.

rapprochement de la France. M. de Gleichen manda même que le duc de Choiseul paraissait »commencer à percer le nuage d'illusions et de fausses représentations que des esprits animés, je ne puis comprendre par quels motifs, ont su élever entre les deux cours pour obscurcir la vérité[1]«. Ce changement prit évidemment naissance dans les explications fournies par le président Ogier. Gleichen le dit formellement en ajoutant toute l'espérance qu'il fonde »sur la présence d'un des hommes les plus sages, les plus judicieux et les plus zélés pour son roi et pour sa patrie, que j'aie jamais connus«. Mais ces heureux symptômes ne durèrent pas.

Cependant une véritable révolution de palais s'était produite à Copenhague. Le prince de Hesse, qui devait épouser au mois d'août suivant la princesse Louise de Danemarck, était tout puissant sur l'esprit du roi et faisait cause commune avec la reine douairière, ennemie de tout temps de M. de Moltke. L'attitude fâcheuse de la Russie pour l'affaire du Holstein amena des tiraillements dans le ministère et Moltke, qui sentait sa situation compromise par la faveur excessive du prince de Hesse, demanda à se retirer[2]. Au lieu de lui accorder simplement sa retraite, le 16 juin,

---

[1] Gleichen 12 juillet 1766. [2] Le Seurre 22 juillet 1766.

il reçut l'ordre de se démettre de toutes ses charges, sans pouvoir à l'avenir paraître à la cour, la reine douarière ayant profité d'un séjour de Christian VII hors de sa capitale et de l'absence de tous les amis du vieux maréchal. Bernstorff, qui ne l'avait jamais aimé, ne prit point part cependant à cette disgrâce qui ne pouvait rien ajouter à son crédit, ayant eu, comme M. de Moltke, le tort de blâmer ouvertement le mariage du prince de Hesse. Il trouva même le cas assez dangereux pour en concevoir une vive inquiétude et notre chargé d'affaire constate sa réelle douleur, si forte qu'il demeura même vingt-quatre heures sans pouvoir travailler[1]. Moltke fut généralement regretté dans le royaume et il sut supporter très dignement une disgrâce aussi soudaine qu'imméritée. Cet évènement qui changea complétement la face de la cour danoise, ne plut pas à Versailles, encore moins le choix du nouveau ministre, le comte de Danneskiold[2]. Le Seurre exprime assez plaisamment ce nouvel aspect: »La cour«, dit-il, de sédentaire, posée, uniforme, devint agile, ambulante, on pourrait dire, enfantine«, mais cependant il ne croyait pas à une modification d'attitude par rapport à nous[3]. Bernstorff fut même

---

[1] Le Seurre 29 juillet 1766. [2] Versailles 5 août 1766. [3] Ib. 12 août.

gravement menacé. Danneskiold prétendit le faire renvoyer, mais le prince de Hesse s'y opposa et bientôt on put annoncer que »le soleil avait reparu sur son horizon«[1]. La czarine de son côté le soutenait énergiquement.

C'est sur ces entrefaites qu'arriva le marquis de Blosset[2]. Après quelques jours consacrés à étudier le terrain, il adresse à son gouvernement une dépêche qui ne dissimule pas les difficultés de la situation. »Personne«, dit-il[3], »n'a de crédit sur l'esprit du jeune roi: il sera même difficile d'en prendre, car il a la plus haute opinion de son autorité et de ses lumières naturelles. Il a déjà fait sentir qu'il ne voulait pas être gouverné: il n'écoute même déjà plus le prince de Hesse. Il a dit: le prince Charles a été mon oracle pendant huit jours, mais à présent j'en sais plus que lui. La jeune reine n'a fait aucune impression sur lui: il croit sérieusement qu'il n'est pas du bel air d'aimer sa femme.« Les intrigues continuaient violemment contre Bernstorff, et, à la suite d'une scène en plein conseil avec Danneskiold, il donna sa démission de président du Collège du commerce et tomba même malade[4]. A Versailles comme à Pétersbourg, on travaillait également en faveur de son

[1] Le Seurre 23 septembre. [2] Le 7 novembre. [3] 25 novembre. [4] Blosset 16 décembre 1766.

maintien. Christian VII cependant continuait à tout innover: en politique, il prétendait n'avoir aucun besoin d'allié[1]: à la cour il bouleversait tout et avait décidé de donner un bal masqué, ce qui était un véritable évènement à Copenhague. »Un bal masqué à cette cour est un phénomène là où la secte des piétistes avait depuis quarante ans maintenu une si grande austérité de réforme des moeurs extérieures«[2]. Vainement la reine douairière, les ministres et les dignitaires du clergé firent à ce sujet les plus vives représentations, le roi s'obstina et M. de Blosset en donne l'explication en parlant de la comtesse de Holstein[3]. »C'est une jeune et jolie femme, née avec un grand fond de coquetterie, ayant plus d'esprit et d'ambition que la plupart de ses compatriotes, qui a joué un rôle qui inquiète la cour et la ville.« Elle devait partir le lendemain du bal avec son mari nommé ministre à Berlin, mais elle sut profiter de sa dernière soirée et de la liberté que donne le masque pour entretenir le roi. Le lendemain en effet M. de Holstein échangeait son poste diplomatique contre la direction du commissariat de la guerre à Copenhague. »Cependant,« ajoute notre ambassadeur, »il est certain que l'avan-

---

[1] Versailles 18 décembre. [2] même dépêche. [3] Blosset 23 décembre

ture n'a pas été poussée à sa perfection. Le comte de Gram l'adore.« Toute la cour se ligua contre la jeune femme: on l'empêcha de voir le roi et on voulut enlever à son mari sa nouvelle charge. Christian résista énergiquement, mais il dut se résigner après un éclat survenu à un second bal costumé: comme le roi causait avec elle, la jeune reine survint et dit brusquement à la comtesse, qui était masquée, qu'elle ne désirait pas sa présence[1]. Après cela sa situation n'était plus tenable: son mari fut envoyé comme bailli en Holstein: »le rôle de la comtesse est donc fini«, écrit M. de Blosset[2].

CHAPITRE XII.

Prépondérance de la Russie en Danemarck. Incrédulité de Choiseul sur la ratification définitive de l'échange du Holstein. Le traité conditionnel est cepen-

[1] Blosset 27 janvier 1767. [2] Ib. 3 février

dant signé. Railleries de Choiseul. Pénible dépêche au sujet de l'arriéré dû. Le paiement est suspendu à cause de l'attitude politique du Danemarck. Modération avec laquelle Bernstorff reçoit cette notification. Sa lettre à Gleichen. Sa justification. Démenti formel à l'accusation d'alliance contre la France à la Russie. Dignité de son langage. Il n'y a plus à vrai dire de relations diplomatiques entre les deux pays.

Mais il est temps de revenir aux choses sérieuses de la politique. A Versailles on soupçonnait de plus en plus la franchise de Bernstorff, dans la persuasion que la négociation russe cachait un projet de ligue des puissances du Nord[1], et Blosset reçut l'avis de n'être »qu'un observateur«[2]. La Russie devenait de plus en plus prépondérante à Copenhague, et M. de Blosset se montrait persuadé que le cabinet danois était absolument dupe en cette circonstance »Pour l'échange du Holstein, la czarine négociera, prodiguera des espérances qu'elle ne réalisera vraisemblablement jamais, mais dont elle se servira pour

[1] Versailles 8 février 1767. [2] Ib. 8 février.

arriver à son but, qui est de donner la loi au Danemarck«[1]. Déjà les Russes disposaient de toutes les places: ils provoquèrent la disgrâce de Reverdil, secrétaire de confiance du roi, et firent aussi déplacer le comte de Saint-Germain, toujours en représentant ces concessions comme nécessaires pour décider l'échange.

On a vu que la czarine s'était montrée très facile pour cet arrangement. Bernstorff vint annoncer au marquis de Blosset que la signature du traité n'était plus qu'une question de forme, en s'étendant complaisamment sur un résultat aussi heureux, et en présentant cet acte diplomatique comme un simple arrangement domestique absolument étranger à tout autre objet que d'éteindre des haines depuis trop longtemps menaçantes, d'anéantir des prétentions exorbitantes et d'écarter du Danemarck le danger le plus sérieux pour son existence. En même temps il revenait sur sa reconnaissance pour les bons offices qui le cabinet français lui avait prêtés à diverses reprises à Pétersbourg. M. de Blosset communiqua cette conversation à M. de Choiseul en faisant avec raison remarquer que Bernstorff s'exagérait singulièrement son succès, car au fond la czarine se réservait une porte de sortie

---

[1] Blosset 28 avril.

très menaçante, en stipulant que ce traité éventuel ne serait définitif que par la ratification du grand-duc à sa majorité[1].

A Versailles rien de tout cela ne fut pris au sérieux. Choiseul raille même très vivement les prétendues confidences de Bernstorff. »Il peut juger,« écrit-il à notre ambassadeur, »d'après ce que vous lui exposez à ce sujet, que je donne à sa confiance toute la valeur qu'elle mérite«[2]. Mais quelques jours auparavant, il avait adressé à M. de Blosset une dépêche des plus pénibles pour la cour danoise[3]. Nous croyons utile de la reproduire en entier. »Sur l'arriéré de 8,788,680 livres, il reste dû 3,981,680. En mettant sous les yeux du roi les tableaux de l'argent très inutilement et très mal acquis de la part du Danemarck, je n'ai pas pu me dispenser de présenter à S. M. les liaisons soutenues et même asservissantes de cette couronne du Nord avec la Russie, puissance qui veut se donner l'air nn Europe d'être l'ennemie déclarée de la couronne de France et de montrer en toutes les occasions son inimitié pour la puissance du roi. J'ai représenté à S. M. que non seulement les ministres danois étaient asservis à la

---

[1] Blosset 1 décembre 1767. Le traité éventuel fut signé le 3. C'est à cette occasion que, sur la demande de la czarine, Bernstorff fut créé comte. (Blosset 22 décembre 1767). [2] Versailles 24 décembre. [3] Du 14 décembre.

Russie, mais qu'ils ne tenaient leur existence que de cette cour, et qu'il était vraisemblable que la czarine agirait prochainement à Copenhague comme à Varsovie; et que, comme elle avait déjà commence à prouver son pouvoir au roi de Danemarck, nous n'avions rien à dire sur le joug, que le Danemarck est libre de s'imposer. Mais le roi estime qu'il y aurait de la duperie et même de la faiblesse à alimenter par des subsides une cour qui n'est rien moins qu'attachée à la France et qui ne peut pas l'être par principe. Annoncez donc à M. de Bernstorff par écrit, que la liaison du Danemarck ne nous permet plus de continuer les subsides qui avaient pour motif une confiance que S. M. danoise n'a pas eue; que ces liaisons sont diamétralement opposées aux intérêts de la France et que le reste des subsides sera suspendu jusqu'à ce que le roi de Danemarck juge à propos de reprendre les principes qui avaient été la cause de cette dépense, ou mieux dire de cette génerosité de S. M. Cette insinuation sera dure à M. de Bernstorff. Je vous prie de la faire avec tous les ménagements possibles pour le ministre«. Ainsi M. de Choiseul s'obstinait dans la voie ou il s'était si malheureusement engagé contre le Danemarck, écoutant des délations évidemment intéressées à nous brouiller avec cette puissance pour achever d'anéantir notre in-

fluence dans le Nord. Le Danemarck, en réalité complètement abandonné par nous, était fatalement contraint à rechercher ailleurs des appuis, et il ne pouvait le faire qu'en s'adressant à nos ennemis. Le chef du cabinet français n'admit, ni ne comprit cette nécessité, dont en somme il était l'unique auteur. M. de Blosset dut donc informer M. de Bernstorff des résolutions énoncées dans la dépêche du duc de Choiseul. Il y apporta, dit-il, tous les ménagements imaginables. »M. de Bernstorff ne parut pas étonné: son visage chagriné et blessé se contint; par respect pour le roi, il voulut garder le silence avec moi sur tout cela et se mit à parler d'autre chose«[1]. M. de Blosset ajoutait que cela allait achever de mettre le Danemarck à la remorque de la Russie et l'engager rechercher l'alliance anglaise: »en somme le Danemarck n'est ni un allié fort désirable, ni un ennemi dangereux.«

Le jour même, Bernstorff écrivit longuement à M. de Gleichen. Il avait en effet supporté avec peine cette nouvelle à laquelle, contrairement a ce que mande M. de Blosset, il était loin de s'attendre. Devant notre ambassadeur, il avait su se contraindre et il lui avait répondu simplement qu'il ne savait à

---

[1] Du 19 janvier 1768.

quelle cause attribuer cette accusation, n'ayant jamais caché les négociations qu'il avait entamées avec une puissance, d'ailleurs, non ennemie de la France. Mais il s'expliqua plus nettement avec M. de Gleichen en lui donnant l'ordre du roi de déclarer formellement au duc de Choiseul »qu'il n'ignorait pas que la France fût assez puissante pour pouvoir se dispenser de tenir sa parole et de payer ses dettes, mais que S. M. savait aussi que toute cette puissance ne lui donnait pas le pouvoir d'annuler les droits ni des engagements les plus formels et qu'elle se considérerait toujours comme créancière du roi de France.« Il lui recommandait de faire cette démarche très fortement, mais avec beaucoup de calme: »il n'est permis de s'échauffer qu'à ceux qui ont tort et ce n'est pas notre cas.« Puis il faisait remarquer qu'on ne pouvait raisonnablement reprocher au cabinet danois d'avoir agi pour arriver à un arrangement définitif de l'affaire du Holstein, si importante à la tranquillité du Nord, et que ce n'était que pour cela qu'il avait traité avec la czarine, vu le bas-âge du duc de Hoistein, son fils[1]. Et Bernstorff terminait ainsi: »Je me tais, et je cherche vainement M. de Choiseul dans une résolution qui

---

[1]) Le grand-duc ratifia cet échange à sa majorité en 1773.

ne lui ressemble pas, dont l'avantage est si médiocre pour lui, qui fera ombre dans le tableau de sa vie et de son histoire, et dont les conséquences lui seront reprochées lorsque nous n'existerons plus ni lui ni moi«[1]. Gleichen remplit très habilement sa délicate commission, car, grâce à l'amitié du duc pour lui, il parvint à le faire expliquer. Choiseul prétendit avoir en mains un article secret du traité avec la Russie par lequel le roi de Danemarck s'engageait »à suivre et à seconder toutes les vues de la Russie.« A cela Bernstorff s'empressa d'opposer un démenti catégorique, et réellement sa dépêche inspire une sincère indignation et on souffre pour lui de voir sa parole toujours si injustement mise en suspicion[2]. »Dites-lui (à Choiseul) de ma part que cet article est faux, et que de quelque part qu'il ait été fourni, je le déclare tel. Il sait que ma parole est vraie, et j'ose dire peut-être, qu'après dix-sept ans de ministère l'Europe la connaît telle.« Il ne dissimulait nullement l'intimité des rapports établis entre le Danémarck et la Russie, sa résolution à suivre sa politique en Suède et en Pologne.

---

[1] Bernstorff 16 janvier 1768. [2] A Gleichen 9 avril 1768. — Le 3 mars M. de Choiseul avait formellement affirmé à M. de Blosset l'existence de cet article en vertu duquel le Danemarck se serait engagé à agir contre la France toutes ces fois que sa politique serait opposée à celle de la Russie.

»Mais de promettre son secours et son concours à des vues futures point exprimées et de s'unir ainsi à des desseins point encore connus et point encore examinés, c'est ce que la Russie n'a jamais demandé et ce que S. M. ne fera jamais, ni pour elle ni pour aucune puissance de la terre.« M. de Gleichen devait reporter tout cela au duc de Choiseul, sans s'occuper de la question des subsides arriérés, Bernstorff ne pensant pas qu'après »le ton que la France vient de prendre à cet égard«, il soit de sa dignité de faire une démarche en ce sens. Seulement le baron reçut l'ordre après cela de ne plus rien tenter et d'attendre en paix que »la vérité perce et que la justice reprenne ses droits«.

Pendant ce temps le roi affectait de moins parler à notre ambassadeur. Il disgraciait le comte de Reventlow qui s'était hautement prononcé contre l'alliance russe, et rappelait au conseil à sa place M. de Moltke, qui était alors soutenu par la cour de Pétersbourg[1]. M. de Choiseul écrivit au marquis pour lui dire que les sentiments du cabinet danois lui importaient fort peu, et lui prescrire de ne plus paraître s'occuper de cette affaire: »si on vous en parle, prenez-le *ad referendum*, mais ne laissez rien passer qui puisse

[1] Blosset 26 février et 9 février 1768.

blesser la dignité de votre caractère. Vous devez dorénavant vous considérer comme résidant dans un pays ennemi et vendu à nos ennemis« [1].

Cette fois la rupture était consommée. L'influence russe croissait chaque jour. Au mois de mars, elle décida le renvoi en six heures de la grande-maitresse, la comtesse de Plessen, sans qu'elle pût revoir la jeune reine, qui en éprouva un profond chagrin et une véritable colère. Blosset ajoute un mot qu'il est bon de noter à cause du drame qui va bientôt commencer à s'accuser: »cela va achever la désunion avec son mari« [2].

Bernstorff craignait que l'argent dont la France allait pouvoir disposer en supprimant le paiement des subsides en retard [3], ne fût donné à la Suède, et il songea dès lors à trouver des secours auprès du cabinet anglais.

Le roi Christian étant tombé malade à la suite d'une chute de cheval, et étant parti pour se reposer dans le Slesvig, M. de Blosset reçut l'ordre de prendre un congé [4]. Les relations des deux pays furent à peu près nulles pendant le reste de l'année. Aussi n'est-on pas quelque peu étonné de voir tout d'un coup Christian VII quitter sa

---

[1] Versailles 21 février. [2] Du 1er mai 1768. [3] Blosset 8 mars.
[4] Le 18 mars 1768.

capitale pour venir faire un assez long séjour en Angleterre et de là passer en France, comme si de rien n'était. Il y fut reçu, comme nous allons le raconter, avec les démonstrations les plus amicales, mais il ne paraît avoir pensé que de bien connaître Paris, sans avoir songé à s'occuper des questions politiques qui divisaient les deux couronnes. Du moins l'état des affaires ne subit aucune modification.

CHAPITRE XIII.

Le roi Christian se décide à voyager en Europe. Son entrée en France. Sa réception à Calais. Il se rend d'abord en Angleterre. Arrivée en France. Il vient d'abord incognito à Paris. Visite au roi à Fontainebleau. Deuil de la cour. Le roi est le plus souvent à Paris. On lui donne trop de fêtes. Sept actes en un jour. Sa fatigue. Ses baillements. Pièges tendues à la vertu du roi. Il les déjoue. Ses visites aux Gobelins, à la Monnaie, à Sèvres, aux Academies, à la Sorbonne. Bal du duc d'Orléans. Bal de la duchesse de Mazarin. Fête de Chantilly. Mad. de Coislin. Mesquineries du duc de Duras. Bon accueil

aux Encyclopédistes. Jalousie des autres gens de lettres. Mots heureux du roi. Sa charité. Enthousiasme du populaire. Le roi quitte Paris. Sa réception à Chalons sur Marne. Les évènements en Suède nécessitent son prompt retour. La France soutient complètement la Suède. La tentative de Bernstorff pour constituer une union du Nord.

Nous quittons un moment le Danemarck et nous laisserons de côté la politique pour suivre le roi Christian en France où il passa près de deux mois, en 1768. C'est sous le nom du prince de Travendahl qu'il entreprit son voyage. Il arriva le 10 août à Calais où, voulant d'abord conserver l'incognito, il refusa l'hospitalité offerte par le président du bailliage pour descendre tout simplement à l'hotel d'Angleterre. Il reçut cependant les visites des officiers municipaux; puis, comme distraction, il alla faire le tour des remparts, mais en arrivant sur la place d'armes, il trouva les quatre bataillons du régiment de Guienne que leur colonel, le chevalier de Chastellux, fit maneuvrer devant lui. Puis le roi se rendit à la comédie, après laquelle le prince de Croy lui offrit un souper à l'hotel de ville, suivi d'un feu d'artifices avec illumination de la ville. Le

lendemain matin il s'embarqua pour Douvres et ne revint à Calais que le 14 octobre. Il se rendit alors à Paris par la route de Flandres et y arriva seulement le 21, conservant complètement l'incognito jusqu'à ce qu'il eût pu faire sa visite à Louis XV, installé à Fontainebleau à cause de la mort récente de la reine[1]. Mais Christian VII dès le premier jour voulut gouter des plaisirs de Paris et il faut reconnaître que le duc de Duras, qui avait été attaché à sa personne, ne ménagea pas les occasions. Le 22 octobre, la duchesse de Villeroy[2] eut l'honneur de le conduire dans sa loge à la Comédie Française où Lekain jouait Warwick. Le public acclama l'auguste spectateur qu'on espérait voir après la représentation aux spectacles de la Foire, mais il ne voulut pas encore se montrer officiellement. C'est le 24 qu'il se rendit à Fontainebleau où l'appartement de feu la Dauphine avait été préparé pour lui. Il se présenta dans le cabinet où l'attendait Louis XV avec ses ministres et ses grands officiers. Deux fauteuils pareils étaient disposés. Les premiers compliments faits, Louis XV pria son royal visiteur de s'asseoir: celui-ci s'en défendit et finit par rester debout. Il renouvela

---

[1] Elle était morte le 22 juin précédent. [2] Renée de Montmorency-Luxembourg.

de vive voix l'expression de sa satisfaction de voir, »le plus grand potentat de l'Europe«. Louis XV de son côté lui répondit »qu'il regardait cette époque comme remarquable dans son règne«. Christian VII alla ensuite saluer la Dauphine, puis soupa avec le roi et »trente-quatre dames les plus brillantes et les plus choisies«, ce qui fit dire au souverain danois »qu'il n'avait jamais vu réunis tant de grâces et tant de charmes«. Le lendemain le roi soupa chez le duc de Choiseul et il fut conduit au théâtre de la ville — le deuil de la cour ne permettant aucun divertissement au chateau — où les comédiens ordinaires du roi donnèrent Tancrède et le Cercle. Le 26, ce furent les artistes de l'Opéra qui jouèrent Les Talents lyriques et l'acte turc de l'Europe Galante: puis souper chez le roi. Le jeudi 27, Christian retourna à Paris pour assister, chez le duc de Duras, à une répresentation de Henry IV. Comme le prince aimait le spectacle, les divers théâtres reçurent l'ordre de jouer tout ce qui leur serait demandé de la part de l'auguste hôte de la France. Les affiches portaient alors la mention »par ordre«, ce qui y attirait chaque fois une affluence considérable. La duchesse de Vîlleroy se chargea de présenter Melle Clairon à Christian VII en la faisant jouer deux fois sur son théâtre particulier devant une assemblée

du plus triée, car la salle ne pouvait contenir que centdix personnes. »Elle a joué une première fois«, dit Grimm, »le rôle de Didon et la seconde celui de Roxane. Après la pièce, elle fut présentée par Mad. de Villeroy à son auguste spectateur, qui a tiré une bague de son doigt et l'a mise au doigt de l'actrice, mais je sais que, malgré cette courtoisie royale, il n'a pas eu le bonheur de réussir auprès de l'illustre Clairon. En sa qualité de Didon, elle ne l'aura pas trouvé assez tendre, en sa qualité de Roxane, elle ne l'aura pas trouvé assez humble, en sa qualité de Clairon, elle ne l'aura pas trouvé assez pénétré d'admiration. Bref, malgré l'engouement de la cour et de la ville pour le jeune monarque, il a eu le malheur de déplaire à l'héroïne du Théâtre-Français«. A la première de ces représentations une bohêmienne chanta les vers suivants composés par Chamfort:

Pour connaître le sort des maîtres des humains
Mon art n'est pas nécessaire,
C'est sur le front des rois que je lis leurs destins,
L'oracle est sûr et mon art doit se taire.

A l'aspect de ce jeune roi,
L'avenir se dévoile à mes yeux sans mystère.
Son sort est d'être heureux, d'être aimable et de plaire,
Et tous les cœurs l'ont prédit avant moi.

Peuple à qui sa présence est chère,
En ces lieux retenez ses pas;
Un roi qu'on aime et qu'on revère
A des sujets en tous climats:
Il a beau parcourir la terre,
Il est toujours dans ses Etats.

Nous venons de dire que Christian VII n'avait pas trouvé grâce devant M[elle] Clairon. Il paraît qu'à la nouvelle de son arrivée, les jolies filles de Paris avaient bâti force chateaux en Espagne. Elles comptaient le captiver. Les unes, raconte Bachaumont, ont été au devant de lui en superbes équipages à quatre et a six chevaux, d'autres s'installèrent dans le voisinage de sa demeure, d'autres à force d'argent avaient obtenu du tapissier de placer leurs portraits dans son salon, la Grandi de l'Opéra, »dont la cupidité dévorerait un royaume« lui envoya directement sa miniature. »Il paraît que tous les charmes de ces nymphes ont échoué contre la sagesse de ce moderne Télémaque; il se conduit avec une décence qui fait un honneur infini à ses moeurs et à sa tendresse conjugale«

Le 30 octobre le roi alla entendre les Sabots de Sedaine, qu'il parut apprécier très médiocrement. Son goût prononcé pour la musique italienne faisait grand tort à la musique française. En revanche il se montrait très amateur de nos ballets. Le 2 no-

vembre, Christian retourna à Fontainebleau pour souper chez le prince de Condé. Le 3, à l'occasion de la Saint-Hubert, Louis XV lui offrit une chasse au cerf, et avant le souper au chateau, le prince danois alla encore au théâtre de la ville entendre le Devin du Village et Erosine, exécutés par les artistes de l'Opéra. Le lendemain on lui donna le Tonnelier et Tom Jones, et il soupa chez le duc d'Orléans. Le 5, repos — bien gagné assurément — et souper chez le roi Le 6, retour à Paris, pour assister le lendemain à Chilly, près de Longjumeau, chez la duchesse de Mazarin, belle-mère du duc de Duras, à une fête pendant laquelle on représenta Hylas et Sylvie, pastorale de Rochon de Chabannes.

Tous les contemporains reconnaissent qu'on abusa des spectacles. Grimm reproche au duc de Duras de »l'avoir régalé de sept actes d'Opéra-Comique en une seule soirée et de ne lui avoir à peine permis de respirer un seul jour l'air de Paris à son aise«. Bachaumont dit carrément »qu'on le fatigue singulièrement avec un aussi grand nombre de représentation: on admire sa complaisance, mais on remarque des baillements qui lui echappent«.

Christian VII ne se consacra pas seulement aux théâtres. Il voulut voir tout ce qu'il y avait d'intéressant à Paris. Les monuments d'abord,

les musées dont M. de Marigny lui fit les honneurs. Les Gobelins l'impressionnèrent visiblement, et comme, admirant une tapisserie représentant l'histoire d'Ahasvérus et d'Esther, il demanda à qui elle était destinée: »A Votre Majesté«, répondit le duc de Duras. A la monnaie, on frappa, sous ses yeux et sans qu'il s'en doutât, une médaille à son effigie. A la Savonnière, il trouva un magnifique tapis à ses armes. A Sèvres, on lui présenta un service complet — estimé cent-mille écus, assure Bachaumont — à son chiffre. Au cabinet du roi, il étonna Buffon par ses rares connaissances en histoire naturelle et il promit d'envoyer divers sujets qui manquaient aux collections. A l'académie de peinture et de sculpture, il voulut voir un petit Faune en marbre, morceau de réception fait par Saly, qui était fixé depuis longtemps en Danemarck, où il avait exécuté une statue équestre du roi Frédéric V et dirigeait l'académie de Copenhague. Le président pria Sa Majesté d'accepter ce Faune.

C'est le 24 novembre, que Christian VII se rendit au Palais, où il fut reçu avec le cérémonial observé lors de la visite du czar. Le premier président d'Aligre le vint recevoir à son carosse, le conduisit dans une lanterne découverte, un procès fut brièvement plaidé devant lui — passablement scandaleux,

soit dit en passant —, le roi passa quelques instants à la buvette, où eurent lieu les présentations d'usage. De là il vint à la Sorbonne dont l'archevêque de Paris, comme proviseur, et le duc de Richelieu lui firent les honneurs. Il alla visiter le tombeau du grand cardinal, la bibliothèque, à laquelle il promit d'envoyer une bible en danois: il reçut un certain nombre de pièces de vers latins des élèves et demanda des congés pour eux. Le 3 décembre seulement, le roi fut assister successivement aux séances des trois Académies. A l'Académie Française, on ne se donna pas même la peine de recevoir le royal visiteur dans la salle d'apparat. L'abbé Le Batteux lui souhaita la bienvenue dans une harangue pleine de lieux-communs. L'abbé de Voisenon lui lut une pièce de vers, qualifiée de triple galimatias par Bachaumont, et dont Grimm fait avec raison observer que le titre est absolument incorrect: Vers »prononcés au roi de Danemarck«, au lieu de »prononcés devant le roi de Danemarck«. Le duc de Nivernais fut plus heureux avec des apologues très originaux, notamment sur »le roi voyageur«. On le pria d'envoyer son portrait pour la galerie de l'académie. Christian passa de là à l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres et prit place parmi les membres honoraires. Il fut

complimenté par l'abbé Le Beau et entendit avec un vif intérêt un mémoire de M. de Brequigny sur un de ses prédécesseurs, venu à la cour de Louis le Débonnaire. La tournée s'acheva par l'Académie des Sciences, où d'Alembert prononça un remarquable discours. »De tout ce que le séjour du roi de Danemarck a fait faire, ce discours est le seul morceau qui mérite d'être conservé. Le commencement m'a paru un peu longuet, mais le reste est à merveille«. — Les membres des trois Académies se réunirent ensuite pour reconduire leur auguste visiteur à son carosse.

Le fait est que ce que nous connaissons de pièces de vers inspirées par le séjour du roi de Danemarck, a dû lui donner une triste idée de l'état de la poésie en France. A son arrivée le Mercure de France inséra une acrostiche signée de Martin de Savigny qui nous paraît rien moins que poétique:

Comme un astre nouveau dont le Ciel s'embellit,
Héros jeune et charmant, tu brilles sur la terre,
Rien n'égale à nos yeux l'éclat qui t'ennoblit.
Il nous offre en toi Mars et le Dieu de Cythère.
Sur ton auguste front, que de traits glorieux!
Tout parle de grandeur, Oldenbourg, ta personne
Instruit mieux de ton rang que ne fait ta couronne:
A tant de majesté, tant de dons précieux,
N'en doutons point, mortels, c'est le pur sang des Dieux!

Fenouillot de Falbaire[1] présenta au roi sa comédie de l'Honnête criminel, en l'accompagnant d'une pièce de vers commençant par ce singulier début:

Prince, qui sur les pas de Pierre,
Non de celui qu'on croit portier du Paradis,
Mais du héros que Pétersbourg révère,
Pour rendre heureux le tien, vas voir d'autres pays etc.

Une autre célébrité du temps, »la Muse Limonadière«[2] fut admise à présenter elle-même au roi de Danemarck une pièce de vers qui a été insérée dans le Mercure et dont voici les derniers vers:

Et pouvant régner en Sultan,
Ou comme le rival de Pierre,
O Christian, ton coeur préfère
De gouverner comme Trajan.

En même temps »la Muse Limonadière« présentait une pièce plus courte au nom de sa fille agée de dix ans. L'académicien Sau-

---

[1] Auteur de diverses pièces de théâtre, dont celle-ci a seule conquis une certaine célébrité. Elle mettait en scène un évènement réel, le protestant Fabre se substituant à son père pour aller aux galères, et elle contribua à la réhabilitation de ce malheureux. (1727—1800). [2] Charlotte Bourette, dite la Muse Limonadière (1714—1784), tenait un café devenu le rendez-vous des beaux-esprits du temps. Elle a composé de nombreuses poésies, réunies en un volume, et même une comédie, la Coquette punie,

rin[1] ne manqua pas aussi célébrer le voyage du roi, et il lui fit remettre par le baron de Gleichen un tout petit compliment, rappelant l'honneur que la Grèce eut de posséder des sages:

> Mais ce qui chez les Grecs se trouve sans exemple,
> Ce sage est un monarque à la fleur de ses ans.

Dorat aussi se mit de la partie. N'oublions pas non plus un sieur Turpin qui obtint la permission de dédier au roi une Histoire des anciennes républiques.

Le duc de Duras cependant, remarque Grimm, »après avoir présenté à peu près toute la France à Sa Majesté Danoise pendant le premier mois de son séjour«, avait oublié les gens de lettres. Christian VII s'en plaignit et chargea son ambassadeur en France, le baron de Gleichen, de les lui faire connaître. Cet incident causa une assez vive émotion à Paris En voyant en effet le duc de Duras laisser M. de Gleichen agir seul en cette circonstance, on en conclut que c'était une manière détournée de la cour de dèsavouer les philosophes. M. de Gleichen organisa donc

jouée en 1779. [1] Bernard Saurin, fils du membre de l'académie des sciences, poète dramatique (1706—1781).

un diner auquel furent conviés par billets particuliers, pour le 19 novembre, une vingtaine de privilégiés. Malheureusement une indisposition du roi empêcha la réalisation de ce projet et on y substitua pour le lendemain une simple réception sur les cinq heures du soir. Les élus furent M. M. de Mairan, de Cassini, Duhamel, d'Alembert, Duclos, le baron de Holbach, Crébillon, Grimm, Bernard, Diderot, Saurin, Helvétius, Marmontel, Watelet, de la Condamine, les abbés Barthélemy, de Condillac et Morellet. »Le hasard les avait placés dans cet ordre, en cercle«, raconte Grimm, »lorsque le roi sortit de son cabinet et parut dans la salle. Il n'y eut que moi de trop et M. de Buffon qui manqua. Le roi fit d'abord le tour du cercle. M. de Gleichen lui nomma l'un après l'autre, chacun par son nom, et Sa Majesté dit à chacun quelque chose d'obligeant et relatif à ses ouvrages ou à sa réputation. Après ce premier tour le roi en fit un second et causa avec lec principaux de ces philosophes. Il dit à M. d'Alembert: »Je ne croyais pas qu'il y eût des ecclésiastiques parmi vous«. »Sire«, lui répondit M. d'Alembert, »nous avons même des docteurs de la Sorbonne«, et il montra l'abbé Morellet, qui est en effet, non pas docteur, mais licencié en théologie. Le roi lui demanda ensuite s'il avait mangé

avec le roi de Prusse; M. d'Alembert lui répondit qu'il avait eu cet honneur tous les jours pendant trois mois. On a remarqué cette question du roi comme singulière et on a voulu la croire relative au projet que Sa Majesté avait eu de se trouver au diner philosophique de M. de Gleichen et peut-être aux représentations qu'on lui avait faites à ce sujet. Le roi avoua ensuite à M. Bernard qu'il ne lui avait pas été possible de se faire à la musique française. Gentil Bernard est l'auteur de Castor et Pollux, le seul opéra français qui ait réussi en ces derniers temps et que les partisans du plain-chant français ne cessaient de vanter comme un antidote efficace contre les hérésies italiennes et germaniques. Sa Majesté a dit à M. Diderot: »M. de Gleichen est fort de vos amis?« Le philosophe répondit: »Sire, c'est à ce titre que j'ai osé paraître devant Majesté«. »J'espère«, continue le roi, »qu'il vit beaucoup avec vous«. »Son commerce m'instruit et m'eclaire«, repliqua M. de Gleichen. Le roi parla ensuite à M. Saurin de sa pièce de Beverley que son indisposition l'avait empêché de voir représenter. Cela occasionna quelque propos de M. Helvétins sur le théâtre anglais en général, et les pièces de Shakespeare en particulier. Sa Majesté parla à M. Marmontel de Bélisaire,

comme de raison, à M. Watelet[1] sur les arts, à M. de la Condamine de ses voyages. L'audience dura en tout un peu plus d'une demi-heure. Le comte de Bernstorff y vint sur la fin«. Mais cette gracieuseté faite au groupe exclusif des encyclopédistes déplut singulièrement à la foule des gens de lettres qui n'eurent pas leur jour. »On ne saurait croire combien de mécontents ces choix ont faits«, dit Bachaumont[2]. En revanche le peuple montrait un véritable enthousiasme pour le roi de Danemarck. Pendant son indisposition, Bachaumont mentionne, que le peuple dont il est l'adoration, se porta en masse vers son hôtel pour en avoir des nouvelles. Le prince se montrait du reste affable, courtois et était d'une générosité sans réserve pour les pauvres; à plusieurs reprises il manifesta hautement son regret qu'on ne convertît pas en aumônes l'argent dépensé pour les fêtes incessantes qu'on lui offrait.

Entre toutes celles-ci les plus belles lui furent données par le duc d'Orléans et par le prince de Condé. Le duc d'Orléans le reçut le 24 novembre dans son palais à Paris. Il y eut un souper de douze tables: celle du

---

[1] Henri Watelet, receveur général des finances, peintre, sculpteur et poète agréable (1718—1786). [2] Le roi se fit peindre par Vanloo pour être réproduit en tapisserie.

roi, à laquelle figuraient Mademoiselle et le prince de Condé et tous les ministres, comptait quatre-vingt-dix couverts. Il y eut en tout six cent soizante et douze couverts; après bal paré. Christian VII arriva ensuite, le 28, à Chantilly, revêtu de l'uniforme de l'équipage du prince, qui le reçut accompagné de deux cents gentilhommes et le mena aussitôt au théâtre, où les comédiens du roi jouèrent le Philosophe sans le savoir, et les artistes de l'Opéra Zélindor. Un souper de huit tables suivit. Le lendemain il y eut chasse à courre et on représenta le Bourgeois Gentilhomme, qui fut la pièce qui satisfit le plus le prince de toutes celles qu'il vit. Le 30, on lui donna Eglé et Pygmalion, le soir feu d'artifices, mais la pluie empêcha l'illumination de la forêt. Après la souper bal où assistèrent deux mille cinq cents invités de 11 heures à 9 heures du matin. Pendant ce temps on avait dressé des théâtres de parade et organisé des orchestres en plein air pour le populaire.

Rentré le 1 décembre après diner à Paris, le roi occupa encore le 7 décembre à aller visiter la machine de Marly, dont le comte de Noailles lui fit les honneurs, puis Versailles et les deux Trianon. Il soupa avec le roi et prit congé de lui en lui exprimant dans les termes les plus vifs sa reconnaissance

et son admiration. Le lendemain, Bachaumont nous raconte que la Luzé et la d'Oligny, Le Kain, Brizard, Préville et Molé, de la Comédie-Française, furent mandés à l'hôtel de Yorck, où ceux-ci reçurent chàcun une bourse de cinquante louis et les deux actrices, »une boëte«. Les autres artistes qui avaient joué devant le roi jetèrent les hauts cris et Bachaumont ajoute que »les jalousés« ne se montrèrent que très médiocrement contents et attribuèrent cette mesquinerie au comte de Duras, qui avait remplacé son père pendant les derniers temps du séjour de Sa Majesté danoise. C'est aussi sur le duc que retombèrent toutes les recriminations des gens de lettres qui firent remarquer avec raison que si Christtan VII, peu avant son départ, ne s'était pas rendu aux Académies, »il se serait éloigné«, dit Bachaumont, »sans connaître cette précieuse partie d'hommes choisis de la capitale«. Aussi fit-on circuler ce couplet:

> Frivole Paris, tu m'assommes
> De soupers, de bals, d'opéras!
> Je suis venu pour voir des hommes:
> Rangez-vous, Monsieur de Duras.

qui fut attribué successivement à Poinsinet, à Barthe[1], à Champfort, et qui était en réalité

[1] A une représentation des *Fausses infidélités*, Barthe trouva moyen de s'approcher du roi et de lui demander ce qu'il

du chevalier de Boufflers, qui avait conquis la faveur du prince et s'était décidé sur ses vives instances à le suivre en Danemarck. Ces vers furent imiter pour célébrer la marquise de Coislin [1], seule femme à la cour qui avait paru faire sur le roi une assez vive impression:

Je cherche des grâces légères,
Un coeur honnête, un esprit fin,
Retirez-vous, beautés grossières,
Laissez apparaître Coislin.

En résumé, malgré le dépit des gens de lettres ou la mauvaise humeur de quelques comédiens, Christian VII avait obtenu un véritable succès auprès de la société parisienne. Il se montra bon pour les pauvres, bienveillant pour le populaire, voulut tout voir jusqu'à se rendre malade de fatigue, ne marchandant pas les temoignages de son admiration. Il avait de plus l'esprit ouvert, la répartie facile, le mot aimable. Nous ne nous aviserons pas d'en faire ici un recueil, mais cependant nous en citerons deux ou trois, qui sont dignes d'être reproduits.

---

pensait de cette pièce. »Fort jolie«, répondit le roi, un peu interdit. »En ce cas, permettez à l'auteur, de Vous en offrir un exemplaire. [1] Marie-Anne-Louise-Adélaide de Mailly-Rubempré, mariée en 1767 à René de Camboust, marquis de Coislin, maréchal de camp.

Dans un souper chez le roi, ce prince demanda à Christian VII, quel âge il donnait à la marquise de Flavacourt qu'il semblait trouver charmante. Il répondit: »trente ans«. »Elle en a plus de cinquante«, repliqua Louis XV. »Sire, c'est une preuve qu'on ne vieillit pas à votre cour.« — Une autre fois Louis XV lui faisait remarquer, qu'il pouvait être son grand-père. »C'est ce qui manque à mon bonheur«, répondit-il. Enfin comme il revenait de Fontainebleau à Paris, en passant à Essomes, la foule entoura sa voiture en criant: »Vive le roi«. Il se mit à la portière, en feignant de ne pas prendre cette manifestation pour lui: »Mes enfants, il se porte bien, je viens de le voir«.

Le 6 décembre, Christian VII quitta Paris. Grimm en racontant ce séjour, s'écrie plaisamment, mais non sans raison: »J'ose croire qu'un peu moins d'empressement, moins de bruit, plus de calme et un peu d'intermittence dans les fêtes auraient rendu au roi de Danemarck son voyage plus agréable et auraient été plus conformes à la dignité d'une grande nation. Au reste, avec une constitution assez frêle, un roi voyageur ne peut se dispenser de diner, souper, jouer, danser, veiller tous les jours au milieu de cinq ou six cents personnes qu'il ne connaît point; si avec la vue

excessivement basse, il faut qu'il ait vu tous les tableaux et parcouru toutes les salles de l'Académie de peinture en vingt minutes, il me paraît qu'il ne faut pas qu'un roi voyage, ou qu'il ne faut pas voyager en roi«.

Mais Christian VII n'en avait pas encore fini avec les réceptions et, après toutes les fêtes de Paris, il lui fallut encore subir une soirée de gala dans la capitale de l'Intendance de la Champagne. Du moins trouverons-nous là quelques détails intéressants sur la composition de la suite du roi et sur les efforts faits pour ménager à ce prince une réception convenable dans une petite ville de province. Il y là une petite peinture locale qui ne nous a point parue dépourvue d'intéret.

C'est le 5 décembre seulement que le secrétaire d'Etat Bertin fait prévenir M. Rouillé d'Orfeuil, intendant à Chalons, du passage du roi de Danemarck. Grand fut son émoi, car il se voyait peu de temps pour préparer une réception convenable. M. Bertin ne donnait d'ailleurs que de très vagues indications, recommandant seulement d'avoir soin de ne pas loger loin du roi M. M. de Bernstorff, de Moltke et de Holck, et il ajoutait de sa main à la dépêche officielle: »Le roi n'a donné aucun ordre particulier, mais l'ordonnance générale est de traiter ce prince

comme il le désirera, et le roi lui a fait dire, qu'il serait traité comme il le jugerait à propos, ce qui vous met à l'aise«. M. Rouillé d'Orfeuil se hâte alors d'écrire à son collègue de Soissons pour lui demander ce qui a été fait pour Christian VII à son arrivée en France et il apprend que, notamment à Péronne, la ville a été illuminée. Il s'adressa aussitôt à Reims, qui par son importance possedait plus de ressources. Son subdélégué lui promet »six ou huit volailles de ce qu'il y aura de plus parfait, vingt bouteilles de Champagne mousseux du meilleur, vingt-cinq autres très mousseux de première qualité et autant de vin rouge de première distinction«. Le maire de Reims se hâte de lui annoncer le départ du S^r Le Blanc pour l'organisation d'un feu d'artifices, du Sr Morin »le meilleur violon de la ville avec quelques musiciens de choix«, trente bouteilles de Sillery non mousseux, le meilleur des caves de la ville, enfin il le prévient qu'il a chargé le préposé de la marée de prendre les plus belles pièces de poisson. En même temps M. Rouillé adressait au roi l'invitation de descendre à l'Intendance et à M. de Bernstorff un mémoire détaillé pour lui soumettre ses divers projets, auquel le ministre répondit en marge, article par article, en ajoutant que Sa Majesté Danoise avait quitté l'incognito

aussitôt après sa première visite à Fontainebleau [1].

Christian VII vint d'abord coucher au prieuré de Reuil près de la Ferté-sous-Jouarre où l'archevêque de Cambray, qui en était titulaire, vint le recevoir avec l'Indentant de Soissons [2]. Le prince avait une suite nombreuse, dont la plus grande partie devait trouver place dans le beau palais de l'Intendance de Chalons. Elle se composait du comte de Bernstorff — qui n'arriva à Chalons que le matin du départ —, du baron de Schimmelmann, des comte de Moltke, de Holck, d'Ahlefeldt, du baron de Bülow, de M. de Düring — ces trois derniers aides de camp — du conseiller A. de Schumacher, des secrétaires du roi Temler et Sturz, du docteur Struensée, de l'aumonier Schønheyder [3], Texier, trésorier, German, secrétaire, de Warnstedt, page, Prieghel, premier valet de chambre; ensuite un maître d'hôtel, un courrier de cabinet, un second valet et un laquais de la chambre, un friseur, trois cuisiniers, un chirurgien, trois valets de pied, un courrier, un cocher, trois

---

[1] Toutes ces pièces sont conservées aux Archives départementales de la Marne, carton de l'Intendance no. 141. [2] Celui-ci n'avait pu calmer le zèle de son collègue de Chalons, lui ayant cependant écrit: »Je ne m'imagine pas qu'après toutes les fêtes que l'on a données, il y ait rien à maginer«. [3] Tous deux logèrent dans l'auberge de la Pomme d'or.

valets de garde-robe, un argentier, vingt domestiques des personnes de la suite.

Nous allons maintenent laisser M. Rouillé d'Orfeuil raconter lui-même au duc de Choiseul la réception qu'il fit au roi et dont il paraît très satisfait.

Châlons le 12 décembre 1768.

J'ay eu l'honneur de vous marquer le 6 de ce mois que j'avais pris mes mesures pour recevoir à l'Intendance le roy de Danemarck. En conséquence j'ay cru devoir samedi dernier, le 10 de ce mois, aller au-devant de S. M. Danoise jusqu'à Jalons, village éloigné de 4 lieues de cette ville, et où était placé le dernier relai de poste; et après avoir été présenté par M. le comte d'Holck, j'ay précédé le Roy, qui est arrivé à Châlons sur les sept heures du soir. S. M. D. a trouvé toutes les rues illuminées, la milice bourgeoise sous les armes et s'est rendue à l'Intendance dont les portes et la cour étaient illuminées. La compagnie de l'arquebuse était rangée en armes dans la première antichambre. Le Roy trouva aussi dans la pièce qui précédait son salon Mes les Gardes du Corps de la compagnie de Villeroy en grand uniforme, mais S. M. ayant refusé la garde qui lui fut offerte par le commandant, l'arquebuse s'empara des por-

tes de l'appartement du Roy et en fit la garde pendant toute la nuit.

J'avais fait préparer à la suite de l'appartement du Roy une salle de spectacle assez grande pour y contenir au moins 300 personnes et où j'avais rassemblé la meilleure compagnie qu'il m'avait été possible. S. M. s'y étant rendue presque aussitôt son arrivée, la troupe de comédiens de cette ville donna une représentation de Ninette à la cour et du Maréchal. S. M. me parut s'en amuser et voulut bien même me le témoigner.

Le roy soupa ensuite en public et admit à sa table M. l'Evéque de Châlons et trois des officiers des gardes du corps ayant rang de lieutenant-colonel: il me fit aussi l'honneur de m'y donner place et à Mad. de Rouillé. Après le souper je fis tirer un feu d'artifices et S. M. se retira sur le minuit dans son appartement.

Le roy partit le lendemain sur les onze heures et trouva sur son passage la compagnie des Gardes de Corps rangée en bataille. A mon égard je le précédais jusqu'à Belay, village distant de cinq lieues et ou se trouvait le premier relai de poste. Je pris alors congé de S. M. D. qui me parut satisfaite et me renouvela des remerciements qu'elle avait eu déjà la bonté de me faire, n'ayant cessé dans tout le temps qu'elle est restée à l'Intendance

de me donner et à Mad. de Rouillé des marques de sa bonté et de sa satisfaction.

Ayant trouvé l'occasion, Monsieur, d'entretenir S. M. D. de la ville de Reims, je ne lui laissais pas ignorer que c'était sous votre ministère que cette ville venait d'y élever un monument à la gloire du Roy. S. M. D. désira le connaître, et m'ayant paru examiner avec satisfaction les plans et vues de la place que je luy présentay, et principalement les gravures de la statue du Roy, je luy en proposay le recueil. S. M. D. l'accepta et me dit sur le champ que ce présent luy était très agréable et luy faisait beaucoup de plaisir.

Enfin, je n'ay rien négligé de tout ce qui pouvait dépendre de moi pour recevoir et loger le roy de Danemarck, les seigneurs qui l'accompagnaient, et toute la suite le mieux qu'il m'a été possible. Mon zèle a suppléé au defaut de temps et au peu de ressources que l'on trouve icy, n'ayant été dans le cas de prévoir que ce prince pourrait loger à l'Intendance que trois jours avant son arrivée« [1].

[1] Le 18 décembre, le duc de Choiseul écrivit à M. Rouillé d'Orfeuil pour le féliciter au nom de Louis XV de la façon dont il avait reçu le roi de Danemarck. Le 4 juillet, M. de Bernstorff écrivit de Copenhague à M. de Rouillé pour le prier de remercier le sr Sabattier d'un livre qu'il avait offert à Sa Majesté Danoise, et surtout pour exprimer à l'Intendant comme il avait été sensible aux attentions »dont vous avez donné à S. M. D. tant de marques«, et ses regrets d'avoir manqué l'occasion de le voir.

La représentation théâtrale de Châlons avait été précédée d'un prologue de circonstance composé par le s^r^ Darnaud, la musique était du s^r^ Petelard précédemment au service du roi Christian.

Récit.

Accourez tous, ris et plaisirs,
Venez, venez, que rien ne vous arrête!
Venez en signe de conquête
Pour célébrer un prince, objet de nos désirs!

Choeur.

De Christian, célébrons la gloire,
Exaltons ses heureux destins,
Qu'il règne dans notre mémoire,
Il fait le bonheur des humains.

Air.

Du Midi au Nord ses vertus retentissent,
Il charme tout par son abord,
Et, si ses peuples le chérissent,
C'est que son règne heureux ressemble à l'âge d'or.

Vaudeville.

I.

Puissent les Dieux combler d'un bien suprême
Un roy qui préside à nos jeux,
Il sçait le prix que vaut un diadème
Puisqu'il rend ses peuples heureux.
Minerve et Mars, ainsi que la Victoire
Luy prodigueront leurs faveurs,
Mais il fait consister sa gloire
A triompher de tous les coeurs.

2.

Dès qu'on le voit, on l'aime, on le révère,
Son aspect seul charme les sens,
Il est des arts le soutien et le père
Et sourit à tous les talents.
Il fut toujours l'ami de Melpomène,
On le célèbre en tous les lieux,
Du Danube jusqu'à la Seine,
Son nom retentit vers les Cieux.

3.

Prince chéri, des Danois l'espérance,
De Frédéric trop digne fils,
Dans tes climats remporte de la France
Nos voeux et l'amour de Louis;
De nos transports tes vertus sont le gage
Qui tu rends nos coéurs satisfaits!
En te rendant ce pur hommage,
Puisses-tu règner à jamais.

Le roi se rendit le 11 à Verdun et continua sa route vers l'Allemagne[1]. Son retour en Danemarck était devenu urgent à cause de graves évènements qui se préparaient en Suède. Pendant l'automne, une sérieuse agitation s'était manifestée dans ce pays. Le roi avait d'abord tâché de s'opposer au mouvement, mais il avait dû céder, et précisément à l'heure ou Christian VII reprenait la route

[1] Voici son itinéraire: Metz, 12 et 13, Nancy, 14, Phalzbourg, 15, Strassbourg, 16 et 17, Wissenbourg, 18, Landau, 19, de là sur Manheim

de ses Etats, le roi de Suède avait forcé, sous la pression des collèges administratifs, le sénat à convoquer la diète. Il préparait déjà la voie à la révolution qui ne devait cependant s'accomplir qu'en 1772. Mais dès cette époque, il avait la France complètement avec lui, à ce point que le duc de Choiseul n'hésita pas à déclarer au baron de Gleichen, »que S. M. m'a ordonné de vous notifier, tandis qu'il en est temps encore, que, vu l'intérêt qu'elle prend à la Suède, elle regardera toute voie de fait comme une rupture avec la France et que l'Espagne suivra indubitablement le même principe«. Bernstorff répondit aussitôt que son souverain apprenait »avec une peine sensible la part que prend S. M. T. C. aux mouvements de la Suède«, mais qu'il espérait que le gouvernement français ne négligerait aucune mesure pour assurer le repos de cet Etat«[1]. Choiseul répliqua par une nouvelle note du 28 mars, très adoucie de ton, émettant l'espoir que la forme du gouvernement Suédois ne serait pas changée, mais déclarant qu'au cas où elle le serait, il n'appartiendrait à aucune puissance étrangère d'intervenir et que par conséquent il était assuré, »que le roi de Danemarck voudrait bien rejeter des partis violents qui nuiraient à l'amitié véritable que le

[1] Du 7 février 1769.

roi sent pour lui«. Tout au contraire, en prévision de ces évènements, le Danemarck songea aussitôt à conclure une convention en vue d'une alliance perpétuelle avec la Russie. Bernstorff attachait une grande importance à ce pacte de famille du Nord, qui devait devenir le contrepoids du pacte de la maison de Bourbon, et attribuer à son pays le rôle principal maritime dans la Baltique[1]. Mais il voulait pour se décider que l'Angleterre se déclarât d'avance en faveur du Danemarck au cas d'une attaque de la France, et même promît un subside. Le cabinet anglais laissa trainer les choses en longueur, ce qui compromit la conclusion du traité. En même temps Bernstorff, malgré les menaces de Choiseul, cherchait à peser de toutes ses forces sur les résolutions de la Suède, en faisant vivement agir ses partisans.

---

[1] Ce projet fut rédigé à Copenhague après le 23 février 1769. Le traité fut signé le 13 décembre.

CHAPITRE XIV.

M. de Blosset revient à Copenhague. Armements maritimes. Le gouvernement français déclare que, s'ils sont dirigés contre la Suède, ce sera une rapture. Explications de Bernstorff. Rareté de dépêches de Blosset. Le dévouement de Gleichen pour Choiseul le rend suspect à Copenhague. Son rappel. M. de Blome le remplace. Affaires de Suède. Mémoire de Bernstorff au roi. Il se sent déjà menacé. Il demande à Pétersbourg qu'on ne paraisse pas le soutenir. Apparition de Struensée dans les affaires intérieures du royaume. Son origine. Son influence sur le roi d'abord, puis sur la reine. Commencement des intrigues. Voyage de la cour en Holstein. Disgrâce du comte de Holck. Le parti de la reine opposé à la Russie. M. de Filosofoff. Cause de la haine de Struensée contre lui. Faveur croissante de ce personnage. Instructions données à M. de Blome. Bernstorff renversé le lendemain. Succès de Struensée. Conclusion.

Le marquis de Blosset revint à Copenhague au mois de mars 1769, et il avait reçu

comme unique instruction de représenter à la cour de Copenhague que tout armement naval en vue des affaires de Suède serait considéré comme une rupture avec la France. Bernstorff s'empressa de charger Gleichen d'expliquer que les armements dont on faisait tant de bruit, étaient absolument insignifiants, et de déclarer que son gouvernement reconnaissait pleinement à la Suède le droit d'agir en toute liberté pour ses affaires intérieures[1]. Blosset, au contraire, affirme la destination hostile de l'escadre danoise[2], et constate le retour complet de la faveur de Bernstorff[3]. La Russie se mit également à armer sur mer, mais Bernstorff, sérieusement questionné par le marquis, assura qu'il ne ferait pas sortir ses navires, à moins de circonstances inattendues. »Malgré ces belles paroles, je crois que si le Danemarck n'agit pas avec la Russie, c'est qu'il ne trouve pas la partie assez bien liée, et que dès qu'il croira pouvoir se déclarer sans crainte contre la Suède, il n'y manquera pas«[4].

Il n'y avait plus en fait de rapports diplomatiques entre les deux couronnes. M. de Blosset n'adressait que de loin en loin de

[1] du 15 avril 1769. [2] du 24 avril. [3] du 29 avril. [4] du 27 juin 1769.

courtes dépêches à son gouvernement, et nous ne trouvons plus de trace de lettre de Bernstorff à M. de Gleichen. Celui-ci, connu comme tout à la dévotion de Choiseul, n'inspirait aucune confiance à Copenhague : il reçut plusieurs admonestations très dures et devait être enfin remplacé au mois d'avril 1770. »Le roi a rappelé M. de Gleichen«, écrivit à cette occasion M. de Bernstorff à son agent de Russie, »de Paris au grand déplaisir de M. le duc de Choiseul, qui a marqué dans cette rencontre une vivacité dont je ne suis pas surpris, mais aussi un intérêt qui m'étonne. S. M. l'envoie à Naples où il pourra être aussi peu danois qu'il voudra, sans nuire aux affaires.« Il eut pour successeur M. de Blome. Mais bien auparavant, comme nous l'avons dit, il n'y avait véritablement aucùn rapport diplomatique entre le Danemarck et la France. Notre ambassadeur n'avait vraiment plus qu'à tenir son gouvernement au courant des intrigues de palais qui signalèrent cette année 1770 à Copenhague. Les évènements de la Suède absorbaient complètement les préoccupations de politique extérieure du cabinet danois qui marchait entièrement d'accord avec la Russie. Le roi Christian abandonnait de plus en plus la direction du gouvernement, laissant la reine multiplier ses intrigues, tandis que

Bernstorff dirigeait en réalité toutes les affaires[1].

C'est vers ce moment que Struensée entra véritablement en scène, et commença à battre sérieusement en brêche l'influence du chef du cabinet danois. La première fois que nous voyons notre ambassadeur en parler, c'est dans une dépêche du 29 avril 1769, au retour du voyage de France. »Le roi adore le page et le médecin[2]; il passe une partie du jour à jouer avec eux dans son appartement.« Un peu plus tard, il répète presque la même chose: »Le roi continue à s'amuser avec son page et son médecin.«[3]

Struensée exerçait modestement la médecine à Altona, et doué de qualités brillantes, élégant de sa personne, recherché dans ses manières, il s'y était lié très intimement avec les deux comtes de Rantzau-Ascheberg et de Holck, ainsi qu' avec M. de Brandt[4]. Ils ne

[1] Blosset, 12 décembre 1769 et 8 mai 1770. [2] M. de Warnstedt, ami intime du comte de Holck. Ce fut son frère qui fut envoyé à Pétersbourg pour annoncer la chute de Bernstorff: il revint le 25 novembre et fut aussitôt mis aux arrêts et rendu à la liberté seulement le 12 décembre après le départ de M de Filosofoff. »Je crois que, séduit par les Russes,«, écrit Blosset le 18, »il avait promis le crédit de son frère contre le parti: on avait par comédie feint de mal le recevoir à Pétersbourg.« [3] Blosset, 12 décembre 1769. [4] Nous réunissons ces détails d'après la correspondance de M. de Blosset et le mémoire de Struensée, écrit pour sa justification au mois de février 1770, dont une copie traduite fut envoyée le 25 par M. de Blosset au duc d'Aiguillon.

tardèrent pas à le tirer de la petite ville où il se trouvait perdu et l'amenèrent à la cour en lui procurant le titre de médecin de voyage du roi au commencement de l'année 1768. Il plut à Christian VII qu'il accompagna dans le voyage de France. Struensée mit à profit les relations que facilitait une intimité de tous les jours. Causeur agréable, très lettré, très intelligent, il sut se rendre indispensable et. dès ce moment, il dressa ses batteries pour renverser le comte de Holck qui avait le plus vivement agi pour le faire appeller à la cour. Tout au contraire il paraissait soigner M. de Bernstorff, qui, à son retour de France, lui fit allouer mille rixdalers pour l'indemniser de ses frais de voyage. Struensée paraissait se dévouer absolument à la santé »physique et morale« du roi, assure t-il dans son mémoire justificatif, et surtout à le rapprocher de la reine. En rentrant en Danemarck, la cour séjourna a Frederiksborg et pendant ce temps le nouveau favori commença à voir plus de monde, à être surtout plus recherché, parceque on sentait que la faveur se tournait de son côté, et à se mêler plus activement des affaires, ou pour mieux dire, des intrigues. Il s'était lié très intimement avec Warnstedt, premier page du roi et très avant dans son intimité, et ménageait extrêmement le comte de Holck. Il avait aussi con-

quis la confiance de la reine vers la fin de l'armée 1769: il avait reçu ses confidences sur le peu de sympathie que lui inspirait le roi et sur la méfiance qu'elle éprouvait pour Holck, dans lequel elle sentait un ennemi véritable. A ce moment, Struensée se trouvait dans cette singulière situation d'être en même temps consulté par les deux royaux époux, mais il n'est pas difficile de deviner vers lequel il penchait, avec lequel surtout il espérait pouvoir établir son influence.

Les intrigues se croisaient alors en tous sens à la cour de Copenhague, où existaient trois partis bien distincts: celui du comte de Holck, opposé à la reine, celui de la reine et celui de Mad. de Gähler qui fut arrêtée en même temps que Struensée. M. de Saldern, ambassadeur de Russie, avait complètement succédé au prince de Hesse dans sa faveur aupres du roi, qui ne lui refusait rien en vue d'assurer le succès du traité éventuel du Holstein, et avait obtenu sans peine la disgrâce du comte de Saint-Germain. Ce fut aussi ce diplomate qui le décida à faire son voyage en France. La reine alors vivait très retirée, sans crédit, véritablement délaissée par son époux et se consumant en récriminations inutiles contre l'influence de la Russie. On sait que c'est la rupture de la czarine avec le Gouvernement de la Porte qui précipita le

retour de Christian VII, qui devait poursuivre son voyage jusqu'en Italie. On crut qu'il allait s'occuper sérieusement des affaires du pays, mais comme le dit M. de Blosset, il passait son temps à s'amuser dans ses appartements »avec son premier page et son médecin.«

»Ce premier médecin«, écrit un sieur Prieur, auteur d'une notice manuscrite sur la jeunesse de Christian VII[1], »était un de ces hommes extraordinaires que la fortune se plaît à élever par intervalle au plus haut point de grandeur pour le laisser retomber tout à coup dans les derniers degrés de l'infortune. C'était Struensée, simple médecin à Altona; ses talents lui avaient ouvert l'entrée de la cour de Copenhague. Nommé pour suivre le roi dans son voyage, il y trouva plus d'occasions de se rendre utile et agréable. Le roi alors partegeait sa confiance entre le comte de Holck et Warnstedt, son premier page. Struensée, d'un état inférieur au leur, les flatta avec tant d'adresse qu'ils eurent l'imprudence de l'admettre en tiers au partage de la familiarité de leur maître. Le médecin, plus éclairé et surtout plus ambitieux, méditait le projet de s'établir sur leur ruine. De plus hautes desti-

---

[1] 1 Vol. Danemarck 346. Archives des affaires Etrangères de France.

nées l'attendaient à Copenhague. L'amour vint y seconder son ambition. La reine, rebutée par le roi dès l'origine, accablée de ses froideurs, d'un tempérament très ardent, voulait se venger. A la cour, elle ne pouvait attirer personne sans risquer un facheux éclat. Struensée était dans la fleur de l'âge, galant, spirituel: la reine l'aima: lui feignit de l'aimer et entretint sa passion de paroles et de lectures voluptueuses. Vers la fin de mars 1770, comme il l'avoue nettement dans son second interrogatoire, il n'eut plus rien à désirer. Il était alors le favori du roi et l'amant de la reine. Nul ne s'en doutait encore, même quand il fut nommé conseiller d'Etat et lecteur du roi sous prétexte de récompense pour avoir inoculé le prince royal.«

Le situation à la cour de Copenhague était donc an printemps de 1770 très critique D'un côté M. de Bernstorff représentait l'ancien système. Pendant les dix-huit ans qu'il était resté à la tête du gouvernement danois, cet homme d'état éminent avait, par sa persévérance et un mélange heureux d'hardiesse et de prudence, amené les choses au point où il pouvait espérer voir se résoudre d'une manière avantageuse la question du Holstein si menaçante pour le Danemarck, et s'établir une alliance avec la Russie qui assurerait au royaume une position très importante dans le Nord.

Mais malgré ces titres à la confiance du roi, le crédit de Bernstorff n'était pas solide. Même parmi les hommes impartiaux, l'opinion était répandue que le ministre se laissait leurrer par Catherine II, qui au moment donné se jouerait de ses promesses et ne se laisserait jamais amener à céder la partie ducale du Holstein. Et à ce noyau d'une opposition sérieuse allaient se joindre d'autres éléments moins respectables. Pendant un ministère de presque vingt ans, Bernstorff n'avait pu éviter de froisser beaucoup d'ambitions et de se créer beaucoup d'ennemis, d'autant plus qu'il était d'origine étrangère et manquait de racines dans le pays. Enfin, absorbé par ses devoirs accablants de ministre dirigeant, il n'avait ni le goût ni le loisir de veiller aux intrigues d'une cour frivole. De l'autre côté, Struensée, intelligent, ambitieux et doué de beaucoup de qualités brillantes, représentait des idées modernes, et il était soutenu par la jeune reine, qui, il est vrai, ne s'intéressait guère à la politique, mais qui se sentait rebutée par l'austérité de Bernstorff, haïssait les deux ministres russes et était prête à sacrifier tout à sa passion pour Struensée. Entre ces deux rivalités était placé le jeune roi, affaibli d'esprit et de corps pas des excés de jeunesse, et de plus en plus dominé par sa femme et par son favori. La crise ne tarda pas à éclater et le voyage que le roi entre-

prit dans le Holstein pendant l'été 1770, devint le point de départ d'évènements qui réduisirent le Danemarck à un état d'impuissance et de déconsidération dont il eut de la peine à se relever pour longtemps.

Le voyage était projeté par la reine, à laquelle il tardait d'echapper à l'étiquette et au contrôle de la cour, et par Struensée qui désirait soustraire le roi à toute autre influence. Bernstorff tâcha vainement de s'y opposer et il se décida alors à accompagner le roi. La mort de la vieille reine douairière Sophia Magdalène, veuve de Christian VI, à la fin de mai, faillit rendre le voyage impossible, mais rien n'arrêta la reine; l'enterrement fut précipité avec une hâte indécente et le 18 juin déjà on se mit en route. La suite comprenait Holck, sa sœur, la grande-maîtresse de la reine, et son frère, Struensée et la cotérie féminine de la reine. Warnstedt avait, peu de temps avant, été éloigné de la personne du roi. On dut s'arrêter, à cause d'une indisposition de la reine, à Slesvic, où le roi revit pour la première fois depuis plusieurs années sa sœur et le prince de Hesse, son beau-frère et ancien favori. Cette entrevue fut marquée d'une grande froideur de la part du roi, et il fut évident que le prince, qui avait toujours soutenu Bernstorff, avait perdu tout crédit. De Slesvic la cour se rendit à

Travendal, chateau royal en Holstein, où l'intrigue commença à se faire sentir. M. Brandt, jeune étourdi et créature de Struensée, jusqu' ici en disgrâce, se présenta à la cour et fut bien accueilli. De même le comte de Rantzau, un des plus grands seigneurs des royaumes, rusé et entreprenant, mais taré de réputation et ennemi déclaré de la Russie, vint faire sa cour au Roi, et la rumeur se répandit qu'il était destiné à occuper une haute position dans le gouvernement. Cette perspective était trop grosse de dangers pour que Bernstorff crût pouvoir plus long temps garder le silence. Laissant de côté sa propre personnalité, il adressa au roi un mémoire daté le 18 juillet, dans lequel il fait observer que le comte de Rantzau était considéré par la cour de Russie comme un ennemi avéré, et l'adversaire, d'accord avec le comte de Saint-Germain, de l'alliance russe, et il n'hésite pas de déclarer que la faveur dont jouirait Rantzau serait au plus haut degré préjudiciable aux intérêts du Danemarck. Ce mémoire est excessivement remarquable par la force de son raisonnement et constitue de la part de son auteur un acte à la fois des plus honorables et des plus courageux, car en l'écrivant, connaissant la force de la cabale dirigée contre lui, il savait le danger auquel il s'exposait. Le seul effet de ses remontrances fut que le roi promit de

ne pas faire entrer Rantzau au Conseil, mais il persévéra dans son projet de lui donner une place dans le collège de la guerre. Bernstorff savait désormais à quoi s'en tenir. En effet, il ne se faisait aucune illusion, car quelques jours après il écrivit au comte de Scheel à Pétersbourg une lettre particulière dans laquelle on lit ce passage: »Vous me seconderez, je le sais, vous ne vous laisserez pas décourager non plus, vous soutiendrez avec patience et fermeté les amertumes qui très probablement vont se répandre sur votre ministère et le mien. Vous m'aiderez à adoucir les esprits, à détourner les aigreurs, à prévenir les éclats et, un mal plus grand encore, la froideur et la défiance.« Comme on le voit, Bernstorff ne pensait qu'à maintenir la Russie dans ses bonnes dispositions envers le Danemarck, malgré les imprudences du roi, et loin de vouloir accepter que le comte de Panin ou les deux ministres russes à Copenhague intervinssent en sa faveur personnelle, il craignait qu'une pareille intercession ne pût que lui devenir funeste. Ainsi il écrit à M. de Scheel le 7 août: »Je me crois assez fort pour maintenir mon terrain et empêcher que le roi ne soit entraîné, pourvu qu'on ne fournisse pas à ceux qui l'entourent et qui ne prennent encore aucune part directe aux affaires de l'Etat, des prétextes pour s'en mêler et qu'on ne les

mette pas dans le cas de croire que leur défense et leur propre salut les obligent à faire du mal.«

Bernstorff continua donc la lutte, confiant dans sa juste cause, mais le résultat ne répondit pas à son attente. L'influence de la reine et de Struensée devint tous les jours plus accentuée. Le comte de Holck, qui jusqu'ici avait à un certain point contrebalancé cette influence auprès du roi, fut congédié, ainsi que sa sœur, la grande-maîtresse de la reine, et peu après la plupart de la suite fut renvoyée à Copenhague pour ne pas géner par sa présence la reine et Struensée. Libre désormais de toute entrave, on fit une visite de plusieurs jours au chateau de Rantzau. Naturellement Bernstorff n'accompagna pas le roi dans cette occasion et il alla, en attendant, dans ces terres non loin de Hambourg où il rencontra M. de Filosofoff qui avait fait une cure à Pyrmont. Il ne suivit pas non plus le roi et la reine dans l'excursion qu'ils firent le 17—18 août à Lünebourg pour voir la mère de la reine qui était accourue d'Angleterre, alarmée par les rumeurs déjà arrivées à Londres, afin de conseiller à sa fille de ne pas commettre d'imprudence et afin de soutenir Bernstorff qu'elle estimait hautement. L'entrevue avait d'abord été fixée à Brunswick, mais la reine qui craignait les remontrances de sa

mère, l'avait contremandée. A la fin elle dut se décider à rencontrer la princesse de Galles à Lünebourg, mais elle réussit à éviter pendant cette courte entrevue tout tête-à-tête avec elle. Le 27 août la cour retourna à Copenhague. La cabale avait remporté des succés importants: le comte de Holck était destitùé et M. de Brandt le remplaçait auprès du roi, le comte de Rantzau était rentré en grâce et la reine et Struensée dominaient complètement le roi.

Le marquis de Blosset avait suivi avec attention les péripéties de ce drame, aussi bien qu'il lui était possible, car à cette époque il n'était pas si facile aux diplomates étrangers qu'à présent d'être au courant des intrigues des cours, ,qui savaient mieux les tenir en distance. Déjà avant le départ de la cour pour le Holstein [1], il pressentait une crise. Après avoir raconté que Warnstedt avait refusé la place, qu'on lui offrait, en demandant au roi comme une grâce qu'il le conservât encore pendant deux ans comme premier page, il continue: »Son ami Struensée s'est encore mieux tiré d'affaire, il a profité de l'inoculation du prince royal pour quitter la profession de médecin, et la reine a eu pour lui un brevet de conseiller des conférences, qui est au-dessus de

[1] Blosset 8 mai 1770.

conseiller d'Etat, et la place de lecteur de Sa Majesté, vacante depuis deux ans.« Mais en parlant du voyage projeté, il ajoute: »l'intrigue échouera parce qu'il n'y a pas une tête sérieuse.« Mais il dut bientôt revenir sur ce pronostic: »le parti de la reine a crû si vite que celui de Holck est anéanti et lui très inquiet sur son sort. Bernstorff, Schimmelmann et Reventlow verraient avec peine sa chute et n'ont point encore osé accepter l'offre de Filosofoff de demander au roi le renvoi de M. de Struensée, chef de la cabale qui leur est opposée. Cet homme obscur, ci-devant médecin, depuis deux mois lecteur de Sa Majesté et conseiller des conférences, était l'hiver dernier le rival de ce ministre aussi auprès d'une actrice de la Comédie, et dans un accès de jalousie celui-ci lui cracha au visage en plein spectacle et en présence de l'objet de leur amour. Cet outrage n'a pas corrigé le galant médecin de son goût pour les femmes. La calomnie ou la médisance assure qu'il a osé jeter des regards, rien moins que respectueux, sur la reine, et que cette princesse daigne abaisser les siens sur lui. On ne sait pas encore ce qui résultera d'une cabale animée par la politique et par l'amour, mais si elle prenait le dessus, défavorable à Holck et alors au crédit russe, le ministère serait très

embarrassé« [1]. Le 2 juillet, M. de Blosset écrit: »M. de Bernstorff est dans une mortelle inquiétude«, et huit jours après [2] il dit: »il paraît que la reine conserve sa supériorité, qu'élle travaille à augmenter le nombre de ses partisans. Elle a déjà fait rendre ses emplois à un Danois [3], qui les avait perdus, il y a deux ans, pour avoir donné un mémoire contre le comte de Holck, et on assure qu'elle va faire rentrer en grâce le comte de Rantzau, qui avait été enveloppé dans la disgrâce du comte de Saint-Germain et que les Russes avaient fait exiler pour avoir parlé contre le traité d'échange«. Presque en même temps, le duc d'Aiguillon écrivait à M. de Blosset pour le prevenir qu'il ne s'écoulerait que peu de temps avant qu'une révolution n'éclatât à la cour de Copenhague; il ajoutait cependant que M. de Bernstorff paraissait bien informé de ces projets; mais on se préoccupait surtout à Versailles de savoir si l'influence de l'Angleterre ne dirigeait point tous les fils de ces intrigues [4]. C'est que, à Versailles, on n'aurait pas été mécontent de voir l'alliance entre le Danemarck et la Russie rompue, seulement on craignait que l'Angleterre n'en profitât. M. de Blosset répondit que l'Angleterre n'était pour

---

[1] Blosset 12 juin. [2] du 10 juillet. [3] C'était Brandt. [4] Versailles 12 juillet.

rien dans ces intrigues et que même, vu l'intérêt qui s'imposait au Danemarck de ne pas mécontenter la Russie au point de vue de l'échange du Holstein, »dans la révolution dont on s'occupe, il n'est pas vraisemblable que nous retirions quelques avantages politiques, à moins que le cabinet russe n'engage celui de Londres à travailler avec lui pour ruiner les idées de la reine; alors je ne doute pas que ce parti ne se tourne vers nous par peur de la colère moscovite. Mais il y a parier que ce cas n'arrivera pas«[1]. Dès lors on affecta à Versailles une parfaite indifférence sur l'issue de la cabale: »tout cela«, écrit le duc d'Aiguillon le 29 août, »est pour nous un sujet de curiosité et non d'intérêt«.

La cour était, comme nous l'avons dit, de retour à Copenhague depuis le 27 août. Le calme parut se faire, mais notre ambassadeur n'en conçut aucune illusion favorable. »L'orage n'est pas fini, quoi qu'il n'y ait eu aucun coup nouveau, mais un des deux partis doit succomber. La reine presse le roi à venir passer huit jours près d'elle seule avec ses amis; elle pousse aussi au rappel du comte de Saint-Germain, ce qui ne peut manquer d'amener une révolution ici«[2].

---

[1] Blosset 31 juillet 1770. [2] du 4 septembre.

Cependant M. de Bernstorff vaquait avec son assiduité ordinaire aux affaires de son ministère. M. de Blome, colonel et aide de camp général du roi, était envoyé comme ambassadeur à Paris et il recevait des instructions assez curieuses sur ce qu'il aurait à faire et sur l'attitude qu'il devait garder. M. de Bernstorff rappelait que, jusqu' en 1755, la France parut attacher un grand prix à l'intimité de l'alliance danoise. Tout changea peu après, d'abord par l'influence du cardinal de Bernis, »voulant plaire à la favorite«, puis par celle du duc de Choiseul qui ne s'attacha qu'à l'alliance autrichienne. »Il imagina, en 1761, le célébre pacte de famille, en tournant désormais toutes ses vues, tous ses soins vers le Sud, il ne se souvint du Nord que pour le négliger, le haïr et le troubler«. L'alliance officielle expira le 15 mars 1764, après une durée de vingt et un ans et on s'en tint dès lors de part et d'autre »à une simple amitié«. En effet la France n'avait pas encore rompu avec la Russie et elle soutenait encore en Suède le parti libéral. Mais le gouvernement français subit un revirement brusque à l'égard de cette dernière puissance en se déclarant pour la reine de Suède: puis il suspendit au mois de janvier 1768 le paiement par annuité de l'arriéré des subsides dûs jusqu' en 1764. Il y aurait eu des vérités bien incontestables et

bien dures à dire; cependant le roi ne le fit pas, et il ne voulut pas même en toucher un mot pendant son voyage en France. Christian VII observa la même prudence lorsque M. de Choiseul adressa de véritables menaces à son ambassadeur pour le cas où le Danemarck interviendrait d'une manière quelconque au sujet des affaires intérieures de la Suède. M. de Bernstorff déclarait donc à M. de Blome que son gouvernement ne pouvait qu' être très mécontent de la cour de France, qui retenait des sommes considérables et incontestablement dûes, et agissait en Suède à l'encontre des intérêts les plus directs du Danemarck. Mais le nouvel ambassadeur ne devait formuler aucune récrimination, »ne pas tenir le langage d'un mécontent«, insistant seulement à l'occasion sur le paiement de ce qui était dû [1], il ne devait pas non plus dissimuler la bonne entente du Danemarck avec la Russie, mais »en conservant une contenance décente, dé-

[1] Cette malheureuse affaire fut enfin réglée au mois de mai 1772 à raison de 300,000 l. par an M. de Blome aurait voulu obtenir 600,000 l. d'annuité: »mais M. d'Aiguillon ajoute avoir eu beaucoup de peine à obtenir cela. Le roi et son conseil croient toujours aux prétendus torts argués par Choiseul. Il me fit même sentir que le duc de Choiseul ponvait avoir raison et que, si on voulait snbtiliser, il y aurait bien quelques torts à nous faire sur le passé. Je me suis borné à lui représenter qu'on avait été mal renseigné, et qu'il était aisé de nous renseigner sur ce point«. (7 mai 1772).

fendre avec énergie le système politique de son gouvernement, en faisant nettement remarquer que »le roi n'a rien fait contre la France, n'a manqué en rien à ses engagements, à son amitié envers elle«, et que s'il avait poursuivi avant tout l'échange du Holstein, c'est que c'était une question vitale pour le Danemarck, que Choiseul lui-même avait plus d'une fois reconnue. En terminant, le ministre recommandait à M. de Blome de ne rien négliger de ce que pourrait rétablir l'amitié entre les deux couronnes.

Ces instructions sages et modérées furent le dernier acte officiel de M. de Bernstorff. Elles sont datées du 14 septembre 1770, et le lendemain le ministre reçut un billet du roi, »le dispensant de toutes charges, en lui conservant uniquement sa place au Conseil«. M. de Bernstorff répondit le jour même au roi, en refusant très dignement la place au Conseil et se retira ensuite à Borstel[1]. Notre ambassadeur annonça la nouvelle dans une dépêche du 18: »la querelle entre le parti de la jeune reine et celui de M. de Bernstorff vient d'être décidée. Ce ministre, le comte de Laurvig, le comte de Holck, frère aîné du

[1] Après la chute de Struensée, la reine douairière Juliane-Marie paraît avoir eu l'intention de faire revenir M. de Bernstorff et le mettre à la tête des affaires, mais il mourut subitement le 18 février 1772 à Hambourg.

favori disgracié, sont privés de tous leurs emplois. On ignore encore ici les détails. Mrs de Rantzau, de Gähler et de Schack sont nommés ministres. Le roi a envoyé immédiatement un de ses aides de camp à la Czarine«. — De Versailles on répondit le 14 octobre: »Il y a longtemps que nous étions prevenus de la retraite prochaine de M. de Bernstorff et des changements qui viennent d'arriver à Copenhague«. Rien de plus.

Le pas difficile était franchi: M. de Bernstorff renversé, rien n'arrêta plus la reine. Elle fit signer à son mari un rescript déclarant qu'à l'avenir il voulait gouverner seul[1]; puis elle obtint de lui qu'il ne verrait plus les ministres: ceux-ci lui apportaient leur portefeuille au jour fixé, le laissaient et le roi le leur rendait quand cela lui plaisait en donnant ses décisions écrites. Au mois de décembre le conseil des ministres fut supprimé et les ministres, Thott, Moltke, Reventlow et Rosenkrands eurent leur congé. Jusqu' ici Struensée s'était contenté de gouverner en cachette et sous le nom du roi, mais le 15 juillet il se fit nommer »ministre intime de cabinet« avec l'avis que tout ordre signé par lui aurait la même efficacité que s'il eût été signé par le roi lui-même.

---

[1] Blosset, 18 septembre.

La czarine intervint sans perdre un instant, réclamant le rétablissement de M. de Bernstorff et annonçant qu'un refus serait une cause d'un sérieux refroidissement. M. de Filosofoff ne fut pas admis à pénétrer jusqu' au roi. Le 25 septembre M. de Blosset mandait que Bernstorff n'avait pas été remplacé et que les ministres étrangers avaient été prévenus que, s'ils avaient quelque communication urgente, ils devaient les transmettre par écrit au roi. Il ajoute: »on croit que le parti dominant a imaginé cette tournure pour rester maître aux affaires, sans qu'aucun d'eux soit nommément exposé au prémier feu de la cour de Russie, et couper court à toute communication de M. de Filosofoff«. En effet, ce ministre, quittant Copenhague, où son séjour était devenu impossible par le triomphe de Struensée, ne put même avoir d'audience de congé du roi, ce prince ayant su qu'il reviendrait à la charge au nom de son souverain[1].

Struensée et la reine avaient donc complètement triomphé et pendant seize mois ils allaient librement gouverner le Danemarck. Nous n'avons point à nous en occuper, ni à raconter la triste catastrophe qui mit fin à cette épisode de l'histoire danoise, d'autant

[1] Blosset, 20 novembre 1770.

moins que nous avons déjà traité cette matière ailleurs[1]. Notre tâche est terminée et nous devons nous arrêter au jour où tomba le ministre le plus éclairé, le plus dévoué à son roi et à sa patrie d'adoption que les Danois aient vu présider à la direction de leurs affaires. Nous n'avons pas non plus à revenir sur l'appréciation du rôle de Bernstorff si nettement et si parfaitement étudiée par M. Vedel dans la Correspondance du comte de Bernstorff avec le duc de Choiseul, et dans la correspondance ministérielle du comte de Bernstorff. Le ministre danois avait conçu un projet qui méritait une meilleure fortune. L'alliance solide des monarchies du Nord avec la France aurait assurément maintenu l'équilibre politique et la paix dans cette région, en mettant la Baltique à l'abri de la domination exclusive de la puissance nouvelle qui se développait d'une façon si inquiétante pour l'avenir de l'Europe. Cette combinaison avait une importance capitale à ce point de vue et l'on ne peut contester la justesse d'appréciation de Bernstorff, son dé-

[1] Revue d'histoire diplomatique No. 1 pag. 90—105. — M. de Lagrèze vient de publier un volume intitulé: La reine Caroline Mathilde et le comte Struensée, dans lequel il combat absolument les accusations portées contre ces deux personnages. Nous indiquons ce travail, en constatant seulement qu'il n'a pu modifier notre opinion.

vouement, sa patience, sa résignation même et son ardent patriotisme. Dans cette circonstance le gouvernement français manqua absolument de prévoyance et l'on doit s'étonner que M. de Choiseul, qui au début paraissait apprécier si nettement la situation, ait pu se laisser dominer peu à peu exclusivement par la Suède : cette puissance, par sa méfiance immuable et sa haine politique, fit en réalité échouer une tentative qui pouvait et devait avoir les conséquences les plus heureuses pour la paix du monde et pour l'influence de la France dans le Nord.

SOMMAIRE.



